

Assuré de ne pas être livré à la justice américaine

Le chef du cartel de Medellín s'est rendu aux autorités colombiennes

La puissance de la drogue

APRÈS sept ans d'une traque effrénée à travers le pays, Pablo Escobar, « Don Pablo », le chef mythique du trop fort cartel de Medellín qui gère 80 % du trafic de cocaïne à destination des États-Unis, s'est rendu, mercredi 19 juin, à ses conditions : il a choisi une prison au-dessus de Medellín, « sa » capitale, et attendu pour se livrer que l'Assemblée ait inscrit immédiatement dans la Constitution, juste trois heures auparavant, sa principale revendication : l'interdiction de toute extradition de citoyens colombiens. La victoire apparente du président Gaviria est donc beaucoup celle d'Escobar.

La police, l'armée et les représentants américains de la lutte contre la drogue ne s'y sont pas trompés, eux qui, derrière l'euphorie de rigueur, s'avaient « fous » peu après la reddition.

ALORS, n'est-ce finalement qu'une simple piquette moustique contre un trafic international de drogue à la peau de plus en plus dure ? Pas seulement. Car, même « sur mesure », la reddition du plus recherché des seigneurs de la cocaïne, survenant après celles des « parrains » du clan Ochoa en décembre, doit justifier, aux yeux du gouvernement Gaviria, sa politique, si critiquée, de la « main tendue ». Et inciter le jeune président, qui s'est juré de faire échapper son pays à cette double prise d'otages que lui font subir depuis trop longtemps la guérilla et le trafic de drogue, à poursuivre cette politique.

Pour le gouvernement, l'atout est de taille au moment où ses adversaires lui reprochent ses « complaisances » envers des narco-seigneurs, en surveillant d'un œil réprobateur les négociations avec les trois mouvements de guérilla qui n'ont pas encore rendu les armes, dont le deuxième round vient de s'ouvrir à Caracas. D'autant que, déjà accusé au succès de par la fragilité même de ses choix, M. Gaviria a pris un nouveau risque, plus dangereux encore, en jouant la carte de l'ouverture « interne » et de la modernisation pour en finir avec le poids écrasant des deux blocs traditionnels qui se sont partagé le pouvoir, les libéraux et les conservateurs. Une alliance entre « caciques » des deux partis, cimentée trop souvent par le clientélisme et la corruption.

Le 8 juin, M. Gaviria a frappé très fort en annonçant la dissolution du Parlement et la tenue d'élections législatives anticipées en octobre. D'aucuns ont crié « au coup d'État ». Ce n'est pas faux, tant le nouveau président, libéral réformateur, élu au terme d'une vague d'attentats sans précédent, veut aller vite pour changer un pays pris, là encore, en otage par ses pratiques politiques discréditées. En moins d'une semaine le divorce - impensable jusqu'ici - a été institué et certains privilèges parlementaires abolis. Et ce n'est pas un hasard si la fer de lance de la nouvelle ouverture s'appuie entre autres sur l'Alliance démocratique M-19, ce nouveau parti social-démocrate sorti tout droit du mouvement de guérilla M-19 « légalisé » en 1990.

A cet égard, le dernier épisode de l'épopée Escobar, même si la justice n'y trouve pas son compte, et de loin, sera tenu en Colombie pour un premier succès intérieur. Les négociations de Caracas montreront si cet essai peut-être transformé.

M0147 - 06210 - 6.00 F



Après avoir obtenu l'assurance qu'il ne serait pas livré à la justice américaine, Pablo Escobar, chef du cartel de Medellín et narco-trafiquant le plus recherché de Colombie, s'est rendu, mercredi 19 juin, aux autorités de son pays. La reddition de Don Pablo, quarante-deux ans, emmené par hélicoptère dans une prison près de Medellín, est un succès pour la politique de la « main tendue » pratiquée depuis un an par le président Gaviria à l'égard de la guérilla et des narco-trafiquants.



Lire pages 6 et 7 les articles de MARCEL NIEDERGAU et de SYLVIANE BOURGETEAU

La polémique sur l'immigration

M^{me} Cresson dénonce les propos de M. Chirac

M^{me} Cresson a qualifié, jeudi 20 juin, de « choquants » et « à connotation raciste » les propos tenus la veille à Orléans par M. Chirac qui avait dénoncé « l'overdose d'étrangers » dont souffrirait la France. Mercredi, le premier ministre avait réussi à faire adopter par l'Assemblée nationale le projet de réforme hospitalière sans avoir recours à l'article 49-3, grâce à la bienveillance de plusieurs députés de l'opposition.

Trop

par Bruno Froppat

Oui, l'immigration pose un problème à la France. Non, les gouvernants, depuis trente ans, n'ont rien vu venir ni rien su maîtriser. Oui, l'immigration est générale et l'immigration en panne, sauf à la base. Oui, la morosité économique augmente l'âpreté des tensions.

Sur un fond d'impotence deux discours s'opposent : le déni et l'hystérie. La gauche la plus angélique ne parvient plus à masquer son trouble devant des faits trus. La droite la plus extrême fait cha-

que jour progresser dans les esprits ses solutions type bar-tabac et rejette tout ça à la mer.

Nouveauté : à droite, l'œil rivé sur la ligne bleue des urnes, on s'aligne. Le 19 juin, à Orléans, Jacques Chirac a perlé d'« overdose » et plaint le « travailleur français », voisin de palier des immigrés rendu « fou » par « le bruit et l'odeur ». Michel Poniatowski se vante, dans le Figaro, d'aller « plus loin » que Jean-Marie Le Pen.

Il y a des mots qui dégagent une sale odeur.

Lire nos Informations page 40

Pour une Cour de la grande Europe

L'heure est venue d'établir une juridiction pour prévenir et résoudre les conflits entre États par la conciliation et l'arbitrage

par Robert Badinter

A l'Europe de la guerre froide a succédé l'Europe de l'incertitude. Non certes sur les valeurs, pour la première fois, tous les États européens se réclament des mêmes principes : droits de l'homme, démocratie pluraliste, économie de marché font l'unité. Sans doute ne sont-ils pas dans tout le continent également

respectés ou pratiqués. Au moins rassemblent-ils comme jamais auparavant tous les Européens dans une commune idéologie.

Est-ce à dire que toutes les sources de conflits qui ont si longtemps opposés les Européens et suscité tant de désastres, de morts et de ruines sur notre terre aient disparu ? A l'évidence, non. Si l'on peut raisonnablement penser que les risques de guerre sont moindres que jamais dans l'his-

toire européenne, bien d'autres sources de tensions et d'affrontements demeurent.

Ainsi en est-il des questions de minorités, de cultures et de langues, d'environnement et de pollution, d'accès aux ressources énergétiques.

Lire la suite page 3

► Robert Badinter est président du Conseil constitutionnel.

L'adoption de la réforme hospitalière

Méthode Rocard

par Jean-Yves Lhomet

M^{me} Cresson surprend son monde. On la croyait vouée à gouverner avec la bénédiction des communistes ou, à défaut, grâce à l'article 49.3 de la Constitution. Et voilà que, pour la réforme hospitalière, à laquelle les communistes et la droite sont opposés, M^{me} Cresson parvient, selon une technique chère à M. Rocard, à semer le trouble dans les rangs

centro-barristes et à s'assurer, ainsi, une majorité. Cela n'est pas plus condamnable que la farceuse « méthode Rocard ». A moins de considérer que le gouvernement achète les quelques voix qui lui manquent. Ceux des socialistes qui en faisaient reproche à M. Rocard persistent, fort logiquement, avec M^{me} Cresson. « A qui a-t-on promis une belle rocade dans sa ville ? », s'est indignée M^{me} Yvette Roudy.

Lire la suite page 8

Pretoria, partenaire obligé

L'apartheid n'a pas empêché les investissements étrangers en Afrique du Sud. Ils vont se développer au grand jour

par Eric Fottorino

On a parfois comparé l'Afrique à un grand sac au fond duquel seraient tombées toutes les richesses du continent. Scandale géologique, évançant en économie à coups de miracles et en politique à coups de catastrophes, voilà comment, depuis l'instauration de l'apartheid en 1948, on décrivait cette « Afrique blanche » où l'or se refusait au noir. Obstacle de race et de couleur qui a durablement entravé la manière dont le reste du monde se représente l'Afrique du Sud. Assis sur son tas de diamants et de métaux précieux, mis au ban de la communauté internationale, le régime de Pretoria révoque autant qu'il fascine.

Seule nation à avoir bâti sa fortune sur sa rente minière, l'Afrique du Sud dispose, associée à l'URSS, de la quasi-totalité des réserves de matières premières dites stratégiques, comme le platine ou le chrome. Devant ce puzzle à deux pièces, l'Occident est longtemps resté perplexé. La géographie et la géologie limitaient sérieusement sa marge de manœuvre face à un pays qui pouvait

retourner en sa faveur tout boycott sérieux et menacer de paralysie des pans entiers de l'industrie mondiale.

La levée partielle de l'embargo sur les investissements décidée le 15 avril par les Douze et la perspective de voir les relations économiques se nouer au grand jour entre Pretoria et l'extérieur ne doivent pas tromper sur l'essentiel : ségrégation raciale ou pas, l'Afrique du Sud, compte tenu de son poids, était un partenaire incontournable.

Les histoires abondent de trafics et maquillages en tout genre qui ont permis à Pretoria d'exporter son acier, son charbon ou son uranium, ou au contraire d'importer du pétrole en provenance du Proche-Orient (malgré l'embargo décrété par les Nations unies en 1979). Combien de supertankers se sont mystérieusement « évaporés » au large du cap de Bonne-Espérance, tandis que les Sud-Africains, démunis d'or noir, constituaient (aidés par Israël) avec ces cargaisons perdues des stocks évalués à trois ans de consommation dans les mines d'or abandonnées du Transvaal ?

Lire la suite page 31

LIVRES ♦ IDÉES

« Haroun et la mer des histoires » de Salman Rushdie

Que peut faire un écrivain persécuté, condamné à la clandestinité ? Ecrire. Ecrire librement, comme l'a fait Salman Rushdie, dont le dernier roman paraît aujourd'hui dans sa traduction française. Dans ce texte en forme de conte, dédié à son fils, on retrouve la trace des malheurs de l'auteur des *Versets sataniques*, depuis sa condamnation à mort par l'imam Khomeiny en 1989. Au moment où sort à Paris ce nouveau roman, le *Washington Post* révèle que de nouveaux tueurs auraient été dépêchés en Grande-Bretagne pour assassiner Rushdie. Celui-ci a été convaincu de prendre cette menace très au sérieux et de retourner à la clandestinité la plus étroite, protégé par les services secrets britanniques.

Lire page 18 le feuilleton de MICHEL BRAUDEAU

■ Les aventures du roman. ■ Une vie japonaise. ■ Histoires littéraires par François Bort : « Alexandre le magnifique ». ■ Amours de Sand. ■ Fragments d'Italie. ■ D'autres mondes par Nicole Zand. Cahier spécial : Lectures en vacances.

pages 17 à 28

DÉBATS

Ile-de-France

Les ratés de la charte

par Michel Giraud

L'ÉTAT stratège est mort. Il ne nous en reste que les discours. Avec les socialistes, la réalité s'est esquivée derrière l'illusion, et la parole a pris le pas sur les actes. Le premier ministre - l'ancien comme le nouveau - a beau crier son obsession de faire gagner la France dans la grande bataille de l'Europe de 1993, nous ne voyons pas s'organiser un seul mouvement de troupes qui tienne à nous faire croire que quelque chose, effectivement, se prépare. Les bonnes décisions ne sont pas prises. Pis : les décisions prises sont mauvaises ! C'est particulièrement vrai en Ile-de-France.

Le « plan d'urgence », lancé en octobre 1989 à grand renfort médiatique et avec des accents d'apparente sincérité, devait offrir aux Franciliens plus de logements sociaux, de nouvelles autoroutes, de transports en commun supplémentaires... Il a débouché, dans les faits, sur une baisse aggravée de la construction de logements, un gel des autoroutes, le retard de Métro.

Parallèlement, l'ambition gouvernementale de faire de l'Ile-de-France une grande région capitale de l'Europe se traduit, dans la réalité, par la résurgence des contraintes : procédures d'agrément, taxes sur les bureaux, pénalisations multiples. Pourtant, le Livre blanc avait démontré que, de 1984 à 1989, la région Ile-de-France n'avait attiré que quatorze sièges sociaux américains et japonais sur les cent trente-six qui s'étaient installés en Europe. A ce rythme, la France et l'Ile-de-France deviendront les sous-traitants des grands groupes internationaux dont les sièges et le prestige s'implanteront à Londres, Bruxelles, Berlin.

Le gouvernement affiche son souci de construire une France mieux équilibrée entre Paris et la province. On en doute. Ainsi décide-t-il - dernier exemple en date - de créer sept universités nouvelles : quatre en Ile-de-France et trois seulement pour le reste du pays (deux dans le Nord-Pas-de-Calais et une dans le Limousin...). Il n'en prévoit aucune dans le Grand Bassin parisien au moment où il affirme vouloir renforcer les villes à moins d'une heure de Paris ! Comment, dans ces conditions, éviter l'afflux des étudiants de deuxième et troisième cycles vers la capitale ?

De même, si le gouvernement reprend à son compte - sans le dire toutefois - le schéma directeur des autoroutes, lancé par Jacques Chirac et Pierre Méhaignerie en 1987, lui ajoutant même 1 000 kilomètres, il divise par deux le rythme de réalisation du programme, ce qui repousse à vingt-cinq ans son achèvement. Or ce sont les régions les plus isolées qui en pâtissent le plus : Languedoc-

Roussillon, Centre, Bretagne, Limousin. Quant au TGV, la SNCF le programme là où il est économiquement rentable. Elle fait la quête auprès des régions les plus modestes pour l'y faire passer. C'est cela, le nouveau souffle que les socialistes entendent donner à l'aménagement du territoire : un discours éphémère sur les banlieues tandis que 40 % du territoire national est en voie de désertification.

Ainsi l'Etat démissionne-t-il d'une de ses tâches les plus essentielles pour la France : l'aménagement de l'espace, qui conditionne l'équilibre de la nation. Démission de l'Etat parce qu'il n'a plus de stratégie. Démission de l'Etat parce qu'il n'a plus de moyens. Démission de l'Etat parce qu'il rend impossible toute forme de partenariat. Sans stratégie, sans moyens, sans partenariat, il n'y a pas d'aménagement du territoire plausible.

Cette inquiétude est d'autant plus d'actualité que la région Ile-de-France et ses départements présentent actuellement leurs chartes d'aménagement. Celles qui sont déjà connues - qu'il s'agisse de la charte de Paris ou de celle des Hauts-de-Seine - développent une vision cohérente à moyen et long termes du territoire des collectivités concernées, une approche stratégique de leur avenir. Elles impliquent un partenariat droit entre collectivités publiques : Etat, région, départements.

Partenariat de confiance

De même, la charte d'Ile-de-France vient de présenter l'exécutif régional (le *Monde* du 20 juin) est, à cet égard, édifiante : son caractère achevé - notamment en ce qui concerne les problèmes sensibles comme les transports et l'environnement - contraste fortement avec le flou excessif des propositions du préfet. Cette différence tient essentiellement au fait que la charte régionale conçoit l'Ile-de-France dans un vaste ensemble ouvert sur l'Europe. Elle n'est pas la région égoïste, bloquée sur elle-même, égoïste que laisse apparaître les récentes initiatives du gouvernement. Au contraire, elle est fortement liée aux grandes villes françaises, et son développement conçu en étroite relation avec tous les partenaires.

Cela signifie, par exemple, que les universités nouvelles d'Ile-de-France et celles du Grand Bassin parisien soient jumelées et détiennent des diplômes communs, afin de donner un essor aux universités de province en évitant un afflux inutile d'étudiants en Ile-de-France. Cela signifie qu'une priorité de réalisation soit réservée aux grandes rocade d'évitement et que

l'interconnexion du TGV ne prenne pas davantage de retard. Cela signifie que l'on aère la région pour y assurer un mieux-vivre. Cela signifie que le comité de décentralisation soit élargi aux élus régionaux et contrebalancé, avec les grands aménageurs privés, des accords de localisation équilibrée entre l'Ile-de-France et la province. Cela signifie que, pour faire pièce à l'Angleterre du Sud, à l'Italie du Nord ou au Bassin rhénan, on n'hésite pas à jouer le Grand Bassin parisien.

De tels objectifs ne peuvent être satisfaits que si l'Etat joue pleinement son rôle d'aménageur, d'interlocuteur naturel des régions. Ce n'est, hélas ! pas le cas. L'Etat ne remplit plus son « devoir d'investissement » tandis qu'il conserve jalousement des prérogatives dont il n'assume pourtant pas la charge financière.

La région Ile-de-France ne pourra se développer en entraînant avec elle le Bassin parisien, la nation tout entière, que si elle trouve en l'Etat un partenaire loyal et déterminé. Elle le cherche désespérément. A constater l'attitude du gouvernement, elle ne le trouvera que lorsque l'opposition va revenir au pouvoir. Celle-ci a, en effet, conscience de la nécessité de réserver à l'Etat sa juste place, c'est-à-dire celle qui lui permet d'assumer ses missions de souveraineté tout en respectant les compétences et les pouvoirs des autres collectivités. L'Etat se devra d'être véritablement aménageur, mais avec le souci d'une France forte dans le nouveau cadre européen, et non pas avec la seule préoccupation de se défaire financièrement en montant des scénarios de géopolitique politicienne locale. Les régions, quant à elles, ont vocation à élaborer elles-mêmes leurs projets d'aménagement, en concertation avec l'Etat, certes, mais non pas en simples figurants d'une mise en scène où le gouvernement les écarte pour mieux les étouffer.

Cette redéfinition des compétences, ce partenariat de confiance, je le souhaite ardemment. Ce sont les seules voies pour que l'Etat retrouve sa mission de stratégie, qu'il assume pleinement, et que, alors, les régions de France puissent conduire le développement qu'elles s'efforcent de promouvoir. Alors la région d'Ile-de-France pourra, avec l'Etat, interlocuteur privilégié qu'elle recherche en vain aujourd'hui, construire l'avenir auquel aspirent les Franciliens, en entraînant avec elle, au-delà du Bassin parisien, l'ensemble du pays dans la grande compétition européenne qui se renforce de jour en jour et dans le cadre de laquelle la France doit faire prévaloir ses atouts.

Michel Giraud est député RPR et maire du Perreux-sur-Marne.

Les désagréments de l'agrément

par Claude Heurteux

VOQUER l'avenir de l'Ile-de-France, c'est se prononcer sur le contrôle exercé par les pouvoirs publics concernant l'implantation des entreprises dans cette région.

Contrôle archaïque confié à un aéroport essentiellement de fonctionnaires qui ont la redoutable tâche de décider si une entreprise peut ou non s'installer là où elle le souhaite. Sans avoir à faire connaître les raisons d'une décision qui reste sans appel. Sans avoir à encourir une quelconque responsabilité au cas où elle porterait préjudice au bon fonctionnement de l'entreprise. Au moment où la stratégie de localisation des entreprises doit essentiellement reposer sur des critères économiques et où notre politique d'aménagement du territoire doit tenir compte d'une ouverture sur l'Europe, il est utile de s'interroger sur l'opportunité d'un tel contrôle.

A cette question, les pouvoirs publics n'apportent aucune réponse satisfaisante. Deux documents officiels aboutissent à des conclusions contraires : le rapport Carrez propose la suppression de ce contrôle, et le rapport Voisard en demande le renforcement. Cacophonie qui laisse le gouvernement sans voix et l'administration libre d'exercer un contrôle d'une sévérité accrue sur les projets d'implantation des entreprises.

Le seul en Europe

Autre question : appartient-il aux pouvoirs publics d'empêcher les entreprises de s'implanter là où elles le souhaitent ? Question très délicate de celle de savoir si ces mêmes pouvoirs publics font bien d'utiliser des incitations pour attirer les entreprises à certains endroits plutôt qu'à d'autres. Dans le premier cas, on sacrifie une logique économique à une conception dirigiste de l'aménagement du territoire. Dans le second, on concilie logique économique et aménagement du territoire. La France est le seul pays d'Europe à avoir maintenu un système de contrôle sur la localisation des entreprises. Système qui donne à notre pays une image bureaucratique déplorable. Les études menées auprès des investisseurs étrangers, à la demande de la DATAR, le reflètent bien.

En pratique, l'administration réserve un sort plus favorable aux entreprises étrangères qu'aux entreprises françaises, de crainte de voir désertir la France au profit de pays voisins plus accueillants. De

plus, l'exercice d'un contrôle à deux vitesses viole le principe d'égalité de tous devant la loi et il fait de l'administration française le gardien des intérêts des entreprises étrangères au détriment des entreprises françaises. Paradoxe que rien ne peut justifier. Pas même la double nécessité de contribuer au réajustement du territoire national et d'harmoniser la croissance interne de l'Ile-de-France - ce que personne ne conteste.

S'agit-il de prouver que ce contrôle administratif est le seul moyen de lutter contre l'hypertrophie de la région parisienne ? Si la procédure de l'agrément, appliquée depuis plus de trente-cinq ans dans notre pays, s'était révélée aussi efficace que certains le disent, cela se saurait. Et pour quelle raison, alors, les pouvoirs publics évoqueraient-ils encore aujourd'hui la nécessité de démanteler l'Ile-de-France ?

S'agit-il de prouver que ce contrôle est le seul moyen d'éviter que l'Ile-de-France attire à elle l'essentiel des activités économiques au détriment des autres régions françaises ? Faux. D'abord, parce que certaines activités ne peuvent être exercées qu'en région parisienne. C'est une évidence. Ensuite, parce que le développement de l'Ile-de-France entraîne forcément celui d'autres régions françaises. A une politique d'aménagement du territoire par transfert d'activités au sein d'un même pays se substitue une politique d'aménagement du territoire par apport de nouvelles activités venant d'autres pays. En d'autres termes, la concurrence n'est plus entre Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux ou Lille, mais bien entre Paris, Londres, Bruxelles, Francfort ou Madrid. Dans ces conditions, Paris « vitrine de la France » et aussi « produit d'appel » entraîne dans son sillage d'autres métropoles régionales. L'expérience apprend que, lorsque l'Ile-de-France concentre une part non négligeable d'activités nouvelles créées, le reste du territoire bénéficie de ce dynamisme.

L'effet réseau joue pour les régions. Pour l'Ile-de-France, pour les entreprises. Le développement du marché des bureaux à Paris correspond très exactement au développement du marché des bureaux dans les principales métropoles régionales. S'agit-il enfin de prouver que ce contrôle - s'il était renforcé - serait le meilleur moyen de lutter contre la spéculation immobilière ? En 1985, le contrôle sur la création des bureaux a été supprimé, tandis que celui sur l'utilisation des bureaux a été maintenu. Or, à quelle logique

peut obéir un processus qui consiste, pour l'administration, à permettre à un promoteur de construire des locaux sans lui laisser toute chance de les louer ? Au risque du marché s'ajoute celui d'une politique irresponsable de l'administration.

Faut-il alors rétablir le contrôle sur la création de bureaux à l'ensemble de l'Ile-de-France, comme certains le proposent ? A voir. En effet, l'administration a toujours ignoré les lois du marché - et le marché lui-même. Exemples : les fonctionnaires qui décident de la surface de bureaux à construire chaque année ont-ils une seule fois interrogé ceux qui connaissent le marché ? N'est-il pas surprenant que le Livre blanc ait avancé récemment la construction en Ile-de-France de 800 000 m² de bureaux par an alors qu'il s'en commercialise 2 000 000 ? N'est-il pas significatif que les auteurs de ce rapport ne se soient jamais référés au marché ? Au point d'en ignorer jusqu'au terme.

Ignorance du marché

Les pouvoirs publics ont dénoté avec vigueur la spéculation qui caractérise le marché des bureaux parisiens ces dernières années. Ils ont en raison. Sans toutefois se rendre compte qu'ils en étaient à l'origine. A autoriser la construction de surfaces de bureaux très inférieures à la demande connue, ils ont progressivement créé un marché de pénurie. Dans ces conditions, les prix ont flambé, laissant à certains l'opportunité d'anticiper les hausses. Et si, aujourd'hui, la spéculation a laissé la place à une situation plus stable, cela est dû à l'influence du marché et non à l'intervention des pouvoirs publics.

Telle est la grande leçon de modestie que doivent retenir ceux qui ont tendance à se croire les maîtres du jeu économique. Tout au moins à l'infléchir.

Les pouvoirs publics ne peuvent viser les impératifs économiques des entreprises. Pourventurer européenne, le rôle des marchés de libre concurrence, la concentration des forces face à une concurrence implacable. Ils doivent combattre l'absence de ces éléments pour en faire des moyens d'une politique, et non des obstacles à une politique. Il est le défi qui est lancé à tout Etat qui veut mettre en œuvre une politique d'aménagement du territoire qui allie efficacité économique et solidarité humaine.

Claude Heurteux est président du groupe Auguste-Thouars.

Témoignage

La démission de Jules Basdevant

par Roger Pinto

Il y eut un peu plus de cinquante ans, le 29 mai 1941, après l'armistice, le constat d'un juriste scrupuleux, homme de haute conscience et de totale abnégation, prive le régime et le gouvernement de Vichy de la moindre apparence de légitimité et de légalité. Il est contenu dans l'étrange lettre de démission que le professeur Jules Basdevant, juriste consulté du ministère des affaires étrangères, adressait au maréchal Pétain.

Dès la signature de l'armistice, il avait remis aux services français préposés à son exécution le texte de la Convention de La Haye de 1907 sur les lois et coutumes de la guerre et leur règlement annexé « pour leur apprendre ou leur confirmer que toute exigence de l'ennemi ne s'imposait pas à nous ». Il pense alors, comme il l'écrit dans sa lettre de démission, que « la convention d'armistice et les principes de droit des gens limitent les obligations de la France à ce qui était clairement exprimé, il était permis de revenir pour elle tout ce qu'elle n'avait pas abandonné ».

De juillet 1940 à mai 1941, tout au long de ses opinions, sur les points du droit les plus divers, il rappelle avec force les droits que l'occupant bafoue. Il souligne que l'armistice suspend les hostilités sans mettre fin à la guerre. Nos relations diplomatiques avec l'Allemagne et l'Italie ne sont donc pas rétablies. En revanche, elle ne subissent aucune restriction avec l'Angleterre (1^{er} juillet 1940). Il constate la responsabilité de l'Allemagne dans le déclenchement des hostilités et en tire les conséquences juridiques (20 juillet) : il souligne que l'interprétation réactive donnée par les Alle-

mands à la nationalité « est trop contraire à nos propres conceptions pour être admise, par nous » (12 juillet). Il affirme « toute la tradition française » qui s'oppose à la remise à l'occupant de réfugiés politiques, même allemands (18 juillet). Il conteste la légalité des mesures allemandes contre les Israélites. Contraires au principe d'égalité de tous les citoyens, il ne saurait être question pour la France de prendre de telles mesures applicables aux seules maisons de commerce appartenant à des Israélites (14 septembre).

La collaboration spontanée de Vichy

Evocant les prétendues annexes de la Belgique, du Luxembourg et de la Pologne, contraires au droit international, il manifeste son « profond étonnement » de voir le ministre de l'Intérieur considérer que les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle sont rattachés à l'Allemagne. « Admettre une telle opinion serait commettre un acte de haute trahison » (24 septembre). Jules Basdevant réitère, jusqu'à sa démission, les principes de droit intangibles qu'il convient de respecter : qu'il s'agisse du laboratoire de Joliot-Curie, de la bibliothèque universitaire de Strasbourg, des peines collectives, des obligations de surveillance et de guet pour la garde des dépôts de munitions ou des terrains d'évitement, de la conduite des agents des chemins de fer en cas d'attaque aérienne, de l'intrusion de l'occupant dans l'administration de la justice française.

Jules Basdevant mettait ainsi les armes du droit aux mains des services compétents et

contribuait à faire naître ou à confirmer en eux l'esprit de rébellion pour défendre la France contre les entreprises de l'ennemi.

Il rappelle dans sa lettre de démission qu'il « a contribué à freiner les conséquences des abandons consentis pendant les premières semaines de la période d'armistice ». Mais lorsque, entre tant d'autres abandons, le gouvernement de Vichy autorise les forces aériennes allemandes à utiliser les aérodromes de Syrie, Jules Basdevant constate - l'armistice devenu capitulation « à merci » par les décisions du gouvernement - qu'il est dans l'impossibilité morale de persister et y perdrait « sa conscience et son autorité de juriste ». Alexis Léger, ancien secrétaire général du ministère des affaires étrangères, ne s'était pas trompé sur l'importance de cette démission. « Témoignage éloquent, écrit-il à Churchill, de la politique de collaboration spontanée de Vichy, invincible aux yeux des Français, qui ne peut se couvrir des plus hautes autorités juridiques ».

Chef d'une famille cruellement éprouvée par la guerre - un de ses fils est tombé au champ d'honneur, le plus jeune devait être enrôlé et fusillé par les Allemands - Jules Basdevant donne à tous, en cette fin de siècle, un exemple de courage intellectuel et civique. Il donne plus particulièrement aux hommes du droit, dans toutes leurs professions, une leçon de maître.

Roger Pinto est professeur émérite à l'Université de Paris.

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

Vous n'êtes pas abonné : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

Vous êtes déjà abonné : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le *Monde* vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonnement.

DURÉE FRANCE ÉTRANGER (voir norme) Nbre de n°

2 semaines 115 F 185 F 13
3 semaines 170 F 245 F 19
1 mois 210 F 310 F 28
2 mois 330 F 550 F 52
3 mois 480 F 790 F 79

TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : 01 49 60 32 90

« LE MONDE » ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine
Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

• VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE
du au
• VOTRE ADRESSE DE VACANCES :
NOM PRÉNOM
N° RUE
CODE POSTAL VILLE
PAYS
• VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHEQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE
• N° CB
Expire à fin
Signature obligatoire
• VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)
.....
111 MON 04

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

Le Monde

Édité par le SARL Le Monde

Comité de direction :
Jacques Lassalle, directeur
de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Chérel
directeur de la gestion
Manuel Liebert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Arnal
Jean-Marie Gauthier
Robert Solé
(adjoints au directeur
de la rédaction)

Thomas Fereczi
Philippe Herremann
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur
des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1988)
André Fontaine (1988-1991)

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
16, rue Falguière
75011 PARIS CEDEX 16
Tél. (1) 40 65 25 23
Télécopieur : 40 65 25 99
ADMINISTRATION :
1, place Hubert-Beuve-Méry
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. (1) 40 65 25 25
Télécopieur : 40 65 30 10

مكتبة الشرح

Compromis entre
sur le mécanisme

Dans une grande
n'aime pas Gorbachev

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

ÉTRANGER

La réunion de la CSCE à Berlin

Compromis entre Soviétiques et Occidentaux sur le mécanisme de règlement des conflits

Les ministres des affaires étrangères des pays membres de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) ont achevé jeudi 20 juin leur réunion de Berlin en adoptant un compromis sur le mécanisme de règlement des conflits en cas d'urgence. Le ministre italien des affaires étrangères, M. De Michelis, a proposé d'associer sous des formes « nouvelles et spéciales » le Japon à la CEE. Pour sa part, le ministre français des affaires étrangères a « regretté » que les États ne puissent participer aux travaux de la CSCE.

BERLIN

de notre correspondant.

L'orgueil gonflé par le ballet des ministres de la CSCE réunis au Reichstag, Berlin n'avait pourtant d'oreille, jeudi 20 juin, que pour la décision attendue en fin de soirée au Bundestag sur le démantèlement ou non du Parlement allemand de Bonn vers les rives de la Sprée.

La presse berlinoise se hâte

notamment à l'idée que le centre du pouvoir de la nouvelle Allemagne puisse rester sur les bords du Rhin plutôt que réintégrer les murs de l'ancien Reich, au cœur de cette Europe dont les ministres de la CSCE tentent précisément, depuis mercredi, de définir la nouvelle architecture. « Berlin, une ville qui a été elle-même le théâtre des erreurs du nationalisme européen, mais surtout de la soif de paix et de liberté des hommes, est à votre disposition », a assuré mercredi soir le président allemand, M. Richard von Weizsäcker, au cours du dîner offert aux délégations.

M. Gorbatchev, il a en revanche marqué son intérêt pour le projet de confédération européenne du président Mitterrand, défendu bec et ongles par le ministre français, M. Roland Dumas, au grand émoi des Allemands qui lui reprochent d'exclure les Américains.

Le débat de fond s'est cristallisé sur la question de la procédure à adapter pour saisir les institutions de la CSCE en cas de conflit ou de menace de conflit entre deux ou plusieurs États membres. La charte de Paris avait prévu, en novembre dernier, la création d'un centre de prévention des conflits, basé à Vienne et placé sous l'autorité des représentants des pays membres aux négociations sur la réduction des armements. Mais deux problèmes se posent : le degré de responsabilité politique de l'institution et sa liberté de manœuvre par rapport aux États.

« Amicale inquiétude » pour la Yougoslavie

Théoriquement, cette procédure ne concerne pas les conflits internes à un pays membre. Les Soviétiques, qui, comme à la conférence de Paris, ont bloqué une nouvelle fois toute représentation officielle des pays baltes à Berlin (ceux-ci n'ont pu participer à la séance d'ouverture, mais seulement en tant qu'invités des délégations scandinaves), devraient y veiller avec une attention scrupuleuse, au nom du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des pays. La limite ne sera pas toujours aisée à définir, en raison notamment du problème des minorités nationales, comme les Albanais de Yougoslavie.

La crise yougoslave, qui ne pouvait pas laisser indifférente la conférence, pose un intéressant cas de figure. Le ministre des affaires étrangères de la fédération, M. Budimir Ljubicic, est venu faire un exposé de la situation devant ses collègues. Dans une déclaration officielle publiée mercredi, le conseil de la CSCE a mis en garde contre les risques d'escalade du pays.

Les ministres ont manifesté « leur amicale inquiétude et leur soutien à une évolution démocratique, à l'unité et à l'intégrité territoriale de la Yougoslavie, basées sur des réformes économiques, sur le respect plein et entier des droits de l'homme dans toutes les parties de la Yougoslavie, y compris les droits des minorités, et la solution pacifique de la crise actuelle dans le pays ».

Le texte a été adopté par consensus, y compris par la délégation autrichienne dont faisait partie le ministre des affaires étrangères de la République yougoslave de Slovénie.

HENRI DE BRESSON

HENRI PIERRE

M. Boris Eltsine a recueilli 57,3 % des voix lors des élections en Russie. M. Boris Eltsine a été élu président de la Fédération de Russie avec 57,3 % des suffrages exprimés, c'est-à-dire par 45,5 millions d'électeurs sur un peu plus de 106 millions d'inscrits, selon les résultats définitifs de l'élection du 12 juin, publiée mercredi 19 juin par la Commission électorale. La participation a été de 75 %, soit plus de 79 millions de votants. Parmi les cinq autres candidats, l'ancien premier ministre conservateur, M. Nikolai Rykov, n'a recueilli que 16,8 % des voix. M. Vladimir Jirinovskij, le candidat ultranationaliste, a causé la surprise - et le soul des démocrates - en obtenant la troisième place avec 7,8 % des suffrages exprimés.

Traitement de faveur

Néanmoins, à la différence de sa réception en 1989 où il avait été « écrié » par les dirigeants américains, M. Eltsine doit être reçu par le président Bush et le vice-président Quayle. Un accueil dépassant en importance celui habituellement réservé aux personnalités politiques étrangères non officielles.

A dire vrai, les milieux dirigeants conservent des doutes sur les compétences et le sens des responsabilités de M. Boris Eltsine. Mais, dans la mesure où le nouveau président russe élu au suffrage universel représente les aspirations russes à la démocratie et que son nouveau rapprochement avec M. Gorbatchev laisse espérer une radicalisation des réformes, M. Eltsine est assuré d'un traitement de faveur.

M. Eltsine a pourtant tenu à définir ses relations avec M. Gorbatchev : dans une interview mardi à la chaîne de télévision ABC, il avait précisé avec une grande franchise : « Dans une grande mesure, je n'aime

La visite de M. Boris Eltsine à Washington

« Dans une grande mesure, je n'aime pas Gorbatchev, mais... »

Le président de Russie, M. Boris Eltsine, qui est arrivé mardi à Washington pour une visite de quatre jours, devait être reçu jeudi 20 juin, par le président Bush. Il a consacré la journée de mercredi à des rencontres avec des parlementaires américains. Dans une déclaration à la télévision, il s'est montré sévère à l'égard de M. Gorbatchev, tout en expliquant qu'il soutiendrait le président soviétique tant que ce dernier favoriserait les réformes.

WASHINGTON

Correspondance

« Quel dommage qu'il soit russe... Il aurait pu faire une si belle carrière aux États-Unis... », commentait un sénateur américain, M. Eltsine devant des journalistes, se faisant photographier sous tous les angles et s'offrant même le luxe d'un bain de foule devant le Lincoln Memorial.

A plusieurs reprises, on l'a vu sourire, embrasser des enfants... Bref, au cours de la seconde journée de son séjour américain, le président russe a été comblé comme un candidat à la Maison Blanche tenant un langage propre à séduire ses divers auditeurs. « Nous ne sommes pas venus mendier... nous voulons ouvrir la Russie aux investisseurs étrangers... », a-t-il dit aux membres du Congrès qu'il a rencontrés. « Ne financez pas la bureaucratie », a-t-il ajouté en se présentant comme le « jeune président » d'un « jeune État démocratique », soulignant l'importance d'établir maintenant des liens politiques et économiques directs entre Washington et la Républi-

M. Jacques Delors à Moscou. - Le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, est arrivé à Moscou, mercredi 19 juin, pour une visite officielle de deux jours au cours de laquelle il doit rencontrer le président Mikhail Gorbatchev et le premier ministre soviétique, M. Valentin Pavlov. Ces entretiens seront centrés sur la situation en URSS, sur les modalités d'application du plan anti-crise élaboré par le gouvernement soviétique et sur l'aide européenne aux réformes décidées dans le pays, a indiqué un porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères cité par l'agence Tass. - (AFP.)

Visite du président lituanien en France. - Le président lituanien, M. Vytautas Landsbergis, est

Prochaine réunion du pacte de Varsovie à Prague. - Une réunion du comité politique consultatif du pacte de Varsovie se tiendra le 1^{er} juillet à Prague au niveau des chefs de gouvernement et des ministres des affaires étrangères, a annoncé, mercredi 19 juin, le ministère tchécoslovaque des affaires étrangères. La participation des chefs d'État des six pays membres de l'alliance militaire des pays de l'Est (Pologne, Hongrie, Bulgarie, Roumanie, URSS et Tchécoslovaquie), est « en cours de discussion », précise le communiqué publié par l'agence CTK. Les délégués devraient à cette occasion signer un protocole mettant définitivement un terme à l'existence du comité politique consultatif du pacte de Varsovie, dont les structures militaires ont été dissoutes le 1^{er} avril. - (AFP.)

Pour une Cour de la grande Europe

Suite de la première page

Ainsi en est-il des questions de migrations de populations, des difficultés économiques nées de l'intégration forcée dans le COMECON, etc.

Paradoxalement, l'effondrement salutaire du totalitarisme a supprimé la chape de plomb qui empêchait nombre de ces tensions d'émerger. Tous ceux qui ont parcouru l'Europe centrale et orientale ces derniers mois savent combien ces problèmes sont aigus, et risquent si l'on n'y prend pas garde, de précipiter l'Europe nouvelle dans le champ de conflits qui ont ravagé l'Europe d'avant 1914, si singulièrement présente encore en Europe centrale et orientale, où celle des années d'angoisse de l'entre-deux-guerres.

Il faut donc en priorité s'appliquer à prévenir et à résoudre les affrontements de tous ordres qui peuvent à nouveau déchirer l'Europe. Il est illusoire en effet de croire que l'on puisse faire progresser la construction européenne, quelle qu'en soit la forme, communauté, confédération, fédération, sans qu'une institution, de nature juridictionnelle, mais largement ouverte à la conciliation, assure la solution pacifique des inévitables différends de toute sorte entre les États européens.

Une conscience fortifiée

Laissons de côté les questions de frontière ou de souveraineté. Elles relèvent par nature de la Cour internationale de justice de La Haye. De même, les problèmes liés au désarmement, question essentielle pour la sécurité européenne, doivent demeurer de la compétence exclusive du Centre de prévention de Vienne, institué dans le cadre de la CSCE. C'est à toutes les autres sources de conflits - et Dieu sait qu'elles sont nombreuses et vivaces - que je me réfère. Elles suffiront dans les années à venir, si on ne s'attache pas à les résoudre pacifiquement, à altérer profondément les relations entre certains États européens, et à engendrer par l'inévitable jeu des alliances que tout État s'efforcera de susciter à son profit des blocs, des zones d'influence, des rapports entre grandes puissances et satellites qui interdiront l'établissement de l'unité européenne sur la seule base possible : celle de la reconnaissance de l'égalité en droits et en devoirs de tous les États européens, au sein d'un même ensemble.

Pour mesurer la nécessité d'une telle juridiction, il suffit de considérer ce qui est advenu en Europe même depuis un quart de siècle : jamais le traité de Rome n'aurait pu prospérer, ni la CEE devenir une puissance économique mondiale sans la Cour de justice des Communautés européennes. Jamais le Conseil de l'Europe n'aurait pu réaliser un espace de libertés où les droits de l'homme

sont mieux protégés que partout ailleurs dans le monde sans la Cour européenne des droits de l'homme. Il en a été ainsi parce que tous les conflits entre les États signataires à propos de l'interprétation et de l'exécution des traités sont résolus par ces juridictions. Mais aussi parce que les décisions rendues par elles au long des années constituent un corps de principes, un véritable droit européen des libertés fondamentales aussi bien que de l'économie de marché. Par là s'est fortifiée considérablement la conscience européenne.

Trop souvent les Européens, entendant parler de l'Europe, s'interrogent sur ce que le terme, si chargé d'émotion et d'espérance, recouvre. Les juristes eux n'ont pas de ces incertitudes. Tous les jours, ils vont grandir et se fortifier l'Europe du droit. Or que sera l'Europe de demain sinon ce continent pacifié où la force du droit aura succédé à la force des armes ?


En vérité, le moment est venu, comme jamais auparavant, de réaliser l'espérance des grands européens qui au lendemain de la guerre civile européenne de 1914-1918 avaient voulu construire la paix sur la base de l'arbitrage international. Les temps n'étaient pas mûrs, et l'échec des pères fondateurs de la SDN inscrit dans les passions, les ressentiments, les fureurs nationalistes et xénophobes que les traités de 1918 et 1919, loin de calmer, avaient surexcités.

Aujourd'hui, au prix d'immenses souffrances, au terme d'années de guerre chaude ou froide, la paix, la seule véritable, celle qui régit dans les esprits et les cœurs, et non pas celle qui figure en tête de traités qui ne sont que des armistices forcés, cette paix-là, si longtemps souhaitée et précieuse, régit en Europe. Pour l'assurer, pour la garantir, il convient, sans plus attendre, d'établir en Europe, et pour tous les États du continent, une juridiction européenne, qui, pratiquant aussi bien la conciliation que l'arbitrage, permettra de prévenir et de résoudre les conflits entre États européens.

Que la France contribue au premier rang à la réalisation de cette Cour de l'Europe, facteur puissant de paix et source de droit international, tel est devant l'Europe libre et inquiète d'aujourd'hui mon vœu.


ROBERT BADINTER

Une association juridique franco-tchécoslovaque. - Une Association Masaryk pour le développement des relations juridiques franco-tchécoslovaques a été créée à l'initiative de M. Robert Badinter et Otakar Motyl, président de la Cour suprême de la République fédérative tchèque et slovaque, pour favoriser les échanges entre juristes et aider à la construction de l'Europe.



CABU

GUILLEBAUD



Collection L'Histoire immédiate. 85 F

Editions du Seuil

ASIE

INDE : après le retrait de M. Sharad Pawar

Le poste de premier ministre ne devrait pas échapper à M. Rao

D'intenses consultations se poursuivent à New-Delhi, dans la perspective de la formation d'un gouvernement dirigé par le Congrès-I. Après le retrait, jeudi 20 juin, de son principal rival, M. Sharad Pawar, M. Narasimha Rao, président du parti, a toutes les chances de devenir le prochain premier ministre de l'Inde.

NEW-DELHI

de notre correspondant

La bouteille est à moitié pleine ou à moitié vide : d'un côté le Congrès-I confirme sa place de seule formation disposant d'une audience nationale. Les électeurs, lassés par deux ans de crise politique à rebondissement, lui accor-

dent encore une nette préférence pour relever les défis auxquels l'Inde est confrontée, notamment sur le terrain économique. De l'autre, le bilan est franchement mauvais pour le vieux parti de Nehru. En dépit d'une « vague de sympathie » engendrée par l'assassinat de son chef Rajiv Gandhi, et malgré la disparition du parfum de scandale et de corruption qui l'avait chassé du pouvoir en 1989, il ne parvient pas à atteindre la majorité absolue au Lok Sabha, la Chambre basse.

Ce scrutin confirme, en l'augmentant, la redistribution des cartes électorales : le parti dominant conforte ses positions dans le Sud, mais subit une véritable déroute en Inde du Nord, notamment dans les États d'Uttar-Pradesh et du Bihar qui, à eux seuls, représentent plus du quart des sièges. Cœur de la « ceinture hindie », cette région a toujours été le siège du pouvoir politique : sept des huit premiers ministres étaient originaires de

l'UP. Cet État, le plus peuplé de l'Inde, sera dorénavant dirigé par le BJP (Bharatiya Janata Party, hindouiste de droite), pour qui il s'agit d'une victoire à la fois politique et symbolique.

En termes de voix, le Congrès recule, même si, la division de ses adversaires aidant, il progresse en sièges : sur les 470 sièges (511 étaient à pourvoir) dont les résultats avaient été annoncés mercredi 19 juin, il en obtient 216 contre 109 au BJP, 46 au Janata Dal de l'ancien premier ministre V. P. Singh, et autant pour les communistes.

Le Congrès devrait être en mesure de former un gouvernement minoritaire avec l'aide de petites formations amies, quitte à négocier ultérieurement des ralliements. Il dispose en effet d'un certain délai pour faire la preuve qu'il dispose d'une majorité parlementaire. Les communistes ont annoncé leur intention de lui apporter un soutien

conditionnel sur les questions d'intérêt national. Le Janata Dal devrait adopter une position semblable. L'analyse des résultats montre clairement que la « vague de sympathie » a joué un rôle significatif. Il est probable que, sans la disparition brutale de Rajiv Gandhi le 21 mai dernier, la fragmentation des forces politiques en trois pôles principaux - Congrès, BJP et Janata Dal - aurait été encore plus nette. Mais ce n'est pas le seul facteur.

Le score inquiétant du BJP

La forte charge électorale, voire l'extrémisme des thèses défendues par ses adversaires, a permis au Congrès de renforcer son image de formation centriste et laïque, et de rallier un électoral soucieux de porter au pouvoir un parti qui puisse mettre un terme au climat de violence grandissant.

Ce n'est pas que le Congrès ait beaucoup de succès à son actif dans ce domaine - les crises du Cachemire, du Pendjab et de l'Assam se sont développées sous des gouvernements majoritaires - mais au moins ne défend-il pas de concept porteur de divisions. Le thème de la « justice sociale », qui était le principal cheval de bataille du Janata Dal, impliquait le risque d'une « guerre des castes », et le renouveau hindouiste dont le BJP s'est fait le champion porte en germe des violences communales.

Au terme de la campagne électorale la plus meurtrière de l'histoire - environ trois cents morts, sans compter les victimes du terrorisme - la situation est franchement inquiétante. Même si, en dépit des vicissitudes, l'Inde continue à faire la preuve d'une tradition démocratique et parlementaire fortement enracinée.

L'inquiétude vient du score obtenu par le BJP. Parti extrémiste essentiellement urbain, choisi par les hautes castes du nord de l'Inde, il a gagné certaines zones rurales, s'implantant dans d'autres couches sociales et au sud du pays. Devenu le principal parti d'opposition, il est dorénavant en position de capitaliser les mécontentements qui naissent de la gestion du prochain gouvernement. C'est notamment ce qui a convaincu la gauche et le Janata Dal de demeurer dans une opposition constructive, afin de ne pas laisser au seul BJP le monopole de l'alternance.

LAURENT ZECCHINI

o SRI-LANKA : MSF menace de suspendre ses activités humanitaires. - Mise en cause par le gouvernement srilankais dans un rapport sur un incident survenu le 3 mai dernier, au cours duquel des membres de Médecins sans frontières avaient été mitraillés par un hélicoptère de l'armée de l'air, l'organisation humanitaire française a menacé de suspendre ses activités dans le pays. Selon son représentant à Colombo, MSF ne reprendra ses activités que lorsque de nouvelles mesures de sécurité auront été mises en place. - (AP, UPI.)

JEAN-CLAUDE POMONTI

Le contentieux entre le Vietnam et la Chine

Hanoï refuse les conditions mises par Pékin à une normalisation de leurs relations

Le « pré-congrès », au cours duquel seront préparées les décisions du VII^e congrès du PC vietnamien et sera arrêtée la nouvelle liste de dirigeants, s'est ouvert lundi 17 juin à Hanoï. A la veille de cette réunion, prévue du 24 au 27 juin, les relations entre la Chine et le Vietnam demeurent pratiquement au point mort. A moins d'un revirement spectaculaire de la position chinoise, cette situation risque de se prolonger, ce qui ne facilite guère la quête d'un règlement du conflit cambodgien, dans laquelle les deux pays sont impliqués.

HO-CHI-MINH-VILLE

de notre envoyé spécial

A voir l'étalage de produits chinois sur les marchés vietnamiens, on aurait tendance à penser qu'une détente s'opère entre Hanoï et Pékin, qui s'étaient affrontés sur leur frontière commune en 1979, au lendemain de l'intervention militaire vietnamienne au Cambodge. Cette frontière est en effet devenue, depuis deux ans, le théâtre d'échanges fructueux. Tout s'y passe comme si la normalisation entre les deux capitales, qui n'ont jamais rompu leurs relations diplomatiques, était entrée dans les faits.

La réalité est tout autre. Le voyage secret des principaux dirigeants vietnamiens à Chengdu, en septembre 1990, n'a pas été un succès. La visite plus officielle, un

mois plus tard, du général Vo Nguyen Giap à Pékin, à l'occasion des Jeux asiatiques, n'a rien donné non plus, si ce n'est qu'il y a été reçu avec les égards dus à une figure historique. Les Chinois continuent de poser quatre conditions à une normalisation avec leur voisin méridional, en plus des « quatre non » qui sont à la base de leur politique cambodgienne.

A propos du Cambodge, selon des sources vietnamiennes, la Chine sait exactement ce qu'elle ne veut pas. Tout d'abord, elle ne veut pas de ce qu'elle appelle un « Cambodge vietnamien ». Autre- ment dit, elle exige un contrôle international du démantèlement de l'appareil vietnamien. Elle rejette ensuite la domination des autorités actuelles. En troisième lieu, l'affaire cambodgienne ne doit pas interférer dans les relations sino-américaines. Enfin, Pékin n'accepte pas que les Khmers rouges se retrouvent dans une position trop défavorable.

Les « quatre non » sur le Cambodge

Les conditions posées à une normalisation sont donc plus dures, toujours selon les mêmes sources. Pékin ne veut pas que soit remise en cause sa « souveraineté », en mer de Chine méridionale, sur les archipels des Spratly et des Paracel, que les Vietnamiens estiment leur appartenir. La Chine demande le retour des quelque 280 000 Hôas - les Chinois du Vietnam - qui ont fui le pays, ou en ont été chassés, il y a plus d'une dizaine d'années et sont réfugiés, depuis, en Chine. Elle exige en outre - ce qui corrobore

ses « quatre non » sur le Cambodge - que le plan de paix des Nations unies soit appliqué. La quatrième condition d'une normalisation n'existe plus : Pékin réclamait le retour au Vietnam et la réhabilitation de Hoang Van Hoan, un ancien dirigeant vietnamien qui vient de mourir en exil en Chine.

La direction vietnamienne juge ces conditions trop dures et a refusé de s'y soumettre. Aucun dirigeant de Hanoï n'est, d'ailleurs, dans une position assez solide pour accepter ce qui ressemble à un diktat. Au contraire, la tactique de Hanoï, surtout ces derniers mois, a été de chercher - avec quelque succès - des points d'appui en Occident et au Japon afin de compenser ceux perdus auprès de ses anciens alliés d'Europe de l'Est et de se dégager de l'étreinte chinoise.

JEAN-CLAUDE POMONTI

PROCHE-ORIENT

KOWEÏT : huit condamnations à mort de « collaborateurs »

La France est intervenue pour « souhaiter » des mesures de grâce

Le chef de la diplomatie française, M. Roland Dumas, a estimé, mercredi 19 juin, en conseil des ministres, que « les condamnations à mort à répétition » prononcées par les tribunaux koweïtiens étaient « préoccupantes ». M. Dumas a indiqué que « la France ne souhaite pas se mêler des affaires intérieures du Koweït mais suit néanmoins avec attention la situation et est intervenue pour souhaiter que des mesures de grâce interviennent et que les exécutions n'aient pas lieu ». Cela n'a pas empêché, jeudi matin, le tribunal koweïtien de prononcer huit nouvelles condamnations à mort.

L'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch a demandé pour sa part la liberté ou de nouveaux procès pour les personnes condamnées. Elle a aussi exhorté le gouvernement koweïtien « à assurer que les prochains procès se déroulent en

accord avec les critères internationaux d'équité ». L'Union des avocats arabes, dont le siège est au Caire, a demandé aux autorités koweïtiennes de « surseoir à l'exécution des sentences et de permettre à une délégation d'avocats arabes de se joindre à leurs collègues koweïtiens ».

Mercredi, le tribunal n'a pas prononcé de condamnation à mort, mais sept peines de prison à vie et quatre de cinq à quinze ans de travaux forcés à l'encontre d'artistes irakiens, palestiniens et libanais accusés d'avoir fait « de la propagande » en faveur des troupes d'occupation irakiennes. Parmi les condamnés à la réduction à perpétuité figure Zanooba Abdul-Khalitir, actrice irakienne célèbre résidant au Koweït depuis les années 50. - (AFP.)

IRAK

Paris voudrait des garanties avant le retrait des troupes alliées du Kurdistan

La France souhaite que le retrait des troupes alliées du Kurdistan d'Irak s'effectue dans des conditions qui garantissent que les populations kurdes « ne soient pas à la merci d'une nouvelle menace » du président Saddam Hussein, a déclaré, mercredi 19 juin, M. Roland Dumas. Le ministre des Affaires étrangères a indiqué qu'il s'agit d'un sujet avec son homologue américain, M. James Baker, en marge du conseil ministériel de la CSCE réuni à Berlin.

Notant que la question d'un retrait des troupes alliées envoyées en Irak pour protéger les populations civiles avait été posée par les Etats-Unis, M. Dumas a souligné que la France « n'entendait pas renouer avec l'ancien régime » en Irak, mais ne voulait pas non plus « les voir se retirer de but en blanc, sans qu'un certain nombre de précautions soient prises ». M. Dumas a estimé qu'un retrait ne devrait être envisagé qu'en maintenant sur place un « dispositif », qu'il reviendra aux militaires d'« apprécier ».

Du point de vue de Paris, a ajouté le ministre, le président irakien devrait prendre « l'engagement de respecter cette population ». « Mais, a-t-il poursuivi, comme nous ne pouvons pas nous en remettre à la parole d'un régime en question, nous estimons que des overflights devraient être donnés en cas de retour à la situation antérieure », M. Dumas a enfin souhaité que les Nations

unies prennent le plus vite possible le relais des alliés.

Le gouvernement britannique avait, de son côté, récemment fait savoir qu'il était prêt à ne pas fixer de date pour le retrait des troupes alliées du Kurdistan d'Irak tant que la sécurité des populations locales ne serait pas assurée.

o Un nouveau chef d'état-major à Bagdad. - L'hebdomadaire officiel irakien *Al-Ba'th* a annoncé, mercredi 19 juin, que le général Hussein Rachid el-Takriti, chef d'état-major de l'armée, a quitté ses fonctions et a été remplacé par le général Iyad Fatah El Raoui, qui lui avait déjà succédé à la tête de l'unité d'élite qu'est la Garde républicaine. Le journal ne précise ni la date de ce changement ni le sort de l'ancien chef d'état-major. - (AFP.)

o Le prix Noureddine-Zaza décerné à Jean Gueyres. - Le Prix Noureddine-Zaza, qui récompense un journaliste de la presse francophone ayant contribué à mieux faire connaître le sort des Kurdes, a été décerné, jeudi 20 juin, à notre collaborateur Jean Gueyres. Ce prix a été créé, en 1989, conjointement par l'Institut kurde de Paris et par la famille de Noureddine Zaza, écrivain et journaliste kurde réfugié en Suisse en 1970 et décédé à Lausanne en 1988.

JORDANIE

M. Masri a formé un gouvernement sans les Frères musulmans

NICOSIE

de notre correspondant au Proche-Orient

Dirigé par M. Taher Masri, le nouveau gouvernement jordanien a prêté serment, mercredi 19 juin, devant le roi Hussein, qui lui a demandé d'« œuvrer au renforcement de la solidarité arabe ». Composé de vingt-cinq ministres, dont un vice-premier ministre qui a déjà occupé cette charge précédemment, l'ancien maître d'Amman, M. Ali Suheimat, le cabinet compte dans ses rangs sept membres du gouvernement sortant et onze députés des différents blocs parlementaires, à l'exception notable des Frères musulmans, qui composent pourtant plus du quart de la Chambre.

L'expérience - contestée par une partie de la société jordanienne - de la participation des Frères musulmans au gouvernement n'aura donc duré que moins de six mois. Certes, le refus émane de la confrérie, mais, visiblement, M. Masri n'a pas insisté. Trois ministres sont toutefois assez proches du courant islamiste. Comme son prédécesseur, M. Mouqdad Badran, le nouveau premier ministre a gardé la portefeuille de la défense. Le poste de ministre des Affaires étrangères, qu'occupait dans le cabinet sortant M. Masri, revient à M. Abdallah Nsour, ancien membre du gouvernement de M. Zeid Rifa'i - il avait démissionné pour protester, à l'époque,

contre la corruption ambiante. Outre M. Masri, trois ministres - MM. Taysir Kansan (justice), Raef Najem (affaires religieuses), Soubi Kassem (agriculture) - sont d'origine palestinienne.

Constitué de technocrates respectés et modérés, ce cabinet va avoir la difficile tâche d'essayer la démocratie et de tenter d'atténuer les graves problèmes économiques que connaît le pays depuis la crise du Golfe, en essayant de rompre l'isolement diplomatique de la Jordanie à laquelle on reproche d'avoir pris position en faveur de l'Irak.

FRANÇOISE CHIPAUX

o Le Congrès s'oppose à une aide militaire américaine à Amman. - La Chambre des représentants s'est opposée, mercredi 19 juin, à l'octroi d'une aide militaire des Etats-Unis à la Jordanie, en raison du soutien donné par ce pays à l'Irak lors de la crise du Golfe. La Chambre a toutefois autorisé le président George Bush à accorder ces crédits si Amman s'engage à ouvrir des négociations bilatérales avec Israël, à reconnaître l'Etat hébreu et à cesser toute collaboration avec l'Irak. L'administration Bush a proposé de verser une aide de 57 millions de dollars à la Jordanie l'année prochaine, dont 30 millions d'aide économique et 27 millions de crédits militaires. - (AFP.)

36.15 LMBAC et 36.15 EDUC corrigent le Bac et le Brevet des collèges dès le soir des épreuves !

Pour toutes les académies, Le Monde et Educ vous proposent sur minitel un corrigé de vos épreuves.

⇒ BACCALAURÉAT ⇒ BREVET

POUR VOS CORRIGÉS TAPEZ
36.15 LMBAC
36.15 EDUC

- Philosophie
- Français (élèves en 1^{re})
- Histoire-Géographie
- Mathématiques avec l'Association des professeurs de Mathématiques
- Sciences Physiques avec l'Union des physiciens
- Sciences Naturelles avec l'Association des professeurs de biologie et de géologie
- Allemand (LV1)
- Anglais (LV1)
- Espagnol (LV1) avec l'Association des professeurs de langues vivantes

- Français
- Histoire-Géographie
- Mathématiques

- Sciences économiques et sociales avec l'A.P.S.E.S.

Le service des corrigés vous est proposé par :

HACHETTE Education

Oniseip

MNEP

ESIG

ESIG

مكتبة الشاهد

AGF LIBRAC

ATTENTION ! RÉCENTS BOULEVERSEMENTS DANS LE PAYSAGE DU COMPTE-CHÈQUE.



Etre l'assureur de demain, c'est faire progresser l'épargne des français.

Aujourd'hui, les AGF anticipent et créent AGF Finance, une gamme de produits d'épargne et de placement.

Dans ce cadre, elles lancent le

compte AGF Libractiv, un compte-chèque qui rapporte 7%. Vous versez 30.000 F au départ et vous disposez d'un compte-chèque alliant la simplicité des retraits et la liberté des dépôts.

Et ce compte-chèque est aussi un

produit d'épargne performant. Désormais, en matière de compte-chèque, on n'évoluera plus en terrain plat.

Pour en savoir plus, rencontrez votre conseiller AGF ou tapez 36.15 AGF Libractiv.



AVSC VOUS

AGF LIBRACTIF, LE COMPTE-CHÈQUE QUI RAPPORTE 7%*.

* Taux annualisé constaté au 1^{er} juin 91.

AMÉRIQUES

COLOMBIE : la reddition de Pablo Escobar

Pablo Escobar, le patron du cartel de Medellín, s'est rendu aux autorités colombiennes le mercredi 19 juin à 17 heures.

MEDELLIN

de notre envoyé spécial

Tout s'est passé très vite, en moins de cinq minutes. Deux hélicoptères sont allés chercher Pablo Escobar à Envigado, dans une propriété où le capo était tout simplement réfugié. La même fin que les militaires avaient passé au peigne fin en août 1989 après l'assassinat de Luis Carlos Galán. Quelques instants plus tard, il était dans sa nouvelle résidence, que les autorités qualifient de « prison de haute sécurité » et qui domine toute la vallée de Medellín. Du centre de la ville, la nuit dernière, on pouvait voir éclairés à giorno les bâtiments où le chef du groupe des extraditables a passé ses premières heures de captivité. Comme une grosse publicité lumineuse suspendue dans le ciel clair.

Pablo Escobar s'est livré volontairement, ainsi qu'il l'avait annoncé à la mi-mai, en compagnie de trois de ses hommes de confiance. Des « clients » apparentement très connus de la justice : Carlos Aguirre, alias El Negro (la sale), Velazquez Vasquez, alias Papey, et Valentin de Jesús Taborda qui avaient eu maille à partir avec la police il y a peu. Des « clients » chargés d'assurer dans un premier temps la protection rapprochée du patron.

Don Pablo, comme on l'appelle affectueusement ici, a été accueilli de manière à la fois très protocolaire et cordiale par de nombreuses personnalités : le procureur de la République, M. Arrieta, un député, des magistrats, le maire d'Envigado, banlieue très résidentielle de Medellín (la cinquième commune la plus riche de Colombie), un représentant de la Commission nationale des droits de l'homme. Et aussi bien sûr par le Père Rafael García Herreros qui a joué un rôle important de médiateur dans toute cette affaire (le Monde du 2 juin).

C'est d'ailleurs au bras du Père Rafael que Don Pablo, vêtu d'un jean bleu et d'une chemise blanche, a fait son entrée dans son nouveau domaine. Il connaît bien le secteur. Dans une finca très proche, la police avait découvert un important laboratoire de cocaïne. Très détendu, tranquille et sûr de lui, Pablo Escobar a remis son revolver, un 9 mm. Il a laissé pousser une barbe épaisse, mais le boss du cartel ne vent être ni photographié ni filmé : l'une des conditions, parmi d'autres concernant sa sécurité, qu'il a mises à sa reddition.

Grand seigneur, à la hauteur de sa légende, il a aussitôt enregistré un communiqué « officiel » confié au directeur de la télévision locale. Etonnant Pablo Escobar qui sort de clandestinité de façon fracassante, façon macho propre à séduire les Colombiens. Il ne se présente pas du tout en coupable repent. Il ne se rend pas : il se soumet à la justice. Nuance ! Il rend hommage à la politique de pacification de M. Gaviria, à la Constituante dont les travaux qu'il suit attentivement l'ont incité à « faire lui aussi un geste en

faveur de la paix et de la démocratie ». Il a été, dit-il, « persécuté pendant sept ans par la police » et il souhaite un renforcement du respect des droits de l'homme dans son pays qui a besoin « avant tout de dialogue ». Et il contre-attaque. Il n'est pas, dit-il, coupable des crimes dont on l'accuse. Et il désigne les « vrais responsables », ceux qui torturent, balancent les prisonniers du haut des hélicoptères et massacrent à Medellín. L'allusion est très claire pour les Colombiens. En bref, Don Pablo se considère comme « un bon émissaire » et il entend qu'on lui rende justice. Il est, dit-il, pour « la transparence et la clarté ».

Informé de bonne nouvelle, M. Gaviria, qui a marqué un succès très important auprès de son opinion, a affirmé la volonté de son gouvernement de « continuer la lutte contre les narcotrafiquants », et les autorités ont lancé un appel indirect aux cartels de Cali, de Pereira, de Baraquilla et d'ailleurs, pour qu'ils imitent l'exemple de Don Pablo.

Accusé

par un « juge sans visage »

En revanche, certains chefs de la police et de l'armée ainsi que les représentants en Colombie de la DEA et d'Interpol font grise mine. Ils ont le sentiment d'être floués. Et que le prisonnier-vedette va leur tenir la dragée haute du haut de sa colline. Déjà le ministre de la Justice, M. Jaime Giraldo, a annoncé que « Pablo » ne serait pas transféré dans la prison de Bogotá, pour mieux assurer sa sécurité. Ses avocats pouvaient en douter après l'ordre d'arrestation lancé

par un « juge sans visage » de la capitale contre Escobar pour l'assassinat en août 1989 de Luis Carlos Galán, candidat libéral à la présidence. De ce point de vue, les autorités ont tout fait pour satisfaire les exigences de Pablo Escobar : grilles électrifiées, protection antiaérienne, patrouilles militaires, jour et nuit, chiens policiers, tourilles de surveillance équipées de projecteurs tout autour de « sa » prison.

Enfin, autre bonne nouvelle pour Escobar, un juge du département d'Antioquia, le sien, l'a lavé de tout soupçon dans les massacres de paysans de l'Urabá, une région bananière au nord de Medellín, perpétrés en mars 1988. On ne prête qu'aux riches. Le chef du cartel de Medellín est impliqué dans le meurtre de trois candidats à la présidence, d'un ministre de la justice (Lara Bonilla, assassiné en avril 1984), d'un procureur de la nation (Carlos Mauro Hoyos, en février 1988), d'un directeur de journal (Gillermo Cano, patron de l'Espectador), tous partisans de la tradition des narcos. Il est également soupçonné d'être l'auteur intellectuel des meurtres de Bernardo Jaramillo, candidat de la gauche à la présidence (le 22 mars 1990), de Carlos Pizarro, leader du M-19 qui avait négocié la légalisation de son mouvement (le 26 avril 1990). Mais il ne s'agit parfois que de soupçons et Pablo Escobar proteste de son innocence. Tout comme les trois frères Ochoa, membres du cartel, inculpés à la prison d'Itagüé, près de Medellín, et qui affirment la main sur le cœur à leurs visiteurs : « Le trafic de drogue a été pour nous une malédiction et nous sommes contre toute violence ».

M. N.

Une victoire à la Pyrrhus contre le trafic international de la drogue

BOGOTA

de notre envoyé spécial

La reddition de Pablo Escobar, patron du cartel de Medellín, bien qu'elle soit à l'évidence un important succès politique pour le gouvernement colombien, pourrait bien s'avérer n'être aussi qu'une victoire à la Pyrrhus. Car ce « coup » ne changera sans doute rien au trafic international de la cocaïne : un trafic non seulement en pleine expansion mais qui, pour répondre à l'intensification de la lutte dont il est l'objet, a aussi entrepris de se « diversifier » à travers toute l'Amérique latine.

Le cartel de Medellín a connu son apogée dans les années 80, lorsqu'il impressionnait même le dépitement d'État par « son organisation, sa froide détermination et sa cohésion ». « Quand un membre de la mafia sicilienne

veut tuer, il demande la permission. Les Colombiens tirent d'abord, ils s'expliquent ensuite », dit Arthur Nehrstad, un ancien collaborateur du FBI. Le cartel est accusé de contrôler 80 % de la vente de cocaïne aux États-Unis. On estimait, on estime encore, que ce business rapporte environ 4 milliards de dollars aux trafiquants colombiens. Des bénéfices investis en Colombie dans la terre, les chevaux de course et les taureaux de combat, les banques, les moyens de communication, les chaînes de pharmacie, certaines industries. Placés aussi, la plus grosse part, sur le marché financier international.

En 1989, les revenus nets des narcos ont été trois fois plus importants que la totalité de ceux de toute l'industrie de transformation colombienne, y compris l'écopetrol, la société nationale des pétroles. Cette manne exception-

nelle a permis aux cartels de corrompre de larges secteurs de l'appareil d'État : justice, police, parlementaires. Et de disposer d'une véritable armée. « J'ai cent mille hommes dans mes groupes d'autodéfense », déclarait, en juin 1989, l'un des patrons des milices armées du Moyen Magdalena, au service des trafiquants et des gros propriétaires terriens d'une des zones les plus « chaudes » de Colombie. L'erreur de Pablo Escobar (élu en 1982 suppléant d'un député libéral au congrès de Bogotá) est d'avoir voulu être admis officiellement par l'État et d'avoir voulu être admis officiellement par l'État et d'avoir voulu être admis officiellement par l'État.

L'affrontement a déclenché une orgie de sang. Assassinat d'un ministre de la justice, du directeur du journal l'Espectador,

d'une quarantaine de journalistes, du directeur de la police antinarcos, de mille trois cents policiers, de nombreux magistrats, de plusieurs dirigeants politiques de premier rang, entre autres, celui de Luis Carlos Galán, libéral, candidat à la présidence en 1989.

Un crime « de trop », l'été même qui a déclenché la guerre ouverte entre la mafia et les autorités. Deux cent soixante attentats terroristes pour la seule année 1989. Le cartel a innové : un avion d'Avianca a explosé en vol au-dessus de Bogotá et Cali. Le siège du DAS, la police politique, est détruit par une voiture piégée. Le directeur du DAS, le général Maza Marquez, bête noire de Pablo Escobar, s'en tire par miracle. Son limousine aurait été réclamée par le chef du cartel de Medellín au cours des négociations en vue de sa reddition éventuelle.

Coûtuse

guerre « à mort »

Cette guerre « à mort » a coûté cher à la Colombie. Des millions de dollars de pertes dans l'industrie, le commerce, le tourisme. Un point de croissance en moins du PIB en 1989. Mais la riposte du gouvernement a mis le cartel sur la défensive. La mort de Rodríguez Gacha, le « Mexicain », a désarticulé son appareil militaire. Les jeunes sicarios de Medellín se retrouvent au chômage ou se reconvertissement dans la criminalité classique (enlèvements et extorsions : un enlèvement par jour à Medellín) pour leur propre compte. Traqués, leurs biens saisis par les autorités et occupés par les militaires, leurs familles harcelées et menacées par les services spéciaux de la police, les capos du cartel de Medellín ne sont pourtant pas battus sur toute la ligne.

Depuis septembre 1990, ils ne risquent plus d'extradition aux États-Unis — leur ennemi majeur — et le gouvernement Gaviria promet de très fortes remises de peine aux trafiquants décidés à se livrer à la justice colombienne.

Les frères Ochoa ont franchi le pas en décembre 1990 et en janvier 1991. « Rien, depuis leur confortable prison d'Itagüé, proche de Medellín, ne les empêche de diriger leurs affaires », affirme un avocat de Bogotá. Car l'organisation commerciale demeure. Les capos peuvent lancer. Les complexes et puissants tissés par les narcos dans toutes les sphères de la société ne peuvent être détruits aussi facilement. La neutralisation du cartel de Medellín, et la reddition des principaux chefs des extraditables, bras armés du cartel, doivent certes mettre un terme à la vague de terrorisme narco. Reste le trafic. « Un simple problème de police », dit M. Gaviria. Sans doute, mais de taille. Le gang de Medellín est encore le mieux organisé et le plus expéditif. Il n'est pas le seul sur la place.

Les cartels de Cali et ceux des Llanos sont plus discrets, moins sanguinaires mais non moins actifs. Les experts sont formels : « Rien n'indique que le volume des transactions ait baissé. Au contraire. Les saisies de « neige » sont de plus en plus importantes. » Quelques 40 tonnes depuis le début de 1991, seulement en Colombie.

Pourtant, face aux difficultés suscitées par la guerre entre le cartel de Medellín et les autorités, pour parvenir à stabiliser la consommation sur le marché nord-américain, les narcos colombiens se réorganisent, diversifient le trafic, les canaux commerciaux. « Ils ont envisagé à un moment, dit un fonctionnaire international, de cultiver du pavot pour produire de l'héroïne. » Ils pratiquent aussi, pour la conquête du marché ouest et est-européen en expansion, le « dépôt-vente ». L'offre de stocks importants de cocaïne (on parle de 800 kilos à la fois) aux mafias européennes qui se chargent des frais de transport. Les bénéfices sont partagés après la vente effective.

L'héroïne est une spécialité du Mexique, fournisseur des États-Unis, un débouché facile, avec une production moyenne de 5 tonnes par an. Et le Mexique reste l'un des pays d'exportation importants de la cocaïne, via l'Amérique centrale. Les prises y sont de plus en plus importantes. Même phénomène au Brésil, au Venezuela, au Pérou, en Argentine, en Uruguay, au Paraguay, paradis de la contrebande et du « blanchiment » de narcodollars.

Prisons

passoires

Dix-sept mois après la chute et la capture de l'ancien boss fort gauchiste, le général Noriega, le trafic en tout genre, et d'abord de drogue, est plus florissant que jamais à Panama, où le président Endara lui-même est soupçonné par l'administration américaine de « sympathies » pour les trafiquants. Le patron de la DEA estime que la Bolivie, principal producteur de feuilles de coca avec le Pérou en Amérique du Sud, est « devenue le second producteur de cocaïne après la Colombie ». Les laboratoires de transformation de la pâte-base du « chapare » en cocaïne pure se sont multipliés dans le Beni, province amazonnienne de Bolivie. Même évolution semble-t-il, au Pérou, où la production de cocaïne, et non plus seulement de pâte-base, expédie sans problèmes par avionnettes depuis la vallée du Huallaga vers les laboratoires colombiens, est en hausse importante. Victor Polay, leader principal en cavale du MRTA (Mouvement révolutionnaire Tupac Katari), dénonce de sa clandestinité les « liens entre le Sentier lumineux, qui assure la sécurité des trafiquants dans cette région, et les cartels colombiens ».

A Cucuta, à la frontière entre la Colombie et le Venezuela, on peut voir à 500 mètres du pont international, la colonne des passeurs, petites « fourmis » blanches chargées de lourds ballots. Au Venezuela, la classe politique multiplie les mises en garde face à l'extension du trafic et à la découverte de réseaux, en particulier dans l'État du Zulia, chargé de « laver » les dollars « sales ». Le cartel de la Guajira (lancé avec le boom de la marijuana dans les années 70) a, semble-t-il, aujourd'hui son « correspondant » au Venezuela. « Aucune preuve en revanche, jusqu'à présent du moins, affirme un expert occidental, de l'existence de laboratoires de coca en territoire vénézuélien. » En revanche, dit un banquier,

« on note une montée spectaculaire des achats cash de biens immobiliers et un boom de la construction, sans aucun rapport avec la situation actuelle de l'économie ». « Nous devons éviter à tout prix, dit Eduardo Fernandez, leader du parti vénézuélien social-chrétien Copei, que le contrôle du trafic de drogue nous échappe totalement ».

Interpol a publié un rapport éditant sur l'extension et la « dissémination » de la production de cocaïne en Amérique latine. Une réponse logique des cartels colombiens à l'offensive du gouvernement de Bogotá. C'est aussi l'opinion de M. Alberto Lestellé, secrétaire d'État argentin chargé de la lutte contre le trafic de drogue. « J'ai montré, affirme-t-il, que les cartels colombiens ont partiellement transféré leurs activités dans d'autres pays d'Amérique latine, en particulier au sud. » Il ajoute, « mais les chefs, les mêmes, continueront à diriger l'organisation depuis leur prison. Et je pense qu'ils ne tarderont pas à retrouver leur liberté. Les Ochoa sont en prison depuis quatre mois et aucune preuve n'a encore été retenue contre eux. Les laboratoires se multiplient en Bolivie, au Pérou, peut-être au Brésil (gros producteurs des produits chimiques indispensables à la production de cocaïne). Et l'on ne peut exclure qu'ils s'installent aussi en Argentine... »

Des prisons passoires ? Une évidence un peu partout. Au Mexique, le capo Olivero Chavez fait la loi dans la prison de Matamoros, où les gangs rivaux de narcos se sont exterminés le mois dernier. Bilan : dix-huit morts. De sa cellule, Chavez dirige un trafic de cocaïne qui lui rapporte 4 millions de dollars par an. En Bolivie, des narcotrafiquants notoires entrent et sortent de la prison San-Pedro de La Paz grâce à des « permis » négociés avec les autorités pénitentiaires. L'un d'eux, Carmelo Domínguez, a pris le large muni d'un certificat médical signé par le colonel Romero, gouverneur de la prison. Deux colonels boliviens, et une vingtaine de fonctionnaires de police sont poursuivis pour « complicité supposée avec les trafiquants ». La routine...

Les évasions spectaculaires sont également la règle au Pérou, où la corruption des juges, des policiers et des gardiens de prison (qui touchent des salaires moyens de 50 dollars par mois) est une donnée de base admise et déplorée par tous. Même chose en Colombie, où le travail de sape des trafiquants depuis une quinzaine d'années a sans doute produit les effets les plus dévastateurs. « Les narcos ont établi une règle, dit un journaliste de l'Espectador : « Plata o plomo ». De l'argent ou une balle dans la tête. Magistrats et policiers ont le choix entre la corruption et le cercueil. »

MARCEL NIEDERGANG

(Publicité)

Un bateau pour Cuba !

Le peuple de Cuba doit faire face aux conséquences, de plus en plus dramatiques, d'un blocus économique décrété par les États-Unis au mépris du droit international.

Nos appréciations et nos analyses de la situation internationale et de la nature du régime de Cuba sont, sans doute, différentes - voire divergentes. Pour autant, faut-il nier l'ampleur du travail accompli par le peuple cubain depuis tant d'années ? Rien ne peut justifier qu'il subisse plus longtemps pressions et humiliations.

Nous protestons contre ce que nous considérons comme une atteinte à sa liberté et à sa vie. Nous affirmons notre solidarité avec le peuple cubain.

Nous vous appelons à soutenir l'initiative « Un bateau pour Cuba », acte symbolique mais significatif de notre volonté d'exiger qu'un pays du tiers-monde, comme tous les autres, puisse décider librement et souverainement de son destin.

Moukoud AOUNIT, Responsable d'Association; René BALLEZ, Écrivain; André BENOËTTO, Auteur dramatique; Suzanne BERNARD, Écrivain; Gérard DE BERNIS, Professeur Université de Grenoble; Père François BLOT, Prêtre; Jean-Pierre BONVALET, Directeur de recherches INSERM; Roger BORRIER, Écrivain; Alain BORKER, Avocat; René BOYER, Avocat; Jean-Pierre BRARO, Député-Maire; Alain CALLES, Psycho-Sociologue; Elsa CAPRON, Ecole Normale Supérieure; André CARREL, Écrivain; Oscar CASTRO, Metteur en scène - Théâtre; Gérard CENDRES, Syndiciste enseignant; R. CHAMBERLIN, Député Hon.; François CHAUMETTE, Acteur; Patrice COHEN-SEAT, Avocat; Odiel OABENINCKX, Écrivain; Anne OELBE, Écrivain-Metteur en scène; Aline OUFOR, Présidente de l'Association « Les Mères pour la paix »; Annie ERNAUX, Écrivain; Robert ESCOFFIER, Journaliste; Paul ESTRADE, Universitaire; Denis FERNANDEZ-RECATALA, Écrivain; Jean FERRAT, Auteur-compositeur-interprète; Georges FURNIAL, Chanteur; Catherine FOURNIER, Directeur de la Revue « Culture et Foi »; Mgr GAILLOT, Evêque; Joannès GALLAND, Syndiciste; Jean GARCIA, Sénateur; Olivier et Sonia GEBUHRER, Universitaires; Jean-Baptiste GIOVANNOLI, Prix « Verlaine »; Richard GISPERT, Astro-physicien; Gérard GOSSELIN, Peintre; Dominique GRANDMONT, Écrivain; GRAPUS 89, Graphistes; Maxime GREGNETZ, Océaniste; Daniel HAGER, Champion de France Hand-Ball; François KALDOR, Avocat; L.J. KIRKACHARIAN, Universitaire; Henri KRASUCKI, Syndiciste; Jacques KRIER, Réalisateur T.V.; Anne LAINE, Réalisateur de cinéma; Jean-Paul LAINE, Vice-Président Université Rouen; Gilles LANGOUREAU, Chanteur; Catherine LERY, Comédienne; Albert LEVY, Responsable d'Association; Cécile MAGNY, Chanteuse; Georges MARCHAIS, Député; Hélène MARTIN, Auteur/Compositeur/Réalisateur; Roger MARTIN, Écrivain; MATTIA, Artiste peintre; Olivier MEIER, Étudiant-syndicaliste; Laetitia MEIGNAN, Championne Europe de Judo; Jean METELUS, Écrivain; François MONCLA, Ancien capitaine Équipe de France Rugby; Daniel MONTAUD, Universitaire; Marc OGERET, Chanteur; Jean ORTIZ, Universitaire; Charles PALANT, Ancien Député; Annie PERONNET, Militante Féministe; Jacques PERREUX, Directeur de Mouvement de Jeunesse; Marc PERRONE, Musicien; Jean-Claude PETIT, Compositeur; Monique PICARD-WEYL, Avocate; Maïté PINERO, Journaliste; Jack RALITE, Animateur des États Généraux de la culture; Mostafá RAMEZANI, Dessinateur humoriste; Jean-François RELLE, Traducteur-écrivain; André REMACLE, Écrivain; Catherine REBERO, Chanteuse; Pierre RICHARD, Comédien; Jean RISTAT, Poète; François SALVAINO, Écrivain; Raoul SANGLA, Réalisateur T.V.; Pierre SANTINI, Comédien-metteur en scène; Jean SANTAS, Journaliste-écrivain; Paul SEBAN, Réalisateur T.V.; SINE, Dessinateur humoriste; Bernard SOREL, Metteur en scène; Jean-François TROUANOIRE, Universitaire; Claude VINCI, Chanteur; Carol WALIGORSKI, Architecte; WOJNSKI, Dessinateur humoriste.

Des organisations et Associations sont engagées pour le succès de cette initiative :

CGT; France-Amérique latine; France-Cuba; PCF; UNEF; CEDETIM; Comité national pour l'indépendance et le développement; Comité français du mouvement espérantiste pour la paix mondiale; Fédération espérantiste du travail; Pionniers de France; M.J.C.F.

Envoyer vos dons à :

"UN BATEAU POUR CUBA"

64, Bd, Auguste Blanqui - 75013 Paris - Tél. 45 35 68 42



مكتبة الأهل

AMÉRIQUES

«patron» du cartel de Medellin

Entre Al Capone et Robin des Bois

Il a quarante-deux ans, un patrimoine estimé à plus de 3 milliards de dollars, et, selon la revue américaine *Forbes*, il fait partie des dix personnes les plus riches au monde, côtoyant ainsi la reine d'Angleterre et la famille Rockefeller. Pablo Escobar, le plus célèbre des narcotrafiquants, est, pour beaucoup, l'Al Capone de la fin de ce siècle, sanguinaire et psychopathe. Pour d'autres, en dépit de sa violence, il reste une sorte de Robin des Bois, un chef de gang rusé et intelligent, ne manquant ni de panache ni de générosité à l'occasion.

BOGOTA
correspondance

Pablo Escobar est né dans le petit village d'Envigado, aujourd'hui absorbé par cet énorme centre industriel qui est devenu Medellin. Ses parents, comme des milliers d'autres paysans fuyant la violence, sont venus chercher refuge près de la capitale locale, symbole du dynamisme économique et de l'esprit d'entreprise.

Pablo y passa, avec ses deux frères et sa sœur, une enfance pauvre, mais réussit à terminer ses études secondaires. Puis il commença à fréquenter les bas-fonds de Medellin. Il pilla les cimetières pour en revendre les pierres tombales, et, lorsqu'il atteignit vingt ans, il fit sa première rencontre avec la justice pour vol et recel de voitures. Ce qui peut encore passer pour une erreur de jeunesse est, en fait, le commencement d'une longue carrière.

Au début des années 70, il perçoit avec succès au rept d'un industriel de Medellin. Avec le renouveau, une somme importante, il décide d'investir dans l'achat de cocaïne. D'après ses Mémoires, écrits à quatre mains avec son conseiller en relations publiques, dit «le Poète», —

récentement arrêté, — et publié clandestinement il y a un an, le vérité serait tout autre. «Comment j'ai commencé? J'étais très jeune et j'avais beaucoup d'ambition. J'ai connu un «Rico» dans une boîte à Medellin, il avait un avion et voulait acheter de la cocaïne. Alors je me suis associé avec lui, et j'ai entraîné mes copains. L'affaire paraissait facile, peu risquée, et surtout on n'avait pas besoin de voler du de l'air. Pour moi, ce n'était pas un délit, car ça ne faisait pas partie des Dix Commandements.»

En 1975, Escobar est pourtant déjà suspecté par les douanes et le police secrète d'être un narcotrafiquant. Les escouades se confinent un an plus tard, lorsqu'il est arrêté avec son cousin Gustavo alors qu'ils transportaient 39 kilos de cocaïne cachés dans les pneus d'un camion. Les deux détectives privés chargés de l'affaire sont assassinés, mais les preuves manquent: Pablo et Gustavo sont relâchés. L'affaire est bientôt classée et, peu après, les archives disparaissent mystérieusement.

Sa liberté retrouvée, Escobar se lance à corps perdu dans les projets: les deux principaux mafiosi de Medellin viennent de tomber, c'est le moment pour lui de livrer bataille afin de consolider son pouvoir. Tout se passe à la perfection: grâce à des complicités de tout bord et à cet indispensable argent qui lui ouvre la voie d'une non moins indispensable corruption, il fait son chemin dans le monde de la politique et de la cocaïne.

Un affront
qu'il ne pardonnera jamais

Pourtant, son manque de goût pour s'habiller, ses cheveux soigneusement gominés sous les mains et, surtout, ses origines sociales et sa double activité — que l'on fait mais que l'on soupçonne — ne sont pas appréciés de tous. La haute société de Medellin lui refuse l'entrée du très sélect Club Campestre. Un affront qu'il ne pardonnera jamais.



«Quand nous commençons à gagner de l'argent, les «riches» assistent à nos réunions et à nos fêtes, essayent de nous vendre à prix fort leurs fermes, leurs appartements ou des actions d'entreprises en faillite. Mais il n'était pas question de prétendre inactifs nos enfants dans les mêmes collèges que les leurs ou de devenir membre d'un club. Hypocrisie!»

Puis la roue continue de tourner et tout se précipite. Lara Bonilla, un député libéral, dénonce la présence des narcotrafiquants dans les campagnes électorales et pointe son doigt vers Escobar, qu'il éliminerait voir de près son immunité parlementaire. Le trafic de cocaïne a pris une telle ampleur que les Etats-Unis la considèrent comme une atteinte à sa sécurité nationale, un fléau qu'il faut combattre à n'importe quel prix, et demande l'extradition d'Escobar. Lara Bonilla, devenu ministre de la justice, se charge en Colombie de mener cette lutte sans merci jusqu'en avril 1984, lorsqu'il est assassiné.

Pablo Escobar, accusé d'avoir mandaté ce meurtre, disparaît et passe à la clandestinité. Il se lance alors dans une guerre sans merci contre le gouvernement, la justice, la presse et l'extradition, proclamant haut et fort que les

«extraditables» préfèrent «une tombe en Colombie qu'une cellule aux Etats-Unis». Selon lui, «l'extradition est un véritable kidnapping de la part des gangsters américains», justifiant ainsi «la légitime défense et l'utilisation de toutes les armes afin de la faire disparaître». Une légitime défense qui coûte la vie à des milliers de Colombiens et instaure la terreur dans tout le pays à partir du mois d'août 1989, et ce durant près d'un an. Les assassinats, les voitures piégées et les attentats à la bombe seront les armes préférées de Pablo Escobar et de ses tueurs à gages, qui élimineront sans pitié tous ceux qui oseront se dresser sur leur chemin: trois candidats à l'élection présidentielle (voir l'article de Marcel Nidergang); Guillermo Cano, le directeur du quotidien *El Espectador*, mais aussi des juges, des journalistes et combien d'innocents qui payeront de leur vie la folle meurtre du cartel de Medellin.

Les forces
de la magie noire

Depuis, Don Pablo, inlassablement recherché, poursuivi, traqué, arrivait toujours à s'échapper «miraculeusement». Son nom, devenu macabrement familier au-delà des frontières colombiennes, apparaissait régulièrement dans la presse mondiale au fil des sanglants attentats perpétrés par son armée de sicarios recrutés dans les bidonvilles de Medellin ou, Robin des Bois d'un nouveau style, Don Pablo faisait œuvre de charité, finançant des hôpitaux et des centres pour enfants auxiliaires, à l'occasion, il faisait offrir des jouets.

Durant ces dernières années, c'est précisément grâce à cette traque sans merci que l'on est arrivé à percer le mystère de ses goûts, de ses habitudes, de sa fortune, à l'occasion de perquisitions spectaculaires. Taille la découverte de voitures de collection dans un de ses immeubles de Medellin: dix-sept voitures dont une Mercedes-Benz à six

portes et la Ford 27 criblée de balles qui fut utilisée dans le film *Le Parrain*, et qu'il s'était offerte par jeu.

Du même coup, on découvre aussi son goût, ou peut-être son besoin, de recourir aux forces obscures de la magie noire et des rituels surnaturels. Des cadavres entourés de bougies multicolores et de poupées de chiffon ont été trouvés dans les caves secrètes de ses fermes. Poupées sans visage ou à l'effigie de ses ennemis? Seules les archives de la police, encore très discrètes jusqu'à ce jour, pourraient nous le dire.

Mais Pablo Escobar est-il cet être troublé et démoniaque que ces rares indices nous laissent entrevoir? Entouré d'un état-major de conseillers en tout genre, il avait, paraît-il, perdu ce mauvais goût qui le caractérisait. La décoration de ses appartements reflète la présence d'une main professionnelle. Des tableaux de maître et des objets d'art y ont été retrouvés. Il serait aussi un père de famille attentif. Enfin, selon les rares photos récentes que l'on possède, il aurait changé son «look» et abandonné l'usage de la gomme à la Rodolphe Valentino. Dans ses Mémoires, il tente même, curieusement, de se justifier.

Les Etats-Unis, écrit-il en substance, «s'intoxiquent eux-mêmes avec les dérivés dangereux de cocaïne qu'ils produisent (ice, «crack», «crack»), car «la Colombie, elle, n'exporte qu'un produit de haute qualité». Sans ironie apparente, il y explique aussi que, malgré l'implacable persécution des narcotrafiquants, il ne se considère toujours pas comme un délinquant. A lui à présent d'en convaincre des juges presque surpris par l'ampleur de leur «prise», eux qui, n'y a pas si longtemps, auraient parié que l'issue de l'enquête traque aurait plutôt été «une tombe en Colombie»...

SYLVIANE BOURGTEAU

Océan Indien

MADAGASCAR

L'opposition décide de créer un gouvernement provisoire

Le Comité des forces vives a décidé, jeudi 20 juin, la création d'un gouvernement provisoire dont la composition devrait être connue vendredi, a annoncé l'un de ses chefs, le pasteur Richard Andriananjato. Ce gouvernement sera chargé de préparer une nouvelle Constitution, des élections libres et l'avènement de la troisième République malgache.

Le mouvement de contestation populaire qui dure depuis une dizaine de jours, n'a pas perdu de sa vigueur. Selon des quotidiens locaux, 350 000 personnes ont participé, mardi, à Antananarivo (ex-Tananarive) à une marche de protestation. Les manifestants étaient au moins aussi nombreux, mercredi, à réclamer le départ du président Didier Ratsiraka, au pouvoir depuis 1975.

Les représentants du Comité des forces vives qui rassemblent seize partis politiques, des fédérations syndicales et des associations de jeunes, ont remis à la Haute Cour constitutionnelle une demande visant à prononcer la destitution du chef de l'Etat. Leur objectif, ont-ils expliqué, est de mettre en place, le plus vite possible, «un régime tout à fait technique, au rôle bien déterminé». «Nous ne pouvons pas nous permettre de tergiverser, sous peine d'être submergés par nos sympathisants», ont-ils ajouté.

Après l'intervention, mardi, de l'opposition auprès du ministre de l'Information, des journalistes de la Radio Télévision malgache (RTM) se sont solidarisés avec le mouvement de contestation et ont admis que «des ordres de désinformation» leur avaient été transmis par leur hiérarchie.

Selon certaines rumeurs, le premier ministre, le colonel Victor Ramananjato, en place depuis trois ans, aurait présenté, mardi, sa démission au chef de l'Etat, qui l'aurait refusée. Aucune réaction n'a encore filtré du palais présidentiel d'Iavoloha vers lequel les manifestants pourraient se diriger jeudi. «Nous voulons, pour cela, être sûrs de la neutralité de l'armée», a expliqué un porte-parole de l'opposition. — (AFP)

EUROPE

YUGOSLAVIE: alors que la Croatie et la Slovénie s'approprient à se déclarer indépendantes

La Serbie semble favorable à un compromis sur la souveraineté des Républiques

A la surprise générale, puis, à la réunion n'avait pas été annoncée, les présidents de Serbie, de Croatie et de Bosnie ont pourévi, mercredi 19 juin, à Belgrade, les négociations entamées la semaine dernière à Split pour trouver une solution à la crise yougoslave. A cette occasion, le président serbe, M. Stobodan Milosevic, a déclaré qu'après consultation du Parlement de sa république, la Serbie est prête à accepter les fondements de la plate-forme proposée, le 6 juin, par la Bosnie et la Macédoine et présente comme un compromis entre la solution fédérale proposée par la Serbie et celle, confédérale, de la Croatie et de la Slovénie. La Serbie s'engagerait donc à reconnaître la souveraineté des républiques pour sauvegarder le Yougoslavie.

BELGRADE

de notre correspondante

Cette concession ne signifie pas cependant que la Serbie consent à la formation d'une alliance d'Etats souverains comme le veulent les Slovènes et les Croates. En effet, ces derniers ne semblent pas renoncer à se constituer en Etats souverains et indépendants à la fin du mois. Depuis mardi 18 juin, le Parlement de Zagreb siège en permanence afin de voter d'urgence une centaine de lois devant permettre le fonctionnement du futur Etat croate, avec de nouveaux passeports, une armée, des douanes, une banque centrale...

Toutefois, les députés ont renoncé à introduire un amendement à la nouvelle monnaie, le «dinar», et choisi de conserver temporairement le dinar yougoslave.

Les dirigeants croates affirment que cette «dissociation» de la fédération yougoslave (avant le 30 juin, dernière limite) représente un processus à long terme et non un acte classique de sécession. Une fois constituée en Etat souverain et indépendant, la Croatie envisage de s'associer avec les autres républiques yougoslaves qui la reconnaissent en tant que tel. Elle est déjà en pourparlers avec la Slovénie pour former une alliance sur les bases du libre-échange, rappelant que les échanges commerciaux entre les deux républiques se sont élevés à l'équivalent de plus de 36 milliards de francs en 1990. La Croatie ne veut pas non plus couper les ponts avec le reste de la Yougoslavie. Elle propose de continuer à participer aux négociations sur l'avenir du pays, afin de convaincre les autres républiques de former une communauté d'Etats souverains.

Le coût
de la sécession

Enfin, elle espère continuer à commercer avec ses anciens partenaires. Cependant, quelle que soit la terminologie utilisée, la Croatie ne peut ignorer les problèmes que posera la proclamation de son indépendance dans l'enclave serbe de Krajina. Celle-ci, qui s'est déjà «dissociée» de la Croatie, peut dans ce cas obtenir le soutien des autorités serbes et son rattachement à la Serbie. Les conséquences économiques et politiques de cette dissociation, ainsi que l'éventualité d'un conflit armé entre certaines républiques yougoslaves, semblent

inquiéter fortement les Croates puisque, selon le plus récent sondage effectué par l'hébdomadaire de Zagreb, *Danas*, seulement 50 % des personnes interrogées approuvent la sécession. On est donc loin des 94 % dont parlent les dirigeants croates, qui s'appuyent sur le résultat du référendum de mai.

Pour la Slovénie, cette petite république ethniquement homogène de moins de deux millions d'habitants, le problème est le même. Alors que, au référendum de décembre 1990, 88 % des électeurs s'étaient prononcés clairement pour l'autonomie de leur république, les récents sondages montrent que plus de 44 % de la population approuvent la déclaration d'indépendance prévue au plus tard pour le 26 juin. Les Slovènes craignent principalement les conséquences économiques de cette dissociation. Il est vrai que leurs industries d'exportation vendent 50 % de leur production aux autres républiques yougoslaves.

De plus, le coût de son indépendance s'avère beaucoup plus élevé que prévu et trop lourd pour une économie en crise. Par exemple la Slovénie, qui prépare depuis des mois les modalités de sa dissociation, envisageait de créer immédiatement sa propre monnaie. Manquant de réserves en devises étrangères, elle est obligée d'y renoncer.

Si la dissociation de la Slovénie et celle de la Croatie signifiaient pour certains la mort de la Yougoslavie et le marasme économique, d'autres pensent au contraire qu'il ne s'agit que de déclarations de pure forme qui pourraient justement permettre à certaines républiques de renforcer leur position dans les négociations sur l'avenir du pays.

FLORENCE HARTMANN

ROUMANIE

Echec de la grève générale

BUCAREST

de notre correspondant

La grève générale lancée, mercredi 19 juin, par l'Union confédérale nationale (UCN) n'a guère connu plus de 10 % de participation, admettaient dans la soirée les leaders de cette confédération syndicale d'opposition qui revendique trois millions de membres. Les cheminots ont arrêté leur mouvement, tandis que d'autres grèves étaient suspendues. L'UCN a dénoncé des intimidations contre des leaders syndicaux dont certains sont, selon ce syndicat, poursuivis en justice ou renvoyés. Bien que les revendications principales des grévistes soient salariales, un syndicaliste précisait qu'il ne s'agit pas d'un conflit des ouvriers conservateurs contre le gouvernement réformateur. Nous aussi, ajoutait-il, nous voulons une réforme mais une réforme vraie.

Le ministre de l'Economie et des finances, M. Dîjmareșcu, a notamment expliqué la forte chute de la production par les droits accordés l'an dernier aux travailleurs, en particulier une semaine de travail la plus courte d'Europe. Mais il a évité de dire que nombre d'ouvriers ont alors soutenu le parti au pouvoir pour cette raison même. Aujourd'hui, beaucoup ne semblent plus d'accord, même s'ils n'ont apparemment pas envie, ou pas le courage, de défier les autorités.

J.-B. N.

IRLANDE DU NORD: assassinat d'un ancien soldat britannique. — Un ancien soldat britannique a été assassiné, mercredi 19 juin, dans le quartier est de Belfast. Il a été tué d'un moins cinq balles tirées à bout portant sous les yeux de sa fiancée, a précisé la police. La victime avait quitté l'armée en février dernier. L'IRA a revendiqué le meurtre. — (AFP, Reuter)

Liberté pour Duong Thu Huong

M^{me} Duong Thu Huong, écrivain (*), scénariste et poète, menacée depuis deux ans, vient d'être arrêtée à Hanoi pour délit d'opinion (AFP, 19 avril 1991).

Les signataires, solidaires depuis longtemps du peuple vietnamien, protestent contre cet acte arbitraire de répression envers une intellectuelle qui fait bonheur aux femmes, aux lettres vietnamiennes, et dont la voix courageuse exprime les aspirations de tout un peuple au changement démocratique. Ils demandent la libération immédiate de Duong Thu Huong et de tous les détenus pour délit d'opinion. Ils appellent l'opinion internationale à se mobiliser avec diligence pour les défendre.

Paris, le 25 avril 1991.

A la date du 20 juin, cet appel a recueilli la signature de 450 personnes, notamment: Agnès B., BADINTER Elisabeth, BEREZAT Gilbert, BERNIER Philippe, BOUDAREL Georges, BOURDET Claude, BRISAU Jeanine, BROCHEUX Pierre, BROUET Pierre, BUI Duc Han, BUI Mong Hung, BUI Tin, CASTRARIOS Corinthe, CHAILANG Gérard, CHALIN Jean, CHAMPION Jeanne, CHESNEAUX Jean, CHEYSSON Eric, COFFERMANN Emile, DANG Thien, DANG Van Ky, DANG Van Long, DAVEZIES Robert, DELOCHÉ Alain, DINH Cao Minh, DO DINH Thanh, DURLAS Marguerite, FOLDES Pierre, FOUQUE Amélie, GANSEL Mirielle, GASPARD Marcel, GAUZZI Remy, GEORGE Susan, GUATTARI Felix, HA DUONG Thuong, HEMERY Daniel, HOANG Hai Hoc, HOANG Khoa Khoi, HOANG Xuan Han, HUYNH Tan Hong, JEAN Raymond, JOUFFA Yves, JUQUIN Pierre, KAHN Marcel-François, KRIVINE Jean-Michel, LABICA Georges, LACOUTURE Jean, LAHAYE François, LAM Ngoc Binh, LANGLOIS Denis, LE Ba Dang, LE Dung Trang, LE Thanh Khoi, LECOMTE Yves, LEDUC Victor, LEFEVRE Kim, LE TRUNG Bao, LE VAN Cuong, LUONG Chau Phuoc, MACNY Colette, MALKAUX Florence, MANDEAUX Michèle, MANCERON Gilles, MERL Macha, MILLER Judith, MINIKOWSKI Alexandre, MONCORGE Claude, MOREAU Jeanne, NADEAU Maurice, NAVILLE Pierre, NGUYEN XUAN Hai, NGUYEN Binh, NGUYEN Du, NGUYEN Duy Lam, NGUYEN Duc Nhuan, NGUYEN HUYNH Mai, NGUYEN Minh Tho, NGUYEN Ngoc Gao, NGUYEN Phuoc Long, NGUYEN QUANG Do, NGUYEN Quang Rieu, NGUYEN Thanh Nha, NGUYEN Thi Cuc, NGUYEN THIEN DAI, OLTRA-MARE Marc, PARRELLIN Hélène, PERRAULT Gilles, PHAM Ngoc Thuan, PHAM Van Dinh, PHAM Huy Duong, PHAN Quoc Tuyen, PIC Roger, PIGNON Edouard, PRACIER Pierre, REBERIUX Madeline, ROUSSET David, SAGAN Françoise, SCALABRINO Camille, SCHWARTZ Laurent, SPIRE Antoine, SPIRE Didier, THUY Khue, TON THAT Nguyen Khac Thieu, TRAN Hai Huc, TRAN Ngoc Anh, TRINH Van Thao, TRUONGANT Germain, VIDAL-NAQUET Pierre, VINH Anh, VINH VO Nhan Tri, VU Van Huan, ZIEGLER Jean.

Les signataires ainsi que les contributions aux frais de publication de cet appel sont à envoyer à l'adresse suivante: Journal *DOAN KET*, 193, rue de Bercy, 75582 PARIS CEDEX 12. (Libeller les chèques à l'ordre de Doan Ket avec la mention: «Campagne Duong Thu Huong»). Nous remercions tout particulièrement l'Alliance des Femmes pour la Démocratisation, le groupe Vietnam des Médecins du Monde, les Editions des Femmes et de l'Homme pour leurs contributions.

(*) Deux romans de Duong Thu Huong viennent de paraître en France: *Histoire d'amour racontée avant l'aube*, traduction par Kim Lebrun (éd. de l'Aube), et *Les Paradis évangiles*, traduction par Phan Huy Duong (éd. des Femmes). Une réunion de presse aura lieu mercredi 28 juin 1991, 18 heures, à la Librairie des Femmes, 74, rue de Seine Paris-6.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde SANS VISA

POLITIQUE

Le vote du projet de loi portant réforme hospitalière à l'Assemblée nationale

Comment M^{me} Cresson a trouvé une majorité

M^{me} Edith Cresson est finalement parvenue à faire adopter le projet de loi portant réforme hospitalière, mercredi soir 19 juin, au Palais-Bourbon, sans recourir à l'article 49-3 de la Constitution. Le renfort de quelques députés centristes lui a fourni la majorité nécessaire.

Ce devait être un après-midi tranquille, avec beaucoup de questions sur la chute des prix du lait : une question, même, pour chacun des groupes de l'Assemblée, vu que les producteurs de lait étaient annoncés dans les tribunes. Puis ce devait être l'Europe, justement. L'Europe des quotas, avec juste un petit intermède : la discussion, en nouvelle lecture, du projet de loi portant réforme hospitalière. Avec un petit « 49-3 » cet article de la Constitution qui permet aux députés d'adopter un texte sans le voter. Comme prévu, d'ailleurs, à 17 h 15, dans la salle des Quatre-Colonnes du Palais-Bourbon, le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, arrive pour officier.

La cérémonie est devenue si banale que l'on s'attendait surtout à son accompagnement : une délégation, souriante, de parlementaires... japonais. Les caméras, qui connaissent l'Histoire, fixent l'image, bien sûr. On se congratule, on se serre la main, on se promet de se revoir bientôt et l'on se remercie de cette rencontre « très amicale et très chaleureuse ». Puis le premier ministre s'excuse : elle a « encore quelque chose à faire ».

Ce « quelque chose » va durer trois heures. M^{me} Cresson a finalement donné pour consigne à son ministre délégué à la santé, M. Bruno Durieux, de jouer son va-tout en soumettant, tout simplement, son projet de loi sur la réforme hospitalière au vote des députés. Exit donc le « 49-3 » annoncé, qui, faute de majorité pour faire adopter ce texte, avait dû être utilisé lors du vote en première lecture. « On y va ! » avait-elle lancé à M. Durieux et à M. Jean-Pierre Soisson, ministre d'Etat chargé de la fonction publique et de la modernisation de l'administration - venu, en sa qualité de grand coordonnateur de France unie, en renfort de l'ouverture - lorsque ceux-ci, engagés écrits à l'appui, l'avaient assurée, en milieu d'après-midi,

qu'une poignée de députés centristes pouvaient, enfin, voter le projet de loi.

Un nom, parmi d'autres, avait sans doute emporté la conviction de M^{me} Cresson : celui de M. Raymond Barre. On murmure même que, avec la voix de l'ancien premier ministre, peu important, à la limite, que le texte fût ou non voté, puis-que le symbole d'un tel ralliement se suffisait à lui-même.

A 17 h 20, la séance s'ouvre. Au nom du groupe socialiste, son président, M. Jean Auroux, demande une première suspension de séance pour s'assurer que M. Barre et quatre autres députés centristes, MM. Edmond Gerrer, Henry Jean-Baptiste, Jean-Jacques Jegou et Gérard Vignoble, sont bien décidés à offrir une majorité au projet de loi.

« Vous êtes des faussaires ! »

Le président du groupe UDC, M. Pierre Méhaignerie, qui vient de découvrir le pot aux roses, en profite pour convoquer ses députés. Au cours d'une réunion houleuse, MM. Jegou et Vignoble, sommés de s'expliquer, confirment leur intention de voter ce projet de loi, qu'ils jugent « bon ». Plusieurs membres du groupe interviennent sèchement pour faire mesurer aux « traîtres » la portée politique de leur attitude.

Après que la sonnerie de reprise de séance a retenti, à 18 heures, M. Jegou, harcelé par beaucoup de ses amis, change de place à chaque instant dans l'hémicycle. M. Vignoble se réfugie - déjà ? - sur les bancs des non-inscrits. M. Méhaignerie, le visage fermé, murmure dans les couloirs : « Il y en a quelques-uns qui se sont fait enlever ». En séance, comme convenu, le ministre de la santé annonce qu'il demande à l'Assemblée de se prononcer par un seul vote sur son projet de loi. Les orateurs des groupes interviennent pour expliquer leur position : le RPR, l'UDF, l'UDC et le PC votent « contre ». « Je m'oppose que certains clés soient disparus », affirme M. Jean-Yves Charnod (RPR, Vienne). Nouvelle suspension de séance. « Vous êtes des faussaires et des tricheurs ! », enchaîne M. François d'Aubert (UDF, Mayenne). Raïde, livide, M. Méhaignerie s'approche du banc du gouvernement, occupé par M. Durieux. Les huissiers font de même, se mobilisant sans

consigne, au cas où... L'opposition, exaspérée, sort la dernière arme que lui offre le règlement de l'Assemblée nationale : une demande de vérification du quorum, c'est-à-dire de la présence de la majorité du nombre de députés dans l'enceinte du Palais-Bourbon.

M. Alain Calmat (app. PS, Cher), rapporteur du projet de réforme hospitalière, intimentement convoqué de son bien-fondé profit de l'heure et demie que demande cette opération pour expliquer, dans les couloirs, que le vote des centristes s'explique par les concessions du gouvernement sur certaines dispositions du texte. Au même instant, quelques mètres plus loin, M. Jean-Marie Le Guen (PS, Paris) fait une toute autre analyse, bien éloignée des considérations hospitalières : il ne faudrait voir dans ce vote qu'un symbole politique, un avertissement donné par M. Barre et ses proches amis centristes à l'opposition réunie et radicalisée depuis peu. La présence, active, de M. Jean-Pierre Soisson, venu surveiller ses quelques troupes, montre que ce dernier trouve, en effet, dans ce nouvel épisode parlementaire, un moyen de rappeler à la droite que l'ouverture n'est pas encore définitive et à la gauche qu'elle peut même être parfois bien utile.

Pas de « députés-machines »

Tout cela rappelle à quelques députés socialistes une période récente qu'ils espèrent révolue : celle des « débâcles » individuelles, qui avait souvent permis au gouvernement de M. Michel Rocard de dénicher une majorité sur ses projets de loi. « Tous comptes faits, constate ironiquement M. Jean Le Garrec (PS, Nord), ce nouveau genre de manœuvre fait la politique de Bérégovoy avec la méthode de Rocard ! » M^{me} Yvette Roudy est plus éfocée et ne décourage pas contre les efforts déployés par le ministre de la santé pour éviter le recours à l'article 49-3. « Alors, cette fois, à qui est-on promis une belle rocade dans sa ville ou dans sa circonscription contre un vote pour ? », s'interroge-t-elle amèrement.

Suspendu au téléphone, M. Méhaignerie tente de joindre, un à un, les députés de son groupe qui ont laissé des consignes de vote pour le projet de loi. M. Barre est dérangé au Collège de France, où il participe à un colloque ; M. Gerrer est appelé dans sa circonscription ; M. Jean-Baptiste est sommé de revenir à l'Assemblée nationale. Les suppléants du président de l'UDF, M. Jean-Pierre Soisson, en dénonçant un scrutin « entaché d'irrégularité ».

« Vous vous êtes dérobés ! », « Mauvais joueurs ! », répliquent les députés socialistes. « Vous avez manqué jusqu'au bout contre un projet qui a une majorité d'élus », reprochent M. Durieux. Le ministre d'Etat chargé de la fonction publique, M. Soisson, s'avance à son tour, le feuillet de scrutin à la main : « Mais de quel côté sont les manipulations ? On a fait s'absentir mon propre suppléant ! »

M. Méhaignerie tire de son côté les premières leçons de ce vote, qui a quelque peu mis à mal, une fois encore, la discipline collective de son groupe : désormais, les députés centristes qui souhaitent voter en faveur d'un texte du gouvernement « devant être présents physiquement au moment du vote, ou donner leur procuration au président du groupe ou à son secrétaire général ». Dans la salle des Quatre-Colonnes, MM. Jegou et Vignoble restent alors presque seuls à marteler que

participe à un colloque ; M. Gerrer est appelé dans sa circonscription ; M. Jean-Baptiste est sommé de revenir à l'Assemblée nationale. Les suppléants du président de l'UDF, M. Jean-Pierre Soisson, en dénonçant un scrutin « entaché d'irrégularité ».

« Pas du tout ! », répliquent les deux autres « traîtres », MM. Jegou et Vignoble, en montrant, à qui les demande, les procurations écrites de leurs compagnons d'infortune. D'une petite écriture fine, M. Barre, par exemple, prend soin de rappeler que « M. de Bénouville (RPR) n'a pas voté la censure ». L'ancien premier ministre, en fin de compte, ne prendra pas part au vote. Exaspérés par les pressions qu'ils ont subies, MM. Jegou et Vignoble, devenus inséparables, décident de revendiquer, haut et fort, leur attitude. « On est en train de marquer très clairement la présence centriste par notre vote ! L'UDF, c'était l'opposition constructive, nous nous considérons de refuser les considérations politiciennes sur un texte relatif aux hôpitaux », explique M. Vignoble. M. Jegou confirme : « On pensait avoir eu notre rappel de vote d'opposition en votant, il y a deux jours, la censure. Nous ne souhaitons pas de voir le projet de loi adopté, qui votent avec l'opposition parce que le mode est à l'opposition ».

« Mauvais joueurs »

A 19 h 45, la séance, une nouvelle fois, est reprise. L'heure de vérité approche. Les « traîtres », qui jamaïs, sont entourés. L'hémicycle est « quadrillé », précise même l'un d'eux, M. Madelin, puis M. Milon réclame un ultime appel au règlement qui, en principe, est de droit. Le président, M. Laurent Fabius, ignore et engage la procédure de vote. Par deux cent quatre-vingt-cinq voix contre, vingt-huit, le projet de loi est adopté. La colère de l'opposition déborde dans les couloirs, alors que tout était si calme à l'heure du lait.

M. Alain Madelin (UDF, Ille-et-Vilaine) a retrouvé, manifestement, des amis de jeunesse : « Ce vote a été acquis d'avance ! », s'exclame M. Bernard Pons, président du

groupe RPR, un ton en dessous, prend à partie le ministre de la santé : « Je suis triste que vous en soyez réduit à de telles extrémités ! » M. Milon, lui-même, se précipite sur son ancien collègue de l'UDF, M. Jean-Pierre Soisson, en dénonçant un scrutin « entaché d'irrégularité ».

« Vous vous êtes dérobés ! », « Mauvais joueurs ! », répliquent les députés socialistes. « Vous avez manqué jusqu'au bout contre un projet qui a une majorité d'élus », reprochent M. Durieux. Le ministre d'Etat chargé de la fonction publique, M. Soisson, s'avance à son tour, le feuillet de scrutin à la main : « Mais de quel côté sont les manipulations ? On a fait s'absentir mon propre suppléant ! »

M. Méhaignerie tire de son côté les premières leçons de ce vote, qui a quelque peu mis à mal, une fois encore, la discipline collective de son groupe : désormais, les députés centristes qui souhaitent voter en faveur d'un texte du gouvernement « devant être présents physiquement au moment du vote, ou donner leur procuration au président du groupe ou à son secrétaire général ». Dans la salle des Quatre-Colonnes, MM. Jegou et Vignoble restent alors presque seuls à marteler que

leur vote n'avait pas d'autre objectif que celui de défendre un projet de loi hospitalière.

On murmure pourtant que les « traîtres » pourraient se rassembler pour fonder un jour, avec les non-inscrits favorables au gouvernement, un groupe autonome à l'Assemblée, et cela avec la bénédiction de M. Soisson, qui caresse ce rêve depuis longtemps. Généreusement, quelques députés socialistes sont déjà préparés à l'idée de devoir « prêter » certains de leurs apparentés à cette nouvelle formation. M. Soisson passe un doigt impé-rieux de silence sur la bouche.

Dans la soirée, à la reprise de la séance, M. Milon lance un nouvel avertissement, obligé, aux socialistes : « Vous savez que vous ne vous maintiendrez au pouvoir que par des escroqueries habiles de légistes ». Mais il est l'heure, enfin, pour les députés restés en petit nombre dans l'hémicycle, de commencer un débat sur l'union politique, économique et monétaire européenne, un débat qui a trait aux vrais enjeux de demain.

PASCAL ROBERT-DIARD et JEAN-LOUIS SAUX

L'analyse du scrutin

Le projet de loi portant réforme hospitalière a été adopté, en nouvelle lecture, mercredi 19 juin, par 288 voix contre 28 et 4 abstentions.

Ont voté « pour » : 274 socialistes sur 274 ; 1 UDC, M. Gérard Vignoble ; 11 non-inscrits sur 21 : MM. Jean Charbonnel, Jean-Marie Daillet, Elie Hoarau, Alexandre Laonoff, Jean-Pierre Peretti della Rocca, Alexis Potta, Christian Spiller, Bernard Tapie, Emile Verneudon, Marcel Wecheux, Aloys Wehrhauer.

Ont voté « contre » : 28 communistes sur 26 ; 2 UDC : MM. Dominique Baudis et François Bayrou.

Se sont abstenus : 4 non-inscrits : MM. Serge Franchis et Jacques Housin (députés suppléants, respectivement, de MM. Soisson et Durieux).

MM. Jean Royer et Maurice Sereghier.

N'ont pas participé au vote : 126 RPR sur 127 ; 90 UDF sur 90 ; 36 UDC sur 39 ; 6 non-inscrits : MM. Léon Bertrand, Jean-Michel Dubernard, Augusta Lagros, Michel Noir, M^{me} Marie-France Stirbois, M. André Thien An Koon.

Un excusé : M. Pierre de Bénouville (RPR).

En raison de la confusion qui s'est produite au moment du vote, M. Jean-Jacques Jegou (UDF, Val-de-Marne) a affirmé n'avoir pu voter en faveur du texte. Un autre « délégué » centriste, M. Henry Jean-Baptiste (UDF, Mayenne), également présent dans l'hémicycle, s'était résolu à changer son intention de vote, juste avant le scrutin, compte tenu de la confusion régnant sur les événements, et n'a pas pris part au vote, non plus que M. Raymond Barre (app. UDC, Rhône) et M. Edmond Gerrer (UDF, Haut-Rhône).

Les hommes et le « système »

par Daniel Canton

Ce qui s'est passé mercredi 19 juin, en fin d'après-midi, à l'Assemblée nationale n'est pas très glorieux pour le fonctionnement des institutions. Conspiration, menaces, quiproquos en tout genre, bisbilles procéduriers, trafics des fameuses clés, tristes symboles des grippages de la mécanique parlementaire... Cette séance s'inscrit dans la série des images pitoyables devenus lesquelles les citoyens ne comprennent depuis longtemps plus rien.

Mais il faut peut-être faire moins le procès des hommes que celui du « système ». Quand le pouvoir législatif n'a pas constitutionnellement une totale indépendance par rapport à l'exécutif et au jeu des partis, quand les députés doivent s'astreindre à une impitoyable discipline de groupe, quand on ne leur permet pas de pouvoir voter enfin en leur âme et conscience, et quand ces députés eux-mêmes n'ont pas revendiqué clairement ce droit qui leur fait tant rêver en privé, ce genre de dérapage est inévitable.

Par une sorte d'excès de zèle politique, l'hypocrisie devient générale. Ainsi, près d'un tiers du groupe centriste semblait favorable à l'adoption de cette réforme hospitalière. M. Pierre Méhaignerie le savait, mais craignait justement que cela ne se sache, de peur d'encourir une fois de plus les foudres de ses amis de l'opposition. La menace du « 49-3 » agitée par M^{me} Cresson l'arrangeait donc bien. Il n'avait pas prévu que le premier ministre se défausserait au dernier moment.

A l'inverse, M. Charles Millon a eu toutes les difficultés à persuader son groupe UDF de ne pas sortir une nouvelle motion de censure. S'il y est parvenu, c'est au seul motif que deux motions de censure en une semaine ne faisaient « pas sérieux ».

Il est donc pour le moins paradoxal que ceux qui veulent prendre dans cette Assemblée le

liberté de voter librement et être en accord avec eux-mêmes soient montrés du doigt et désignés à la vindicte de l'opposition.

M. Barre, dont le ministre délégué à la santé récite l'un des proches, a toujours défendu, comme les centristes, le possédant d'une « opposition constructive ». Son attitude est d'une grande logique. « Barre, ce n'est pas un contrôleur », admet-on au groupe UDC. A la différence de ses amis, l'ancien premier ministre parvient encore à faire admettre le poids de sa différence.

Une sensibilité barrière

C'est ce qui le distingue et le plonge dans une profonde décatation. Cet épisode est la confirmation de la permanence d'une sensibilité barrière encore forte au sein du groupe UDC. M. Gérard Vignoble travaille actuellement, dans le Nord, au lancement d'une liste régionale qui s'inscrit conduira... par M. Durieux.

MM. Jean-Jacques Jegou, an nivalité très forte avec le RPR dans le Val-de-Marne, Henry Jean-Baptiste, prisonnier en outre du contexte particulier de Mayotte, restent toujours dans le sillage du député du Rhône. Quant à M. Edmond Gerrer, le maire de Colmar, il ne cache pas récemment qu'il croyait encore à « un accord de gouvernement entre les socialistes et les modérés de l'opposition » et que, pour l'élection présidentielle, M. Barre demeurerait à ses yeux « l'homme du recours ».

Ce qui vient de se passer est évidemment fâcheux pour l'opposition, et surtout pour M. Méhaignerie. Au lendemain de la motion de censure de lundi dernier, venant après la signature de l'accord UDF, l'opposition semblait de nouveau forte de ses certitudes et de son homogénéité. Cette image s'en trouve écornée. M. Méhaignerie se retrouve dans une position inconfortable. Il voudrait pouvoir mener une opposition constructive, mais il ne le peut plus. Ses pairs de l'opposition surveillent chacun de ses gestes. L'approche des élections impose son adhésion pleine et entière à l'UDF. Et pourtant la tendance, selon lui, de cette opposition à mettre à nouveau le cap à droite toute l'inquiète en privé et plus haut point.

Enfin, le président du CDS sait que, à quatre mois de son congrès d'Angoulême, il est à la merci d'une implosion de son groupe parlementaire. Avec, d'un côté, ceux qui militent pour un retour programmé au groupe UDF et, de l'autre, ceux qui pourraient être tentés de s'affranchir définitivement. Dernier missionnaire de l'ouverture, M. Jean-Pierre Soisson se refuse, mercredi soir, à considérer cette séance comme un simple épisode du folklore parlementaire. « C'est un contrat, confie-t-il, un encouragement pour moi à ne pas désespérer ». A l'entendre, ce pourrait être un préambule à la constitution de ce groupe chérière qu'il souhaite voir depuis longtemps s'installer au Palais-Bourbon, comprenant des centristes déçus, une bonne partie des députés non-inscrits et les neuf députés MRG qui, avec son accord, seraient soustraits du groupe socialiste.

M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, trahit, lui, jeudi matin, une tout autre leçon : « Ce qui vient de se passer joue contre tout le monde. Cette affaire enlève cette sorte de confiance mutuelle qu'on pouvait avoir avec les derniers ministres d'ouverture. On va retourner à fond vers la crispation. Ce texte ne méritait ni un tel excès d'honneur ni un tel excès d'indignation ».

Infamante pour les « ralliés », cette accusation ne peut pas masquer que le comportement de certains hommes politiques français s'est évolué et que, à l'image de M. Raymond Barre, quelques-uns d'entre eux refusent aujourd'hui de marcher sur leurs anciens pas. Ils se refusent à une logique de camp, de clans, qui conduit à voter pour ou contre le gouvernement, à l'aveuglette, quel que soit le sujet, selon que l'on se situe, en principe, parmi ses amis ou parmi ses adversaires.

Nul, en 1974, n'aurait songé à accuser les socialistes et les communistes de perdre leur âme sous prétexte qu'ils avaient voté un tel ou tel amendement. M. Chirac était alors premier ministre de M. Giscard d'Estaing) la loi Veil sur l'avortement, qui, sans leurs suffrages, ne serait jamais passée. De même, M. Chirac n'a pas été soupçonné de changer de camp, d'obtenir le soutien de la gauche en 1981, il a voté l'abolition de la peine de mort, projet plaidé par M. Badier.

M. Rocard, en trois années de gouvernement, avait fini par faire comprendre et admettre sa méthode, qui correspondait à son discours, même si de nombreux socialistes continuaient à le contester. M. Rocard était le premier ministre à gouverner avec la droite plutôt qu'avec son camp. De ce point de vue, M^{me} Cresson part avec un handicap qu'elle s'est elle-même attribué en imprimant à son discours une tonalité nettement plus marquée à gauche que ne l'est pour l'instant sa politique.

Parler à gauche et débâcher, quand l'occasion se présente, à droite risque de provoquer l'incompréhension, d'autant que l'opposition ne manque pas de mettre le doigt sur la plaie. Ainsi M. Edouard Balladur, qui fut la bête noire des socialistes lorsqu'il était ministre de l'Economie du gouvernement Chirac de cohabitation, remarque-t-il que, sous certains aspects, la politique de M^{me} Cresson est plus à droite que celle de la droite. « En 1980, a-t-il affirmé mercredi 19 juin à

Méthode Rocard

Suite de la première page

Angoulême, un salarié payait au total 11,8 % de cotisations sociales. En 1991, il en paie 19 % ».

La direction du Parti communiste, jusqu'alors complaisante envers M^{me} Cresson, commence à avoir des doutes. Déjà, au moment du débat de censure du 17 juin - censure qu'ils n'avaient pas votée - les députés communistes avaient gentiment mis en garde le premier ministre contre une politique d'« austerité » qui serait en contradiction avec la tonalité du discours. La direction du PCF remarque aujourd'hui que les premières décisions du gouvernement Cresson « contredisent les intentions affichées » et mettent en cause « la poursuite d'une gestion conduite depuis vingt ans aussi bien par des gouvernements de droite que par des gouvernements socialistes ».

Mieux que M. Le Pen

Heureusement pour M^{me} Cresson, ces doutes sont endigués par les intérêts électoraux du PCF, à quelques mois des élections cantonales et régionales de 1992, et par la radicalisation du RPR. M. Jacques Chirac se prête à merveille au jeu du débat « fracassant » lancé par M. Mitterrand. Mercredi à Orléans, il s'est parfaitement justifié les apôtrophes que lui avait lancés, le 12 juin, à l'Assemblée nationale, M^{me} Cresson, qui, en déclinant le président du RPR, avait entendu M. Le Pen. Lorsqu'il parla de regroupement familial, des protestations sociales venues aux immigrés, du « bruit » et de l'« odeur » qui rendent fous leurs voisins de palier, il ferait passer M. Le Pen pour un exemple de modération.

Les bonnes résolutions prises il y a un peu plus d'un an, le 1^{er} avril 1990, lors des états généraux de l'opposition consacrés à l'immigration, ont été balayées par M. Chirac en quelques phrases. A l'époque, l'UDF et le RPR étaient parvenus à condamner, d'un même mouvement, les thèses extrémistes et le langage simpliste du Front national.

Chassé par l'opposition, ce langage revient au RPR par la grande

porte. M. Chirac paraît ainsi commettre la même erreur qui lui avait coûté si cher pendant la campagne présidentielle de 1988. Il persiste à croire qu'en parlant comme M. Le Pen il lui volera ses électeurs, selon une technique qui avait réussi à M. Mitterrand vis-à-vis du Parti communiste. Mais, jusqu'à présent, depuis 1983, chaque scrutin a montré que les électeurs de l'extrême droite préfèrent « l'original à la copie », comme dit le président du Front national.

S'il continue sur cette lancée, M. Chirac poussera bon nombre de centristes - députés et électeurs - dans les bras des socialistes. Depuis la nomination de M^{me} Cresson, ils avaient refusé vers la droite, mouvement amorcé pendant la dernière période du gouvernement Rocard. M. Chirac est un étonnant stratège et l'on comprend pourquoi M. Mitterrand s'arrange chaque fois pour en faire son adversaire privilégié.

JEAN-YVES LHOMEAU

Le PCF durcit le ton

« Les premiers actes du gouvernement Cresson contredisent les intentions affichées par le premier ministre », a affirmé M. Pierre Blotin, membre du secrétariat du comité central du PCF, mercredi matin 19 juin. Il a estimé, notamment, que « l'augmentation de 0,9 % de la cotisation d'assurance-maladie payée par les salariés et la décision de donner un nouveau tour de vis aux dépenses de santé sous la forme d'un mauvais coup porté à des millions de gens. Ce n'est ni plus ni moins, a-t-il souligné, que la poursuite de la politique suivie dans ce domaine depuis vingt ans, aussi bien par les gouvernements de droite que par les gouvernements socialistes ».

M. Blotin a ajouté que son parti ne fera preuve d'aucune complaisance à l'égard d'un gouvernement, quel qu'il soit, poursuivant une politique de mauvais coups contre les salariés, mais que, en revanche, il éprouera « toute mesure allant dans le sens d'un changement de politique, à savoir le contraire de ce que répète Pierre Bérégovoy depuis quelques jours ».

L'indifférence des Français européenne préoccupée

Le débat sur l'indifférence des Français à l'égard de l'Europe a été lancé par M. Jean-Pierre Soisson, ministre d'Etat chargé de la fonction publique, lors d'une séance de l'Assemblée nationale, mercredi 19 juin. M. Soisson a souligné que, malgré les efforts déployés par le gouvernement, les Français ne semblent pas s'intéresser de près à l'union européenne. Il a appelé à une prise de conscience collective et à une implication plus active des citoyens dans les décisions européennes.

M. Soisson a également évoqué les réactions de certains députés socialistes et centristes, qui ont exprimé leur inquiétude quant à la direction prise par le gouvernement. Il a insisté sur la nécessité d'une union politique, économique et monétaire européenne, et a appelé à une prise de conscience collective et à une implication plus active des citoyens dans les décisions européennes.

M. Soisson a souligné que, malgré les efforts déployés par le gouvernement, les Français ne semblent pas s'intéresser de près à l'union européenne. Il a appelé à une prise de conscience collective et à une implication plus active des citoyens dans les décisions européennes.

M. Soisson a également évoqué les réactions de certains députés socialistes et centristes, qui ont exprimé leur inquiétude quant à la direction prise par le gouvernement. Il a insisté sur la nécessité d'une union politique, économique et monétaire européenne, et a appelé à une prise de conscience collective et à une implication plus active des citoyens dans les décisions européennes.

M. Soisson a souligné que, malgré les efforts déployés par le gouvernement, les Français ne semblent pas s'intéresser de près à l'union européenne. Il a appelé à une prise de conscience collective et à une implication plus active des citoyens dans les décisions européennes.

M. Soisson a également évoqué les réactions de certains députés socialistes et centristes, qui ont exprimé leur inquiétude quant à la direction prise par le gouvernement. Il a insisté sur la nécessité d'une union politique, économique et monétaire européenne, et a appelé à une prise de conscience collective et à une implication plus active des citoyens dans les décisions européennes.

M. Soisson a souligné que, malgré les efforts déployés par le gouvernement, les Français ne semblent pas s'intéresser de près à l'union européenne. Il a appelé à une prise de conscience collective et à une implication plus active des citoyens dans les décisions européennes.

M. Soisson a également évoqué les réactions de certains députés socialistes et centristes, qui ont exprimé leur inquiétude quant à la direction prise par le gouvernement. Il a insisté sur la nécessité d'une union politique, économique et monétaire européenne, et a appelé à une prise de conscience collective et à une implication plus active des citoyens dans les décisions européennes.

M. Soisson a souligné que, malgré les efforts déployés par le gouvernement, les Français ne semblent pas s'intéresser de près à l'union européenne. Il a appelé à une prise de conscience collective et à une implication plus active des citoyens dans les décisions européennes.

M. Soisson a également évoqué les réactions de certains députés socialistes et centristes, qui ont exprimé leur inquiétude quant à la direction prise par le gouvernement. Il a insisté sur la nécessité d'une union politique, économique et monétaire européenne, et a appelé à une prise de conscience collective et à une implication plus active des citoyens dans les décisions européennes.

M. Soisson a souligné que, malgré les efforts déployés par le gouvernement, les Français ne semblent pas s'intéresser de près à l'union européenne. Il a appelé à une prise de conscience collective et à une implication plus active des citoyens dans les décisions européennes.

POLITIQUE

Le débat sur l'union politique et monétaire

L'indifférence des Français à l'égard de la construction européenne préoccupe le gouvernement et les députés

Une poignée de députés ont participé dans le but du 19 au 20 juin, à l'Assemblée nationale, au débat sur la déclaration du gouvernement relative aux conférences intergouvernementales préparatoires à l'union politique et à l'union économique et monétaire européenne.

Depuis qu'elle a en charge les affaires européennes, M^{me} Elisabeth Guigou prend soin de rappeler que la construction européenne aura, demain, pour le citoyen, un contenu concret et bien vivant. Comme l'ont observé plusieurs orateurs, mercredi, lors du débat organisé à l'Assemblée nationale sur les conférences intergouvernementales en cours, les pouvoirs publics ne font pas de doute sur la preuve d'un très grand dynamisme pédagogique pour expliquer l'Europe aux Français. Les parlementaires ne devraient-ils pas donner l'exemple, alors qu'en dehors d'une poignée de spécialistes présents jusqu'à 4 heures du matin, ils manifestent un intérêt pour le moins mesuré pour ces questions?

Député et membre du Parlement européen, M. Alain Lamassouze (UDF, Pyrénées-Atlantiques), s'en est inquiété, en reconnaissant que le Parlement français n'a guère fait preuve de plus d'imaginaire que le gouvernement pour que les Français soient vraiment impliqués dans cette aventure. « Nos méthodes de travail ne sont pas à la hauteur de cette tâche historique », a-t-il dit, estimant à « deux mille personnes »

le nombre de ceux (parlementaires, ministres ou fonctionnaires) qui sont concrètement impliqués. « Ne nous étonnons pas si une négociation d'experts, menée par les experts et pour les experts, aboutit à une construction européenne », a expliqué M. Lamassouze, qui s'est trouvé, une fois n'est pas coutume, sur la même ligne que l'orateur du groupe communiste, M. Jean-Claude Lefort (Val-de-Marne).

Ce dernier a mis en exergue l'absence de participation du peuple français, de ses assemblées élues, à cette Europe, aux décisions qui se prennent à une allure vertigineuse, loin d'eux et de manière opaque. Quant à l'ancien ministre des affaires européennes, M. Bernard Bosson (UDC, Haute-Savoie), s'il a salué la disponibilité de M^{me} Guigou pour le Parlement, il a vivement regretté la très large indifférence du pays. Il a cité le cas de l'Allemagne, qui, elle, organise de grandes conférences impliquant toutes les parties prenantes.

Créer un congrès

Pour le président de la délégation de l'Assemblée pour les communautés européennes, M. Charles Josselin (PS, Côte-d'Armor), « Les questions européennes restent étrangères et étrangères » à la majorité des députés. Il a lancé un appel urgent : « Il faut désécologiser l'Europe... » M. François Hollande (PS, Corrèze) a suggéré la création d'une commission parlementaire permanente, chargée de suivre les questions

européennes, et le président de la commission des affaires étrangères, M. Michel Vauzelle (PS, Bouches-du-Rhône), a demandé, une nouvelle fois, que les Parlements nationaux ne soient pas « les laissés-pour-compte » de la future union politique.

C'est justement pour tenter d'associer plus étroitement les Parlements nationaux aux avancées européennes, que le ministre a renouvelé la proposition de la France de créer un « Congrès ». Cet organe consultatif réunirait des représentants du Parlement européen et des Parlements nationaux pour évaluer, périodiquement, les thèmes d'intérêt commun et rendre des avis sur les grandes orientations de l'union. M^{me} Guigou s'est dite convaincue que cette « idée simple et raisonnable » fera son chemin, malgré le peu d'enthousiasme avec lequel elle a été accueillie par les partenaires de la France.

Le ministre délégué aux questions européennes s'est employé, d'autre part, à désarmer les critiques de ceux qui estiment que la France se montrerait aujourd'hui pusillanime dans sa volonté de construire l'Europe politique. « C'est bien un saut qualitatif », a-t-il affirmé, « nous souhaitons faire en matière d'intégration européenne [...] sans, pour autant, conduire à une construction fédérale utopiste, dont les adeptes, en cherchant à tout avoir, risquent, en définitive, de ne rien obtenir. »

M. Bernard Bosson (UDC) s'est montré sceptique face à cet optimisme malin, « Je suis triste, a-t-il dit, en voyant la France, patrie de

Robert Schuman, aussi peu ambitieuse [...] Je crains que les responsables politiques français [...] au-delà des discours, n'aient pas la volonté de parachever la construction de la communauté. » Le député centriste a vivement reproché au président de la République d'avoir déclaré récemment que l'adhésion des pays d'Europe centrale à la Communauté européenne risque de ne pouvoir se faire que dans plusieurs décennies.

C'est un point de vue contraire qu'a défendu M^{me} Nicole Catala (RPR, Paris), très chatoillieuse sur la question de la supranationalité. Pour M^{me} Catala, la question se pose aujourd'hui de savoir « si, en cimentant une union politique plus étroite des États de l'Europe de l'Ouest, on ne ferme pas, en fait, la porte à une intégration ultérieure des pays de l'Est. » Aussi souhaite-t-elle une dissociation de l'Europe économique et de l'Europe politique.

Derrière cette question s'en cache une autre, à laquelle sont sensibles non seulement certains gaullistes, mais également les communistes et certains socialistes, notamment les amis de M. Jean-Pierre Chevènement : ne va-t-on pas, non vers de simples limitations de souveraineté, mais vers de véritables transferts? Selon M^{me} Catala, l'adoption d'une monnaie unique atténuerait la souveraineté nationale et nécessiterait, pour cette raison, une modification de la Constitution.

PIERRE SERVANT

Le projet de loi d'orientation pour la ville

Le Sénat insiste sur le rôle des élus locaux dans les banlieues

Les sénateurs ont commencé, mercredi 19 juin, l'examen du projet de loi d'orientation pour la ville.

Depuis l'adoption du projet de loi à l'Assemblée nationale, au lendemain des premiers incidents de Mantes-la-Jolie, à nouveau la ville a tué. A deux reprises. Ces morts, s'ajoutant à celles de Vaulx-en-Velin et de Sartrouville, ne pouvaient qu'inciter à l'humilité. De fait, le ministre et les sénateurs ont fait preuve dans l'ensemble de modestie et de réserve. Ils se sont efforcés de remettre pour d'autres débats les effets de manches faciles et les polémiques complaisantes.

M. Delebarre a donné le ton de la discussion en soulignant que le projet de loi « ne règlera pas à lui seul et pour toujours les problèmes qui se posent dans notre espace urbain ». Ce profil particulièrement bas n'a guère convaincu que les sénateurs socialistes.

Le rapporteur de la commission des affaires économiques, M. Larcher, s'est efforcé de « comprendre le phénomène que nous vivons », tout au long d'une intervention dense et vivante au travers de laquelle il a dépeint la naissance du ghetto-« enclave ». « La crise des banlieues est un drame humain avant d'être un drame du béton », a-t-il ajouté. Il a proposé aux sénateurs d'affirmer le rôle éminent de l'État local, « le seul maillon qui tient quand tout a failli le camp. »

Partagé sur de nombreux points par M. Delebarre, qui a estimé qu'il convenait de mettre sur pied « un véritable partenariat » entre les élus et l'État, l'analyse de M. Larcher a été appréciée sur les bords

de la majorité sénatoriale. M. Jean Puech (Rép. et ind., Aveyron), regrettant « la logique de correction » vis-à-vis des collectivités locales, M. Jean Simonio (RPR, Essonne), s'étonnant de la faiblesse du soutien financier de l'État au logement social, se sont inscrits dans son droit-fil. Défenseurs attentifs de l'autonomie des maires, les orateurs communistes, une fois n'est pas coutume, n'ont pas exprimé un avis très éloigné de celui de M. Larcher lorsqu'ils ont souligné, comme M. Robert Vizez (PC, Essonne), que « ce dont souffrent nos villes, c'est du chômage ».

Il en a été de même pour M. Paul Lorient, maire socialiste des Ulis (Essonne), qui a pointé du doigt « les banlieues bourgeoises », et dénoncé sous les quelibets de la droite « l'apartheid social » vécu par « un prolétariat urbain abandonné à son propre sort ».

Les discours d'expert de M. André Diligent (Un. cent., Nord), maire de Roubaix, a fait l'unanimité sur tous les bancs. Après avoir rappelé le précepte d'un des inventeurs des plans de développement social des quartiers (DSQ), Hubert Dubedout — qui fut maire de Grenoble — « ne jamais séparer le logement de son accompagnement social », M. Diligent a exprimé avec des mots tout simples qui ont fait mouche à droite comme à gauche l'angoisse des élus des villes difficiles. « Quand on voit les scènes qui se déroulent dans les quartiers en difficulté, certains soirs, nous, les maires, nous serons les premiers à nous dire : A quand mon tour? »

GILLES PARIS

Guyane : les dessous d'Ariane

III. — Pionniers et chiffonniers...

Des bidonvilles de Kourou (le Monde du 19 juin) aux Amérindiens en quête d'identité (le Monde du 20 juin), la Guyane française connaît une situation difficile. Sur fond de disputes politiques d'autant plus épiques que le caractère monodépartemental des régions d'outre-mer provoque des chevauchements de compétences entre le conseil général et le conseil régional, le déséquilibre tend à s'accroître entre les communes faciles d'accès et celles de l'intérieur, isolées, qui restent le domaine des pionniers.

SAUL

de notre envoyé spécial

La mort, la vraie, celle qui tue aussi l'espérance, imprime sa marque partout. Sur la rouille des tracteurs abandonnés. Sur les restes du gazogène tombé en panne et jamais remonté. Sur les ruines des anciens placers de Cent Sous, Popote, Patience, Certitude, où ne rôdent plus que les fantômes des orpailleurs. Sur le visage ridé du malin, lardé qui déambule sans but, d'un carbet à l'autre, au centre du bourg déchu, dans la chaleur poisseuse de la saison des pluies, pour se donner encore l'illusion du lendemain.

Ils sont officiellement soixante-trois habitants recensés à végéter dans ce cimetière de la fièvre de l'or des années 30. Descendants pour la plupart de familles noires venues des îles britanniques de la Caraïbe pour courir leur chance et aujourd'hui voués à l'impasse du RMI. Leur maire, Théodore Timane, feint de croire que sa commune, après quatre-vingt-treize ans d'existence, finira bien par « avoir le téléphone ».

S'il n'y avait pas Yolande, la jeune femme avenante de l'un des petits fermiers européens rattachés, pour établir chaque matin le contact avec la radio départementale et transmettre les commandes alimentaires à l'avion bi-bédomadaire d'Air Guyane, seul moyen de communication avec les autres hommes, la végétation aurait vite fait d'engloutir ces derniers vestiges de l'Édo. L'ancien fleuron minier de l'Édo, l'ancien français d'Amérique du Sud. Les poutres de l'abri qui fait fonction d'aéroport gardent la trace d'activités électorales : « Sauvons Saül! » Il paraît que le président du conseil régional, Georges Obilly, y croit. Il a promis, lors de son passage, le 29 septembre 1990, que Saül, centre géographique du département, sera



PANCHO

la capitale guyanaise de l'ao 3000, un « nouveau Brasília ». Si, si, il l'a dit.

Ghislaine Allinckx n'en a cure. Tête baissée, la jupe retroussée à la façon tahitienne sur ses jambes rondes, elle avance pieds nus dans la boue rouge du chemin. Elle rentre chez elle, à la crique des Eaux claires. Encore 6 kilomètres de marche dans ce couloir de lumière ouvert sous la voûte des arbres géants où les aras et les toucans jouent à cache-cache. Son fils, Yvan, chargé comme un baudet, a pris de l'avance. Il lui tarde de savoir si la passerelle de fortune qu'il a jetée sur le torrent ce matin, avec l'aide de Guy, leur voisin orpailleur, a résisté à la crue qui a emporté dans la nuit le pont de bois permettant d'accéder à leur salle à manger. Ghislaine Allinckx s'accroche à Saül parce qu'elle y a réalisé le rêve de son enfance : vivre avec les siens au cœur de la forêt vierge.

Toujours sept mille réfugiés

L'histoire de cette maîtresse femme et de sa famille est celle d'autentiques pionniers. Une bande dessinée : la galerie des pieds-noirs après l'indépendance de l'Algérie ; plusieurs tentatives d'usage avortées à Paris, en Belgique ; l'appel du grand nord canadien, annulé par les grands froids. Puis le saut dans l'inconnu guyanais, il y a six ans, avec 6 000 F. en poche pour cinq bouches à nourrir. Enfin, la découverte du havre de paix, au bord de ce ruisseau rieur à l'écart

de Saül, abandonné par les indiens et les orpailleurs.

Ainsi le défrichage, le corps-à-corps avec la jungle, les plantations aléatoires, toujours recommencées, l'apprentissage de la chasse et de la pêche pour manger, la miraculeuse rencontre avec Ben, l'indien surgi du néant brésilien qui a transmis à Yvan et à son frère les secrets de la jungle, soudain devenue hospitalière. Aujourd'hui, une oasis de fleurs, une table d'hôte, quelques gîtes, une perle touristique dont la renommée grandit, à Cayenne et au-delà, parmi les amateurs de plongée dans le grand vert. Une réussite exemplaire, mais très fragile, que Ghislaine Allinckx a déjà payée d'une croix, plantée dans les hauteurs luxuriantes de sa crique des Eaux claires, sur la tombe de son mari, mort de maladie il y a deux ans.

Il faudrait, à propos des pionniers anonymes à l'œuvre dans l'immensité guyanaise, parler aussi de la réussite de tous les Hmongs de Cacao (commune de Roua) et de Javouhey (commune de Mana), ces immigrés laotiens débarqués en 1971 des camps de réfugiés thaïlandais sous la protection de la police, parce que les Guyanais les prenaient pour des envahisseurs, et qui approvisionnent aujourd'hui en produits maraîchers tous les grands marchés du département. Une réussite restée, hélas ! en vase clos.

Il faudrait également évoquer les pionniers en puissance, ces sept mille réfugiés sursinamiens qui vivent depuis cinq ans dans les quatre camps installés sur les bords du Maroni, sans parler des quelque trois mille qui se sont égarés dans la nature et proposent les produits de leur chasse aux automobilistes de passage. L'administration française

— qui les loge, les nourrit, les soigne, leur fournit la télévision collective et abrite les écoles où leurs enfants apprennent le hollandais de leurs anciens tuteurs — espère qu'ils retourneront chez eux après les élections organisées en mai de l'autre côté du fleuve.

Tout avait été prévu : les gendarmes et les soldats de l'armée française, qui les surveillent avec bienveillance, ont distribué les cartes d'électeur, organisé le service de ramassage et de transport à la frontière... Cela n'a pas suffi. Ils ont été qu'une poignée à se rendre aux urnes. Bien qu'ils disent le contraire, la plupart de ces réfugiés feront le choix de rester « en France », où ils sont en sécurité, plutôt que de rentrer chez eux tant que le Surinam sera à la merci des humeurs du colonel Dessi Bouterse dont l'armée les a pourchassés en 1986. Tel est en tout cas le sentiment des plus modestes et des moins instruits qui s'inscrivent subrepticement dans les circuits commerciaux souterrains, de plus en plus demandeurs de « permis » pour défricher la forêt et tenter d'y recommencer leur vie.

Eviter les déviations

Et comment ne pas parler de « Danse avec les tortues », ce pionnier de la défense de l'environnement qu'est Jacques Frey, chercheur passionné du Muséum national d'histoire naturelle, qui a squatté quelques décombres de l'ancien bûche, en pays gaïbo, pour bricoler une écologie de tortues luths

que les écologistes du monde entier viennent aujourd'hui visiter? Comme le loup blanc, ce barbu passionné se bat sans répit contre les tombées polluantes d'Ariane, les éboulements de pesticides, les expansionnistes de la riziculture, les braconniers... Il est formel : « Il faudrait un parc régional ».

Faut-il pour autant frapper d'ostracisme les professionnels du développement qui sont devenus les élus du village, dotés des armes de la décolonisation, sous prétexte qu'en Guyane, entre eux, ils se comportent plus souvent comme des chiffonniers que comme des pionniers?

Comme tous les dirigeants du Parti socialiste guyanais (PSG), usés par l'exercice d'un pouvoir départemental longtemps absolu, le président du conseil général, Elie Castor, député de la première circonscription, est fatigué d'être dépeint comme un tyranneau. Il est le premier à reconnaître la nocivité des querelles de frontières et de compétences qui l'opposent à Georges Obilly. Le président du conseil régional, son ancien complice, est devenu son pire adversaire, exclu du PSG, depuis qu'il a manœuvré pour évincer du Sénat Raymond Tarcy, l'une des figures historiques du parti, en septembre 1989.

Mais à la faute s'il en résulte, comme dans les autres DOM, des dysfonctionnements paralysants, des surenchères stériles, d'énormes gaspillages? N'est-ce pas l'intervention du Conseil constitutionnel qui a abouti à la coexistence de deux assemblées sur le même territoire? Pour le reste, « les électeurs jugent », dit Elie Castor, en dressant l'inventaire des réalisations du conseil général en matière de logement, d'action sociale, sanitaire, hospitalière. S'il s'ajoute naturellement le tableau, il a le mérite de reconnaître que « l'argent ne manque pas ». Il sera jugé suivant l'usage qu'il en aura fait au nom de l'assemblée départementale.

A ses côtés, le secrétaire général du PSG, Antoine Karam, affirme ses certitudes : « Nous voyons aujourd'hui nos erreurs mais nous serons en tête aux régionales ; nous serons le premier parti. » Cet ancien militant d'extrême gauche incite ses amis à jouer la carte de l'ouverture. Il devient véhément quand on lui demande pourquoi le PSG traîne la réputation d'un

« parti d'affairistes » : « Ce sont toujours les mêmes clichés! On dit que nous avons des relations financières douteuses! Mais je peux vous assurer tout de suite voir les comptes du parti à la BNP! D'ailleurs, le trésorier du parti est un cadre de la BNP! Tout est transparent! Sa sincérité ne semble pas feinte, non plus, quand il parle de son « étoile jaune » : « Mon grand-père avait dix-huit ans quand il est arrivé en Guyane ; mon père est né ici et il ne parle pas l'arabe ; moi-même, né dans la paroisse de Sainte-Lucie, née dans le placard de l'Approuague, et on continue de me traiter de Libanais, d'insérer sur nos affiches : « Karam au Liban! »

Il faudrait beaucoup de mégalos comme moi

Et quelle facette retenir chez Georges Obilly? Celle du bâtisseur qui refuse les mondanités et se moque des normes pourvu qu'avancent les grands chantiers du conseil régional? Au risque de se retrouver surenchérit et bientôt sermonné. Celle de l'autocrate qui tient en toute circonstance à affirmer sa prééminence sur le préfet et qui ne participe plus aux réunions administratives où siège Elie Castor? Celle du ponceur qui donne autant de coups qu'il en reçoit et qui le fait avec le sourire?

L'intéressé s'en moque. Il méprise ces questions depuis qu'un accident de santé lui a fait froter la mort. Mégalo, lui? « Je n'aime pas la médiocrité », répond-il en toute simplicité. Il faudrait qu'il y ait en Guyane beaucoup de mégalos comme moi... Je suis un homme de vérité. On peut dire ce qu'on veut de moi, je m'en fous. Plus on tape sur moi, plus je grandis. J'irai au ciel directement...

Cette empoignée a au moins, dans l'immédiat, un immense avantage : partout où il y a des électeurs à gagner ou à reconquérir, les subventions pleuvent, les enveloppes saupoudrent, les petits travaux divers entretiennent les nouvelles amitiés, la Guyane mue.

A mille années-lumière de cette effervescence, quand la nuit enveloppe sa crique des Eaux claires, Ghislaine Allinckx monte la sono de son lecteur de cassettes pour faire valser sa forêt sur le Beau Danube bleu...

ALAIN ROLLAT
FIN

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Au tribunal correctionnel de Marseille

Les grands airs de Zaza

Marseille

de notre correspondant

Rues berrées, quartiers en état de siège, cars de police en embuscade, portiques détecteurs de métaux en batterie, filtrage sévère à l'entrée de la salle d'audience, il faut remonter au procès Zaza pour retrouver l'atmosphère qui régnait le 19 juin dans la salle d'audience de la septième chambre correctionnelle de Marseille. Le prétoire était devenu une annexe du SAMU car le principal accusé, qui ne se déplace qu'en fauteuil roulant, est atteint de cardiopathie sévère, sans doute, à l'abus de tabac. Il est arrivé à l'audience en ambulance, escorté par les hommes du Groupe d'intervention de la police nationale armés jusqu'aux dents. Il ne s'agissait pas d'une banale escroquerie aux droits et taxes sur les tabacs, autrement dit un trafic de cigarettes blanches.

Ce déplacement de moyens médicaux et policiers était justifié, paraît-il, par la personnalité de Michele Zaza, présenté comme un des « parrains » de la Camorra, la Mafia napolitaine, entouré pour la circonstance de dix-huit des trente-quatre prévenus inculpés dans une affaire bien mûrie pour un cadet de cette envergure, si l'on ne savait que l'omnipotent Al Capone « tombe » pour une affaire d'impôts non réglés.

Dans cette mise en scène digne d'un opéra, Michele Zaza, surnommé « O Pazzo » (le fou), a joué les divas. Ses caprices ont émaillé la première journée du procès. Le premier de ces interruptions sera ainsi dû à une colère noire de l'inculpé lorsqu'il se rendit compte, alors qu'il était à la barre pour répondre aux questions de M^{me} Annette Durand, que sa femme, Anne-Marie, décrite un instant auparavant comme « une mère de famille très attachée à son époux », seule femme inculpée prévenue libre, se trouvait au milieu d'un groupe

d'hommes, serrée de près à cause de l'exiguïté des locaux. Il fit savoir que si on ne changeait pas sa femme de place, il quitterait le prétoire. L'incident fut évité de peu : un siège libre fut offert à l'épouse.

Un orphelin marchand de cigarettes

Cette question réglée, on put faire connaissance avec un homme à l'enfance difficile, orphelin de père, abandonné par sa mère, obligé, pour survivre, de vendre des cigarettes - des Nationales - aux péages d'autoroutes. Michele Zaza était doué. Il put très vite agencer son fonds de commerce et, pour supprimer des intermédiaires, acheter trois bateaux de pêche. Au dire des mauvaises langues, il transportait plus souvent des cartouches de cigarettes que des caisses de sardines. Michele s'est montré très discret sur son train de vie, bien que le dernier bateau qu'il ait acquis mesurât 23 mètres et coûtât 1 milliard de francs. Sa villa de Beverly Hills ? Il le loue 6 500 dollars au consulat de France à Los Angeles. Elle est au nom de son fils. Ses appartements de Naples ? Les 13 000 francs de loyer mensuel qu'il réglait pour sa villa de Villeneuve-Loubet où la police l'a « cueilli » ? Après une vie de labeur comme « représentant de Philip Morris en Europe », Michele Zaza a estimé légitime de s'être assuré une retraite paisible à quarante-six ans sonnés.

La première journée d'audience aura permis aux avocats de la défense de soulever plusieurs cas de nullité dans la procédure. Le tribunal s'est accordé la journée de mercredi 19 juin pour y réfléchir. Les débats ont repris jeudi 20. Ils dureront quinze jours. Il est vrai qu'il s'agit de 7 900 cartons de cinquante cartouches de cigarettes qui auraient rapporté 350 millions de francs.

JEAN CONTRUCCI

CATASTROPHES

L'attente résignée de Shimabara
Autour du volcan japonais Unzen, les populations attendent dans le calme l'apogée de l'éruption annoncée pour bientôt

SHIMABARA (Japon)

de notre envoyé spécial

Penchée sur la rizière, la vieille paysanne répète le geste millénaire du repiquage du riz. Seule touche anachronique à cette image traditionnelle de l'Asie des moussons, elle porte un casque. Sa rizière est au pied du mont Mayu, à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Nagasaki. Derrière la masse sombre de celui-ci plane dans le ciel l'épaisse fumée du volcan Unzen, qui, mercredi 19 juin, a connu une nouvelle coulée pyroclastique (débris volcaniques et gaz projetés en l'air).

Le mont Mayu constitue une protection, mais il pourrait aussi être un danger supplémentaire si sa partie nord-est s'effondrait comme ce fut le cas pour son flanc sud lors de la dernière éruption du Unzen en 1792 : la montagne engloutirait la région. « Shikata ga nai (Qu'y pouvons-nous ?) », dit la vieille femme dans un sourire avant de reprendre son travail. L'eau a légèrement mélangé la poussière de la dernière éruption du Unzen en 1792, provoquant un tsunami (imprévisiblement appelé « raz de marée ») comme celui qui ravagea la région de Kumamoto de l'autre côté de la baie de Shimabara ? Les volcanologues estiment que cette éventualité est improbable et que si elle se produisait elle pourrait être détectée par une aggravation de l'activité sismique. À la mairie existent un plan d'évacuation d'urgence de la ville en cas de risque de cette sorte.

« Nous faisons tous les efforts pour épargner les vies humaines », estime le maire de Shimabara, M. Kanichi Kanagae, qui, depuis le 3 juin, a décidé de ne plus se raser jusqu'à ce que la montagne se soit calmée. Un rectangle d'une dizaine de kilomètres de longueur sur deux à trois de largeur le long de ce qui fut la rivière Mizunashi, aujourd'hui comblée par les débris volcaniques, a été déclarée zone dangereuse, et été mille personnes ont été évacuées. Toute cette région qui refaisait d'abruptement furent vaincus par les troupes du shogun et exécutés (35 000 périrent). Quelque cent

la télévision, les commentaires des volcanologues sont sur place ont pris le ton d'une chronique d'une catastrophe annoncée.

Selon le professeur Ota, directeur du centre de volcanologie du mont Unzen, qui observe la montagne depuis vingt-quatre ans, cette éruption est l'une des plus violentes et des plus dangereuses que le Japon ait connues, en raison des coulées pyroclastiques auxquelles elle donne lieu. Le nouveau dôme qui s'est constitué au sommet du cratère atteint plus de 70 mètres. Il a commencé à s'effondrer à l'est sous la pression du magma, provoquant une coulée de débris volcaniques en fusion qui va toujours plus loin. « Il y a trois hypothèses », nous dit M. Ota. « Ou le dôme reste tel quel, ou il s'effondre provoquant de nouvelles coulées pyroclastiques, ou bien il explose. La première hypothèse est pratiquement à écarter. Quant aux deux autres, leur ampleur est difficile à prédire. Mais plus qu'à la fin de l'éruption, c'est à son apogée que nous devons nous attendre ».

Le mont Mayu peut-il s'effondrer (une poussière d'illots le long de la côte de Shimabara sont les restes du gigantesque éboulement de 1792), provoquant un tsunami (imprévisiblement appelé « raz de marée ») comme celui qui ravagea la région de Kumamoto de l'autre côté de la baie de Shimabara ? Les volcanologues estiment que cette éventualité est improbable et que si elle se produisait elle pourrait être détectée par une aggravation de l'activité sismique. À la mairie existent un plan d'évacuation d'urgence de la ville en cas de risque de cette sorte.

« Nous faisons tous les efforts pour épargner les vies humaines », estime le maire de Shimabara, M. Kanichi Kanagae, qui, depuis le 3 juin, a décidé de ne plus se raser jusqu'à ce que la montagne se soit calmée. Un rectangle d'une dizaine de kilomètres de longueur sur deux à trois de largeur le long de ce qui fut la rivière Mizunashi, aujourd'hui comblée par les débris volcaniques, a été déclarée zone dangereuse, et été mille personnes ont été évacuées. Toute cette région qui refaisait d'abruptement furent vaincus par les troupes du shogun et exécutés (35 000 périrent). Quelque cent

Punition du ciel

Dans le petit temple de Sotai-ji reposent les urnes funéraires des deux volcanologues français. Sur l'autel bouddhique en laque noire, orné de bouquets de fleurs, ont été disposées les offrandes traditionnelles (gâteaux de riz et fruit) et brûlent deux cierges. Dans un geste touchant, mêlant la symbolique du vin dans la tradition chrétienne et celle du saké, deux bouteilles de vin offertes par le maire de Shimabara et le gouverneur de Nagasaki ont également été placées sur l'autel. Le prêtre en offre une gorgée à ceux qui viennent se recueillir devant les urnes, comme c'est la coutume au Japon avec du saké lors de la veillée funéraire. Vendredi 21 juin, le consul général de France à Osaka, M^{me} Renée Veyret, viendra chercher les urnes qui seront rapatriées en France.

La population des alentours du mont Unzen a réagi à cette catastrophe par un mélange de résignation et de discipline qui fait l'une des forces du Japonais. Particulièrement peut-être à Shimabara, une région marquée par la douleur : c'est là qu'en 1638, après une héroïque résistance, des paysans révoltés et des chrétiens qui refusaient d'abjurer furent vaincus par les troupes du shogun et exécutés (35 000 périrent). Quelque cent

soixante ans plus tard, en 1792, c'était le déclenchement des forces telluriques : l'éruption du mont Unzen fit 15 000 morts. Certains y virent une punition du ciel.

Aujourd'hui, c'est avec ce même sens de l'impuissance des hommes à infléchir le cours des choses que les habitants observent les caprices de la montagne. Pour les plus vieux, celle qui soit la puissance du Japon, leur pays reste un fragile échappé à la merci des destructions. Dans Shimabara, ville couleur de cendres, la moitié des magasins sont fermés et un quart de la population (46 000 habitants) a préféré partir. Les banques distribuent des masques en gaze pour se protéger des cendres volcaniques dont l'odeur pèse sur la cité, et les magasins de vêtements ont ajouté des casques à leur étalage.

« Je n'ai d'autre espoir que de retourner dans la vallée », nous dit M. Noriyuki Kase. Agriculteur de cinquante ans, il a été évacué et vit dans le gymnase de Shimabara où ont été rassemblées six cents personnes. Aucune larme. Aucune rancoeur pour ce qui a été perdu. Dehors, des machines à laver ont été mises à la disposition des femmes. À l'intérieur, les familles vivent par petits groupes sur des nattes, leurs effets dans des cartons rangés au carrelage. M. Kase est parti en quelques minutes, le 3 juin, en laissant son bétail et ses cultures sous plastique. Ses ancêtres étaient venus s'installer il y a deux siècles sur les terres charitables par l'effacement du mont Mayu. Il n'a aucun ressentiment contre le volcan : « C'est lui qui nous donne une bonne eau et des sources thermales ; il fait partie de la nature et nous devons nous y fier les uns. »

PHILIPPE PONS

Précision. - La précédente éruption du volcan Unzen avait eu lieu en 1792. C'est donc deux siècles de tranquillité qui ont connus ce volcan et non pas trois comme nous l'avons écrit par erreur dans le titre de l'article consacré à cette catastrophe dans le Monde du 19 juin.

NOMINATIONS

Justice

M. Marc Sadaoui
directeur du cabinet
de M. Michel Sapin

M. Marc Sadaoui, administrateur civil, est nommé directeur du cabinet de M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice.

[Né en 1959, M. Sadaoui est titulaire d'une maîtrise de droit public et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'École nationale d'administration. Administrateur civil au ministère de l'Intérieur, M. Sadaoui a été conseiller technique chargé des finances locales et de l'action économique au cabinet de M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur, chargé des collectivités locales de juin 1988 à septembre 1989. Conseiller technique chargé du droit public et de la justice administrative au cabinet de M. Pierre Arpaillange d'octobre 1989 à octobre 1990. M. Sadaoui avait été nommé conseiller technique chargé du droit public, des libertés publiques et de la justice administrative au cabinet de M. Henri Nallet en octobre 1990.]

Jeunesse et sports

M. Michel Colardelle
directeur du cabinet
de M^{me} Bredin

M. Michel Colardelle, âgé de 43 ans, directeur de la caisse nationale des monuments historiques et des sites depuis 1989, a été nommé directeur du cabinet de M^{me} Frédérique Bredin, ministre de la jeunesse et des sports. Quatorze autres personnes composent ce cabinet dont le chef est M. Guillaume de Chanlaire et le chargé de mission, M^{me} Jocelyne Soussan.

[Né le 12 novembre 1947 à Mulhouse, Michel Colardelle est docteur en archéologie médiévale. Après avoir été conseiller technique des ministres de la culture de 1984 à 1986 puis en 1988 et 1989, il devient conservateur en chef des musées de France en 1988 et directeur de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites en 1989.]

Réclamant un statut et une revalorisation salariale

Deux mille policiers municipaux ont participé à une manifestation interdite à Paris

Environ deux mille policiers municipaux ont participé, mercredi 19 juin à Paris, à l'appel de la Fédération nationale de la police municipale, de la FO, de la CGT et de la CFDT. Ils ont notamment réclamé un statut, une revalorisation de leurs salaires, ainsi que le maintien du droit à être armés. Interdite par la préfecture de police de Paris, en raison de « risques de troubles à l'ordre public », la manifestation a été cantonnée à la place de la République par les CRS.

Après la police nationale, ce sont les policiers municipaux qui ont occupé le pavé parisien. Les badauds pouvaient s'y tromper, tant les manifestants ressemblaient au commun des policiers d'Etat. Casquettes et uniformes bleus frappés d'écussons tricolores, ils voulaient peser sur le ministère de l'Intérieur qui prépare un projet de loi sur la sécurité intérieure visant à mieux définir les compétences et les missions des deux mille six cents policiers municipaux recensés en France.

Venus surtout du sud de l'Hérault, où les policiers municipaux se sont multipliés, les manifestants ont offert une palette représentative d'une profession comptant près de dix mille membres aux missions nettement contrastées. Tous sont loin d'être sur la même longueur d'onde quand le ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, projette de désarmer les fonctionnaires territoriaux (1).

« On doit obligatoirement être armés, puisqu'on travaille toute la nuit, qu'on intervient en flagrant délit et qu'on va sur place quand il y a eu un déclenchement d'alarme », dit un des cent vingt employés de la police municipale de Cannes, armés des surpuissants revolvers Manurhin 357 magnum dont est équipée la police nationale. « Nous allons deux fois par mois au stand de tir, tirant en une journée autant de cartouches que les policiers nationaux en toute une année », ajoute-t-il. Cette police municipale connaît, l'une des plus grosses de France, empièterait-elle sur les pouvoirs de la police d'Etat ? « Nos pouvoirs sont plus limités, nuance l'employé municipal. Mais l'an dernier, nous avons remis six cents personnes interpellées en flagrant délit au commissariat central ».

« Nous sommes armés parce que les voyous risquent de nous prendre pour cible quand nous sommes en uniforme », note un policier de Cavalaire. À l'appui de ses dires, il cite l'exemple d'un collègue abattu, trois ans plus tôt, à Saint-Raphaël alors qu'il était non armé. « Mais je veux bien décrire les armes si on nous habille en rose bonbon », ajoute le fonctionnaire municipal.

« Nous, nous n'avons pas besoin d'être armés pour remplir les missions que nous confie la mairie : faire de l'entretien en centre-ville, patrouiller dans les quartiers chauds entre 8 heures et 22 heures ou surveiller des festivités », poursuit l'un des soixante-dix fonctionnaires de Grenoble. L'image d'une police servant de garde prétorienne au maire est rejetée par ce brigadier grenoblois : « Comment occuper que des collègues procèdent à des contrôles d'identité, ce qui est interdit aux policiers municipaux, avec un revolver qui bat à leur ceinture ? », questionne l'un d'eux. Même son de cloche chez un policier de Roubaix, seulement doté d'une bombe lacrymogène et d'une matraque : « Pas question d'empiéter sur les plates-bandes de la police nationale. On s'occupe des problèmes de voisinage, de la police des spectacles, et de la présence dans les quartiers ».

Tous ces policiers sont, en revanche, d'accord pour réclamer une revalorisation salariale et un statut unique. « Après seize ans de service, je gagne 6 500 F nets par mois, y compris la prime de sujétion, qui compense notre disponibilité », se plaint un employé de Marseille qui, comme tous ses collègues, déplore une baisse de son pouvoir d'achat. L'unique fonctionnaire d'une petite ville de la côte atlantique avoue qu'il « a perdu un tiers de son salaire en quittant la police nationale. Mais en échange, j'ai le bonheur de travailler là où je suis né et, contrairement aux gardiens de la paix, je n'ai pas dû passer plusieurs années en région parisienne à attendre ma mutation ».

« Si la police municipale n'existait plus, les vols, le vandalisme, les violences seraient de retour », affirme le tract distribué par les manifestants, qui ont été cantonnés tout l'après-midi de mercredi sur la place de la République par les CRS, indignés de ne pouvoir défilier - « on

M. Jean Espitalier
nommé directeur
du SRPJ d'Ajaccio

Le commissaire divisionnaire Jean Espitalier a été nommé directeur du service régional de police judiciaire d'Ajaccio (Cors-du-Sud), en remplacement de M. Jacques Guida.

[Né en 1949 en Haute-Garonne, M. Espitalier est docteur en droit en 1971. Il a effectué toute sa carrière dans la police judiciaire, où il s'est notamment occupé de lutte anti-terroriste, d'abord à la sixième section de la direction centrale de la PJ (1979-1983), puis à la tête de la section anti-terroriste de la préfecture de police de Paris (1983-1990). Depuis 1990, M. Espitalier était chef d'état-major auprès du directeur central de la police judiciaire.]

n'est pas des voyous de banlieues », s'exclame une femme en exhibant sa carte tricolore de policière municipale. - Ils ont fait plusieurs fois le tour de la place aux cris de « Marchand démission ».

ERICH INCIVAN

ÉDUCATION

Les sujets de français au baccalauréat

Les élèves des classes de première ont pesé, mercredi 19 juin, les épreuves anticipées de français du baccalauréat. Nous publions ci-dessous les sujets qui ont été donnés dans les séries d'enseignement général A, B, C, D, E.

PARIS, CRETEIL, VERSAILLES, LILLE, AMIENS, ROUEN

Résumé et commentaire d'un texte de Jean Lacouture (1990) sur la déontologie journalistique (Courrier de l'UNESCO, 1990).

2) Commentaire composé d'un texte de Marguerite Duras, extrait de *Baraque contre le Pacifique*.

3) « La littérature empêche les hommes d'être indifférents aux hommes », Eugène Ionesco.

AIX-MARSEILLE, MONTPELLIER, NICE, TOULOUSE, CORSE

1) Résumé et commentaire d'un texte de Dominique Wolton sur la télévision et la culture, extrait de *Éloge du grand public* (1990).

2) Commentaire composé d'un texte de Albert Cohen, extrait de *Belles de Séigneurs*.

3) Dans le *Métamorphose des Dieux* (1957), André Malraux écrit : « L'œuvre surgit dans son temps et de son temps, mais elle devient œuvre d'art par ce qui lui échappe ».

BORDEAUX, CAEN, CLERMONT-FERRAND, LIMOGES, ORLÉANS-TOURNAI, POITIERS, NANTES, RENNES

1) Résumé et commentaire d'un

Aux Philippines

Nouveaux risques
de coulées de boue
sur le Pinatubo

De fortes pluies ont accru, jeudi 20 juin, le risque de nouvelles coulées de boue sur les flancs du volcan philippin Pinatubo, dont l'éruption a fait 214 morts et provoqué l'exode de quelque 300 000 Philippines depuis le 15 juin. Deux éruptions, qualifiées de mineures par les volcanologues, ont provoqué, jeudi matin, un nuage de cendres et de vapeurs haut de 5 000 mètres.

De fortes pluies ont accru, jeudi 20 juin, le risque de nouvelles coulées de boue sur les flancs du volcan philippin Pinatubo, dont l'éruption a fait 214 morts et provoqué l'exode de quelque 300 000 Philippines depuis le 15 juin. Deux éruptions, qualifiées de mineures par les volcanologues, ont provoqué, jeudi matin, un nuage de cendres et de vapeurs haut de 5 000 mètres.

De fortes pluies ont accru, jeudi 20 juin, le risque de nouvelles coulées de boue sur les flancs du volcan philippin Pinatubo, dont l'éruption a fait 214 morts et provoqué l'exode de quelque 300 000 Philippines depuis le 15 juin. Deux éruptions, qualifiées de mineures par les volcanologues, ont provoqué, jeudi matin, un nuage de cendres et de vapeurs haut de 5 000 mètres.

De fortes pluies ont accru, jeudi 20 juin, le risque de nouvelles coulées de boue sur les flancs du volcan philippin Pinatubo, dont l'éruption a fait 214 morts et provoqué l'exode de quelque 300 000 Philippines depuis le 15 juin. Deux éruptions, qualifiées de mineures par les volcanologues, ont provoqué, jeudi matin, un nuage de cendres et de vapeurs haut de 5 000 mètres.

De fortes pluies ont accru, jeudi 20 juin, le risque de nouvelles coulées de boue sur les flancs du volcan philippin Pinatubo, dont l'éruption a fait 214 morts et provoqué l'exode de quelque 300 000 Philippines depuis le 15 juin. Deux éruptions, qualifiées de mineures par les volcanologues, ont provoqué, jeudi matin, un nuage de cendres et de vapeurs haut de 5 000 mètres.

De fortes pluies ont accru, jeudi 20 juin, le risque de nouvelles coulées de boue sur les flancs du volcan philippin Pinatubo, dont l'éruption a fait 214 morts et provoqué l'exode de quelque 300 000 Philippines depuis le 15 juin. Deux éruptions, qualifiées de mineures par les volcanologues, ont provoqué, jeudi matin, un nuage de cendres et de vapeurs haut de 5 000 mètres.

De fortes pluies ont accru, jeudi 20 juin, le risque de nouvelles coulées de boue sur les flancs du volcan philippin Pinatubo, dont l'éruption a fait 214 morts et provoqué l'exode de quelque 300 000 Philippines depuis le 15 juin. Deux éruptions, qualifiées de mineures par les volcanologues, ont provoqué, jeudi matin, un nuage de cendres et de vapeurs haut de 5 000 mètres.

De fortes pluies ont accru, jeudi 20 juin, le risque de nouvelles coulées de boue sur les flancs du volcan philippin Pinatubo, dont l'éruption a fait 214 morts et provoqué l'exode de quelque 300 000 Philippines depuis le 15 juin. Deux éruptions, qualifiées de mineures par les volcanologues, ont provoqué, jeudi matin, un nuage de cendres et de vapeurs haut de 5 000 mètres.

De fortes pluies ont accru, jeudi 20 juin, le risque de nouvelles coulées de boue sur les flancs du volcan philippin Pinatubo, dont l'éruption a fait 214 morts et provoqué l'exode de quelque 300 000 Philippines depuis le 15 juin. Deux éruptions, qualifiées de mineures par les volcanologues, ont provoqué, jeudi matin, un nuage de cendres et de vapeurs haut de 5 000 mètres.

De fortes pluies ont accru, jeudi 20 juin, le risque de nouvelles coulées de boue sur les flancs du volcan philippin Pinatubo, dont l'éruption a fait 214 morts et provoqué l'exode de quelque 300 000 Philippines depuis le 15 juin. Deux éruptions, qualifiées de mineures par les volcanologues, ont provoqué, jeudi matin, un nuage de cendres et de vapeurs haut de 5 000 mètres.

De fortes pluies ont accru, jeudi 20 juin, le risque de nouvelles coulées de boue sur les flancs du volcan philippin Pinatubo, dont l'éruption a fait 214 morts et provoqué l'exode de quelque 300 000 Philippines depuis le 15 juin. Deux éruptions, qualifiées de mineures par les volcanologues, ont provoqué, jeudi matin, un nuage de cendres et de vapeurs haut de 5 000 mètres.

De fortes pluies ont accru, jeudi 20 juin, le risque de nouvelles coulées de boue sur les flancs du volcan philippin Pinatubo, dont l'éruption a fait 214 morts et provoqué l'exode de quelque 300 000 Philippines depuis le 15 juin. Deux éruptions, qualifiées de mineures par les volcanologues, ont provoqué, jeudi matin, un nuage de cendres et de vapeurs haut de 5 000 mètres.

De fortes pluies ont accru, jeudi 20 juin, le risque de nouvelles coulées de boue sur les flancs du volcan philippin Pinatubo, dont l'éruption a fait 214 morts et provoqué l'exode de quelque 300 000 Philippines depuis le 15 juin. Deux éruptions, qualifiées de mineures par les volcanologues, ont provoqué, jeudi matin, un nuage de cendres et de vapeurs haut de 5 000 mètres.

De fortes pluies ont accru, jeudi 20 juin, le risque de nouvelles coulées de boue sur les flancs du volcan philippin Pinatubo, dont l'éruption a fait 214 morts et provoqué l'exode de quelque 300 000 Philippines depuis le 15 juin. Deux éruptions, qualifiées de mineures par les volcanologues, ont provoqué, jeudi matin, un nuage de cendres et de vapeurs haut de 5 000 mètres.

De fortes pluies ont accru, jeudi 20 juin, le risque de nouvelles coulées de boue sur les flancs du volcan philippin Pinatubo, dont l'éruption a fait 214 morts et provoqué l'exode de quelque 300 000 Philippines depuis le 15 juin. Deux éruptions, qualifiées de mineures par les volcanologues, ont provoqué, jeudi matin, un nuage de cendres et de vapeurs haut de 5 000 mètres.

De fortes pluies ont accru, jeudi 20 juin, le risque de nouvelles coulées de boue sur les flancs du volcan philippin Pinatubo, dont l'éruption a fait 214 morts et provoqué l'exode de quelque 300 000 Philippines depuis le 15 juin. Deux éruptions, qualifiées de mineures par les volcanologues, ont provoqué, jeudi matin, un nuage de cendres et de vapeurs haut de 5 000 mètres.

La montée du
chez les vi

La montée du chez les vi

La montée du
chez les vi

La montée du chez les vi

La montée du
chez les vi

La montée du chez les vi

La montée du
chez les vi

La montée du chez les vi

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

La conférence internationale de Florence

La montée du syndrome dépressif chez les victimes du sida

Pratiquement absentes de la conférence internationale sur le sida qui se tient à Florence jusqu'au 21 juin, les victimes de la maladie semblent affectées par un syndrome dépressif au moment où la prise en charge des traitements s'alourdit.

FLORENCE

de notre envoyé spécial

A San-Francisco en 1990, la présence des malades du sida, dans l'émotion même du congrès, avait presque réussi à éclipser celle des scientifiques. A Florence, on finit par le oublier. A tel point que de nombreux participants en arrivent à regretter l'atmosphère de happening

permanent qui avait caractérisé la sixième conférence internationale. « Au moins à San-Francisco, confia l'un d'eux, même si c'était parfois pénible à entendre, nous étions confrontés de plein fouet à la réalité sociale et psychologique du sida. Ici, tout est aseptisé et normalisé. Le sida en tant que fait social majeur ne transparait pas vraiment des milliers de communications qui sont présentées durant ces cinq jours. »

Parfois, pourtant, il arrive que l'assistance soit, l'espace d'une communication, replongée dans la réalité quotidienne de l'épidémie. Mercredi 19 juin, le docteur Leon McKusick (université de Californie, San-Francisco) y est parvenu en parlant du drame auquel est confrontée depuis 1981 la communauté homosexuelle de sa ville. Sur les 56 000 homosexuels qui vivent à San-Francisco,

6 860 sont déjà morts du sida. Depuis le début de l'épidémie, de 10 000 d'entre eux ont été atteints par la maladie, et on peut penser qu'actuellement 35 à 50 % des homosexuels de San-Francisco sont séropositifs.

« Dans ces conditions, explique le docteur McKusick, il n'est guère surprenant de constater un fort taux de personnes victimes de syndromes dépressifs. » En moyenne, chaque « gay » de la ville avait perdu un ami en 1984, trois en 1986 et sept en 1988. « Ces deuils à répétition sont très durs à supporter. D'autant plus que les personnes qui aident à la prise en charge des malades sont à leur tour, elles aussi, victimes de la maladie. Que ce soit au niveau individuel ou communautaire, c'est de nouveaux rituels de la mort dont nous avons besoin pour nous aider à surmonter ce sentiment de perte insupportable. »

La conférence de Boston en question

On peut d'ailleurs se demander comment les États-Unis vont réussir à surmonter cette épidémie. Pour la première fois, les services du département américain à la santé ont chiffré le coût du sida du seul point de vue de sa prise en charge médicale. Il en ressort que le coût du traitement d'une personne contaminée par le virus mesuré non atteinte par la maladie est de 5 150 dollars par an. Celui d'un malade du sida est pour sa part en moyenne de 32 000 dollars par an. Au total, prévoit cette étude, qui a été présentée à Florence par le docteur Fred Hellinger, le coût thérapeutique du sida devrait être globalement en 1994 de 10,389 milliards de dollars (il sera en 1991 de 5,810 milliards de dollars).

Une autre étude, présentée mercredi 19 juin par le docteur Ruth Berkelman (Center for Disease Control, Atlanta), a montré que, depuis deux-trois ans, la transmission hétérosexuelle du VIH s'est aux États-Unis en nette augmentation. A tel point que, depuis janvier 1989, 55 % de tous les cas de sida enregistrés sont survenus chez des femmes.

et que 31 % d'entre eux sont imputables à une transmission par voie hétérosexuelle.

De tels chiffres, on s'en doute, apportent de l'eau au moulin de tous ceux qui, aux États-Unis, s'opposent à l'abrogation de la loi interdisant à une personne séropositive de séjourner sur le sol américain. « L'épidémie entre actuellement dans une phase dangereuse, explique le docteur Jonathan Mann, qui, après avoir dirigé le programme mondial de lutte contre le sida à l'OMS, est aujourd'hui professeur à la Harvard School of Public Health. Le raisonnement qui tend à prévaloir est celui du chacun chez soi. Il y a fort à parier, par exemple, que si l'on ne fait rien d'ici là, le jour où un vaccin sera mis au point, les seuls bénéficiaires en seront pendant longtemps les pays industrialisés. »

Finalement les seuls manifestants du congrès de Florence auront été les scientifiques américains opposés à cette législation discriminatoire qui risque de compromettre l'organisation, l'an prochain à Boston, de la huitième conférence internationale sur le sida. Au cours d'une conférence de presse, le professeur Max Essex (Harvard AIDS Institute), qui présidera, s'il a lieu, le congrès de Boston, a fustigé l'attitude des autorités politiques américaines. « Aucune raison d'ordre médical ne peut justifier le fait d'interdire l'entrée aux États-Unis de personnes infectées par le VIH, a-t-il déclaré. Nous ne pouvons certainement pas tenir une conférence internationale alors même que des personnes contaminées subissent, de par cette loi, un traitement humiliant. Si nous devions annuler ce congrès, ce serait un triste retour en arrière dans la lutte contre le sida. »

Pour sa part, l'International AIDS Society, qui vient d'être à sa tête le professeur Peter Piot (université d'Anvers, Belgique), devra décider dans les prochains jours de ne pas participer à la conférence de Boston si, d'ici le 3 août prochain, le président américain George Bush ne prend pas l'engagement d'abroger cette loi.

FRANCK NOUCHI

Une famille soviétique victime d'une escroquerie à l'aide humanitaire

La France, qui se veut terre d'asile et où le secrétariat d'État à l'action humanitaire revendique le droit d'ingérence pour venir au secours de la détresse dans les pays du tiers-monde, n'a pas de quoi être particulièrement fier. Se retranchant derrière les textes, la police de l'air et des frontières (PAF) a refusé, mercredi 19 juin, d'accueillir une jeune Soviétique de vingt-quatre ans, Helen Stoinova, dans le coma à la suite d'une césarienne pratiquée à Odessa, que son père espérait sauver grâce à l'intervention de médecins français.

Persuadé par le président de l'Association médicale internationale d'urgence (AMRU), M. Michel Krynski, qu'en France on pouvait faire quelque chose pour sa fille, le père d'Helen lui avait demandé, moyennant finances, de servir d'intermédiaire et de remplir les formalités. Ne voyant rien venir,

M. Stoinova avait tout de même décidé d'aider à embarquer. C'est ainsi qu'il s'est présenté, mardi 18 juin, sans visa, dans le port de Marseille, accompagné d'un médecin et d'une infirmière soviétiques.

La SAMU de Marseille s'est rendu plusieurs fois à bord pour constater que la patiente se trouvait en fait dans un coma irréversible. Pour son directeur, M. François Duboz, « il est inadmissible d'avoir fait croire à cette famille que la France pouvait faire quelque chose ». Après enquête, la PAF a appris que M. Krynski était actuellement sous l'inculpation d'escroquerie et placé sous contrôle judiciaire à son domicile, à Wattignies (Nord). Bien que le SAMU ait permis à trouver une place dans un hôpital, les autorités ont ordonné à la famille de lever l'ancre.

Ch. Ch.

TOXICOMANIE

Sept mouvements associés dans une campagne contre la drogue

« Combat pour la vie » a touché un demi-million de personnes

En lançant la campagne « Combat pour la vie » en 1990, la Délégation générale à la lutte contre la drogue et la toxicomanie (DGLDT) a cherché avant tout à faire travailler ensemble des associations, spécialisées ou non. Sept grands mouvements associatifs avaient alors signé une charte dans laquelle ils s'engageaient à soutenir des projets dans huit régions particulièrement touchées par ce phénomène. En douze mois, ce travail de terrain a permis d'atteindre plus de 500 000 personnes, enfants et parents, selon la DGLDT.

Quelque deux cents projets axés sur la prévention ont été initiés, allant de la création d'un réseau de formation à la santé pour les mères de famille des quartiers défavorisés

de Béziers, à l'apprentissage du métier de coursier à des jeunes fragiles à Marseille. Chacune des régions (Aquitaine, Alsace, Ile-de-France, Nord-Pas-de-Calais, Normandie-Roussillon, Midi-Pyrénées, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côtes d'Azur) a reçu 1 million de francs de la Délégation, pour aider le lancement de ces initiatives.

La mise en place dans les établissements scolaires de « comités d'environnement social » (CES) visant à réunir au sein d'une même instance, enseignants, policiers, parents d'élèves ou encore délégués de classe, semble également en bonne voie. A ce jour, quatre cents CES ont pu être mis en place. En revanche pour ce qui concerne la capacité d'accueil et de prise en

charge des toxicomanes, « nous nous heurtons à un problème d'évaluation du type de structures nécessaires et à un problème de financement », a précisé M. Georgina Dufoux, présidente de la DGLDT.

Le service d'accueil téléphonique sur les problèmes de drogue, anonyme mais pas gratuit (49-09-13-13), qui reçoit une centaine d'appels par jour, sera réactivé par une campagne d'affichage et un spot jusqu'à la fin du mois. Parmi les autres mesures à venir, un observatoire de la drogue et de la toxicomanie devrait être mis en place en septembre prochain. Il s'agit de mieux cerner un phénomène encore largement méconnu, dans son ampleur, l'économie qu'il génère, l'évaluation des institutions et des

actions, ainsi que le profil et l'itinéraire des toxicomanes.

Les 26, 27 et 28 juin, un colloque organisé par l'Association Descartes se tiendra à l'Institut du monde arabe, à Paris, sur le thème des drogues dans les sociétés démocratiques. Le président de la République et le premier ministre y sont attendus les 27 et 28 juin. A l'occasion de ce colloque, le ministère de la recherche, en collaboration avec la DGLDT, lancera un appel d'offres d'un montant de 2,2 millions de francs intitulé « Apport des sciences de l'homme et de la société à la compréhension des drogues et des substances psychoactives ».

MARTINE LARONCHE

ENVIRONNEMENT

Le RPR propose un « plan vert »

« Je n'apporte aucune espèce de complexe en matière de protection de l'environnement », a déclaré M. Jacques Chirac, mercredi 19 juin, en présentant au château de Bagatelle le « projet environnement » du RPR. Le président du RPR a rappelé que le ministère de l'environnement avait été créé en 1971 par Georges Pompidou, son modèle, et que lui-même avait fait voter, comme premier ministre, des lois qui ont marqué la législation « écologique » : création du Conservatoire du littoral et loi sur les déchets (1975), loi de protection de la nature (1976) et prévention des risques majeurs (1987).

Pour M. Chirac, les socialistes « revendent volontiers à l'écologie des habits verts », mais, selon lui, ils n'ont pris « aucune initiative marquée en matière d'environnement ». Par exemple, il n'a pas trouvé mention du sujet dans le N° Plan de M. Rocard. M. Chirac a aussi insisté sur l'intervention personnelle du président de la République pour contraindre un projet d'échangeur en forêt de Saint-Germain-en-Laye.

Pour le président du RPR, « la vraie solution n'est pas d'embaucher trois mille fonctionnaires supplémentaires au service d'un quelconque « plan vert », comme le propose M. Brice Lalonde. Le « désastre écologique des pays communistes » prouve, selon lui, qu'un patrimoine naturel qui n'appartient à personne ou tout entier à l'État n'est plus protégé. Il demande donc un retour à l'initiative privée et à la responsabilité individuelle.

C'est autour de cette réflexion qu'est articulé le projet présenté à Bagatelle par M. Jacques Vernier, maire de Douai, et secrétaire national du RPR à l'environnement. M. Vernier a proposé — comme naguère le député de Savoie, M. Michel Barnier, dans ses « cent propositions » — que l'environnement soit inscrit dans la Constitution, devenant ainsi un droit imprescriptible du citoyen français. Au reste, les simples citoyens sont surtout appelés à devenir « acteurs de la protection de l'environnement ».

R. C.

Le parc national des Pyrénées perd son label européen

Les vingt-cinq membres du comité des ministres du Conseil de l'Europe ont décidé, lundi 17 juin, de retirer au parc national des Pyrénées son label européen tant que « la protection efficace des ours et du valon du Soussouéou » n'aura pas été assurée.

Comme trente-quatre autres parcs et réserves, le parc des Pyrénées avait reçu en 1976 son premier diplôme européen renouvelable tous les cinq ans. En 1981, puis en 1986, le Conseil de l'Europe avait déjà attiré l'attention de la France sur le peu d'efficacité de protection assurée par le parc des Pyrénées sur ses milieux naturels et sur sa faune, notamment sur l'ours, en voie de disparition rapide. Cette fois, le Conseil de l'Europe s'est fâché et a pris une sanction sans précédent puisque, depuis un quart de siècle, aucun site « européen » ne s'est vu retirer son label.

Les motifs de mécontentement de l'organisme européen sont nombreux. Le parc national, dont les

frontières ont été sans doute mal tracées dès l'origine, n'a pu assurer la survie des ours. Au point que le ministère de l'environnement a dû interdire la chasse et la circulation automobile dans 6 000 hectares de zones à ours qui sont toutes à l'extérieur du parc.

A l'intérieur même du parc, les projets d'équipement n'ont pas manqué. Ainsi, une station de ski de fond est installée au col du Somport, sous lequel les ingénieurs veulent à présent creuser un tunnel routier. L'affaire a été soumise au Conseil d'État dont on attend l'avis. Le valon du Soussouéou (dans la commune de Lasse, Pyrénées-Atlantiques), considéré comme un joyau naturel par les écologistes, est lui aussi menacé par des projets touristiques. Le dossier de classement de ce site exceptionnel est à peine en cours de constitution, et le classement lui-même n'interviendrait au mieux qu'en 1992.

M. Durieux commente les revendications des infirmières-anesthésistes

Le ministre de la santé a indiqué, mercredi 19 juin, au cours de la séance consacrée aux questions orales à l'Assemblée nationale qu'il serait « difficile de satisfaire » la revendication des infirmières spécialisées en anesthésie-réanimation (ISAR), portant sur la mise en place d'une grille de rémunération spécifique. Cette revendication « entre en collision avec l'ensemble du protocole Durieux et risque de créer une

série de demandes qui mettrait à bas cet édifice ».

En revanche, il estime possible de trouver une « solution positive » à la transformation de leur certificat d'aptitude en diplôme d'État. M. Durieux a annoncé la création d'un groupe de travail qui élaborera un cadre réglementaire permettant de mieux prendre en compte les gardes et astreintes.

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 26 D
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. *Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 63 12 66.

SAMEDI 22 JUIN

- S. 1 - Radios USA. - M. BOISGIRARD.
- S. 7 - Tapis anciens et semi-anciens. - M. BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.

LUNDI 24 JUIN

- S. 2 - Livres. Autographes. - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
- S. 3 - Objets de vitrine. - M. PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
- S. 4 - 14 h 15. Art d'Extrême-Orient. - M. ADER, PICARD, TAJAN. M. Ponier, expert. Soirs de la vente des 25 et 26 juin à 14 h 15. Expo. publ. le 22 juin de 11 h à 18 h, les 24, 25 et 26 juin de 11 h à 12 h. [Catalogue, veuillez contacter le poste 469].
- S. 5 - Estampes et tableaux modernes. - ARCOLE (M. RENAULT).
- S. 8 - Bijoux, argenterie. - M. MILLON, ROBERT.
- S. 15 - 14 h 15. Autographes, Documents, Importants souvenirs historiques. Armes à feu, Armes blanches. - M. ADER, PICARD, TAJAN, MM. Nicolas et Duchiron, experts. [Catalogue, veuillez contacter le poste 469].

MARDI 25 JUIN

- S. 1 et 7 - 11 h : Livres illustrés du 20^e siècle. 14 h-14 h 30 : 50 tableaux modernes et contemporains dont un très beau Hamlet de 1950. 14 h 30 : tableaux modernes et anciens. Bel ameublement du 18^e et du 19^e. Tapisseries, Tapis. - M. BINOCHÉ, GODEAU.
- S. 2 - Suite de la vente du 24 juin. - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
- S. 3 - 20 h 30. HORLOGERIE DE COLLECTION. Montres-bracelets. Accessoires. - M. LIBERT et CASTOR.

MERCREDI 26 JUIN

- S. 2 - Tableaux modernes. Bijoux. Idoles. Haute époque. Mobilier, Tapis. - M. BOISGIRARD.
- S. 3 - BEAUX BIJOUX. Nombreuses bagues, objets de vitrine, orfèvrerie du 18^e et moderne. - M. LIBERT et CASTOR.
- S. 8 - Grands vins. - M. BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.
- S. 9 - 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. Livres anciens et illustrés modernes. - M. ADER, PICARD, TAJAN (Sans catalogue).
- S. 10 - Objets, Matériel HI-FI et divers. - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
- S. 11 - Tab., bib., mob. - M. LANGLADE.
- S. 13 - Petits bijoux, tableaux, meubles et objets d'art. - M. MILLON, ROBERT.
- S. 15 - Tableaux, bibelots, mobilier. - ARCOLE (M. OGER, DUMONT).

JEUDI 27 JUIN

- S. 1 et 7 - 14 h. Tableaux anciens. - M. ADER, PICARD, TAJAN. M. Turquin, MM. Herdubaut et Latreille, M. Ryau, experts. Veuillez contacter Chaotat Grangé au (1) 42-61-80-07, poste 446. [Catalogue, veuillez contacter le poste 469].
- S. 5 et 6 - 15 h. ARTS PRIMITIFS. Afrique - Amériques - Indonésie Océanie. (Expo le 26-6 11 h/18 h et 21 h/23 h. Suite de la vente le 28 juin à 14 h 30 en salle 5. - M. LOUDMERE).

VENDREDI 28 JUIN

- *S. 1 - Tapis. - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
- S. 3 - Bijoux, objets de vitrine, orfèvrerie ancienne et moderne. - M. ADAP, GODEAU, SOLANET.
- S. 4 - Tableaux modernes. Sculptures. Art nouveau. Art déco. - ARCOLE.
- *S. 7 - Minéraux. - M. DELORME.
- S. 8 - 14 h 15. Instruments de musique. - M. ADER, PICARD, TAJAN. M. Vatelot, expert. [Catalogue, veuillez contacter le poste 469].
- S. 10 - 14 h 15. Objets d'art et de bel ameublement des 18^e et 19^e. - M. ADER, PICARD, TAJAN. M. Dille, expert. [Catalogue, veuillez contacter le poste 469].
- S. 13 - Tissus. Dentelles. Tableaux 19^e et 20^e. Bijoux. Argenterie. Bon mobilier de style. PARIS AUCTION (M. CARDINET-KALCK).

DROUOT MONTAIGNE
15, AVENUE MONTAIGNE
75008 PARIS
Tél. : 48 00 20 80
Téléc. : 650 873

MARDI 25 JUIN, à 20 h

IMPORTANTS TABLEAUX ANCIENS
M. ADER, PICARD, TAJAN, commissaires-priseurs ; M. Turquin, MM. Herdubaut et Latreille, M. Ryau, experts.
Expo. publ. le 24-6 11 h/21 h et le 25-6 11 h/17 h.
[Catalogue, veuillez contacter le poste 469].

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
ARCOLE (Groupe de C.P.), 52, rue Taubout (75009), 48-74-18-84.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Armoise (75002), 42-60-87-87.
CARDINET-KALCK, 17, rue Le Peletier (75009), 48-24-06-11.
DELORME, 14, avenue de Messine (75008), 45-62-31-19.
LANGLADE, 12, rue Descombes (75017), 42-27-00-91.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LIBERT, CASTOR, 3, rue Rosini (75009), 48-24-51-20.
LOUDMERE, 45, rue La Fayette (75009), 48-70-89-39.
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.
OGER, DUMONT, 2, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.
RENAUD, 6, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.

CULTURE

La Fête de la musique à Paris et en Ile-de-France

Amateurs et professionnels se ratrouvant mêlés, vendredi 21 juin, pour la dixième année consécutive, au sein d'une grande fête polyphonique, qui reste l'un des actes symboliques de la politique culturelle socialiste, et qui s'écrit : «Faites de la musique»...

CLASSIQUE

Paris
Théâtre du Châtelet, 1^{er}. Orchestre national de France, direction Bertini (Mozart, Mendelssohn), de 10 à 13 h.

Auditorium du Louvre, 1^{er}. Toscanini, concertos filmés, séances à 15 h 30, 17 h, 18 h 30, 20 h 30.

Forum des Halles, 1^{er}. 200 musiciens fêtent Mozart, de 16 à 21 h.

Palais de Paris-Châtelet, 1^{er}. Club des musiciens des PTT, de 17 à 18 h.

Eglise et parvis de Saint-Eustache, 1^{er}. uil de la musique, de 19 h 30 à 4 h.

Cour carrée du Louvre, 1^{er}. Orchestre philharmonique de Radio-France, direction Janowski (Mozart), de 21 h 30 à 23 h.

Salle Favart, 2^e. Ensemble de Basse-normandie (Mozart), de 21 h à 23 h.

Musée Picasso, 3^e. Tempo di cello et ses invités, à 14 h, 16 h 30, 17 h, 18 h 30, 20 h.

Opéra Bastille, 4^e. Projections vidéo d'extraits de la saison écoulée (de 11 heures à 17 heures, amphithéâtre), concert par les élèves de l'école d'art lyrique (de 17 heures à 18 h 30, amphithéâtre), concert par les musiciens de l'Orchestre de l'Opéra en formation de musique de chambre (de 18 h à 18 h 30, grand escalier extérieur), concert par les chœurs (de 18 h 45 à 19 h 30, grand escalier).

Eglise Saint-Louis en l'Île, 4^e. Musique sacrée (Gounod, Kodaly), negro spirituals, de 20 h à 22 h.

Notre-Dame de Paris, 4^e. Mozart et Langlais par la maîtrise et la chorale, de 20 h 30 à 22 h.

Hôtel de Sully, 4^e. Classique et jazz, de 21 h à 24 h.

Schola Cantorum, 5^e. Bach, Vivaldi, de 20 h 30 à 22 h.

Kinsine du Laxembourg, 5^e. Œuvres chorales, ew Mexico Ambassadors, Vivaldis de Paris, de 15 h 30 à 20 h.

Hopital Laennec, 7^e. Musique en chambre pour les malades, de 15 h à 17 h.

Jardins du Conservatoire, 8^e. Apéritif-concert par les élèves, de 11 h 30 à 17 h.

Gare de l'Est, 9^e. Sach, orchestre d'accordéons de la SCF, de 12 h 30 à 19 h.

Châteaux (Indre) : Babylon Fighters et Factor, hall des expositions de Belle-Isle.

Poitiers (Vienne) : Front Messengers, Gom Jahbar et Puppa Leslie, Conrad Bauer... A partir de 21 h au Confort Moderne.

Lyon (Rhône) : uit du blues, Paul Personne et Wally DeVille. A 20 h, place Lazare-Goujon.

CHANSON, MUSIQUES DU MONDE

Paris-Ile-de-France

Crédit Lyonnais, 2^e. Cinquantième anniversaire des JMF. Teca

Grève des professeurs de musique. - La Coordination musique, danse, art dramatique (CMD) et le Syndicat national autonome des directeurs de conservatoire et école de musique (SNADCEM) appellent leurs adhérents et leurs sympathisants à soutenir l'Association des enseignants des conservatoires nationaux de musique et de danse de Paris et de Lyon dans leur initiative de boycott de la Fête de la musique. La CMD souhaite que les musiciens qui prendront tout de même part à ce qu'elle appelle la «dérive de la musique» prennent la parole pour «alerter l'opinion publique sur les conditions déplorablement faibles de l'enseignement artistique en France».

Jerry Lee Lewis, samedi à Condom (Gers) - Un grand rock'n'roller, invité par le petit comité de quartier d'une petite ville? Est-ce bien raisonnable? Oui, mille fois oui, répondent les animateurs du comité des fêtes de la Bouquene, un quartier de Condom (Gers), qui produisent, samedi 22 juin, Jerry Lee Lewis, dont ce sera le seul concert en France (Corresp.).

Hall des expositions, à partir de 22 h 30. Réservations : 62-28-46-74, ou 62-28-00-80 (places de 150 F à 300 F).

Opéra Garnier, 9^e. Ballet Forsythe, bal, de 23 h à 24 h.

La poste de Paris-Vaucluse, 14^e. Club des PTT, de 14 h à 19 h.

Radio-France, 16^e. Concert permanent studio 103. Fête de la percussion, création de Patrice Mestral studio 104, musiques traditionnelles studio 106, de 15 h au petit matin.

Parc de la Villette, 19^e. Porte ouverte au nouveau conservatoire (de 18 heures à 19 h 30, Athénor, opéra pour enfants avec 100 jeunes participants d'Aulnay-sous-Bois, de 21 h à 22 h).

Calzans, Senem, Jacques Haurogné, de 18 h à minuit.

Institut du Monde arabe, 5^e. Martin Saint-Pierre, Ahmen Ben Dhiab, Temo et Shaala, Carlo Rizzo, Lamine Kinte, Ensemble Al Mawalli, Ammuri M'Barek, de 18 h à 0 h 30.

La Vieille Grille, 5^e. Palmars mondial de la chanson imbecille, 20 h 30.

Maison des écrivains, 7^e. Paris musette et des démonstrations de tango par les écrivains, de 19 h à minuit.

Maison de l'Amérique latine, 7^e. Danse d'Amérique latine, Haydée Alba, Los Chaskis, de 19 h 30 à minuit.

Place des Abbesses, 18^e. Africa Fête, Guy Conquette, Seckou et Ramata, Aicha Koné, Donke, Human Spirit...

33, rue des Vignoles, 20^e. uit du flamenco, de 20 h à 5 h.

Grande Arche de la Défense. Du Lever au coucher du soleil. Oyo, Bill Baxter, Betty Boop, Aswad, le Cri de la Mauve, Berigand, Philippe Lavi, Michel Delpech, Malavoi, Michel Fugain... De 7 h à 23 h.

Epinau-sur-Seine, Maison du théâtre et de la danse. Houria Aïchi, 21 h 30.

JAZZ

Paris-Ile-de-France

Aux Halles, rue de la Ferronnerie, 1^{er}. Latin jazz funk avec les neuf musiciens de Chéri B, 19 h.

Le Sunset, 1^{er}. Alain Jean Marie (piano), Jean Burdy (basse), Pete Vellin (flûte), Simon Goubert (batterie), de 22 h à 4 h.

Gare Montparnasse, place Rann-Dantray, 15^e. Troisième super-bœuf. Soixante-dix musiciens, Eric Le Lann, Maneul Rocheman, Mimi Lorenzini, Jimmy Gourley, Laurent de Wilde, Pierre Blanchard... De 18 h à 5 h.

CIM, 83 bis, rue Doudeauville, 18^e. Pour les 15 ans du CIM, école de jazz, concerts dans la rue Doudeauville par les formations des élèves et des professeurs, de 16 h à 24 h.

Suresnes, Théâtre Jean-Vilar. Orchestre national de jazz, jazz d'Henri Texier, bagad de Quimper, de 18 h 30 à minuit.

ROCK

Paris-Ile-de-France

Palais-Royal, colonnes de Buren, 1^{er}. Mory Kanté, les Strangers, de 22 h à 0 h 30.

Place de la République, 11^e. Johnny Hallyday, A 22 h 30.

Place Denfert-Rochereau, 14^e. Concert des groupes retenus par le FAIR, Kni-Crick, Betty Boop, les Coquines, le Cri de la Mouche, Carman et Tuscadu, Intérim, Treponem Pal, de 19 h à 1 h.

Hôpital éphémère, 2, rue Carpentier, 18^e. Washington Dead Cats, Laplace, Dirty District, le Cri de la mouche, les Satellites, Chihuahua, à partir de 16 h.

Rotonde, place Stalingrad, 19^e. Raymond et ses Blancs-Becs, Dirty District, Groggy Holly... De 17 h à 2 h.

Suresnes, Esplanade du Mont-Vallérien. Mike Rimbaud, Blondin, les Dileurs.

Régions

Châteaux (Indre) : Babylon Fighters et Factor, hall des expositions de Belle-Isle.

Poitiers (Vienne) : Front Messengers, Gom Jahbar et Puppa Leslie, Conrad Bauer... A partir de 21 h au Confort Moderne.

Lyon (Rhône) : uit du blues, Paul Personne et Wally DeVille. A 20 h, place Lazare-Goujon.

CHANSON, MUSIQUES DU MONDE

Paris-Ile-de-France

Crédit Lyonnais, 2^e. Cinquantième anniversaire des JMF. Teca

Grève des professeurs de musique. - La Coordination musique, danse, art dramatique (CMD) et le Syndicat national autonome des directeurs de conservatoire et école de musique (SNADCEM) appellent leurs adhérents et leurs sympathisants à soutenir l'Association des enseignants des conservatoires nationaux de musique et de danse de Paris et de Lyon dans leur initiative de boycott de la Fête de la musique. La CMD souhaite que les musiciens qui prendront tout de même part à ce qu'elle appelle la «dérive de la musique» prennent la parole pour «alerter l'opinion publique sur les conditions déplorablement faibles de l'enseignement artistique en France».

Jerry Lee Lewis, samedi à Condom (Gers) - Un grand rock'n'roller, invité par le petit comité de quartier d'une petite ville? Est-ce bien raisonnable? Oui, mille fois oui, répondent les animateurs du comité des fêtes de la Bouquene, un quartier de Condom (Gers), qui produisent, samedi 22 juin, Jerry Lee Lewis, dont ce sera le seul concert en France (Corresp.).

Hall des expositions, à partir de 22 h 30. Réservations : 62-28-46-74, ou 62-28-00-80 (places de 150 F à 300 F).

Opéra Garnier, 9^e. Ballet Forsythe, bal, de 23 h à 24 h.

La poste de Paris-Vaucluse, 14^e. Club des PTT, de 14 h à 19 h.

Radio-France, 16^e. Concert permanent studio 103. Fête de la percussion, création de Patrice Mestral studio 104, musiques traditionnelles studio 106, de 15 h au petit matin.

Parc de la Villette, 19^e. Porte ouverte au nouveau conservatoire (de 18 heures à 19 h 30, Athénor, opéra pour enfants avec 100 jeunes participants d'Aulnay-sous-Bois, de 21 h à 22 h).

Calzans, Senem, Jacques Haurogné, de 18 h à minuit.

Institut du Monde arabe, 5^e. Martin Saint-Pierre, Ahmen Ben Dhiab, Temo et Shaala, Carlo Rizzo, Lamine Kinte, Ensemble Al Mawalli, Ammuri M'Barek, de 18 h à 0 h 30.

La Vieille Grille, 5^e. Palmars mondial de la chanson imbecille, 20 h 30.

Maison des écrivains, 7^e. Paris musette et des démonstrations de tango par les écrivains, de 19 h à minuit.

Maison de l'Amérique latine, 7^e. Danse d'Amérique latine, Haydée Alba, Los Chaskis, de 19 h 30 à minuit.

Place des Abbesses, 18^e. Africa Fête, Guy Conquette, Seckou et Ramata, Aicha Koné, Donke, Human Spirit...

33, rue des Vignoles, 20^e. uit du flamenco, de 20 h à 5 h.

Grande Arche de la Défense. Du Lever au coucher du soleil. Oyo, Bill Baxter, Betty Boop, Aswad, le Cri de la Mauve, Berigand, Philippe Lavi, Michel Delpech, Malavoi, Michel Fugain... De 7 h à 23 h.

Epinau-sur-Seine, Maison du théâtre et de la danse. Houria Aïchi, 21 h 30.

PHOTO



Les contes de Gladys

Chez Gladys, chaque image est porteuse d'une histoire intense antra des éléments apparemment étrangers. La Japonaise Miho, calée dans une montagne de béton et de mousses (ci-contre), une maison écroulée et sa reproduction miniature qui traîne dans les gravats, un corps féminin trop proche de l'objectif pour ne pas penser à l'autoportrait, une croisière et son panorama offert au regard d'une poupée floue, un petit bateau de papier qui flotte sur la buée d'une vitre, deux lézards qui semblent régler un conflit de famille.

Avec Gladys, on quitte un réel apparent, on la suit dans ses périples aux quatre coins du monde, pour mieux plonger dans ses souvenirs et ses contes tirés en gris doux.

M. G.

► FNAC Montparnasse, 136, rue de Rennes, Paris. jusqu'au 13 juillet.

ARTS

Peinture en éclats

JEAN EDELMANN

au Paris Art Center

En triangles, trapèzes, demi-cercles, polygones irréguliers, rectangles écorchés, disques ébréchés et autres surfaces que la géométrie ne sait ni définir ni nommer, Jean Edelmann dispose des surfaces colorées. De près, le regard se satisfait de la nuance du bleu, de l'ardoise à la pervenche, des suavités inépuisables du blanc qu'avive un peu de jaune, de la grâce des verts et des mauves. Belle abstraction équilibrée, croit-on. S'agit-il de lire le titre du tableau, la difficulté commence. On ne se distingue d'abord que l'agencement des tons répartis par formes cerneées, l'étiquette suggère l'impressionnisme, reconnaît les instruments d'un petit déjeuner, des baigneuses, une nature morte sur un piano.

Ni du recul, ni un surcroît d'attention ne suffisent à résoudre la difficulté : la peinture résiste, fortement composée, frontale, hermétique. Il faut, pour se déclarer d'accord avec le titre, tourner le dos à l'œuvre, feindre de l'oublier, patienter, aller en surprendre une autre, la voir en un instant, avant qu'elle ne redevienne structure impénétrable. Alors, le plus souvent, l'identification opère. La thèse invisible, le visage dissimulé se révèle ou rien jusque là ne signalait leur présence, révélation d'autant plus efficace qu'elle est plus brutale et, quelquefois, plus fugace.

C'est là une étrange méthode de représentation : Edelmann ruse avec les apparences, les met en pièces, démontre les motifs, les dispose selon des constructions qui ne se semblent obéir qu'à un ordre abstrait et, paradoxalement, en fait surgir figures et choses. Étrange méthode, mais non entièrement nouvelle, puisqu'elle reprend une idée essentielle des cubistes, quand Picasso et Braque, vers 1910, poussaient l'analyse de leur vision jusqu'à un tel degré de fragmentation que l'œil y perdait ses repères avant d'accéder à une perception renouvelée de la guitare ou de la femme nue. Solitaire, passablement à contre-courant, indifférent aux petits bruits du jour, Edelmann poursuit leur réflexion. Il le fait avec un art si recherché de la décomposition et de la recombinaison que les meilleures de ses œuvres sont des pièges où l'œil aime à se perdre et à rester captif.

PHILIPPE DAGEN

► Peintures récentes, Paris Art Center, 36, rue Faigulère, 75015 Paris : tél. : 43-22-39-47. Et «Peintures et dessins 1960-1990», Galerie d'Art International, 12, rue Jann-Farrandi, 75006 Paris, tél. : 45-48-84-28. Jusqu'au 3 août.

CINÉMA

Opération du Saint-Esprit

Nouvelles variations humoristiques sur les identités masculine et féminine

DANS LA PEAU D'UNE BLONDE de Blake Edwards

Un beau soir d'urgence, un épouvantable macho se fait révolter par trois de ses conquêtes. Pour d'impénétrables motifs (c'est sa prérogative), Dieu ne se résout pas à l'expédier aux enfers, mais lui offre une seconde chance avant de décider de son sort. Le diable accepte cette session de rattrapage terrestre, à une condition : le défunt se réincarnera en femme - tout en conservant son esprit de mâle borné, publicitaire aux dents longues de surcroît.

Adroit artisan de la comédie depuis trente-cinq ans et cinq *Ranthers* raser, Blake Edwards a tant de tours dans sa caméra qu'il ne risque pas de tomber en panne de gags ou de bons mots. Mais sur le motif des différences entre les messieurs et les dames, il broda jadis de beaucoup plus légers et

pertinentes variations - *Victor Victoria*, pour mémoire. De hâgnes de corps de garde en caillades égrillards, la blonde Ellen Barkin déballe avec entrain un florilège de grossièretés, au grand ébahissement de son entourage, mais à la lassitude croissante de ses spectateurs.

Longtemps, l'enjeu du film se résume à savoir si une ordure de fils de pouh peut devenir aotré chose qu'une ordure de fille de pub. Pas vraiment palpitant. Il faut patienter pour que le scénario pousse à l'absurde le jeu des quiproquos et du paradoxe. Steve devient Amanda épouse son vieux pote de bureau, et le crétin viril aux rondes aguicheuses se retrouve enceinte... L'exercice retrouve alors le hrio dont est parfois capable Blake Edwards. Mais ses héros sont devenus trop antipathiques pour que l'on puisse encore s'y intéresser.

JEAN-MICHEL FRODON

Tennis Academy

Encore un homme qui manque de se prendre pour une femme. Un genre difficile

PERSONNE N'EST PARFAITE de Robert Kaylor

Afin d'approcher et de mieux connaître la demoiselle dont il est amoureux, un étudiant au fin visage glorieux se travestit et parvient à partager sa chambre... Ce pourrait être du Marivaux, d'autant que l'étudiant agit sur les conseils d'un copain magouilleur à l'extrême, jamais à court de solution quand ses intrigues tournent court, qui pourrait bien figurer les Trivelin et autres valets du répertoire.

Ce pourrait être et c'en est très loin. Il fallait la perversité trépidante de l'âge élisabéthain ou le raffinement libertin du dix-huitième siècle pour traiter avec esprit les ambiguïtés des échanges de sexe. Notre époque et son cinéma n'en montrent que des grivoiseries de chambre. Les mâles se conduisent comme des soudards, les femmes comme des greluches.

Personne n'est parfaite, de Robert Kaylor, ressemble à un de ces téléfilms paresseux, où les acteurs - Chad Lowe, Gail O'Grady, Patrick Breen, Robert Vaughn - en font des tonnes, grimacent pour tenir jusqu'au bout, tant ils s'ennuient.

Le seul mérite de l'histoire est de montrer une université californienne qui ressemble à un village de vacances, des étudiants trop beaux, trop bien nourris, trop bien dans leur peau : des têtes à claques.

Des jeunes gens dans le vent, qui se consacrent au tennis et, pour gagner, n'hésitent pas, ces

petits escrocs, à faire remplacer une joueuse défaillante par le garçon travesti. Et leur équipe gagne, face à des géantes qui ressemblent à des nagoues est-allmandes reconverties. Après tout, pour ses railleries - pourtant pas très fines non plus - sur le sport et les sportifs, il sera un peu, sinon beaucoup, pardonné à Robert Kaylor.

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

COLETTE GODARD

CLAUDE TRONIER et COOPAR PRÉSENTENT

PIERRE PALMADE

OLYMPIA BRUNO COQUATRIX

DU 17 AU 29 SEPT

Triplex Première Partie

CLAUDINE MERCIER (10 ans)

EUROPE 1

CHÂLONNAY (71) - 03 76 42 25 49

مكتبة الشامل

C'est tous les jours la fête de la musique.

CULTURE

THÉÂTRE

Cris, chuchotements, et rires

Le Festival international des arts de New-York présente trois mises en scène d'Ingmar Bergman en suédois

Décade Ingmar Bergman à la Brooklyn Academy of Music: trois spectacles montés par l'auteur du *Septième Sceau* au Théâtre royal de Suède sont présentés en ce moment au Théâtre Majestic (1). Le cycle s'est ouvert sur *Maudemaiselle Julie*, de Strindberg, avec Lena Olin, et s'achèvera en fin de semaine avec *Maison de poupée*, d'Ibsen. La troisième pièce est un monument du théâtre américain: *Long Voyage au bout de la nuit*, d'Eugene O'Neill.

Cris et chuchotements. Cris d'angoisse et de douleur lorsque les personnages n'en peuvent plus d'affronter les fantômes de leur passé, chuchotements de terreur lorsqu'ils n'osent admettre des secrets pourtant connus de tous. On sait la pièce d'O'Neill passionnément autobiographique. Le père (Jarl Kullé) est un vieil acteur avarié, amer d'avoir fait carrière aux dépens de sa créativité. Le père d'O'Neill était lui-même acteur, mais ce pourrait être Yul Brynner qui toute sa vie a joué le Roi et moi.

Les conflits entre la mère, morphomane (Bibi Andersson), le fils pilié de bordel et celui, poète, qui se meurt de consommation sont d'une violence (et d'une drôlerie) parfois insoutenable. La mise en scène rend sa juste place à cet humour souvent absent d'autres productions (notamment celle avec Jack Lemmon). Tout en restant fidèle au texte, Bergman le «scandinavisme», le libérant du boulet du naturalisme dont il fut trop souvent affublé. Son décor: une plate-forme — presque une île — au mobilier extrêmement dépouillé, représentant un salon, puis, au dernier acte, un patio. Derrière, rien: un brouillard à travers lequel on devine, par moments, la silhouette d'une maison ou d'un arbre. Sous la superbe direction de Bergman, les acteurs, isolés dans ce douloureux cocon, font corps comme un ensemble de musique de chambre.

Et puis, il y a le trait de génie qui soudain remet tout en place. Si jusqu'ici les productions de *Long Voyage* faisaient du père le personnage central de la pièce, Bergman octroie cette place de choix à la

mère. Il le fait physiquement, simplement: outre la table, deux chaises et deux piliers figurant les commodités, le plateau ne comporte qu'un seul fauteuil, le plus souvent occupé par le père. Loin d'être, donc, la conventionnelle créature qui se tait au fond de son siège pour qu'on l'oublie, elle, sa morphine et ses mensonges, la mère, habillée plus clair que les autres, s'active, se déplace, cherche par tous les moyens à ce qu'on évite de lui parler de sa drogue ou de la maladie de son fils. Même lorsqu'elle est hors de scène, les autres personnages parlent d'elle, pensent à elle, s'interrompent à cause d'elle, l'épient, la surveillent, savent à chaque instant (le spectateur aussi) dans quelle pièce de la maison elle se trouve. Même absente, on est constamment conscient de sa lumineuse présence (Bibi Andersson est exceptionnelle) et de ce qu'elle représente pour chacun des autres membres de la famille. Le spectacle dure près de quatre heures, on en prendrait deux de plus sans la moindre hésitation.

HENRI BÉHAR

(1) Parmi les commanditaires de cette tournée, on trouve les noms de plusieurs bergmaniens fanatiques: Woody Allen, Richard Avedon, Mike Nichols. Eh oui — l'Amérique étant ce qu'elle est — on peut acheter dans le hall du Majestic les tee-shirts du Bergman on stage: The New York Tour.

THÉÂTRE DE LA GAITE-MONTPARNASSE
26, rue de la Gaîté TEL. 43 22 16 18

ELIZABETH MACOCCO

Callas

Texte de Jean-Yves PICO
Mise en scène de Dominique LARDENOIS
L'ATTOUPEMENT 2

PATRIMOINE

Le songe impérial

Les forteresses de Napoléon au Musée des plans-reliefs

LES FORTERESSES DE L'EMPIRE
à l'hôtel des Invalides

«J'avais rêvé d'égaliser ici, face à l'Angleterre, les merveilles de l'Égypte». On peut lire cette inscription, à Cherbourg, sur le socle d'une statue de Napoléon qui domine la rade, protégée par une ceinture de digues fortifiées. Une construction entreprise dès le Consulat et qui ne sera achevée que sous le Second Empire. Ses forts, ses casernes, son arsenal avec ses enceintes et ses différents bassins, mais aussi la cité et la campagne environnante — 5 000 hectares — ont été soigneusement levés entre 1838 et 1863 pour l'exécution du plus grand des plans-reliefs des Invalides (170 m²). Il est exposé (pour la première fois depuis 1937) dans les combles du vieil hôtel et sert de point d'orgue à une très bonne exposition consacrée aux forteresses de l'Empire, mais dont le propos dépasse singulièrement l'initiale. La démonstration est ainsi faite du rôle que peut jouer une telle collection.

Histoire militaire, d'abord: la stratégie change totalement à la fin du dix-huitième siècle. L'offensive devient un dogme. Il faut frapper vite et fort, en rase campagne. Vauban et son système de fortifications sont relégués aux oubliettes. Les théories de Guibert et de Montalembert — vitesse, concentration — dominent. Les guerres de la Révolution et

de l'Empire leur donneront raison. Aux substructions enterrées, on préfère les «tours armées» où est concentrée une immense puissance de feu. Les vieilles places fortes sont d'autant plus abandonnées que les frontières s'étirent. Elles sont désormais au-delà du Rhin et des Alpes.

L'architecte Philippe Prost, organisateur de l'exposition, montre bien, grâce à une mise en scène bien documentée, le fil de la pensée impériale: démanteler les places inutiles (celles des Alpes, par exemple) et construire de nouveaux centres fortifiés réunis à la capitale — Paris — par un réseau serré de voies de communication, routes et canaux.

Ces grands arsenaux sont placés aux extrémités de l'Empire: arsenaux terrestres à Wesel, Mayence, Strasbourg, Alexandrie (en Italie); arsenaux maritimes à Anvers, Cherbourg, Brest, Toulon, La Spezia. Ces pôles, bases d'un système de défense offensif, doivent être totalement renforcés pour répondre à leur nouvelle vocation. Aussi convoquent-elles, de toutes les provinces impériales, le bon et l'arrière-ban des géographes, cartographes, ingénieurs, urbanistes, architectes et officiers du génie. Ils sont nombreux à répondre — les Italiens surtout, semble-t-il — et entreprennent un travail énorme qui se traduit par une foule de rapports, de relevés, de cartes, de dessins et de plans-reliefs, dont certains sont parvenus jusqu'à nous.

Les murailles d'Anvers doivent faire place à un canal qui peut abriter des centaines de vaisseaux, une nouvelle ville est projetée sur la rive gauche de l'Escaut. En face de Mayence, une tête de pont est lancée sur la rive droite du Rhin. A Cherbourg et à La Spezia des travaux titanesques sont prévus... et entrepris. Mais la plupart d'entre eux seront menés à bien sous d'autres régimes et sous d'autres pavillons. La forteresse de Rocca d'Anfo sur plombe toujours le lac italien d'Ildro; La Spezia sera le grand port de l'Italie unifiée; celui de Cherbourg sera inauguré par Napoléon III, accompagné de la reine Victoria. Des villes «civilisées» comme Turin, Milan ou

Pontivy — alors Napoléonville — sont l'objet de projets grandioses, dont certains se réaliseront en miner. La mégalomanie impériale a été le ferment d'un développement réel. A travers ces documents, en deux ou en trois dimensions, nous pouvons lire les bouleversements administratifs et techniques qui secouent une bonne partie de l'Europe. Et qui laisseront des traces durables.

On ne peut que se féliciter du bon usage de cette passionnante collection de plans-reliefs et regretter son absurde division. Certes un conservateur, Max Polonovski, peut bien régner sur deux moitiés de musée, bientôt reliées par un TGV. Mais les collections — toujours en caisses — déposées au Palais des beaux-arts de Lille seront toujours à l'écart et présentées au rabais, quoi

qu'on en dise au ministère de la culture, loin de sa base documentaire et de son unique restaurateur. Si la municipalité de Lille tient vraiment à ces plans-reliefs, qu'elle tire les conséquences de cette volonté et qu'elle affecte des crédits et un bâtiment pour l'ensemble de la collection. Sinon il est à craindre que l'absurde situation actuelle ne se prolonge.

EMMANUEL DE ROUX

► Musée des plans-reliefs, salle Dantzig (4^e étage), jusqu'au 17 septembre.

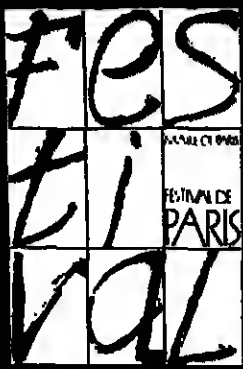
► Les Forteresses de l'Empire, par Philippe Prost, éd. du Montebaur, 216 pages, 298 F.

Un domicile pour le Musée des travaux publics

Si la situation du Musée des plans-reliefs semble gelée, celle du Musée des travaux publics se débloque. A la suite de la préservation dans les entresols de la Défense, grâce à l'obstination de quelques-uns, ces pièces devraient retrouver un domicile. Elles n'auront même que l'embaras du choix si l'on en croit la réunion qui eut lieu au dernier étage de la Grande Arche, le 17 juin. En présence de Jacques Sellois, directeur des Musées de France, plusieurs villes ont fait assaut de propositions pour accueillir cet héritage de 1937. Le représentant de la ville de Brest était à la tête d'une importante délégation. Il a fait valoir la présence voisine d'Océanopolis, nouveau Centre des sciences et des techniques de la mer, qui accueille déjà

500 000 visiteurs. L'adjoind à l'urbanisme de Limoges a invoqué les mines de Turgot, ancien intendement du Limousin, pour réclamer la collection. La municipalité de Calais, futur débouché du tunnel sous la Manche, faisait état de sa situation exceptionnelle. La Havre, «entièrement tournée vers le futur», puisque totalement rasée en 1944, mettait en avant le nom de Parrot, responsable de sa reconstruction et architecte de l'éphémère musée parisien. La voix de Bordeaux se faisait aussi entendre et les barbaques parisiennes ne voulaient pas être oubliées. Jacques Sellois, prudent, envisageait toutes les solutions et, avant de prendre une décision, réclamait un projet solide. Il devrait être ficelé d'ici quelques mois.

E. de R.



MAIRIE DE PARIS

3^e FESTIVAL DE PARIS

SAMEDI 29 JUIN 22 H

NOTRE-DAME DE PARIS

ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE VIENNE

WIENER JEUNESSE CHOR

GEORGES PRETRE

SCHUBERT: Stabat Mater • MOZART: Messe du Couronnement • BRUCKNER: Te deum

CONCERT GRATUIT

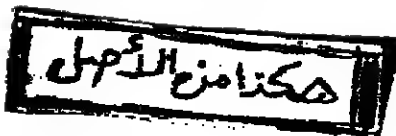
PLACES A RETIRER A L'HOTEL DE VILLE

29 RUE DE RIVOLI

SAMEDI 22 JUIN A PARTIR DE 9 H

RETRANSMISSION SUR ECRAN GEANT

AVEC LE CONCOURS DU MINISTRE FEDERAL AUTRICHIEN DE L'ENSEIGNEMENT ET DES ARTS DU MINISTRE FEDERAL AUTRICHIEN DES AFFAIRES ETRANGERES
DE L'INSTITUT AUTRICHIEN DE PARIS



AGENDA

JEUDI 20 JUIN

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.l.j. et mar. de 12 h à 22 h, sam. et dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

ANDRÉ BRETON

Grande galerie - 5^e étage
jusqu'au 26 août

FEUILLES. Atelier des enfants. Jusqu'au 2 novembre.

NOUVEL ACCROCHAGE DES COLLECTIONS D'ART CONTEMPORAIN. Musée - 3^e et 4^e étages. Jusqu'au 1^{er} septembre.

GENADU SPYRIN. Art et magie des contes populaires slaves. Salle d'activités jeunesse. Jusqu'au 1^{er} septembre.

Musée d'Orsay

Quai Anatole-France (40-48-48-14). Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, dim. et jours fériés de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

APFICHES : LE CIRQUE. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 7 juillet.

DESSIN DE CARPEAUX. Rez-de-chaussée. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 23 juin.

CESSINS DE CARPEAUX : LES ANIMÉS D'ITALIE (1859-1882). Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Du 25 juin au 16 septembre.

DESSINS DE LA COUR DE CASSATION. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Du 25 juin au 16 septembre.

CESSINS DE CARPEAUX : LES ANIMÉS D'ITALIE (1859-1882). Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Du 25 juin au 16 septembre.

DESSINS DE LA COUR DE CASSATION. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Du 25 juin au 16 septembre.

CESSINS DE CARPEAUX : LES ANIMÉS D'ITALIE (1859-1882). Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Du 25 juin au 16 septembre.

DESSINS DE LA COUR DE CASSATION. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Du 25 juin au 16 septembre.

CESSINS DE CARPEAUX : LES ANIMÉS D'ITALIE (1859-1882). Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Du 25 juin au 16 septembre.

DESSINS DE LA COUR DE CASSATION. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Du 25 juin au 16 septembre.

CESSINS DE CARPEAUX : LES ANIMÉS D'ITALIE (1859-1882). Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Du 25 juin au 16 septembre.

DESSINS DE LA COUR DE CASSATION. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Du 25 juin au 16 septembre.

CESSINS DE CARPEAUX : LES ANIMÉS D'ITALIE (1859-1882). Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Du 25 juin au 16 septembre.

DESSINS DE LA COUR DE CASSATION. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Du 25 juin au 16 septembre.

CESSINS DE CARPEAUX : LES ANIMÉS D'ITALIE (1859-1882). Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Du 25 juin au 16 septembre.

DESSINS DE LA COUR DE CASSATION. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Du 25 juin au 16 septembre.

CESSINS DE CARPEAUX : LES ANIMÉS D'ITALIE (1859-1882). Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Du 25 juin au 16 septembre.

DESSINS DE LA COUR DE CASSATION. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Du 25 juin au 16 septembre.

CESSINS DE CARPEAUX : LES ANIMÉS D'ITALIE (1859-1882). Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Du 25 juin au 16 septembre.

DESSINS DE LA COUR DE CASSATION. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Du 25 juin au 16 septembre.

CESSINS DE CARPEAUX : LES ANIMÉS D'ITALIE (1859-1882). Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Du 25 juin au 16 septembre.

DESSINS DE LA COUR DE CASSATION. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Du 25 juin au 16 septembre.

CESSINS DE CARPEAUX : LES ANIMÉS D'ITALIE (1859-1882). Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Du 25 juin au 16 septembre.

DESSINS DE LA COUR DE CASSATION. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Du 25 juin au 16 septembre.

CESSINS DE CARPEAUX : LES ANIMÉS D'ITALIE (1859-1882). Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Du 25 juin au 16 septembre.

DESSINS DE LA COUR DE CASSATION. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Du 25 juin au 16 septembre.

CESSINS DE CARPEAUX : LES ANIMÉS D'ITALIE (1859-1882). Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Du 25 juin au 16 septembre.

DESSINS DE LA COUR DE CASSATION. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Du 25 juin au 16 septembre.

CESSINS DE CARPEAUX : LES ANIMÉS D'ITALIE (1859-1882). Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Du 25 juin au 16 septembre.

DESSINS DE LA COUR DE CASSATION. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Du 25 juin au 16 septembre.

CESSINS DE CARPEAUX : LES ANIMÉS D'ITALIE (1859-1882). Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Du 25 juin au 16 septembre.

DESSINS DE LA COUR DE CASSATION. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Du 25 juin au 16 septembre.

CESSINS DE CARPEAUX : LES ANIMÉS D'ITALIE (1859-1882). Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Du 25 juin au 16 septembre.

NORBERT GHISOLAND. Centre national de la photographie. Palais de Tokyo. 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 26 F (entrée du musée). Jusqu'au 16 septembre.

ORST. 80 ans de photographie. Musée des arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 9 septembre.

LIENS DE FAMILLES. Musée national des arts et traditions populaires, 8, av. du Métabatne-Gandhi (40-87-80-00). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 15. Entrée : 8 F. Jusqu'au 28 juillet.

MENTOR. Musée Bourdelle, 18, rue Annette-Sourdeau (46-48-67-27). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 15. Entrée : 45 F. Jusqu'au 8 septembre.

LE MONDE SELON DES CRÉATEURS. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-1^{er}-de-Serbie (47-20-35-23). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 30 F. Jusqu'au 16 septembre.

LE NO ART OU JAPON. Hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti (40-48-56-86). T.l.j. et mar. de 13 h à 18 h. La dim. est réservée aux spectateurs du théâtre. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

VAUGHAN OLIVER. Grande Halle de la Villette, pavillon Turgot, 211, av. Jean-Jaurès (42-40-27-28). T.l.j. et mar. de 10 h à 21 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 juillet.

L'ORIENT D'UN DIPLOMATE. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 2 septembre.

PASSIONS MANDCHOUES : FLACONS A TABAC CHINOIS. Musée national des arts asiatiques - Guimet, 8, pl. d'Iéna (47-23-61-66). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 1^{er} septembre.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES A NOS JOURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES A NOS JOURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES A NOS JOURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES A NOS JOURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES A NOS JOURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES A NOS JOURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES A NOS JOURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES A NOS JOURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES A NOS JOURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES A NOS JOURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES A NOS JOURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES A NOS JOURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES A NOS JOURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES A NOS JOURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES A NOS JOURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES A NOS JOURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES A NOS JOURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES A NOS JOURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES A NOS JOURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES A NOS JOURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES A NOS JOURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES A NOS JOURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES A NOS JOURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES A NOS JOURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES A NOS JOURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES A NOS JOURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES A NOS JOURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES A NOS JOURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES A NOS JOURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES A NOS JOURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES A NOS JOURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES A NOS JOURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 septembre.

Lamoignon - 24, rue Pauze (42-74-44-44). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 10 octobre.

BOIS ET ARCHITECTURE. Centre culturel sudiste, hôtel de Marie 11, rue Payenne (42-71-82-20). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 14 juillet.

JEAN-BAPTISTE BRUNY, CLOSKY, MICHEL FRAPPIER, FREDERIC GALIER, Hôpital Ephémère, 24, rue Carpeaux (46-27-82-82). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 23 juin.

MICHEL CHARPENTIER, VLADIMIR VELICKOVIC, CHEN ZHEN. Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 11, quai Malaquais (42-60-34-57). T.l.j. et mar. de 13 h à 18 h. Journées portes ouvertes ven. 14 juin de 10 h à 23 h, sam. 15 juin de 10 h à 19 h. Jusqu'au 22 juillet.

DUBUFFET LITHOGRAPHIE (1944-1984). Fondation Jean Dubuffet, 137, rue de Sèvres (47-34-12-53). T.l.j. et mar. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 juillet.

JEAN EDELMANN. Paris Art Center, 38, rue Falguère (43-22-38-47). T.l.j. et mar. de 13 h à 18 h. Jusqu'au 14 h à 19 h.

LE FILM D'ANIMATION AU PAYS-BAS. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-88-98). T.l.j. et mar. de 13 h à 18 h. Jusqu'au 30 juin.

GRAVURES BUEDES CONTEMPORAINES. Centre culturel sudiste, hôtel de Marie 11, rue Payenne (42-71-82-20). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 14 juillet.

WOLTER KORSK. Institut polonais, 31, rue Jean-Goujon (42-25-10-57). T.l.j. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 11 h à 20 h, sam. de 15 h à 18 h. Jusqu'au 28 juin.

KOVACICA. Centre culturel yougoslave, 123, rue Saint-Martin (42-72-50-50). T.l.j. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 11 h à 20 h, sam. de 15 h à 18 h. Jusqu'au 28 juin.

LYCES + COLLEGES, L'EQUATION ARCHITECTURALE. Maison de l'architecture, 10, rue de Valenciennes (47-01-61-65). T.l.j. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 11 h à 20 h, sam. de 15 h à 18 h. Jusqu'au 28 juin.

MERET OPPENHEIM. Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Moisins (42-71-44-50). T.l.j. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 11 h à 20 h, sam. de 15 h à 18 h. Jusqu'au 28 juin.

GIANNI BATTISTA PIRANESI DIT PIRANESI (1720-1778). Fondation Mona Bismarck, 34, av. de New-York (47-23-38-98). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 28 juin.

SCULPTURES SUR ECORCE BATTUE DES MBUTTE (HAUT-VAIRE). Fondation Dapper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.l.j. et mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 18 septembre.

SCULPTURES EN LIBERTÉ. Centre Walonie-Bruxelles à Paris, Beaunord, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-26-16). T.l.j. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 18 septembre.

SIÈGES SOUS INFLUENCES. Le Louvre des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-97-27-00). T.l.j. et mar. de 11 h à 18 h. Du 14 juillet au 18 août, fermé les dim. et lun. Entrée : 20 F. Jusqu'au 18 août.

JAN TARASIN. Institut polonais, 31, rue Jean-Goujon (42-25-10-57). Mer. de 9 h à 20 h, jeu., lun., mar. de 9 h à 17 h, ven. de 9 h à 18 h 30, sam. de 14 h à 17 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 juillet.

LES THEATRES DE PARIS. Mairie du XIV^e, 12, rue Durocroux. T.l.j. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 14 juillet.

TOURS DU MONDE DE BABEL A NOS JOURS. Musée d'histoire contemporaine, hôtel des Invalides, cour d'Honneur (45-55-30-11). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h, ven. de 9 h à 18 h 30, sam. de 14 h à 17 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 juillet.

LA PUB AU MUSÉE DE LA PUB. Les meilleures publicités 1990. Musée de la publicité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 juillet.

LA PUB AU MUSÉE DE LA PUB. Les meilleures publicités 1990. Musée de la publicité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 juillet.

LA PUB AU MUSÉE DE LA PUB. Les meilleures publicités 1990. Musée de la publicité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 juillet.

LA PUB AU MUSÉE DE LA PUB. Les meilleures publicités 1990. Musée de la publicité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 juillet.

LA PUB AU MUSÉE DE LA PUB. Les meilleures publicités 1990. Musée de la publicité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 juillet.

LA PUB AU MUSÉE DE LA PUB. Les meilleures publicités 1990. Musée de la publicité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 juillet.

LA PUB AU MUSÉE DE LA PUB. Les meilleures publicités 1990. Musée de la publicité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 juillet.

LA PUB AU MUSÉE DE LA PUB. Les meilleures publicités 1990. Musée de la publicité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 juillet.

LA PUB AU MUSÉE DE LA PUB. Les meilleures publicités 1990. Musée de la publicité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 juillet.

LA PUB AU MUSÉE DE LA PUB. Les meilleures publicités 1990. Musée de la publicité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 juillet.

LA PUB AU MUSÉE DE LA PUB. Les meilleures publicités 1990. Musée de la publicité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 juillet.

LA PUB AU MUSÉE DE LA PUB. Les meilleures publicités 1990. Musée de la publicité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 juillet.

LA PUB AU MUSÉE DE LA PUB. Les meilleures publicités 1990. Musée de la publicité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 juillet.

LA PUB AU MUSÉE DE LA PUB. Les meilleures publicités 1990. Musée de la publicité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 juillet.

LA PUB AU MUSÉE DE LA PUB. Les meilleures publicités 1990. Musée de la publicité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 juillet.

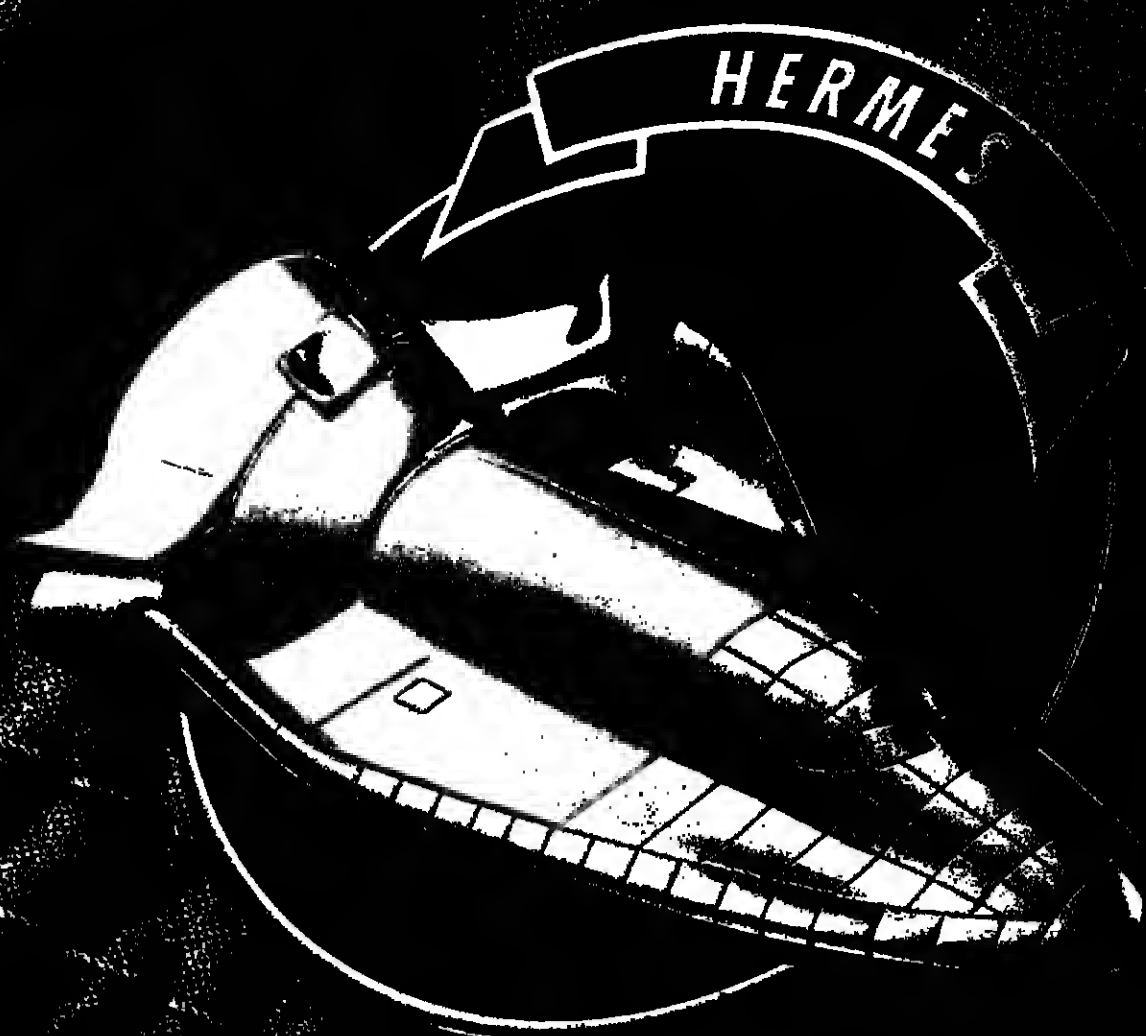
LA PUB AU MUSÉE DE LA PUB. Les meilleures publicités 1990. Musée de la publicité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 juillet.

LA PUB AU MUSÉE DE LA PUB. Les meilleures publicités 1990. Musée de la publicité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 juillet.

LA PUB AU MUSÉE DE LA PUB. Les meilleures publicités 1990. Musée de la publicité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 juillet.

LA PUB AU MUSÉE DE LA PUB. Les meilleures publicités 1990. Musée de la publicité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 juillet.

Nous lançons un modèle que les spationautes vont s'arracher.



aerospatiale

ESPACE.
À l'aube du 21^e siècle, Ariane
lancera la navette spatiale Euro-
peenne Hermes, fruit de la coopération
d'AEROSPATIALE et des industriels euro-
peens. L'ère du vol hypersonique arrive.
Hermes desservira la station spatiale Euro-
peenne Columbus, visitera la station internatio-
nale Freedom et la station soviétique Mir. Avec
le moteur industriel d'Ariane et maître d'œuvre
d'Hermes, AEROSPATIALE et ses partenaires
doteront l'Europe de la technologie de
l'homme dans l'espace et des moyens
de circuler librement. Ainsi la France
restera une des grandes puissances
technologiques de l'Europe
et du monde.

AEROSPATIALE: L'ENTREPRISE QUI DEPASSE L'IMAGINATION.

Les av

aujourd'hui en plein
texte français de la

Une vie

les Yamazaki, fille de la « chose »
Et c'est la suite

مكتبة الامم المتحدة

L I V R E S • I D E E S

Les aventures du roman

Il y a aujourd'hui un plaisir paradoxal, immédiat et extrême, à lire « Lancelot du lac »
texte français du treizième siècle, dans une version intégrale et actualisée

LANCELOT DU LAC
texte présenté, traduit
et annoté par François Mosès,
d'après l'édition
d'Elspeth Kennedy,
préface de Michel Zink.
Le Livre de poche.
coll. « Lettres gothiques »
n° 4528, 926 p., 78 F.

De tous les passages de la Divine Comédie de Dante, le plus souvent cité est sans doute celui du cinquième chant de l'Enfer, où Francesca da Rimini raconte comment elle a basculé dans sa passion pour son beau-frère, Paolo. Ils sont seuls, ils lisent un roman. De temps en temps, ils se regardent dans les yeux et se troublent. Peu à peu, ils finissent par imiter ce qui est écrit, c'est-à-dire qu'ils s'embrassent, et la suite. D'où le vers fameux : « Ce jour-là, nous ne lûmes pas plus avant. »

Ce roman dangereux, pornographique, ce poison de phrases qui finit par pousser à l'acte n'est autre que le premier récit français en prose, *Lancelot du lac*. Est-ce un hasard s'il commence ainsi : « Aux confins de la Gaille et de la Petite-Bretagne, il y avait jadis deux rois qui étaient frères et dont les femmes étaient sœurs ? »

Incroyable puissance et influence, pendant très longtemps, de cette longue aventure du début du treizième siècle que nous pouvons enfin lire intégralement dans la version actualisée de François Mosès. D'abord, le choc : cette langue que je parle et écris, là, tout de suite, provient donc de ce grand grimoire bourré de mots et d'expressions disparus ? Je peux retrouver ici une mémoire familière et étrangère comme si j'avais vécu en rêve une autre existence, d'autres valeurs que celles qui se décomposent ces temps-ci sous mes yeux ?

Ce roman méconnu, premier chef-d'œuvre européen, me transmet, à travers mes propres mots français à l'état naissant, un passé oublié, plein de bruit, de douceur, de guerre, de fureur, d'amour, de chevalerie, de courtoisie, de largesse ? Mais que signifie désormais, dans une société d'accumulation et de destruction économiques, la « largesse », la « prouesse », la « débounerie », la « félonie » ? S'agit-il d'un monde que je peux encore comprendre, ou bien est-il définitivement englouti dans l'évolution renaissante, classique, moderne, post-moderne ?

L'opinion courante est qu'il n'y a rien à entendre de ce côté-là, et que Cervantès, par exemple, a mis fin aux élucubrations



Lancelot baisant Guenièvre (XIV^e siècle)

de ce genre. Un chevalier ? Ridicule. L'amour courtois ? Grotesque. Allons, allons, ne nous en faisons pas, ce n'est que ce qu'on ne connaît pas. Les cas du *Don Quichotte* ? Vous voulez vraiment à vivre dans un monde désenchanté ? Soit. Mais, au bout de ce préjugé, les preuves abondent, il y a la morosité, le dégoût, le désespoir, l'escroquerie généralisée, l'ennui. François Mosès, dans son introduction, a bien raison de rappeler la Fontaine : « Si Peau d'Ane m'était conté, j'y prendrais un plaisir extrême. » Faites l'expérience : il y a aujourd'hui un plaisir paradoxal, immédiat et extrême, à lire *Lancelot du lac*.

Un corps cherche
son nom

Tout entraîne dans ce livre : la composition minutieuse en rebondissements et échos (la musique tranchante et fleurie de Josquin des Prés s'annonce) ; la fraîcheur

plastique des situations et des personnages ; la précision physique, organique, des descriptions de batailles ; l'ironie encastrée dans les dialogues ; la foule mobile des événements ; l'écrit aigre, scintillant, de la narration. Les histoires de Graal et de Table ronde, dérivées du roman arthurien et de Chrétien de Troyes (et, depuis, tarte à la crème des érotistes), sont ici ramenées et cadrées dans une réalité militaire, les tours de magie ont pour but l'éducation du héros depuis l'enfance jusqu'à la satisfaction amoureuse. Le nom du héros ? C'est justement la question des questions, il doit le découvrir peu à peu. Un corps cherche son nom qui lui sera révélé par sa jouissance.

Tout à tour, Lancelot est « fils de roi », « riche orphelin », « beau valet », « blanc valet », « blanc chevalier », « chevalier noir ». Il est élevé chez la Dame du lac qui est une fée victorieuse de Merlin, lui-même engendré par un diable (mais oui, le roman vient du diable). Ah, les diables !

« Lorsqu'ils furent faits anges, si beaux et si plaisants, ils prenaient plaisir à se regarder l'un l'autre jusqu'à échauffement de luxure ; et quand ils furent déchus avec leur malheureux maître, ils gardèrent sur terre la luxure qu'ils avaient commencée dans leurs divins sièges. »

Quant aux fées, « elles savent la force des paroles, des pierres et des plantes » (comme le dira Céline en 1947, et je lui laisse la responsabilité de son propos : « Elles sont rares les femmes qui ne sont pas essentiellement vaches ou bonniches, alors elles sont sorcières ou fées. »). Lancelot enfant ? Il a « le visage entumé de naturelle couleur vermeille », « la bouche petite avec mesure », « les yeux riant et pleins de joie », mais, « dans sa grande colère, il ne se souvenait de rien d'autre que de ce qui motivait sa colère ». Tous les matins, par enchantement, il trouve au pied de son lit un petit chapeau de roses. La jnie est son élément, ce qui nous paraît absurde, puisque notre évangile concret est celui de la haine de soi et des autres. Tout n'est-il pas laid, dérisoire, misérable, odieux, affreux ?

Lancelot parle toujours de sa « grande joie ». « Et dit le roman, comme il en parlait avec tant d'assurance, beaucoup de gens le lui reprochèrent, croyant que c'était de l'orgueil et de la vanité. Pourtant ce n'était rien de tel, mais seulement la grande confiance qu'il avait dans l'objet dont venait toute sa joie. » Le lecteur contemporain, freudien par définition, n'a pas besoin d'un long commentaire. Voici le dialogue qui résume tout : « Beau doux ami, que voulez-vous ? — Ce que je veux ? Je veux merveilles. » On ne saurait être, n'est-ce pas, plus à contre-courant. Bien entendu, un tel enfant-trois est promis à la Réine, mais auparavant, il devra beaucoup tuer ici et là.

À vrai dire, il n'y a pas que les massacres barbares ou bibliques : voyez un peu tous ces chevaliers en train de s'assommer et de s'étriper à coups d'épée, de hache, de lance, d'épée. Que nous le voulions ou non, c'est là aussi notre mythologie, notre histoire. Et ces têtes, ces épaules, ces coups, ces poitrines, ce sang, ont fait beaucoup parler et pleurer, chanter et imaginer. « Le cœur d'un chevalier qui aime d'amour fine ne doit tendre qu'à un seul but, qui est de surpasser tout le monde. » Lancelot est un vrai chevalier dans la mesure où il est bon avec les bons et, avec les méchants, plus méchant qu'eux. L'« amour fine » est une garantie de justice.

Philippe Sollers
Lire la suite page 28

LECTURES EN VACANCES

Au centre de ce numéro un cahier de quatre pages pour guider votre été littéraire.

Avec une sélection de quatre-vingts titres parus depuis le début de l'année et un choix d'éditions de poche. Pages 21 à 24

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Rushdie le conteur

Il se cache toujours, persécuté par le fanatisme. Mais Rushdie n'a pas abdicqué sa liberté d'écrivain. De son exil sinistre, il nous revient sur un tapis volant. Avec un conte pour enfants, c'est-à-dire pour tout le monde, qui témoigne de l'importance vitale de l'imagination comme protection naturelle de la liberté. Page 18

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Alexandre le magnifique

Naguère, le « voyage en Italie » était, pour tout écrivain, un exercice obligé. Alexandre Dumas s'y est soumis. Mais, avec sa fringale coutumière, c'est toute l'histoire de la Méditerranée qu'il entendait « s'approprier ». Page 18

Une vie japonaise

Ikue Yamazaki, fille de la « classe moyenne », se raconte à Laurence Caillet.
Et c'est la société nippone qui se dévoile...

LA MAISON YAMAZAKI
de Laurence Caillet.
Plon, coll. « Terre humaine »,
664 p., 220 F.

Laurence Caillet a écrit un ouvrage remarquable par la sensibilité dont elle fait preuve pour restituer les petits faits de la vie donnant à son texte une grande profondeur humaine. Remarquable par la connaissance de la société nippone qu'il sous-tend et lui permet, en arrière-plan d'une vie, de brosser un tableau des mutations du Japon de ces cinquante dernières années.

La vie d'Ikue Yamazaki, fille de la campagne en opposition avec sa famille, devenue présidente d'une entreprise de haute couture à Tokyo, est à la fois exemplaire et ordinaire. Exemplaire, car c'est l'histoire d'une femme qui a réussi à force de courage et d'audace dans une société où l'autorité masculine a été longtemps incontestée. Ordinaire, car l'existence d'Ikue Yamazaki est représentative aussi des mœurs de cette « classe moyenne » qui, par son travail, est à l'origine du Japon de l'après-guerre.

Japonaise parmi d'autres, Ikue Yamazaki l'est notamment par les valeurs auxquelles elle est attachée (l'importance de la famille, une certaine frugalité, la quête moins de la

richesse que d'une place dans la société, un ancrage moral qui est plus social que fonction d'un idéal abstrait, une quête du bonheur qui passe par l'harmonie avec le monde). Son itinéraire religieux est également typique des classes populaires, intellectuellement peu formées : il témoigne à la fois des incertitudes de la vie moderne et de cette constante recherche d'adaptation des modes de vie aux valeurs traditionnelles. « Le Japon moderne ne s'est pas construit contre l'ancien. Il en est né », note avec justesse l'auteur.

Une certaine sérénité

Laurence Caillet fait preuve d'une parfaite maîtrise à la fois de son sujet et de l'approche anthropologique. Elle laisse entièrement la parole à Ikue Yamazaki : le récit de sa vie, à la première personne, forme le cœur du livre sans que la moindre question en interrompe le cours. Chaque période de sa vie comporte une courte introduction permettant de préciser son contexte historique et social.

Un riche appareil de notes, que complètent des annexes aidant notamment à situer la famille Yamazaki dans la société nippone, met le récit en perspective et donne, à qui le souhaite, des éclairages tou-

jours pertinents et nuancés sur la vie rurale, les croyances, la conception de la famille, la réussite sociale.

Le récit de la vie d'Ikue Yamazaki, âgée aujourd'hui de soixante-trois ans, se déroule sans faille, sans fausses pudeurs. Avec cette simplicité dont font preuve beaucoup de Japonaises qui, loin d'être aigries par l'âge, y trouvent plutôt une certaine sérénité. Une attitude révélatrice, au demeurant, d'une civilisation qui accepte le travail du temps plus qu'elle ne cherche à le braver. Ikue Yamazaki parle avec des mots justes de l'amour comme de la passion, qu'elle ne confond pas avec le mariage ; de ce que nous appelons « fatalisme » ou « résignation » et qui n'est, chez les Japonais, que le sentiment très prégnant de l'impossibilité d'infléchir le cours des choses.

Particulièrement révélateurs, compte tenu des interrogations que suscite la réussite économique du Japon en Occident, sont les commentaires d'Ikue Yamazaki sur l'entreprise, l'organisation du travail et les relations quasi familiales qui prévalent dans une PME nippone. Mande qui comporte aussi de pesantes contraintes sur l'individu.

En filigrane du récit se dessinent le Japon de la guerre, celui de la défaite. La manière dont furent ressentis ces événements par la jeune femme qu'était alors Ikue Yamazaki. D'un grand intérêt également

les passages où celle-ci évoque le rapport singulier qu'entretenaient les Japonais avec cette foule de divinités médiatrices entre l'au-delà et le monde des hommes. Ayant travaillé sur les croyances populaires, l'auteur, anthropologue et chargée de recherches au CNRS, y consacre des commentaires érudits mais toujours d'une remarquable limpidité. Et ce n'est pas le moindre mérite de ce livre d'être d'un abord aisé tout en reposant sur une connaissance en profondeur de la réalité nippone, que l'auteur sait faire partager avec simplicité.

Laurence Caillet a surtout su faire parler Ikue Yamazaki, relancer son récit, la faire préciser lorsqu'elle le jugeait nécessaire tout en s'effaçant systématiquement pour laisser toute leur spontanéité à ses propos. Elle a su ainsi lui faire dire sa vie, lui faire franchir cette barrière d'embarras qui tarit souvent tout récit sur soi. Et Ikue Yamazaki a dit « toute la fragile réalité » de sa vie. « Je mentirai aussi. Et qui sait ? Peut-être mes mensonges seront-ils la plus grande vérité de cette histoire », dit-elle en guise de préambule. En tout cas, l'écouter se raconter est un immense plaisir.

Philippe Pons

LE ROMAN DE CHARLES D'ORLÉANS



Editions du Seuil

HAROUN
ET LA MER DES HISTOIRESde Salman Rushdie.
Traduit de l'anglais
par Jean-Michel Desbuis.
Christian Bourgois, 250 p., 100 F.

QUE peut un écrivain face au malheur, à l'abandon, à la persécution? Faire son métier, écrire. Se protéger, se cacher, mais, aussi librement que possible, écrire. Salman Rushdie, brillant sujet britannique né à Bombay en 1947, lauréat du Booker Prize en 1981 pour *Les Enfants de minuit* (1), auteur fêté, aimant la vie, les femmes, le monde, est entré dans la clandestinité en 1988, lorsque diverses autorités religieuses musulmanes jetèrent l'anathème contre *Les Versets sataniques*, l'imam Khomeiny allant jusqu'à ordonner à tout bon croyant de liquider par n'importe quel moyen le démoniaque auteur.

Si le débat autour du bien-fondé de tant d'indignation semble s'être apaisé, la condamnation n'a pas été levée, au contraire, aggravée, le romancier se cache quelque part, en Angleterre, avec des gardes du corps. Sa femme l'a quitté. Son livre, tantôt interdit, tantôt brûlé, souvent piraté, ne lui a guère profité malgré son énorme succès. Le scandale a trop fait oublier le talent exceptionnel du romancier, sa verve insolente, sa fantaisie sans bornes, toutes qualités éminentes que l'on retrouve aujourd'hui. Car en son exil, peut-être doré mais sinistre, qu'a fait Salman le magnifique? Un conte pour enfants, c'est-à-dire pour tout le monde. Un conte dédié à son fils Zafar : « *Alors que j'étais au loin, invisible et secret, ramène-moi chez nous, en lisant, près de toi.* »

DANS un Orient indéterminé, celui des légendes (Rushdie indique que la plupart des noms de personnages et de lieux sont tirés de l'hindouisme), au cœur du pays d'Alifbay, dans une petite ville triste près de laquelle se dressent des usines où l'on fabrique vraiment de la tristesse, vit un jeune garçon prénommé Haroun, fils de Soraya et de Rachid Khalifa. Rachid est un conteur extraordinaire et gai, qui est très prisé dans cette contrée où tout le monde s'ennuie, près d'une mer lugubre remplie de poissons-chagrins « si désagréables à manger que les gens rotent mélancoliquement malgré le ciel bleu ». Rachid est extraordinairement doué pour nouer les histoires entre elles, broder, varier, s'écarter, revenir, et on l'appelle l'Océan des Idées, le Sheh de Bla. Il est régulièrement sollicité pour participer à des campagnes électorales et embobiner les foules revues de son babil étourdissant. Il est tellement dans les nuages qu'il ne s'aperçoit pas que sa chère Soraya s'enrête un jour de chanter. Leurs voisins, les Sengupta, ne goûtent pas tant les récits de Rachid, et Haroun surprend un jour une critique perfide : « *A quoi servent des histoires qui ne sont même pas vraies?* » — qui le laisse perplexe.

Quand Soraya s'enfuit avec M. Sengupta, l'univers s'arrête pour Haroun et son père. Rachid casse immédiatement toutes les pendules de la maison. Elles indiquent pour toujours l'heure fatale du forfait, onze heures du matin, chiffre qui s'inscrit comme une blessure dans l'inconscient du jeune Haroun incapable de se concentrer sur une idée ou une conversation plus de onze minutes

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



Salman Rushdie : imagination et liberté

Rushdie sur
son tapis volant

exactement. Quant à Rachid, après que son fils lui aura répété la question critique sur les histoires qui ne sont pas vraies, il sera verbalement châtré, incapable d'inventer ses fameuses digressions, ni de se produire en public. Il ne sait plus que bafouiller « *Arch, arch, arch* », ce qui est un peu court.

Comme dans beaucoup de contes modernes où les enfants viennent au secours de leurs parents, c'est Haroun qui va résoudre les énigmes dont ils sont prisonniers. Ils voyagent donc, d'abord à tombeau ouvert dans une voiture postale, puis en bateau sur le lac Mome. Rachid a nommé son adversaire supposé, Khetam-Shud, l'ennemi juré de toutes les histoires et du langage, le Prince du Silence, dont le nom signifie « *c'est fini* ». Haroun surprend dans la salle de bains un génie des eaux en train de débrancher le robinet à

histoires qui alimentait encore récemment son papa, lui confisque un de ses plus précieux instruments de plomberie, et l'oblige à lui avouer comment il communique avec ses supérieurs du royaume de Gup où règne le Morse. Le génie répond qu'il utilise normalement un SDTTCAE, comme n'importe qui, soit un Système De Transmission Trop Complicé A Expliquer.

Le roman de Rushdie est lui-même un Appareil De Fabulation Trop Complicé A Résumer, et nous ne saurions en livrer ici tous les délicats mécanismes, les inventions merveilleuses qui empruntent à tous les registres, depuis le bric-à-brac des magiciens de bazar jusqu'aux spéculations de la science-fiction en passant par les innombrables ressources du rêve, le plus efficace de tous les moyens de transport. La paye romanesque où Rushdie projette ses personnages se situe à égale distance des *Mille et une nuits*, d'Alice au pays des merveilles et de *Little Nemo*. Haroun voyage à bord d'une huppe, l'oiseau Mmais, qui dit toujours « *mais, mais, mais* », recueille dans une fiole un peu d'eau des vœux pour plus tard, quand il sera capable de se concentrer sur un vœu en moins de onze minutes, tombe dans l'Océan des Histoires, bibliothèque liquide et lumineuse où toutes les histoires qui ont été racontées ou qu'on est en train d'inventer sont conservées sous la forme d'un courant coloré, vivant, se nouant les unes aux autres au gré du conteur. Haroun goûte un peu de cette eau-là et fait un mauvais rêve : son histoire a été polluée par la guerre.

Il y a un bon roi, une princesse enlevée, des obstacles en tout genre, comme il se doit. Les bons Gup habitent la partie éclairée de la planète Kahani, et leur armée est composée de Pages numérotés et bruisantes qui forment des chapitres pour aller à la bataille. Les méchants Chup vivent dans l'hémisphère obscur de la planète, ils utilisent des lampes à lumière noire pour voir plus noir encore, et couvent les lèvres des femmes, se vouant au silence. Quand ils s'efforcent de parler, cela donne « *Gogogol* » ou « *Kaf-kafka* ». Leur plus ignoble projet est d'ouvrir la bonde au fond de l'océan pour purger l'univers de toutes les histoires.

Bien sûr, le gentil Haroun et son père qui se croyait très vaincraient les pires dangers, sauveront la princesse et, en obligeant la planète Kahani à tourner sur elle-même et à connaître ainsi l'alternance du jour et de la nuit, sauveront du même coup le vivier des histoires.

Il ne serait pas difficile, on le voit, de déchiffrer ce roman comme une fable politique, de mettre des noms sur les guerriers de l'ombre, leurs armes et leurs méthodes. Rushdie est fort malicieux et ironique pour ne pas avoir laissé en évidence des ficelles d'interprétation que chacun tirera selon son humeur et aussi long qu'il voudra. La parabole politique, à vrai dire, n'est pas très sûre ni très intéressante. Ce dont tout le livre témoigne, par son propos certes, et aussi par son existence même d'objet forgé dans le secret, c'est de l'embarras d'un jongleur abandonné à qui son fils redonnera confiance. Et surtout de l'importance vitale de l'imagination comme protection naturelle de la liberté. A quoi servent les histoires qui ne sont même pas vraies? A cela justement : montrer que le monde réel est plein de magie et donc que les mondes magiques peuvent facilement être réels.

(1) Publié ainsi que la *Monte* aux éditions Stock.

MIDI DE LA FRANCE

d'Alexandre Dumas.
Préface de Claude Schopp.
Ed. François Bourin.
412 p., 135 F.

UNE ANNÉE À FLORENCE

d'Alexandre Dumas.
Préface de Claude Schopp.
Ed. François Bourin.
272 p., 115 F.

NARCISSE ET HYACINTHE

Correspondance amoureuse
entre Hyacinthe Meinier
et Alexandre Dumas.
Texte établi et présenté
par Claude Schopp.
Ed. François Bourin, 62 p.

QUEL écrivain de Paris ou de la province profonde n'a pas fait se « composition française » sur le thème de l'Italie? C'était naguère encore l'exercice obligé. Même Henri Calet, qui respirait mal dès qu'il s'éloignait du quatorzième enroulement, ne s'est pas dérobé à cette habitude prise avec Montaigne. Il fallait dépeindre Rome et vérifier si les femmes méritaient la réputation que Stendhal leur avait faite. Pour les écrivains français, le *Voyage en Italie* était un genre littéraire autant que la maxime, l'art épistolaire ou le tableau de mœurs.

Alexandre Dumas ne dédaignait aucun genre. Il a naturellement pratiqué celui-là. Mais ce fou d'Alexandre avait davantage d'ambition que tous les autres, Rome, Naples et Florence ne lui suffisaient pas. En octobre 1834, il annonçait : « *Nous allons visiter la Corse, la Sardaigne, l'Italie, la Sicile, la Grèce, la Turquie, l'Afrique, la Palestine, l'Égypte, les côtes d'Afrique, les États barbaresques et l'Espagne; c'est-à-dire le monde de Napoléon, d'Auguste, de Constantin, du Christ, de Sésostris, de Mahomet, d'Annibal et du Cid.* »

Alexandre Dumas prétendait monter « une expédition d'art et de science ». Il désirait en quelque sorte s'approprier toute

l'histoire de la Méditerranée. Rien de moins... Certes, il avait quelques raisons de vouloir prendre l'air. A Paris, il était « *de mauvais goût* » de se souvenir que l'on avait encouragé la Révolution de juillet. La France étouffait et l'avenir manquait de clarté. Mais, si les circonstances avaient été différentes, Alexandre aurait nourri sans doute le même projet. Car il avait trente-deux ans et le voracité d'une jeunesse esz préemptueuse pour se croire éternelle, quand elle s'était levée de bonne humeur. Roger Nimier, qui éprouvait une grande affection pour les chers Mousquetaires, nous offre la suite de leurs aventures, avec D'Artagnan amoureux. Il faisait dire à celui-ci : « *En vérité, j'étais fort jeune, ces temps derniers. A cheval, Planchet, à cheval. Il n'y a que les routes pour calmer la vie* » (1). Seules les routes pouvaient, en effet, calmer Alexandre Dumas.

Il assurait avoir obtenu l'appui du gouvernement, le soutien d'une banque et le concours de divers artistes et hommes de science. Hélas ! le projet mirifique était se rétrécir peu à peu, telle le peau de chagrin balzardienne. Alexandre n'avait aucune disposition pour gérer la moindre affaire. Les coureurs de chimères dépensent beaucoup. Ils répugnent à rêver au rabais. Alexandre Dumas avait coutume de brûler l'argent. Il en donnait à tout le monde. Sa générosité ne se modérât pas, et lui-même était chargé de dettes. Il se ruinait avec enthousiasme.

Les deux volumes qui sont à présent réédités — *Midi de la*

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Alexandre le magnifique



BERNARD CLÉVE

France et Une année à Florence — ne furent que des rescapés ou des « vestiges » du projet initial, comme le dit Claude Schopp, la préfacière. A l'automne 1834, quand Alexandre se mit en route vers Marseille, le grand expédition se composait seulement du romancier lui-même, de Godefroy Jadin, le paysagiste, et de Mylord, le chien de celui-ci. Sans oublier l'autre artiste, Amaury Duval, que l'on retrouverait à Florence.

LORSQUE les ambitions immodes négligent de s'accomplir, le plus sûr remède, c'est l'humour. Supposant connus les autres voyageurs, Alexandre Dumas commence son récit avec un portrait de

Mylord. Ce chien venait d'Angleterre. Il pouvait « *étrangler huit rats en trente secondes et trois chats en cinq minutes* ». Aussi avait-il l'une des meilleures « *réputations de Londres* ».

Selon Claude Schopp, une femme faisait partie du voyage, mais elle n'est pas mentionnée par Alexandre. Il s'agissait de M^{lle} Farrier, une jeune écrivaine dont le caractère débutait. Elle était blonde et, paraît-il, assez replète. Alexandre Dumas l'emmena pour « *la blancheur* » de sa peau... Tout cela avait quelque chose du cirque ambulante. Il régnait, cependant, un climat de rêverie aventureuse, qui annonçait les *Trois Mousquetaires*, cette « *histoire d'amour finissant par un coup de hache* », comme

rier, qui obtenait une facile revanche sur Hyacinthe.

Alexandre dina à Vintimille, le 19 mai. Il fallut alors s'enquérir du prix des chats italiens, car Mylord avait mangé l'un d'entre eux. Gènes attrista les voyageurs à cause du délabrement de ses palais, et Florence les consola par sa « *bienveillance* » à l'égard des touristes. « *Tout étranger est le bienvenu à Florence* », notait Alexandre Dumas : « *L'Anglais avec sa morgue, le Français avec son indiscrétion, le Russe avec sa réserve.* »

L'aurait voulu tout saisir et tout dépeindre, non seulement la petite et la grande histoire italiennes, mais le charme secret des villes et leurs façons singulières de sentir passer le temps. « *Florence, disait-il, est l'Éden de la liberté individuelle. Dans tous les pays du monde, même dans la république des États-Unis, même dans la république de Saint-Marin, les horloges sont soumises à une espèce de tyrannie qui les force de battre à peu près en même temps.* » A Florence, il n'en est pas ainsi ; elles sonnent la même heure pendant vingt minutes. Un étranger s'en plaignit à un Florentin : « *Eh ! lui répondit l'impassible Toscan, que diable avez-vous besoin de savoir l'heure qu'il est ?* »

(1) D'Artagnan amoureux, « *Folio* », 1989.
(2) Préface aux *Trois Mousquetaires*, *Folio*, 1981.

La collection *CF* reprend un autre récit de voyage d'Alexandre Dumas : les *Bords du Rhin*, préface de Dominique Fernandez, postface de Claude Schopp (324 p.). Signalez également deux rééditions : les *Équinoxes vénitienes* d'Henri de Régnier (présentation de Sophie Bosch, éd. Complexe, coll. « *Le regard littéraire* », 159 p., 65 F.) et *L'Italie d'hier*, notes de voyage des Concorat en 1855-1856 (présentation de Jean-Pierre Leduc-Adre, même éditeur, même collection, 284 p., 65 F.).

Salade niçoise
à la façon Nucera

Amours de Sand

Jean Chalon suit avec une attention amusée le parcours mouvementé d'une « odalisque » romantique et pragmatique

CHÈRE GEORGE SAND
de Jean Chalon.
Flammarion, 475 p., 145 F.

Il y a une sorte d'ingénuité familière, de connivence espiègle, dans la façon qu'a Jean Chalon de choisir ses titres pour ressusciter quelques grandes figures, comme pour les convier sans manière à la table ouverte de ses sympathies ionées. Après sa « chère » Marie-Antoinette, voici sa « chère » George Sand. La dame a de quoi intriguer et séduire, il est vrai. D'abord des origines où, comme dans les meilleurs feuilletons, le sang des rois se mêle au sang des pauvres. Son père, Maurice Dupin, épouse vingt-cinq jours avant sa naissance Sophie-Victoire Delaborde.

Sa grand-mère, Mme Dupin de Francueil, est la fille naturelle de Maurice de Saxe, lui-même bâtard du futur Auguste II de Pologne et d'Aurore de Königsberg. Sophie-Victoire est roturière, fille d'un marchand d'oiseaux. Curieuse hérédité qui va inspirer l'affrontement lorsque la grand-mère, élevée à Saint-Cyr, juge sa belle-fille trop « peuple » et s'oppose à elle sur les manières d'élever sa petite-fille. L'une aspire à en faire un ornement de salon, « un chien savant », alors que l'autre, acquise à Napoléon, s'agace des préjugés d'un autre âge.

« Vraie fille des bois », la future George Sand court dans les campagnes de Nohant et souffrira de ces déchirements, d'autant

qu'une mère adorée l'abandonnera pour gagner Paris, dans la crainte de retomber dans la misère. Comme il faut faire un fin à l'adolescence, George épouse, plus par camaraderie que par amour, François Dudevant, fils naturel recouvert par un colonel-baron. Mariage malheureux qui aboutira à une séparation et deux enfants : Maurice, le fils chéri, et Solange, le « pire ennemi » de l'écrivain, qui, après un mariage raté avec le sculpteur Clésinger, deviendra une femme entretenue. Jean Chalon restitue avec bonheur ces remuantes années de formation où se dessine déjà le caractère entier, exalté, et tourmenté de l'auteur de *Lélia*.

La bouillante et habile « lionne du Berry », comme l'appelle Balzac, est lancée dans les lettres. Amant et collaborateur pour un roman, Jules Sandeau lui donne un oom qu'elle écoute pour signer son premier livre à part entière : *Indiana*. On suit, dès lors, la carrière littéraire de cette besogneuse incroyablement prolifique, de livre en livre, et d'homme en homme, car, ainsi qu'elle l'avoue, George Sand ne peut pas vivre sans aimer. Deux liaisons marquent avec éclat cet itinéraire érotique chaotique.

Avec Musset, à Venise, qui s'inscrit un véritable imbricage où chacun cherche à tirer son épingle du jeu, avec force cris d'amour, de démentis, de reproches, d'abnégation proclamée... Et quelle littérature ! *La Confession d'un enfant du siècle*,



George Sand et Chopin : « Ce cadavre ingrat ! »

sir, court les filles, boit : Sand, garde-malade, se console dans les bras d'un séduisant médecin italien. Les amants de Venise, c'est bien George Sand et Pietro Pagello, « grand comme Dieu ». Il s'ensuit un véritable imbricage où chacun cherche à tirer son épingle du jeu, avec force cris d'amour, de démentis, de reproches, d'abnégation proclamée... Et quelle littérature ! *La Confession d'un enfant du siècle*,

version Musset, *Elle et Lui*, version Sand, *Lui et Elle*, version Paul de Musset, monsieur frère, *Lui*, roman de Louise Colet, la maîtresse de Flaubert, qui bénéficiera des confidences de Musset, son amant éphémère. Où est la vérité ? On s'est attaché à la découvrir : à toutes fins utiles, Sand avait préparé un dossier pour sa défense où elle avait confectionné des faux (1). Deuxième affaire tapageuse :

ses amours avec Chopin. Un voyage sentimental tout aussi malheureux à Majorque. Une liaison de cœur avec un musicien écorché vif, souffreteux, jaloux et peu porté sur les rapports physiques. George Sand, à nouveau garde-malade, bafouée quand il prendra le parti de sa fille contre elle.

Un flamboyant pathos

Dans ses amours - elles se succèdent jusqu'à cette épanouissante liaison de quinze ans avec le graveur Maucieu qui, à la fin de sa vie, lui apporte stabilité et réconfort - Sand célèbre ses élans (et se célèbre) dans un flamboyant pathos nourri d'aspirations au ciel et de références mythologiques qui prête aujourd'hui à sourire et qui est un peu dans le goût de l'époque. Elle a cherché « la faiblesse par un instinct maternel » qui a fait d'elle une « gâcheuse d'enfants » comme elle s'est livrée avec passion à des appétits autrement robustes. Idéaliste et réaliste à la fois, elle descend comme elle est montée, avec fougue, et les constats sont alors cruels. Musset ? « Il était fou et méchant dans sa folie : menteur, surtout. » Chopin ? « Neuf ans passés à prodiguer des bouillottes, des tisanes, des cataplasmes à ce cadavre ingrat ! »

En tout cela, Chalon a raison de dissiper la légende de frigidité d'une femme qui, si elle s'est souvent montée la tête, a su aussi s'échauffer le cœur. « C'est la femme la plus femme que j'ai

jamais connue », confiera Musset après leur rupture. Excessive et sévère à l'occasion, calculatrice aussi, en bonne terrienne qui ne perd pas de vue ses intérêts, la Bonne Dame de Nohant est effectivement charitable, généreuse. Elle sait donner, se moultre une mère dévouée, une amie attentive et fidèle, comme en témoigne la belle correspondance avec son « vieux troubadour » : Flaubert (2). Républicaine de cœur, d'action aussi, jusqu'à la Commune qu'elle ne comprend pas plus que ses pairs, elle interviendra, après le coup d'État du 2 décembre, pour réclamer l'amnistie des condamnés. Autant de gestes qui plaident en faveur de ce cœur « dur ».

Sans doute pourrait-on nuancer davantage le portrait de l'écrivain, rendre le trait plus accusateur parfois, mais Jean Chalon a choisi de regarder le meilleur profil de son sujet. Il le fait d'ailleurs avec rigueur, s'appuyant sur l'admirable édition de la *Correspondance* établie par Georges Lubin (3). Et on ne lui reprochera pas l'approche sentimentale de sa biographie tant il a su restituer avec verve, finesse, chabre, le destin d'une femme qui, de par sa nature même, a de quoi susciter les commentaires les plus passionnés et les plus opposés.

Pierre Kyria

(1) *La Liaison Musset-Sand*, d'Henri Guillemin, Gallimard, 1972.

(2) Édition d'Alphonse Jacobs, Flammarion, 1981.

(3) Vingt-quatre volumes, « Classiques Garnier », Bords.

Salade niçoise façon Nucera

Ville d'enfance, années d'enfance
nostalgie...

LE RUBAN ROUGE
de Louis Nucera.
Grasset, 236 p., 96 F.

Louis Nucera n'a jamais coupé le cordon ombilical qui le lie à la ville de Nice. Il écrit Nice comme Carco, jadis, écrivait Paris, en amateur attentif et exigeant. Dès les premières pages de son nouveau roman, on est saisi par l'algèbre de l'écriture de ce gourmet littéraire. Louis Nucera n'est pas du genre à sombrer dans l'exhibitionnisme, néanmoins il est évident que l'air du temps lui donne la nausée ; alors, il s'élève en faisant revivre les années de son enfance.

Romaio Ellena, le héros du *Ruban rouge*, voit le jour avant terme le 15 août 1925, dans le quartier dit « de la place du Pin », peuplé d'immigrés italiens qui ont fui la misère ou le fascisme. Naître le même jour et à la même heure - cent cinquante-six ans après - que Napoléon Bonaparte ne prédestine pas forcément au pire ! L'enfant, très tôt, est un fervent du Tour de France, ce qui n'est pas surprenant chez un personnage de Nucera (1), mais, surtout, à l'école il s'enivre des pleurs et des déliés qu'il trace d'une main encore malhabile.

Une plume Sergent-Major

« La plume Sergent-Major au point comme on rompt la lance », Romaio, surnommé « Sétémis » (le prématuré de sept mois), découvre l'Amérique. Le langage est son Far-West. Lorsque Romaio, âgé de onze ans, perd son père, sa mère et lui deviennent un « ilot dans le monde ». Louis Nucera souligne au passage, en moraliste indulgent, l'incapacité des hommes et des femmes à savourer les rares jours de bonheur.

Les années passent et le monde resserre son étreinte autour de ces êtres. Il faut peu de phrases à l'auteur pour faire sentir l'essentiel d'un événement. La guerre d'Espagne, « le désir de lumière » suscité par le Front populaire, la

seconde guerre mondiale défilent sous nos yeux. « La vérité se défend comme une place forte, les points de suspension illustrent la semi-défaite des mots », note Louis Nucera.

« Devoir la vie ! Quelle étrange dette », pense Romaio qui supporte de moins en moins bico l'amour possessif de sa mère. Celle-ci a fait l'impasse sur sa propre existence et reporté tous ses espoirs sur ce fils dont elle ne comprend pas la sourde révolte. Romaio, lui, s'échappe dans l'écriture. Il rêve d'écrire la « Chronique familiale de gens sans importance ». Pour ce faire, il a son bureau un crayon, une gomme, une bouteille d'encre violette et une plume Sergent-Major. Ces matériaux d'artisan imprègnent le texte de Louis Nucera, dont il serait aisé d'extraire un florilège d'apophoreses.

Humour et colère

Devenu écrivain, Romaio connaît les illusions de la gloire et épouse une Française, une amie d'enfance. Il suera l'encre jusqu'au vertige mais, en définitive, demeurera insatisfait de lui-même en n'étant que l'ombre de celui dont il avait rêvé. Sa mère s'éteindra à l'âge de quatre-vingt-sept ans et il se reprochera de n'avoir pas été plus disponible pour elle. De retour à Nice, il ne reconnaît plus sa ville. Les gens ne se parlent plus et se méfient les uns des autres.

Les dernières pages du *Ruban rouge* laissent perplexes, car Louis Nucera y dresse le catalogue de l'insécurité et des tensions raciales. A la lire, on a l'impression que nous vivons en état de siège, dans un climat digne d'*Orange mécanique*. Cette vision un peu excessive n'entache pas la beauté de ce livre. La salade niçoise de la Nucera ? De l'humour, un rien de tendresse, un zeste de colère, un soupçon de nostalgie et du style.

Pierre Drachline

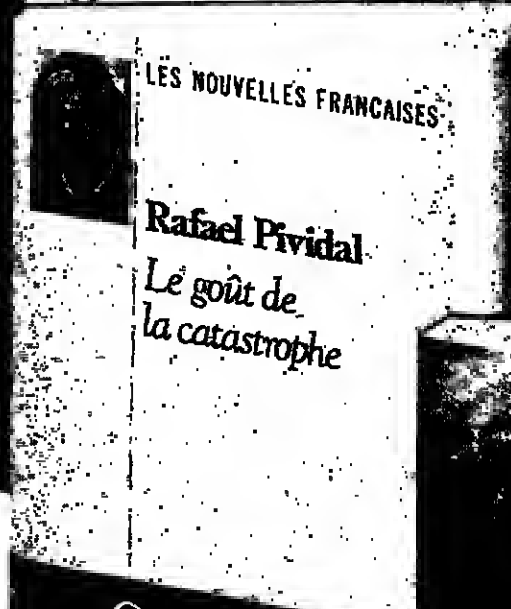
(1) Louis Nucera a consacré un ouvrage au coureur cycliste René Vietto : *Le Roi René* (Sagittaire).

LES 20 ANS DES...



Un vol. 226 pages, 89 F

"Froid, ironique, voltairien... Une leçon méchante, mois morale."
Michel Braudeau
Le Monde



Un vol. 190 pages, 85 F

Goncourt de la Nouvelle 1991

"Il y a une telle force, une telle densité, une telle beauté dans ce premier roman, qu'on en sort abasourdi."
Philippe Lacoche
Magazine Littéraire

"Un extraordinaire tableau de plus d'un demi-siècle de la vie scientifique."
Françoise Ducout
Elle



Un vol. 307 pages, 98 F

PRESSES DE LA RENAISSANCE

Retour en Corse

L'INSULAIRE
d'Eugène Mannoni.
Ed. de Fallois, 204 p., 90 F.

Après maintes pérégrinations à travers le monde, un homme revient en Corse, son île natale. Dans cette chronique d'un retour, Eugène Mannoni suit, avec une lucidité mélancolique, la flânerie désemparée d'Achille Strenna qui, arrivant à Bastia dans le silence d'un dimanche des Farnoux, peine à retrouver les reflets de sa jeunesse. Il se demande s'il n'est pas devenu un « étranger » dans sa propre ville et se sent « spolié » de son passé.

Mais, peu à peu, en lui ramenant des sensations d'enfance, resurgit « l'humble vie d'autrefois ». Achille Strenna réapprend à aimer cette cité qui est « un peu le Sud, déjà » avec les croissances de lune rouge des palmiers et ses toits de schiste qui « paraissent être imbibés par des sucres d'algues, comme si la mer avait détreint sur eux ».

Sa déambulation prend l'allure d'un pèlerinage vers les sources de sa vie. Il revient vers l'immeuble de son enfance. Il croit voir réapparaître dans l'ombre du porche son père que l'auteur ressuscite dans des scènes bouleversantes de respect ému. Malgré l'incertitude de sa jambe blessée à la guerre de 14-18, il montrait une dignité qui, encore aujourd'hui, est un exemple. Sa mort a donné à Achille la « sensation physique

Une île d'une « poignante douceur » (photo extraite de la *Renfermée*, de Marie Susini, aux éd. du Seuil).

d'être resté, sous un petit vent glacé et presque toujours, à découvrir.

Comme pour l'entourer de nouveau, se remet à tourner un carrousel de personnages dont le romancier dessine des portraits empreints de tendresse moqueuse. Ce qui rend si émouvant le livre d'Eugène Mannoni, c'est cette remontée de la tendresse dans le cœur d'un homme qui, se confrontant à son passé, en redevient l'acteur. Il se reconstruit en sauvant de la dérive de l'oubli les éblouissements de son enfance.

Les Corses forment pour Achille Strenna une vaste famille qui, éta-

blissant ses propres règles, veille à exercer la justice elle-même ; le souci de ne pas laisser agir une autorité extérieure s'exprime dans les scènes, pleines de bouffonnerie noire, où la population de Bastia rejette le bourreau venu pour l'exécution du bandit André Spada.

La meilleure chose de ce « microcosme en mer » est la langue corse, « cet italien à l'étouffée, souterrain jusqu'à ses éclats, voilé de noir, en deuil et en sourdine ». Et aussi « la poignante douceur » de l'île, que Mannoni restitue avec un talent très pur.

Jean-Noël Pancrazi

Horreurs en tout genre

L'horreur est de tous les âges, de tous les lieux
comme dans ces trois livres dont elle est le seul trait communDIEU ET NOUS SEULS
POUVONS
de Michel Folco.

Le Seuil, 318 p., 99 F.

LE RETOUR DE LA BÊTE

de Gilbert de Chambrun.

Ed. Christian de Borilhat,

216 p., 100 F.

L'HOMME QUI SURVÉCUT

de Jean-Paul Mari.

J. C. Lattès, 233 p., 89 F.

Michel Folco a choisi de nous raconter l'histoire – les origines surtout – d'une dynastie de bourreaux qui plonge ses racines au plus profond des temps, à l'époque où les futurs barons se taillaient leurs fiefs à la hache et à l'épée. Mais le récit ne commence vraiment qu'au dix-septième siècle, dans une petite ville du Rouergue, où un cuisinier, par vengeance, eut l'idée de servir à ses maîtres la tête de leur petit enfant, sur un plat décoré de oreilles et narines convenablement ornées de persil. Ce que l'auteur devait appeler, dans les annales judiciaires, « l'infanticide culinaire ».

Le coupable ne tarda pas à être rattrapé et la sentence de mort aussitôt prononcée. Restait à trouver un exécuté, ceux du voisinage auxquels on avait habituellement recours étant indisponibles ou réclamant des prix exorbitants. Et en attendant, la foule, réclamant son spectacle et justice soit faite, grossissait et commençait à s'agiter. Il y avait bieu un « tourmenteur » qui, sollicité, se refusait aussitôt en faisant remarquer que « fustiger, flétrir, mutiler, ébouillanter ou poser la question ordinaire ou extraordinaire » était une chose, mais que tuer en était une toute

autre. A vrai dire, ce n'était point tant question de scrupoles, ou d'humanisme. Mais si la profession de bourreau comportait quelques avantages matériels non négligeables, elle vouait celui qui l'exerçait – et sa descendance – à l'ostracisme de populations qui ne toléraient pas même que le titulaire de la charge demeurât dans l'enceinte des murs de la cité.

Huit générations
de bourreaux

On s'en tira en persuadant un jeune vagabond, prisonnier depuis peu, éconduqué aux galères mais doté d'une éducation peu commune pour son état, de remplir l'office demeuré vacant de l'échange de sa grâce. Et c'est ainsi que le jeune Justin Pibrac (il avait à peine vingt ans) roula son premier supplicié, non sans peine car la technique n'est pas de celles qui entraînent la mort sans des efforts soutenus. C'est de ce Pibrac, car il parvint à se marier, que naquirent huit générations de bourreaux. Survivant les siècles, on retrouvera en 1913 un Saturnio Pibrac apprenti – fort doué et consciencieux, paraît-il – chez le long-temps célèbre Anatole François Deibler.

Cette reconstitution, si documentée soit-elle, ne se veut qu'un roman où non seulement la mort se croise à chaque pas mais où elle se transforme même en moyen d'existence. L'humour – noir, bien sûr – atténue seul l'âcreté d'une histoire d'hommes, par ailleurs bons époux et pères de famille, dont la vocation acceptée était de retirer la vie.

Il y a déjà beaucoup moins d'humour, une touche de désespoir tout au plus, dans ce *Retour de la Bête*, réincarnation de son

ancêtre du Gévaudan bien présente dans les mémoires, qui vient semer la terreur, en plein vingtième siècle, dans un petit village des Causses. La Bête existe bel et bien et la preuve en est qu'elle tue, de préférence des enfants. Mais la peur est mauvaise conseillère et la hantise, mère de la rumeur qui – passée l'intervention, aussi massive que dérisoire, des forces armées, ministre en tête – devient à elle seule le principal personnage du roman. Personnage redoutable, car Gilbert de Chambrun a planté au milieu de ce décor inquiétant une petite communauté de religieuses de rite oriental, tout de noir vêtues, vers lesquelles ne va pas tarder à pointer le doigt accusateur de l'opinion publique.

D'autant que les saintes femmes sont installées en un lieu presque inaccessible de ce pays tourmenté, pas très loin, justement, de l'endroit où la Bête a commis ses premiers méfaits. Cela manque de peu de très mal se terminer car la rumeur, comme chacun sait, peut être repartiroit comme elles sont venues (après quelques péripéties mystico-sentimentales), et il faudra la découverte inopinée d'un archéologue sur le site qu'elles ont abandonné pour que le mystère se dissipe. Ne subsiste que le souvenir de cette frayeur collective – la véritable Bête de l'histoire – pour combien de temps écartée ?

Mauvais
sort

Le pire reste à venir dans un petit livre qui ne doit rien à la moindre fiction, mais d'où la déraison et l'humour sont cette fois totalement absents. Journaliste, Jean-Paul Mari a mené des enquêtes exhaustives sur trois histoires on ne peut plus véridiques, datant de ces dernières années et sur lesquelles il a pu recueillir les témoignages directs de trois rures survivants. Ce sont des histoires, dont chacune a été racontée par des journaux, même si elles n'ont pas fait, chaque fois, les grands titres des quotidiens.

Dans les trois cas – de ces immigrants clandestins dans leur wagon plombé aux innocents sacrifiés sur les bûchers d'une flie bien française des Tuamotu, en passant par ces boat-people vietnamiens qu'un officier de la marine américaine refuse de prendre à son bord et qui finiront par se manger entre eux, – le fond de l'horreur vient de ce que la mort, dans des conditions atroces, est moins le fait d'une cruauté délibérée que de la bêtise humaine, du hasard, du mauvais sort. Tenez ! « Le sort »... Serait-ce le lien qui, par-delà les genres, apparente ces témoignages authentiques aux contes les plus sulfureux où l'épouvante fait aussi partie du quotidien ?

Alain Jacob

* Signalons également le dernier roman de Jacques Sadoul, *La Cité fébrile*. Littéralement tombée du ciel, une jeune femme d'une beauté surabondante se retrouve endormie sur un banc des jardins du Luxembourg. Elle s'y passe évidemment pas inaperçue et est instantanément un journaliste – encore un – qui passe par là. Le mythe vient de la totale ignorance que la jeune créature manifeste à l'égard de monde contemporain. La peur naïve de la coïncidence entre l'apparition de cette beauté extraterrestre et une succession de faits tragiques signalés dans le *Morvan*, où des hommes vides de leur sang par des monstres inconnus laissent des cadavres ressemblant aux « restes de fruits pressés ». Surprenant et étrange garantis. (Ed. du Rocher, 250 p., 98 F.)

OÙ TROUVER UN
LIVRE ÉPUISÉ ?

Ecrivez ou téléphonez :
LIBRAIRIE (service 18)
LE MONDE DU LIVRE
60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS
75006 PARIS
(1) 43.25.77.04
Code Minitel : 3615 MDL

Le fugitif et son double

Une étrange histoire d'identité usurpée

PORTULAN

de Raymond Borel.
Grasset, 164 p., 100 F.

Le dernier récit de Raymond Borel est un véritable patchwork où l'intrigue policière, le roman psychologique et la quête d'identité s'articulent avec un bonheur certain. Portulan, ancien secrétaire d'Etat américain, arrive dans un village alpin, en France, pour connaître le sort de Michel Leroi, fils d'une mère juive, Américaine elle aussi, morte de tuberculose après son accouchement. Michel Leroi a disparu en 1944, déporté par les nazis avec d'autres enfants juifs réfugiés dans la région.

Mais qui était-il donc, lui, adopté par une famille française catholique ? Et pour quelle raison avait-il été envoyé à la mort, puisque converti à la foi de ses parents adoptifs ? Pour trouver la réponse à cette fausse question, posée pour mieux nous égarer. Portulan doit se rendre en haute montagne et visiter un sanatorium désaffecté afin d'y retrouver un dossier révélateur. Mais le téléphérique qui le transporte s'immobilise, et la tempête rend son sauvetage difficile. L'ancien homme d'Etat se trouve piégé

dans la cabine et, avec lui, le lecteur. Commence, alors que les secours s'organisent, un dramatique face-à-face entre l'homme seul et son secret indicible. Nous apprenons que Portulan, juif venu de Pologne peu avant la guerre, de son vrai nom Aaron Zeitlin, avait été rejeté par la « bonne société » de son nouveau pays, malgré ses dons exceptionnels. Nous apprenons encore que, lors de la guerre de Corée, Aaron Zeitlin change de nom et devient Portulan pour mieux s'intégrer, tout en ne reniant pas ses origines une fois arrivé au sommet de sa brillante carrière politique.

Enfin, au fur et à mesure que le suspense s'intensifie (la cabine du téléphérique résistera-t-elle à la tempête déchaînée ?), se dessine l'épigramme figure de Michel Leroi, l'enfant que Portulan aurait rencontré autrefois, alors qu'il traversait la France occupée pour prendre le dernier bateau en partance de Marseille vers New-York et la liberté.

Ce n'est qu'en fin de parcours que la véritable identité de James B. Portulan, éminent homme d'Etat, nous sera révélée... Incertaine, incertaine frontière entre l'innocence et la culpabilité. Ce texte,

parsemé d'embûches et de jeux de miroirs – où le double et son modèle se confondent très souvent – se lit comme un véritable thriller. Il nous prouve, s'il en est besoin, combien un sujet inédit, porté par une intrigue bico menée et servi par un regard pénétrant, peut contribuer au succès de la tentative romanesque, même lorsque sont abordés les plus graves sujets.

Edgar Reichmann

Monologue de Poupette
vendeuse aux Galeries LafayetteMADEMOISELLE,
S'IL VOUS PLAIT !
de Claude Sarraute.

Flammarion, 187 p., 89 F.

Notre collaboratrice Claude Sarraute vient de publier un nouveau roman. Nous avons demandé à Christiane Collange, journaliste et écrivain, d'en rendre compte.

— Mademoiselle, s'il vous plaît, vous avez le dernier livre de Claude Sarraute ?

— Là-bas, Mademoiselle, sur le comptoir « Nouveautés ».

— Vous l'avez lu ? Qu'est-ce que vous en pensez ?

Ce qu'elles peuvent m'énervier au moment des vacances ! Pour ne pas bronzer idiotas, elles cherchent désespérément des bouquins à lire ou s'ennuient comme elles jettent un œil trop distrait sur les critiques des journaux – NDLR : à se demander ce que, moi, C. C. je fais ici ! – elles veulent qu'on leur donne des conseils ! C'est quand même pas notre boulot à nous les vendeuses de grands magasins de faire la pub d'une nana sous prétexte qu'elle nous a choisies comme héroïnes de son dernier roman !

Note bien, ce livre-là on pourrait vraiment leur fourguer dans leur velours... Elles nous revendraient peut-être plus facilement à l'autonne... Faut dire qu'elle les a pas loupées la Sarraute... elle leur balance leurs quat' vérités à toutes ces mijaurées qui nous prennent pour des robots vendeurs. Tiens, par exemple, pourquoi on nous appelle toujours « Mademoiselle », même quand on a des vraies à force de rester debout derrière nos comptoirs et dans les trains

de banlieue ?... « La banlieue, passé 9 heures du soir, c'est loin, c'est long, c'est noir, c'est dangereux » (1). Tu crois qu'elles pourraient pas nous donner du Mademoiselle quand on a l'âge d'être leur mère !... Pendant les premières pages du bouquin, j'étais un peu coïlée, j'ai cru qu'elle nous charlait, moi et mes collègues des Galeries – parait qu'elle y a passé trois mois aux Farfouillettes pour nous entomologiser... En fait, elle parle mal embouché – plutôt comme les jeunes nenes des beaux quartiers que comme les travailleuses griennettes – mais elle a un cœur gros comme ça. T'es qu'à l'écouter aux « Grosses têtes » ou le lire en haut et à droite pour savoir qu'elle dérisse plutôt à gauche.

« D'autres chats
à frotter... »

Elle se moque des bonnes femmes «... les effluves de réfection où nous plonge le choix d'un porte-jerretelles, d'une broche, d'une paire de godasses ou de boucles d'oreilles. Si nous consacrons le tiers du quart de ce formidable effort intellectuel à trouver E = MC², à signer un bail de sept ans à l'Elysée ou à faire PDG à la BNP, on y arriverait sans problème, mais bon, on a d'autres chats à frotter... », mais même quand elle nous balance des vannes on sent qu'elle nous aime bien. Elle a vachement pigé que le boulot c'est éreintant mais gratifiant, chiant mais moins que de rester enfermée toute seule dans son pavillon, devant « La roue de la fortune », quand les enfants n'en ont plus grand-chose à cirer d'une vieille maman ménopausée. Les enfants, elle les essaime féroces... tu te crois

une mère martyre, en deux phrases elle t'explique que tous les grands mômes sont des assassins de cœur... « quand les enfants se séparent, le fils garde les parents et le fils les voit de temps en temps... C'est pas possible un parent. On peut pas le mettre à la poubelle après s'en être servi... »

Ca s'écrit facile, comme ça, à vu de nez, se fapon d'écrire, à la Sarraute, avec ses phrases courtes qui ne s'embarrassent pas de syntaxe, mais ma copine écrivain m'a dit qu'en fait c'est la galère. Pour supprimer tous les qui, les que, et les adjectifs inutiles, il faut bosser comme une malade. Bosser, elle doit savoir, cette nana... quand tu penses qu'elle a fait trois mois vendeuse tout en chroniquant chaque jour dans son carnet ! Faut l'faire... chapeau !

— Mademoiselle, s'il vous plaît, justement... le rayon « Chepeux » ?

« Les voilà qui se bousculent... pas pour acheter, pour rigoler... elles se plantent tout ce qui leur tombe sous le main sur la tête, elles se contemplant et elles se gondolent... »

— Mademoiselle, a-t-il vous plaît, je voudrais voir cette capeline... Non, l'autre là, genre corbelle de fruita. Mademoiselle, e-t-il vous plaît, ce feutre, vous l'avez pas en tulle, en bleu ciel et en plus petit ? Mademoiselle, s'il vous plaît... » (2).

Signé : Poupette

P.C.C. : Christiane Collange.

(1) Les citations en italique sont de Claude Sarraute.

(2) Si la scène du rayon « Chepeux » ne vous fait pas rire, c'est que vous n'avez jamais mis les pieds dans un grand magasin... ou peut-être que vous êtes un mec !

GUILLAUME DE BELLEVILLE
ET RICHARD POISSON

HOTEL PALESTINE

Un passionnant roman de politique-fiction, nourri d'aventures et de dossiers secrets, dévoilant l'autre face des événements qui ont conduit à la guerre du Golfe. Richard Poisson est journaliste indépendant, Guillaume de Belleville est le pseudonyme de l'un des meilleurs experts français du Proche-Orient.

« Une guerre du Golfe plus vraie que nature !
A lire absolument ! »
Le Quotidien de Paris

LA DÉCOUVERTE

مكتبة الشرق

Le Monde



LECTURES EN VACANCES

Une sélection de 80 livres

Pourquoi y aurait-il des « livres d'été » alors qu'il y a tant de vrais livres, en toutes saisons, qui ne sont pas lus ? Parmi les titres dont nous avons rendu compte depuis le 1^{er} janvier, en voici quatre-vingts pour vous aider dans vos choix. Outre cette sélection, nous consacrons un ensemble de notes à des éditions de poche, rééditions de classiques ou d'œuvres plus récentes. L'attention hebdomadaire prêtée aux parutions nouvelles nous contraint fréquemment à réduire la place consacrée à cette activité des éditeurs. Au moment du Salon du livre de Paris, nous avons réalisé un supplément spécial consacré au livre de poche. D'autres titres seront réunis, dans le même esprit, dans un de nos prochains suppléments.

ARTS

HARTUNG
de Pierre Daix.

Par l'un des meilleurs historiens de l'art actuel, une monographie monumentale. Nette et sobre, elle analyse l'œuvre de l'un des fondateurs de l'expressionnisme abstrait européen (Ed. Bordes/Daniel Ger- vis, 410 p., 469 ill., 900 F).

LE RETOUR DE ROOIN
de Léo Steinberg.

Vivement, sèchement, Steinberg met en pièces les idées reçues sur (et contre) Rodin et rend au sculpteur son vrai rang : le premier. Cet essai novateur avait paru aux États-Unis en 1963 et demeure inédit en France. Traduit de l'anglais par Michèle Tran Van Khal (Macula, 98 p., 99 ill., 150 F).

OUCHAMP OADA
de Michael Gibson.

Sur un sujet que l'on croyait usé, une étude aux aperçus singuliers et paradoxaux. Elle rend à Duchamp et à sa pensée la complexité que leurs héritiers ont méconnue ou point de les trahir (NEF Casterman, 264 p., 328 ill., 600 F jusqu'au 30 juin, 750 F ensuite).

VERS LE RETOUR
A L'ORORE

L'avant-garde parisienne et la première guerre mondiale 1914-1925
de Kenneth E. Silver.
On dira plus tard « le » Silver pour désigner ce gros livre remarquable, la première et très savante analyse d'un phénomène majeur de ce siècle, le renouveau et la mort lente d'une avant-garde détruite par le

doute et vaincue par la guerre. Traduit de l'anglais par Dennis Collins (Flammarion, 392 p., 251 ill., 320 F).

L'ART TOTALITAIRE
Union soviétique, III^e Reich, Italie fasciste, Chine d'Igor Golomstock.

Où comment les tyrannies du vingtième siècle frent servir l'art à leur propagande après avoir liquidé les avant-gardistes qui avaient confondu révolution politique et révolution esthétique. Une lecture accablante et nécessaire. Traduit de l'anglais par Michèle Lévy-Bram (Editions Carré, 348 p., 340 ill., 295 F).

ÉCRITS INTIMES

ANDRÉ BRETON
A-T-IL DIT PASSE ?
de Charles Dits.

« Soyez à l'excès Charles Dits et nul autre », lui écrivait André Breton en 1943. L'auteur, disparu début avril, restait l'ami qui le lia au poète exilé comme lui à New-York pendant l'Occupation (Maurice Nadeau, 261 p., 90 F).

CARNETS 1916-1918
de Théodore Frankel.

Jacques Vaché l'appelait « le peuple polonais » et Aragon l'avait surnommé « Monsieur Me conscience ». Les carnets que Théodore Frankel (1916-1918) tint durant la première guerre mondiale nous révèlent un homme rongé par la mélancolie (Ed. des Cendres, 153 p., 130 F).

VOYAGES AVEC MA PIPE
de Léon Werth.

Un écrivain à redécouvrir. Léon Werth, qui naquit en 1878 et fut l'ami de Valéry Larbaud et Saint-Exupéry, élabora la magie et l'humour. Il avait une manière inimitable de s'émouvoir à Suresnes, à Robinson ou à Charenton (Ed. Viviane Hamy, 220 p., 109 F).

LITTÉRATURE FRANÇAISE

LES YEUX BAISSÉS
de Tahar Ben Jelloun.

La libération intérieure d'une petite fille issue d'une famille traditionnelle pauvre du Maroc. Son contact avec le monde extérieur et sa lente conquête d'elle-même. Sensible, simple et magique (Le Seuil, 300 p., 99 F).

ESPERLUETTE
ET COMPAGNIE
de Jean-Noël Blanc.

A travers l'histoire tendre d'un grand-père et de son petit-fils, un drôle de voyage au pays des mots disparus. Jean-Noël Blanc poursuit son exploration de morceaux d'existence et affine sa technique de romans par nouvelles (Seghers, coll. « Mots », 230 p., 110 F).

HUIT PETITES ÉTUDES
SUR LE DESIR DE VOIR
de Patrick Drevet.

Un romancier minutieux et analytique révèle, dans de brefs essais, la cohérence de son univers imaginaire : le geste d'un artisan, la solitude d'un lecteur, le mystère de la contemplation amoureuse, la fascination du grand écran satisfont tous un « désir de voir » décrit avec une simplicité et une clarté exemplaires (Gallimard, coll. « Le Chemin », 119 p., 85 F).

SOLEIL
DANS UNE PIÈCE VIDE
de Claude Esteban.

A partir de quelques œuvres du peintre américain Edward Hopper, Claude Esteban, laissant libre cours à son imagination, accorde eux

figures des tableaux un passé et une histoire (Flammarion, 204 p., 99 F). Ce livre vient d'obtenir le prix France-Culture.

L'ÉCOLE DU SUD
de Dominique Fernandez.

Où nous mène notre généalogie ? Dominique Fernandez trace, à travers ses parents, deux portraits contrastés de la Sicile et de l'Auvergne (Grasset, 483 p., 128 F).

LE TEMPS DES CERISES
de Dan Franck et Jean Vautrin.

Des complots de la Ceguile aux premiers combats de la guerre d'Espagne en passant par le printemps du Front populaire, le second volume des aventures de Boro, l'intrépide reporter photographique, est un régal pour tous les amateurs de romans-feuilleton historique (Payot, 572 p., 135 F).

LE PROTOCOLE
COMPASSIONNEL
d'Hervé Guibert.

Après le grand succès public de *A l'ami qui ne m'a pas sauvé la vie*, la suite des aventures tragiques, comiques, lucides, franches et jamais épitoyées de Guibert et son sida. Une expérience d'écriture magistrale et sans précédent (Gallimard, 228 p., 88 F).

LUO ET COMPAGNIE
de Patrick Lapeyre.

Pour ce troisième roman, Patrick Lapeyre nous présente une histoire d'enfants ingénus et espérances. Catherine, Ludo et Samy, en marge du monde féroce des adultes, regardent le vie « per trapèze » (POL, 201 p., 89 F).

INDEX
de Camille Laurens.

Claire Desprez, une jeune femme de trente ans, achète un roman dans une gers et y découvre le récit de sa propre vie, jusqu'au plus profond de son intimité (POL, 256 p., 98 F).

ONITSHA
de J.-M.-G. Le Clézio.

La découverte de l'Afrique et de ses sortilèges par un jeune garçon. Une méditation lumineuse sur les jeux de la nature et de la civilisation. Un *Le Clézio* dans la lignée de *Désert* (Gallimard, 254 p., 95 F).

LA VOLTE DES VERTUGADINS
de Robert Merle.

Un nouvel épisode de « Fortune de France », à la cour du bon roi Henri. Intrigues d'alcôves et bedinages sur le fond desquels se joue une partie capitale pour l'avenir de la monarchie et du pays lui-même. On sent très vite que les intérêts en jeu, en dépit d'apparences fustées, sont beaucoup trop considérables pour que le *Merle* ne soit pas, à son honneur, au rendez-vous (De Fallois, 508 p., 148 F).

FLEURS DE RUINE
de Patrick Modiano.

Avec Modiano, c'est toujours la

même chose et ce n'est jamais pareil. Il nous parle de Paris, de l'Occupation, une voiture elle-même file sur un quel, une odeur tendre monte du Jardin des plantes et nous sommes piégés, une fois de plus, par ce musicien parfait. Modiano, c'est comme les compacts, ça ne se raye pas, ça ne se démonte pas non plus (Seuil, 142 p., 72 F).

VOUS ÊTES TOUTE SEULE ?
de Claude Pujade-Renaud.

Les onze nouvelles de Claude Pujade-Renaud expriment à la perfection le lent travail de sagesse du temps. L'auteur creuse les solitudes de ses personnages comme s'il lui fallait en extraire une tumeur maligne (Actes Sud, 170 p., 85 F).

LES MARAIS
de Dominique Rolin.

La réédition du premier livre exceptionnel d'un romancier qui a choisi définitivement la vie intérieure contre la banalité quotidienne. Ludger, prénom dicté par un rêve, devient une héroïne inoubliable dans le heine de la famille, de l'embourgeoisement, du train-train. La première pierre d'un des édifices littéraires les plus originaux de ce siècle (Gallimard, 204 p., 85 F).

LA FÊTE À VENISE
de Philippe Sollers.

Un grand roman d'aventures picturales, financières et linguistiques (et sexuelles, ça va de soi) per notre meilleur jongleur d'images et de mots, manipulateur de concepts et de médias. Un festival d'intelligente érudition et une déclaration

d'amour à Venise, ville heureuse (Gallimard, 240 p., 85 F). On peut y ajouter *Improvisations*, un court recueil d'essais et d'entretiens, paru directement en poche (« Folio-essais » n° 165, Gallimard) et le précédent roman de Sollers — qui vient de ressortir en poche, — *Le Lys d'or*, où il poursuit sa réflexion sur l'empire et l'Occident (« Folio » Gallimard n° 2279).

PHILOSOPHIE

TOUT, NON, PEUT-ÊTRE
Education et vérité
de Henri Atlan.

Les sciences ont sapé les fondements traditionnels de l'éthique. Si l'on refuse le retour aux dogmatismes religieux, comment forger, dans le dialogue et la controverse, des normes rationnelles pour nos conduites ? Réflexions d'un biologiste devenu philosophe (Le Seuil, coll. « La librairie du XX^e siècle », 350 p., 140 F).

ORIENTATION
PHILOSOPHIQUE
de Marcel Conche.

En marge des modes, un philosophe authentique élabore une aegesse tragique. Elle traverse le désespoir pour retrouver, au fil de méditations claires et décapantes, la saveur libre de la vie (PUF, coll. « Perspectives critiques », 292 p., 195 F).

Suite page 22 ►

LUIGI NATOLI

LA MORT A MESSINE

(Histoire des Beati Paoli t.2)

La suite du BÂTARD DE PALERME

Après Manzoni, De Roberto, Elsa Morante et Umberto Eco, voici, enfin traduit, le cinquième monument historique de la littérature italienne contemporaine.

Le Monde

Voici la Sicile des sociétés secrètes... Ajoutez-y de somptueux paysages, des amours ultraromantiques et des répliques pétaradantes. Vous aurez mauvaise grâce à ne pas vous sentir en vacances.

Lire

478 pages - 120 F.

Editions Métailié Diff. CDE-SODIS

Presses de la Fondation Nationale
des Sciences Politiques

PRIX DE
RECHERCHE 1991
DE L'ASSEMBLÉE
NATIONALE



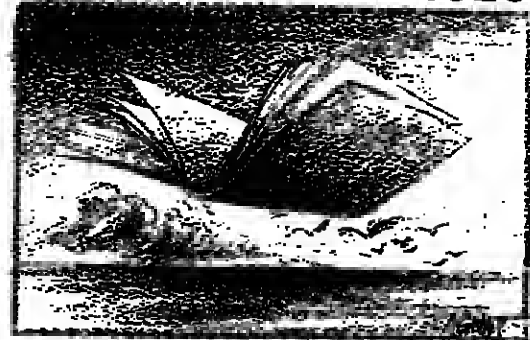
Claire Andrieu
La banque sous l'Occupation
Paradoxes de l'histoire d'une profession
334 p. 258 F

27, RUE SAINT-GUILLAUME, PARIS 7^e - TEL. : 45.49.50.21

80 livres

LIVRES EN VACANCES

L'été



en poche

Le Vietnam de John Paul Vann

Ancien journaliste au *New York Times*, Neil Sheehan a consacré seize ans de sa vie, comme une longue psychanalyse, à écrire et récrire *L'Innocence perdue*. Il est de ces intellectuels américains que la guerre du Vietnam a tant marqués qu'ils n'en auront jamais fini de l'ausculter. Cette longue maturation et un entêtement tout professionnel à comprendre font probablement de son livre le témoignage le plus pertinent publié jusqu'ici sur l'engagement américain au Vietnam.

L'Innocence perdue retrace l'histoire de John Paul Vann, l'un des premiers « conseillers » américains à avoir débarqué à Saigon, en toute innocence. Ces croisés de l'Occident ne doutaient pas d'avoir à défendre une nouvelle fois dans le delta du Mékong les valeurs du monde libre pour lesquelles ils s'étaient déjà battus en Corée ou sur les plages de Normandie.

Esprit paradoxal et tourmenté, Vann fut rapidement dessillé par ce qu'il voyait. Colombe quand tous étaient faucons, il se fit faucon lorsqu'il se vit entourer de faucons. La complexité du personnage et sa mort accidentelle en hélicoptère alors qu'il venait d'être promu au rang de général ajoutent à la densité de ce livre qui se lit comme un roman, celui d'une Amérique qui, pour la première fois de son histoire, en vient à douter d'elle-même.

Crédité en 1988 du National Book Award, puis, l'année suivante, d'un prix Pulitzer, best-seller aux États-Unis, *L'Innocence perdue* s'est déjà vendue en France à soixante-dix mille exemplaires dans une version quelque peu allégée, la même qui paraît aujourd'hui en « poche ».

B. L. G.
► *L'Innocence perdue*, un Américain au Vietnam, de Neil Sheehan, traduit de l'anglais (États-Unis) par Roland Mèhl et Denis Benaich, La Seuil, « Points Actuel », 958 p., 52 F.

Les Arabes au berceau

Sans diffuser la force mystérieuse émanant des *Arabes des marais*, autre ouvrage de Wilfred Thesiger (Terre humaine, Plo) portant, lui, sur le Sud irakien, le *Désert des déserts* demeure l'un des deux ou trois grands documents sur le berceau des Arabes, la péninsule Arabique, et plus précisément le *Robet-Khali*, ce « quart vide » qui touche la Stoudie, le Yémen et l'Oman.

Il y a une quarantaine d'années que ce fils spirituel de Lawrence d'Arabie et de Richard Burton – comparable seulement en France à

La « gloire » de Silvina Ocampo

par Hector Bionciotti

FAITS DIVERS DE LA TERRE ET DU CIEL

de Silvina Ocampo.
Traduit de l'espagnol (Argentine) par Françoise Rosset.
Gallimard, « L'étrangère », 352 p., 57 F.

Il n'en est fallu de peu que l'Argentine Silvina Ocampo ne soit un écrivain français. Arrivée en France à l'âge de quatre ans, elle a passé son enfance et une bonne partie de sa jeunesse à Paris où, d'abord, elle apprenait la peinture sous le regard métaphysique de Chirico et celui, pour ainsi dire « volumétrique », de Léger.

Par la suite, elle a écrit en français, c'est quand même à l'espagnol qu'elle se rallia, par amour des plaines de son pays natal, avec ses bandes incessantes d'oiseaux et ses chevaux en liberté, qu'elle a tant célébrés dans sa poésie.

Ainsi, vers les années 40, commença-t-elle à faire alterner poèmes et nouvelles, devenant vite l'une des figures de proue de l'école de Buenos-Aires. Là, entre le génie insouciant de Borges et l'intelligence éprise de fictions ourdies à la manière de théorèmes qui caractérise Bioy Casares, Silvina Ocampo apparaît comme une sorte

d'Alice qui, ayant délaissé les sortilèges du Roi Rouge et du miroir, rappela à ses amis – voués eux-mêmes à l'érudition et s'amusant à compliquer les labyrinthes du fantastique – l'étrangeté et le mystère du quotidien.

La réalité qu'elle décrit ignore, certes, les frontières et, en sa compagnie, l'univers le plus terrifiant risque, à tout instant, de basculer dans le merveilleux. Mais les phénomènes à première vue inexplicables que l'on trouve dans son œuvre, le lecteur peut toujours

les ramener à l'ordre de la nature. Car Silvina Ocampo a toujours entretenu en elle un certain esprit d'enfance et, très paradoxalement, son regard de aybille est demeuré innocent, enjoué, voire malicieux. D'où, chez elle, ce mélange d'ironie et de nonsense, de rire sous cape pour alléger les tourments d'amour et de jalousie, ce qui met un bémol aux grandes effusions. Et on n'oubliera pas, non plus, le terrible candeur dont elle use pour interroger le monde.

Ici, une adolescente qui ignore

son passé se souvient de son futur ; et là, une fillette consigne dans son journal l'affroyable avenir qui attend sa gouvernante. Un homme qui dort rêve-t-il qu'il commet un meurtre ? C'est son frère jumeau qui est en train de l'accomplir. Tandis que dans ce chef-d'œuvre qui ouvre le recueil, *L'imposteur* – court roman où l'amateur d'affinités trouvera peut-être un écho de *L'Étranger* sur la terre, de Julian Green, – un jeune homme halluciné murt dans un duel au couteau avec son double...

Si la gloire est la somme des malentendus se créant autour d'un nom, elle n'a pas, dans la littérature argentine, de victime plus exemplaire que Silvina Ocampo, du fait même que dira « Ocampo », c'est nommer la grande Victoire, sa sœur, la fondatrice, en 1931, de *Sur*, la revue qui, pendant quarante ans, influença le domaine hispanique tout entier.

Or, des deux sœurs, c'est Silvina l'écrivain. C'est elle la poète admirable et – comme le prouve cette vaste anthologie que le public français s'est vu proposer en 1974 – l'un des plus remarquables auteurs de nouvelles d'un continent qui abonda en illustrateurs de ce genre le plus ancien de la littérature, et qui les traverse toutes, quand il ne se trouve pas à leur origine même.



Silvina Ocampo : esprit d'enfance.

Thesiger, né en 1910 à Addis-Abeba, ancien élève d'Eton et d'Oxford, serviteur fidèle quoique originaire de Sa Majesté britannique au Soudan, en Abyssinie, en Syrie, au Kurdistan, en Irak, au Pakistan, au Maroc et en Afrique noire, demeure le plus célèbre « explorateur » occidental vivant. Domage que le *Désert des déserts* n'ait pas toujours été bien servi par une traduction qui n'a pas l'air de savoir, par exemple, que *Bin* (fils) se dit *Ben* en français.

J.-P. P.-H.
► *Le Désert des déserts*, de Wilfred Thesiger, traduit de l'anglais par Michèle Bouchet-Fornier, Presses pocket, « Terre humaine poche », n° 3028, 415 p., 50 F.

Laxness, héros d'Islande

Les valeureux lecteurs qui ouvriront ce fort volume reproduit en caractères minuscules ou regretteront pas de fatiguer un peu leurs yeux pour l'un des joyaux de la littérature contemporaine. Lorsque Laxness publia cette œuvre de maturité, entre 1943 et 1946 (il avait alors un peu plus de quarante ans et venait de se rendre célèbre avec son cycle de la *Lumière du monde* (1)), la trilogie de la *Cloche d'Islande* apparut comme le nouveau poème épique national, le livre-symbole des résistances que ce petit pays, saisi entre volcans et glaciers, a dû opposer sept siècles durant aux envahisseurs successifs jusqu'au jour de son indépendance définitive, le 17 juin 1944.

La *Cloche d'Islande* est, en effet, le récit de l'un des ultimes épisodes, au dix-huitième siècle, de cette « longue nuit islandaise » alors dominée par le Danemark, bouleversée par les famines, les épidémies et toutes les catastrophes naturelles imaginables. Les trois héros qui traversent cette épopée magnifiquement incarnent chacun un aspect de leur nation : l'acharnement à vivre, avec Jon Hreggvidsson, paysan paillard et truculent, tendre et enlété, capable du pire et du meilleur ; la conscience naturellement poétique, la mémoire raffinée, avec l'érudit Arnas Arnason, collectionneur du plus prestigieux patrimoine de manuscrits médiévaux ; enfin, la beauté et la grâce de l'esprit avec « la vierge claire » Snaefrid. Au-delà des péripéties historiques, *La Cloche*

d'Islande est une ode à la liberté, comptueuse et émouvante ; l'apologie d'une civilisation lettrée, et, de ce fait, immortelle : un recueil de merveilles, sur le mode picaresque, humoristique, lyrique, baroque et poétique ; bref, une prodigieuse fête littéraire.

Val C.

(1) Trilogie traduite de l'islandais par Régis Boyer (Aubier, 1989). Du prix Nobel de littérature 1955, on pourra également lire le magique *Paradis retrouvé*, traduit de l'anglais par René Hillier (Gallimard, coll. « L'imaginaire », n° 336).

► *La Cloche d'Islande*, de Halldor Kiljan Laxness, traduit de l'islandais et préfacé par Régis Boyer, « GF-Flammarion », 510 p., 45 F.

L'implacable Miss Pym

Minutieuse et impitoyable, Barbara Pym observe les relations entre les hommes et les femmes : deux univers bien distincts, deux catégories d'individus qui estiment qu'il leur est « normal » d'être ensemble alors que seuls de subtils « passeurs » peuvent trouver le véritable lien entre les deux sexes. Dans les nouvelles qui paraissent en poche sous le titre *Lorsqu'un matin d'orage*, les héroïnes de Miss Pym sont là, comme de coutume, avec leur envie de forcer le destin, de braver toutes les désillusions.

Les hommes aussi, avec leur manière de se laisser enfermer par les femmes tout en prétendant fuir, avec l'incroyable lâcheté qui leur sert d'ultime rempart, leur faculté d'oubli aussi. Seuls Anthea et Simon, dans *Lorsqu'un matin d'orage*, le texte qui donne son titre au recueil, échappent à ces stéréotypes, dans la passion de leur jeunesse, leur impatience à découvrir la vie.

Comme toujours, on se délectera de l'implacable – et impeccable – cruauté de Barbara Pym, et l'on sera ému par le début du livre, *Passez sa voix*, comme toujours quand un écrivain s'interroge sur son art. « Il me semble avoir réussi à poser ma voix, conclut Barbara Pym. Est-ce une voix intéressante ? C'est aux autres de le dire. »

Jo. S.
► *Lorsqu'un matin d'orage*, de Barbara Pym, traduit de l'anglais par François Dupuisgruet-Desroussilles, Rivegros/poche n° 47, 152 p., 45 F.

► De Barbara Pym, à aussi paru en Rivegros/poche (n° 35) *Secrets très secrets* (avec le volume qui sort aujourd'hui, on a ainsi l'intégralité du recueil paru en 1990 aux éditions Salvy sous le titre *Dans un salon d'Osford*). Plusieurs autres Barbara Pym sont disponibles en « poche », notamment *Adam et Cassandre* (Rivegros/poche n° 15) et, en 1991, *Un brin de verdure* (n° 2052). *La douce colonne est morte* (n° 2051), *Quintor d'automne* (n° 2114) et *Une demoiselle comme il faut* (n° 2169).

Borgese ressuscité

Jouant sur une homonymie qui porta tout au destin international de Sicilien au profit de l'Argentin, Sciascia plaçait Borgese « au premier rang des écrivains injustement relégués à l'existence ».

Né en 1882, mort en 1952, ce farouche antifasciste qui dut prendre en exil la nationalité américaine produisit une œuvre dont peu à peu on mesure l'ampleur. « Si l'on devait

rechercher, écrivait Emilio Cecchi, combien d'idées critiques sur des auteurs de chez nous et d'ailleurs sont en circulation, que Borgese fut le premier à énoncer, il y aurait du travail à faire, et profitable. »

L'auteur de *Rube*, où beaucoup virent un « Julien Sorel italien » (ce roman traduit partiellement chez Plon en 1928 est annoncé chez Hatier dans une nouvelle traduction intégrale), fut aussi un admirable nouvelliste, comme le prouvent ces *Belles redécouvertes* par Desjonquères en 1985 et reprises ici dans la toute récente collection « L'étrangère ». « J'ai vécu pour être libre et pur et je me suis convaincu que tout sentiment est passion et que le reste ne compte pas. »

Parmi ces dix-huit portraits de femmes, lire en priorité le *Secrétaire*, admirable évocation d'une mère.

R. de C.

► *Les Belles*, de Giuseppe Antonio Borgese, traduit de l'italien par Jean-Noël Schifano, Francis Derbousse et Jean-Marie Laclevevine, Gallimard, « L'étrangère », 204 p., 48 F.

Ce diable de Boris Schreiber

Né à Berlin, en 1924, dans une famille juive russe, jadis sauté, qui avait fui les soubresauts de la révolution d'octobre 1917, Boris Schreiber fut un surdoué de l'exil. À l'âge de six ans, il avait déjà traversé l'Allemagne, la Pologne, la France et la Belgique. *Le Lait de la nuit*, qui ressort en « poche », n'appartient à aucun genre littéraire précis. Schreiber y relate les mésaventures du petit « Borinka », mais là où maints écrivains flatteraient les glands lacrymaux de leurs lecteurs, l'auteur préfère exercer un humour noir ravageur aux dépens de lui-même. Marxiste tendance Groucho sans le savoir, Boris Schreiber est un vieux gaminement égaré dans le milieu littéraire ; sans doute est-ce pour cela qu'il fusille avec allégresse, dans son livre, critiques et éditeurs.

Boris Schreiber change de visage à chaque roman. Une manière, peut-être, de décliner les avances du temps ou de fuir ceux qui auraient l'outrecuidance de prétendre avoir compris le sens de ses sautes périlleuses au-dessus de la langue française, la seule terre d'asile qu'il ait jamais épousée. *Le Tournesol déchiré*, qui paraîtra en septembre chez François Bourin, sera, à n'en pas douter, l'un des événements de la rentrée littéraire. Que nous réserve encore ce diable de Boris Schreiber ?

P. Dra.

► *Le Lait de la nuit* de Boris Schreiber, Gallimard, « Folio », 249 p.

"Un des grands romans de l'année 1991...
Il est digne, dès à présent, de figurer dans une anthologie du roman français contemporain."

Joël Schmidt / Réforme

Jean Pierre Vivet

La maison à travers la grille



ROBERT LAFFONT

PRIX VALÉRY LARBAUD

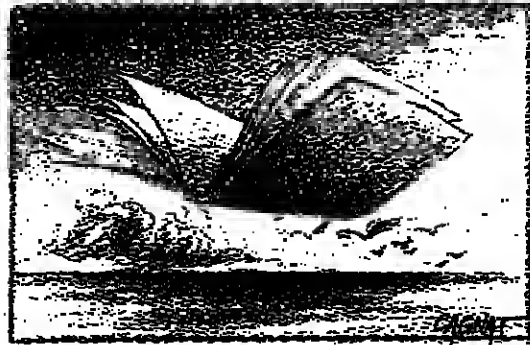


Collection Fiction & Cie dirigée par Denis Roche, 89 F.

Editions du Seuil

LIVRES EN VACANCES

L'été



en poche

La cuisine de Pepe Carvalho

Manuel Vazquez Montalban a été l'un des plus grands écrivains de la jeune littérature espagnole à être connu et traduit en France. Très vite, son détective, Pepe Carvalho, tendre et cynique, romantique et désabusé, fin gourmet et enquêteur subtil et nonchalant, est devenu une figure inéffable de la littérature policière. Et de la littérature tout court. Car chez Montalban, l'investigation policière n'est jamais qu'un prétexte. Le texte, c'est une réflexion en action sur le monde comme il va, sur l'effondrement des certitudes intellectuelles, sur la crise des valeurs morales, sur les nouveaux mensonges qui apparaissent après la destruction des mensonges anciens et qui n'en sont que plus pervers.

En Espagne, bien sûr, après la mort de Franco et la découverte de la démocratie, mais aussi ailleurs, qu'on y parle de socialisme ou de libéralisme. Les *Oiseaux de Bangkok*, roman satirique, amer, brutal et drôlement désespéré, joue sur le double registre d'une enquête à Barcelone et d'une enquête en Thaïlande menées par un Carvalho plus que jamais désireux de donner un sens à l'absurde et au désordre qu'il découvre et plus que jamais accablé par l'impossibilité d'y parvenir. La seule chose qui ne ment pas aujourd'hui, c'est la saveur de la cuisine.

P. L.
► Les Oiseaux de Bangkok, de Manuel Vazquez Montalban, traduit de l'espagnol par Michèle Gazier, « 10/18 » n° 2163, 368 p., 40 F.

► De M. V. Montalban, viennent également de paraître : au Seuil, un recueil de nouvelles, *Le cœur des abattoirs* (traduit de l'espagnol par Catherine Derrière, 196 p., 37 F.) chez Bourgois, *Hier je* (traduit de l'espagnol par Claude Gilet, 294 p., 120 F.).

Les bonheurs de La Rochefoucauld

La Rochefoucauld s'attira l'hostilité d'une partie de ses contemporains. Ils accusèrent le moraliste de tout dénigrer, ou plutôt de « tout voir jaune » parce qu'il avait lui-même « la jaunisse ». Les gens n'aiment pas que l'on ébrèche leurs illusions. Pourtant, La Rochefoucauld a inventé l'une des plus belles proses françaises. Né en 1613, cet aristocrate frondeur consacra sa jeunesse à la guerre, à l'amour et à l'intrigue. Ensuite, il s'occupa de dévisager l'espèce humaine et de la dépeindre.

Très soignée, cette nouvelle édition des *Maximes* comporte des extraits de la correspondance qu'elles provoquèrent au dix-septième siècle. On y voit que la sentence était un jeu de société fort à la mode. Maître du genre, La Rochefoucauld trouvait un remède à son amertume dans « le bonheur des formules ».

F. B.
► *Maximes*, de La Rochefoucauld, introduction et notes de Jean Rohou, « Le Livre de poche », 382 p., 33 F.

Le corps de René Crevel

René Crevel était déjà assailli par la tuberculose lorsqu'il commença, en 1925, à l'âge de vingt-cinq ans, la rédaction d'un roman dans lequel un jeune homme, réfugié dans une chambre d'hôtel, entreprend l'autopsie de sa solitude. « Seul » est d'ailleurs le mot qui revient le plus souvent dans cette confession.

Le narrateur emprunte bien de ses traits à l'auteur. Comme lui, il cherche dans le plaisir de la chair une issue de secours, mais le corps se cabre. La mémoire, quant à elle, joue son rôle de chien de garde de la raison. Et la porte de la prison se referme derrière celui qui croyait pouvoir enfreindre les interdits ou sortir de ses limites. Peut-on divorcer de soi-même autrement que par le suicide ? Crevel ne répond pas à cette question. La pose-t-il seulement ? Pourtant,

elle est là, obsédante, comme dans toute son œuvre. « L'aube porte à l'annihilation », écrivait-il. Encore faut-il atteindre le point du jour en un combat chaque nuit plus difficile.

Transparences, roman d'une nuit solitaire fut refusé par Jean Paulhan à la NRF. Philippe Soupault, alors directeur de collection chez Kra, accepta le manuscrit mais suggéra à l'auteur de changer le titre en *Mon corps et moi*. « Mon corps et moi ? Pourquoi pas ? » lui répondit Crevel. Voilà un titre qui me fera bien rigoler quand, à cinquante ans, mon corps aura augmenté et sans doute pas une personnalité. Le temps d'une rencontre avec un ami, il avait oublié que, dans sa famille, on se suicidait beaucoup !

P. Dra.
► *Mon corps et moi*, de René Crevel, Livre de poche, « Biblio » n° 3154, 249 p., 40 F.

► Signalons également, en Livre de Poche « Biblio », la parution de deux ouvrages d'André Breton. *Position poétique du surréalisme* (« Biblio essais » n° 4134), qui, en 1935, représentait une manière de complément aux *Manifestes surréalistes*, et *Le Chien de chambre* (« Biblio essais » n° 4135), ensemble de textes écrits entre 1936 et 1952, dans les célèbres *Flammes* (contre la Chasse spirituelle, au Fay (Rimbaud)) et *Lettre ouverte à Paul Eluard* sur les procès stalinien à Prague en 1950.

Le rire onirique de Goyen

Grâce à la ferveur de son dernier traducteur, Patrice Repussieu, qui alla le voir en 1975 à New York, retrouva des textes que l'on croyait perdus et correspondit longtemps avec lui. William Goyen, mort en 1933, est largement connu en France. Après *La Maison d'Isabelle* et *Précieux port* (tous deux repris dans « L'imaginaire »), *Arcaïco* (en « Folio ») et deux inédits, *Une forme sur la ville* et *Le Grand Répétiteur* (chez Rivages), voici, dans « Les cahiers rouges », *Sarannah*, étonnant roman symbolique et parodique datant de 1963 et aussitôt traduit en français.

Comme le signale le remarquable « Cahier William Goyen », coordonné par P. Repussieu au Castor astral, et comportant des récits, des articles, des lettres et un entretien inédits (308 p., 150 F., 52, rue des Gilles, 93500 Pantin), l'œuvre de cet écrivain du Sud devait s'orienter vers un mysti-

cisme lyrique et flamboyant dont *Sarannah* est le contrepoint sinon comique du moins ironique. L'univers contradictoire de ce roman-cir halluciné s'incarne ici en deux sœurs, une chanteuse de cabaret et une exaltée appartenant à une secte, la seconde convertissant la première...

R. de C.
► *Sarannah*, de William Goyen, traduit de l'anglais (États-Unis) par Henri Morisset, préface par Yves Berger, Grasset, coll. « Les cahiers rouges » n° 142, 190 p., 44 F.

Matière grise, matière grasse ?

Voici un livre de diététique assez joyeux. Jean-Marie Bourne, neurobiologiste, a, en effet, eu l'idée d'orienter certaines de ses recherches dans un sens inédit : s'il est vrai que l'homme ne vit pas seulement de pain, il est non

tematiser, sur des bases scientifiques, les relations du fonctionnement cérébral et du régime alimentaire. Le problème, c'est qu'une fois encore le cerveau et le reste du corps ne sont pas d'accord. Ce qui est bon pour l'un ne l'est que rarement pour l'autre ; et inversement. Ce qui n'est pas sans intérêt philosophique. À lire Jean-Marie Bourne, on comprend que le cerveau se nourrit avec profit de ces choses si plaisantes que le corps n'absorbe qu'en protestant. Nous avons un cerveau beaucoup plus bédoniste que l'estomac, le foie, le cœur, le sang et les muscles. Notre matière grise adore ces graisses, ces épices que les régimes nous interdisent et elle n'a que faire de ces plats incolores et allégés qu'imposent la diététique et la ligne et celle de la médecine. Il nous faut faire un choix ; être d'heureux cerveaux ou des corps martyrs.

P. L.
► La Diététique du cerveau, de Jean-Marie Bourne, « Points Odile Jacob » n° 13, 336 p., 47 F.



Mystère andalou.

moins vrai, pensoit-il, que le cerveau ne se nourrit pas seulement de sensations et d'énergie. Partie du corps, il vit, comme le reste, de l'alimentation que nous lui fournissons. Et si le bon fonctionnement de nos organes dépend de la qualité et de la quantité des aliments que nous absorbons, il est logique que le cerveau n'échappe pas à ces lois de la nutrition et du rendement.

Le constat n'est pas vraiment nouveau : il y a belle lurette qu'on a remarqué les effets de l'alcool sur nos facultés mentales ; mais c'est la première fois qu'on cherche à sys-

Del Castillo l'Andalou

Ce livre, inédit, n'est pas un guide : le roman vrai d'une civilisation, la biographie d'un territoire, le dialogue passionné d'un écrivain avec un morceau du monde. Ce n'est pas un bouquin qu'on emporte dans ses bagages pour le feuilleter dans la cour des Lions de Grenade ou devant le minaret de Séville, c'est un ouvrage dont on s'imprègne avant

de partir, une clé initiatrice, et qu'on reprend, au retour, pour confronter ses souvenirs et ses images avec celles, si personnelles, si pénétrantes, si intimes de l'auteur.

Régit à la première personne, profondément rattaché à l'expérience et à la vie de son auteur, *Andalousie* échappe ainsi à l'impressionnisme qui guette les monographies de voyage. Ce qui importe à l'écrivain, c'est de saisir le mystère de cette province, de comprendre ce qui se passe sous les brillantes couleurs des chromos pour touristes, d'appréhender le sens actuel des liens qui unissent ces hommes et cette terre. Cela demande de l'amour, du savoir et de l'esprit critique : de la générosité, du travail et de l'humour.

Michel del Castillo a entamé un dialogue serré avec l'Andalousie, avec sa grandeur passée, avec ses hontes et ses drames, avec ses pierres et avec ses fêtes, avec ses enfants célèbres et avec ses rites et ses rythmes. Il interroge l'histoire et les regards, les paysages et les musiques, les corridas et la politique, la pacotille et les nostalgies. Au bout de la route, un constat clair : l'Andalousie vous échappera si vous ne savez pas la mériter, si vous ne comprenez pas que la vie est grave, mais qu'elle n'est pas sérieuse. Et ce livre aide à mériter l'Andalousie.

P. L.
► *Andalousie*, de Michel del Castillo, « Points-Plénète » n° 18, 210 p., 43 F.

L'« éclat sombre » de Marie Susini

C'est sans doute le roman le plus tendu de Marie Susini - dans sa sécheresse apparente - qui reparait aujourd'hui en poche. *Je m'appelle Anna Livia*, tout de silence et de retenue, est l'histoire indicible d'un amour interdit. Un soir, dans un village méditerranéen, un homme se pend, après avoir, peut-être, « abusé » de sa fille, comme on dit. Ce pourrait être un fait divers.

Mais derrière la rangée de cyprès noirs qui « semble dénoncer, comme dans le théâtre antique, ce qui était déjà là avant même d'avoir eu lieu », sous le soleil lourd, dans l'entêtante odeur des acacias, il y a ce cette chose éblouissante et tragique : « l'amour jou d'Anna Livia et de son père ». Il

Schnitzler, ses femmes, ses amis

LITTEAUX AMIS

d'Arthur Schnitzler (1886-1901). Traduit de l'allemand par J.-Y. Masson. « Rivages poche », 213 p., 49 F.

À intervalles réguliers, les éditions Rivages nous donnent des nouvelles d'Arthur Schnitzler : après deux recueils de notations intimes (1), voici des extraits de sa correspondance, excellentement traduite et présentée par Jean-Yves Masson. Regrettons au passage qu'aucune biographie digne de l'auteur de *Mademoiselle Else* ne soit disponible en France, où on lui prête un intérêt négligeable, comme si l'on se méfiait du plaisir qu'il nous dispense.

Dans la dernière décennie du dix-neuvième siècle, Arthur Schnitzler est lié aux écrivains de la Jung Wien : Richard Beer-Hofmann, Theodor Herzl, Hugo von Hofmannsthal, Hermann Bahr. Il les tient au courant de ses voyages, de ses amours, de ses luctures, de ses déboires avec les directeurs de théâtre. Il découvre Nietzsche, qu'il apprécia d'autant plus qu'il apprécia d'autant plus qu'il pensait refuser tout corset dogmatique ; il le place aux côtés de Goethe,

d'Ibsen et de Meppassant. A Paris, Schnitzler éprouve le sentiment de l'infini, et dans ce sentiment il s'en fait de peu qu'on se sente aussi seul que dans le désert. Il observe joyeusement que les villes aussi aiment prendre la pose...

Mais la grande affaire de Schnitzler, ce sont les femmes : Olga Wassinn, l'amie lointaine, Marie Günter, la maîtresse passionnée qui suscite sa jalousie sadique, Marie Reinhard, dont la mort planera sur son œuvre. Il a près de quarante ans quand il se lie à Olga Gussmann, sa future épouse. Il confie à Hofmannsthal : « Je consacre quelques heures par jour à bavarder avec une jeune comédienne point trop folle, mais qui, pour ses dix-huit ans, témoigne d'une vivacité d'esprit incroyable ». Le premier volume de cette correspondance s'achève sur sa liaison avec Olga. Vingt ans plus tard, elle le quitte. On ne peut rien contre la vivacité d'esprit.

Roland Jaccard

(1) *Relations et solitudes* et la *Transparence impossible*. Signalons également la réédition, en « Livre de poche-biblio », du *Leutenant Gustel*, premier romanologue intérieur de la littérature allemande.

lui a dit : « Tu es toute ma certitude. » Anna Livia raconte. Et Marie Susini sait lui donner cette parole brève, timide, fragile parfois, et pourtant minutieuse, pour une cette « histoire simple » d'un amour interdit qui brille d'un éclat sombre. *Passion hors du temps, de nulle part, aride comme le désert* évoqué si souvent par le père, la où Anna Livia, dépouillée de tout, viendra abolir jusqu'à sa mémoire.

Le livre de Marie Susini brille aussi d'un « éclat sombre ». Il fait cette discrétion, cette attention, cette passion du bref, du tenu, de l'allusif pour parler de ces amours incestueuses.

Jo. S.
► *Je m'appelle Anna Livia*, de Marie Susini, Gallimard, coll. « L'imaginaire » n° 257, 154 p., 40 F.

Des morceaux de choix

Quiconque a lu *L'oiseau vit de sa plume* (Gallimard, 1989) sait que pour Salim Jay, manger à sa faim ne va pas de soi tous les jours. En revanche, il n'est pas de jour sans la manne spirituelle qu'est un bon livre ou une conversation avec un écrivain. Et l'on s'aperçoit que la nourriture occupe une place non négligeable dans les œuvres littéraires. Salim Jay a donc eu la bonne idée de proposer, sous forme d'anthologie, quelques morceaux choisis, piqués à la table de ses auteurs de prédilection. Cela va du lait maternel tété par Robbe-Grillet au pique-nique des quatre-vingts ans d'Agatha Christie, en passant bien sûr par les festins de Raymond Roussel et l'eau de Seltz de Marcel Proust. Plus de vin que d'eau toutefois dans ces pages, on s'en doute. L'ivresse vue par René Fallet, Rilke ou Gide n'est pas la même. Les cocktails littéraires ou les banquets d'honneur alternent avec des rétro-tête raffinés.

Gourmands, goinfres, ascètes, sobres ou volontiers pompettes, les auteurs sélectionnés par Salim Jay ont en général l'estomac exigeant et le foie solide. Le dernier mot à Violette Leduc : « Je mange une choucroute dans une brasserie qui s'éteint, c'est vivre autant qu'écrire ».

R. de C.
► Les écrivains sont dans leur assiette, de Salim Jay, illustré par Delezozeaux, Seuil, coll. « Point Virgule » n° 101, 168 p., 33 F.

Poésie à hauteur d'homme

MÊME DANS L'OBSCURITÉ

de Janos Pilinszky. Traduit du hongrois par Lorand Gaspar et Sarah Clair, présenté par L. Gaspar, bilingue, coll. « Orphée », La Différence, 128 p., 29 F.

VISION ET PRIÈRE

et autres poèmes de Dylan Thomas. Traduit de l'anglais et présenté par Alain Sured, « Poésie-Gallimard », 142 p., 38,50 F.

Il peut être péniblement significatif de mettre en relation l'œuvre d'un poète, la nature et le sens de ce qu'elle donne à lire, et la manière dont elle est accueillie. Les efforts de Lorand Gaspar, qui, avec l'aide de Sarah Clair, traduit et présente, depuis 1982, la poésie du Hongrois Jenő Pilinszky (1), se heurtent à une vaste, une tenace indifférence. Indifférence qui ne tient assurément pas à la qualité et à l'importance de cette œuvre ; qualité très haute, et proche tout à la fois des nouvelles les plus sensibles, les plus serrées aussi, de notre condition d'homme, de l'histoire récente dans laquelle cette condition a pris de tragiques couleurs, de nos présentes questions, et de l'angoisse et de la douleur inhérentes à ces questions.

Non, cette indifférence est plus

« innocente » ; elle ne cherche pas à se justifier quant à son objet, mais il peut se trouver que, sans le savoir, innocemment, elle rejoigne la nature dont nous parlons. Elle fait alors silence sur cela même qui souffre solitude. Elle laisse seul ce même qui veut briser l'angoisse, émerger du silence, de l'indifférence...

Né à Budapest en 1921, Pilinszky est mort il y a juste dix ans. Publié et reconnu dans son pays à partir de 1946, il est contraint au silence par le régime en place jusqu'en 1959. A partir de cette date, il publie de nouveau, voyage, notamment en France.

La poésie de Pilinszky, mais aussi son étrange théâtre et ses proses, sont perpétuelle tension, non vers un ailleurs mais vers un lieu d'origine : « Par la littérature, je veux en réalité arriver chez moi... Au fond de tout cela, il y a ceci : trouver le chemin du retour. » Parole brisée avant même d'être énoncée dans le poème, l'œuvre de Pilinszky porte cette brisure jusque dans la dévotion, jusque dans les gémissements de la banalité. Si les thèmes chrétiens - péché, pardon, rédemption... - sont présents, ils le sont au titre d'une expérience immédiate, vécue dans le monde, dans la présente histoire du monde : « *Chiens galeux, nous signons sur l'oreiller, / Puis nous sommes magnifiques, / Puis nous sommes maladroits / et immortels.* »

C'est aussi en appel et en espoir d'une origine, en attente d'un retour, que la poésie du Gellois

Dylan Thomas déploie son extraordinaire richesse d'images et d'évocateurs. « *Alchimiste du verbe et de l'inconscient* », ainsi que le nomme Alain Sured, traducteur inspiré (2) d'un choix de poèmes précédemment paru en 1979 chez Gallimard, et repris ici, augmenté, dans la collection « Poésie », Dylan Thomas ne se laisse pas séduire, ni ne cherche à séduire, avec les lueurs et les épiques de la langue. Sa richesse, son équilibre sont ordonnés au sens même de sa poésie. Sens qui n'est pas donné d'avance, mais qui se révèle à mesure tout au long de cette navigation somptueuse, exaltée ou douloureuse, que sont les poèmes de Dylan Thomas. Citons simplement le début de l'admirable poème de deuil et d'amour, écrit au chevet du père agonisant, dont la fort belle traduction ouvre le livre : « *Do not gentle into that good night : / N'entre pas sans violence dans cette bonne nuit, / Le vieil âge devrait brûler et s'emporter à la chute du jour ; / Rager, s'annager contre la mort de la lumière.* » (3)

Patrick Kéchichian

(1) Gallimard (1982) ; Obsidiane (théâtre) (1983) ; Ed. de Vallongues (1990).
(2) Poète lui-même, Alain Sured a récemment publié : *L'Ère dans la nuit du monde* (Grain) et *Face au mur de la loi* (Arthème).

(3) Une édition des œuvres de Dylan Thomas a été publiée en 1970, au Seuil, par Monique Nathan et Denis Roche.

HITLER

de Marlis Steinert.
Fayard, 710 p., 180 F.

GOERING
tome 1, le Complice d'Hitler
(1933-1939),
tome 2, le Maréchal du Reich
(1939-1944),
de David Irving.
Albin Michel, 614 p.,
125 F. chaque volume.

L faut une bonne dose d'audace et même un peu d'inconscience pour s'attaquer à la biographie de celui qui fut, disait Hannah Arendt, l'incarnation de la « banalité du mal » (1). Les bibliothèques sont pleines à craquer, les témoignages surabondent, les archives ont été déballées, triturées jusqu'à plus soif. Tout a été dit. Et tout reste aussi triste. Comme si la description et le raisonnement butaient toujours, quand tous les livres se taisent, sur toutes les douleurs et sur « l'imaginable qui porte le nom d'Auschwitz ».

Une Allemande de naissance qui enseigna longtemps les mystères de la décision à l'Institut universitaire des hautes études internationales de Genève, Marlis Steinert, porte au cœur cet « imaginable ». Mais elle est trop historienne pour ne pas partir à son tour, après tant d'autres, à l'assaut d'une rationalité qui se dérobe. Elle s'est donc prise, d'un coup, elle aussi, de l'envie de crier qu'Hitler n'a été ni un surhomme ni un psychopathe, mais un petit bourgeois médiocre, de chair et de sang, qui a marqué et désigné un peuple à jamais, après avoir jeté le monde dans un cataclysme inouï.

Cette résolution vient à son heure. Car la personne d'Hitler est au cœur du débat si fécond qui oppose depuis plus d'une décennie les historiens « intentionnalistes », qui ramènent tout, ou presque, aux intentions et au programme du Führer, et les « fonctionnalistes », qui soulignent la part des structures bureaucratiques dans la marche à l'horreur. Marlis Steinert a donc choisi de ramasser tout l'acquis de leurs travaux récents, de sin-

gulariser les témoignages trop peu exploités - les carnets de Goebbels notamment - pour poser plus avant la vieille question, celle qui met face à face l'Allemagne et son maître : « Peut-on déceler une congruence ou une correspondance entre la personnalité du Führer, le système, la culture politique et l'état de la société allemande ? »

Son étude, on l'a compris, est autant socioculturelle que biographique. Elle nous épargne les détails iotimes et les nuits de Walpurgis (encore qu'elle offre de belles pages sur les demeures d'Hitler, ses propos de table ou son rapport aux femmes), elle résume à bon droit les observations trop communes venues de la psychanalyse, sans se priver des éclaircissements fournis par une psycho-histoire. Mais elle tient à toujours mettre clairement en place le contexte, à relater ce qui fut dit et fait, à peser soigneusement les termes qui font pencher le balancier de l'interprétation historique tantôt vers une « fonction sociale » d'Hitler singulière et déterminante, tantôt vers un cheminement spécifique et fatal de la société allemande - le *Sonderweg* - pleinement assumé par sa dictature. Cette recherche d'une analyse équilibrée, hélas desservie par un style rien moins qu'aérien et une composition pataud, séduira le lecteur qui ne veut plus s'en laisser conter sur le nazisme. Voilà donc la « bio » d'Hitler qu'on attendait, solide, grave et probe, après quinze ans de renouvellement de nos connaissances sur le national-socialisme, ses terrains d'aventure et ses crimes.

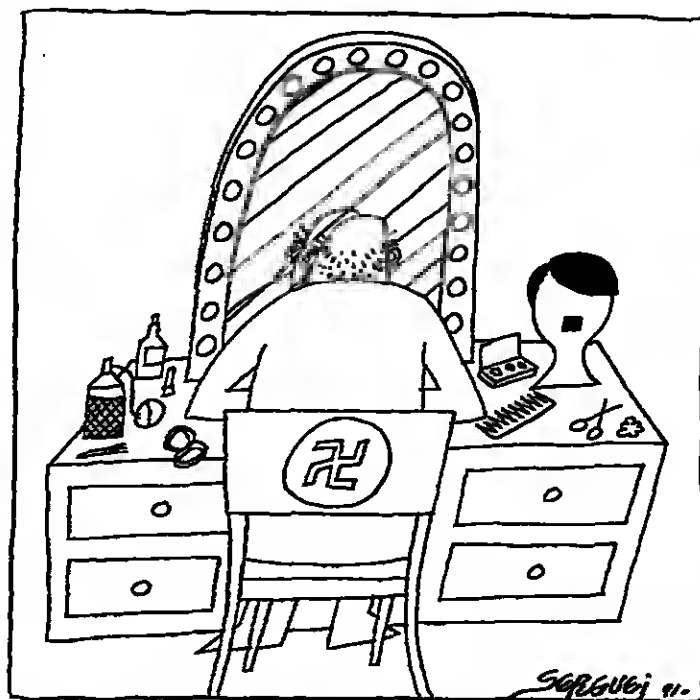
TOUTE la première partie du livre démontre qu'il y eut des « métamorphoses » d'Adolf. Et qu'il était donc bien peu prédestiné à l'emporter, le 30 janvier 1933, en se hissant légalement au pouvoir. Que l'enfant ait trop aimé sa mère aux yeux perçants, que l'adolescent indolent se soit peu à peu glissé dans la peau du bohème médiocre qui haïssa la Vienne fin de siècle, qu'il ait même été clairement antisémite dès 1908, que d'échec en échec l'humiliation ait été totale pour insupportable par cet artiste raté, que le caporal autrichien ait fait une très belle guerre de revanche

en 1914-1918 dans un régiment bavarois, tous ces traits constitutifs de sa personnalité ne suffisent pas en effet à expliquer son ascendant et son ascension. Car le jeune Hitler, puis le chef de ce parti oazi dont les progrès ne furent jamais rectilignes, a été et demeure un « homme aux mille visages ». Pour qu'il vaille, il fallait qu'il fût « le produit des

L'HISTOIRE

par Jean-Pierre Rioux

Hitler et les siens



convulsions et des frustrations de l'histoire ouest-allemande, de l'histoire d'un peuple en mal d'intégration ». Marlis Steinert détaille ces dernières et elle emporte la conviction : l'Allemagne, meurtrie, errante, porte tout entière la responsabilité de l'avènement du nazisme.

En retour, comment douter qu'Hitler, avec ses fantasmes, ses

erreurs de jugement aussitôt transformées en exécutions lucides, ait marqué la société du III^e Reich ? Un remarquable chapitre expose ses idées, qu'il prétendait « révolutionnaires ». Le marxisme, convenait-il, lui avait fourni des méthodes efficaces, et il affirmait avoir toujours considéré « les problèmes vitaux selon les connaissances scientifiques actuelles ». Mais son racisme, son ambition d'espace vital, ses méthodes de propagande et d'encadrement des masses, affrénées par Goebbels aussitôt après l'accession à la chancellerie, balayèrent tout en politique intérieure et extérieure. Dès lors, « au caractère polymorphe de cet homme répondait une idéologie composite, un Etoi compartimenté, un peuple atomisé ». Bien appuyée sur tous les travaux récents des historiens allemands à propos de l'état social des années 1933-1945, Marlis Steinert a gagné ici encore son pari : tirer le portrait d'Hitler en alter ego de millions d'Allemands.

Sur tous les autres sujets majeurs, on ne la prendra pas davantage en défaut. Le chef de guerre, le décideur de la « solution finale » sont aussi bien campés, jusqu'à l'apocalypse de 1943-1945, de la défaite de Stalingrad au suicide dans le bunker de Berlin en feu, quand « Hitler fut autant déçu par le peuple allemand que celui-ci par son Führer. Chacun ayant projeté dans l'autre ses désirs profonds, la déshillusion n'en fut que plus cruelle. »

ENTRE le chef et son peuple, s'interposèrent les hommes si hâgards de l'entourage nazifié, hauts dignitaires du parti, chefs chamarrés de la SS, ministres fanatiques ou rusés propagandistes, qu'Hitler avait su réduire à ses vœux par vagues successives. Leur sociologie (médiocre) et leur histoire (partagée entre la fidélité béate d'un Goebbels, les errements d'un Hess ou les entêtements technocratiques d'un Speer), costruites à coup de biographies solides, seraient très instructives, car ce sont eux qui ont mis en branle l'appareil politique et militaire de la dictature, qui ont perfectionné ses rouages jusqu'à en obtenir la plus terrible efficacité. Et on attendrait beaucoup d'un portrait lucide du dau-

phin en titre, jusqu'aux derniers jours d'avril 1945 : le maréchal du Grand Reich allemand Hermann Goering, l'héroïque capitaine de l'escadrille Richthofen, le collectionneur d'art, devenu l'ami intime du maître, le président du Reichstag et l'organisateur de la machine de guerre nazie.

Les deux volumes de David Irving nous laissent hélas sur notre faim. Vieux routier du récit enlevé en style journalistico-historique, déjà biographe de Rudolf Hess et de Hitler lui-même, Irving a pourtant compulsé beaucoup d'archives inévitables (« ténues secrètes » en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Il a puisé dans les journaux intimes et les correspondances du maréchal, dans les carnets de Martin Bormann. Il a retrouvé des documents sur le suicide de son héros, à la veille d'être pendu, en octobre 1946.

Mais c'est le ton, le style, l'allure de ce récit romancé, de ces dialogues fictifs, de ces incursions à la psychologie rudimentaire, de ces étalages de sensiblerie béate, qui ne passent plus. Le genre est usé, qui conduit à des phrases du type : « Goering est mort en élan, dans les yeux » ou « L'ivide, Goering bondit sur ses pieds : « Aux tunnels ! », hurle-t-il en serrant son pyjama de soie. Mais un SS l'arrêta net en braquant son arme sur lui ». Et que dire de la fascination évidente que l'imposant aviateur exerce sur son chroniqueur ? Le travail d'Irving n'est pas tout à fait inutile, encore que son livre fourmille d'approximations et d'erreurs vénielles. C'est, répétons-le, le style daté, faussé, ennuyeux, dopé à l'adjectif, de ces biographies « fouillées et réussies », celles dont on raffole, paraît-il, aux Etats-Unis, qui est aujourd'hui insupportable. Et surtout quand c'est le progrès d'une connaissance avérée du nazisme qui est en cause.

(1) Voir la réédition d'Eichmann à Jérusalem. Rapport sur la banalité du mal, où Hannah Arendt fut candidate en exposant aux lecteurs du New Yorker, à l'occasion du procès d'Eichmann, la banalité des compléments que le génocide trouva chez les Allemands (Gallimard, « Folio »).

ESSAIS

Folie degré zéro

Pour Hans Magnus Enzensberger
« la médiocrité a avalé la marginalité »

MÉDIOCRITÉ ET FOLIE
de Hans Magnus Enzensberger.
Traduit de l'allemand
par P. Gallissaires et R. Simon.
Gallimard, coll. « Le messager »,
215 p., 99 F.

On s'épargnerait bien des débats oiseux si l'on procède à la péoie de lire Hans Magnus Enzensberger, l'un des essayistes allemands les plus caustiques. Enzensberger cultive l'ironie avec l'élégance de celui qui se cherche rien à prouver : tout juste à déstabiliser son lecteur, le temps de lui inoculer, à défaut d'utopie ou inouï d'espoir, un peu de cette allégresse intellectuelle qui fait le charme de son dernier livre : *Médiocrité et folie*.

S'il est un lieu commun (et un vieux pieux) servi à toutes les sauces, c'est bien celui de l'abrutissement, de la crétinisation, de la manipulation par la télévision, avec son cortège de litanies humanitaires : il faut libérer le bon peuple de la tyrannie du petit écran. De la plus modeste des dactylos au plus obtus des mandarins universitaires, le consensus règne à ce propos.

Simultanément, chaque télé-spectateur se rend compte qu'il n'a pas affaire à un moyen de communiquer, mais à un moyen de refuser la communication. C'est précisément ce degré zéro des médias qu'il cherche à atteindre : on branche son appareil pour se débrancher. Bref, la télévision, seule forme universelle et massive de psychothérapie, « représente l'opprobre technique du mirage, tandis que le télé-spectateur est la machine boudhiste ».

Hélas ! On ne s'approche qu'asymptotiquement du Vide Parfait, comme du zéro absolu. C'est

pourquoi on continue à tout attendre de la télévision, alors qu'avec un peu plus de subtilité on percevrait l'essentiel de son message, à savoir qu'il n'y a rien à voir, ce que Malevitch annonçait, de manière prophétique, dès 1915, avec son *Carré noir* qui, en bonne logique, aurait dû rendre superflues toutes les émissions de télévision.

Autre problème soulevé par Enzensberger : à quoi sert aujourd'hui la critique littéraire ? Réponse : elle est devenue totalement anachronique et son influence s'est volatilisée dans l'indifférence d'une culture - électorale, post-moderne, cynique, ludique... - où Donald Duck et Dante, Jim Morrison et Rimbaud, Dalida et Breton - et tant d'autres beautés convulsives - se côtoient dans le seul espace encore convoité : celui du star system, apothéose du règne de l'apparence où s'engloutissent génies et ratés, frimeurs et penseurs, épiques et mélancoliques.

A l'heure où la subversion intellectuelle est devenue une routine et la démolition des tabous un divertissement, où marginalité et médiocrité ont conclu une subtile alliance, la folie elle-même se joue et se déconsidère dans la recherche névrotique du profit et dans la répétition forcée. « La folie géniale est morte », écrit Enzensberger, on ne fait plus que la jouer et la mettre en scène pour les médias, où elle est présentée comme la crise soudaine de fureur meurtrière du marginal. Voient ainsi le jour des monstres sur commande, de doux sauvages, des *Niebelungen* de carton-pâte et des chocs de deuxième et de troisième main : la médiocrité, se vengeant de son adversaire, a incorporé l'opposition culturelle à son territoire, avalé la marginalité.

Roland Jaccard

Images à la source

Robert Chesnais confronte
le passé et l'avenir de l'audiovisuel

IMAGES ET CULTURES
Les racines de l'audiovisuel
de Robert Chesnais.
Ed. Anthropos, 286 p., 150 F.

Notre attitude à l'égard des images est quelque peu schizo-phrénique : d'un côté, une consommation effrénée des productions éphémères que déversent les médias, de l'autre le culte des œuvres d'art dans les sanctuaires que sont les musées. Rarément le divorce entre audiovisuel et culture pourrait paraître si grand !

Le mérite de l'ouvrage de Robert Chesnais est de montrer où se situe la source de ce divorce et d'aller à contre-courant d'une idée bien reçue : la cause ne tient pas à la nouveauté du premier opposée à la permanence de la seconde (dès le neuvième siècle en Orient et le quatorzième siècle en Occident, les images sont reproduites) mais au fait que les conceptions philosophiques aussi bien que scientifiques du monde, en particulier à propos de l'espace et la logique de l'image, n'évoluent plus de manière cohérente depuis plus d'un siècle.

Si l'on remonte dans le temps, par exemple au Moyen Âge, il y a coïncidence entre la vision théorique de l'espace et la représentation de celui-ci par l'image, comme le montre la cohérence entre les théories néo-platonistes et l'espace-plan de l'art roman. Si les artistes excluent la représentation illusionniste de la troisième dimension, c'est-à-dire la perspective, ce n'est pas parce qu'ils sont incapables de la réaliser mais parce que la pensée de leur époque les oriente vers d'autres directions. Aussi quand, au treizième siècle, l'aristotélisme s'impose comme la nouvelle pensée dominante avec une théorie de l'espace

radicalement différente, l'image intègre la troisième dimension, comme en témoignent les perspectives élaborées par les miniaturistes français ou les peintres flamands. La synthèse se fait dans l'Italie de la Renaissance avec le système pyramidal à point de fuite unique qui s'impose au détriment des autres, tel celui à zone de fuite de Van Eyck. Popularisé par la gravure, il a constitué le système exclusif en Occident, accompagné d'une double contrainte : la prédominance du « narratif » sur le « descriptif » et l'idée suivant laquelle l'image ne peut reproduire la réalité, et ce jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle.

C'est à ce moment-là qu'apparaît le divorce. La peinture et le théâtre vont commencer à remettre en cause la perspective pyramidale, de même que la physique et les mathématiques, alors que la photo et le cinéma vont lui rester fidèlement attachés. Depuis, l'écart devient croissant et débouche sur le clivage actuel entre culture et audiovisuel.

Ainsi Robert Chesnais montre-t-il que l'audiovisuel a un passé, mais que son avenir est, pour l'instant, problématique. Les nombreux chapitres du livre, mines de connaissances sur la gravure, la photo, le cinéma, la peinture, le théâtre, font progresser cette thèse à travers des descriptions claires des innovations et de leurs consolidations. La lecture de ce livre n'en est que plus passionnante sur un plan strictement documentaire, mais elle restera d'abord fondamentale pour ceux qui cherchent à savoir que faire et quoi faire de l'audiovisuel.

Xavier Gréffe

► Professeur à l'université Paris-I.

Des Vies telles
que la Mémoire les Invente,
que l'Imagination les Recrée,
qu'une Passion les Anime.

L'UN L'AUTRE

Une collection dirigée par J.-B. Pontalès

Dernières parutions
JEAN-PHILIPPE ANTOINE

La chair de l'Oiseau
Vie imaginaire de Paolo Uccello
« Un ouvrage délectable »
Philippe Dagen, *Le Monde*

GENEVIEVE BRISAC

Loin du Paradis
Flannery O'Connor
« Une étonnante peinture à l'aquarelle »
François Bott, *Le Monde*

MICHEL CHAILLOU

La rue du capitaine Olchanski
Roman russe
« Une délicieuse jubilation »
René de Ceccatty, *Le Monde*

CHRISTIAN JOUHAUD

La main de Richelieu
ou le pouvoir cardinal
« Un régal intellectuel »
Pierre Lepape, *Le Monde*

GALLIMARD

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

Fragments d'Italie

Abondance, voire inflation, de lettres transalpines en France. Dernier inventaire en date, de A comme Alvaro à L comme Lodoli

LA FENÊTRE
SUR LE CANALde Corrado Alvaro.
Traduit de l'italien
par Monique Baccelli.
M. H. Angelini, Elvira Todi.
Desjonquères, 124 p., 85 F.A L'INSU DE LA NUIT
de Rosetta Loy.
Traduit par Françoise Brun.
Alinéa, 190 p., 115 F.VASES DE CHINE
d'Andrea Canobbio.
Traduit par Martine
Van Geertruyden.
Seuil, 152 p., 88 F.LA GRANDE EULALIE
de Paola Capriolo.
Traduit par Françoise Brun.
Gallimard, 152 p., 88 F.LE CLOCHER BRUN
de Marco Lodoli.
Traduit par Martine Guglielmi.
P.O.L., 338 p., 150 F.

Méditerranée était l'auteur de nombreuses nouvelles, dont est ici proposé un choix remarquable d'unité et de poésie, même si on ne peut pas dire qu'elles soient représentatives du reste de l'œuvre, plus naturaliste.

Avec *La Fenêtre sur le canal*, priorité est donnée au ton nostalgique : des retrouvailles dans un appartement de Venise, un séjour au bord de la mer, une conversation sur un ancien amour. Délicat, allusif, léger, Alvaro décrit avec une mélancolie plus anglo-saxonne qu'italienne les infimes contretemps dont la vie de chacun est tissée. Le plaisir, le désir, l'amour parfois naissent trop tard : ne reste que le travail de l'écrivain reconstituant patiemment la frustration sentimentale qui est, souvent, la matière première de son inspiration. La nouvelle intitulée *La Mer* (2) est du niveau des plus beaux récits de Pavese.Le « dernier
été »

Faut-il plaindre ou envier le lecteur néophyte qui, entrant dans une librairie, découvre l'abondance pour ne pas dire l'inflation de traductions de littérature italienne ? Une chose est certaine : passer le cap de la traduction n'est plus gage de qualité. Ce n'est pas non plus la preuve que l'éditeur français soit familier de la littérature qu'il entend diffuser en France. Ce n'est pas enfin la garantie d'une affinité profonde entre auteur et traducteur. Non, simplement les Français suivent désormais de très près ce qui s'écrit du côté de Naples, Palerme, Florence ou Rome. On n'attend plus d'avoir des remords ou des retards à rattraper. Certes, les malentendus risquent de se propager : de fausses valeurs s'affirment et l'on met sur le même plan des ouvrages fort légaux.

Avec Corrado Alvaro, à vrai dire, on peut toutefois parler d'injustice réparée. Ce contemporain de Pavese et de Vittorini ne méritait pas le purgatoire auquel il fut confiné (1). Mort en 1936, ce

C'est de cette tonalité-là que relèvent les neuf nouvelles que Rosetta Loy a rassemblées dans *A l'insu de la nuit*. Cette romancière, couronnée de prix inénumérables pour les *Routes de poussière* (3), prouve l'extrême vitalité de la littérature féminine italienne. Elle a choisi de décrire l'inconscience, l'ignorance politique qui précède les tragédies : en 1939, des bourgeois vivent leur « dernier été ». « Quelque chose persistait dans l'air, quelque chose de lourd, de statique, un air plombé comme quand on respire beaucoup sans savoir pourquoi. Une immobilité stupéfiante, blafarde. Une attente de gare, des quais qui se perdent dans les brouillards, les gens se disent au revoir et se regardent, le chef de gare s'apprête à donner le signal. Quelque chose qui contractait les pensées et les ramenait sans cesse à cette unique tunnel, la longue rue est à l'envers et maintenant tout est petit et lointain, indéchiffrable. »

C'est donc une nostalgie fêlée



Rosetta Loy : tableaux impressionnistes

qu'évoque Rosetta Loy : le bonheur, jamais complaisant, y est menacé. Admirablement précise dans les repères historiques, elle n'est pas pour autant démonstrative. Elle se contente de mettre en scène les souvenirs de sa toute petite enfance, comme des tableaux impressionnistes qui annoncent l'orage.

Canobbio est, lui aussi, un miniaturiste. Mais ce n'est pas un miniaturiste de la sensation : c'est un miniaturiste du concept. Son

roman, rigoureusement construit, fort bien écrit, cherche en Chine, en Inde, dans la porcelaine, les légendes savantes, les récits de voyageurs et les manies de collectionneurs, son inspiration sophistiquée.

Si l'on admire l'érudition, le savoir-faire de ce fin lettré qui a beaucoup lu, on a encore du mal à percevoir son originalité. C'est un premier livre négatif : on comprend ce que l'auteur ne veut pas écrire, ce contre quoi il se définit.

Il refuse la platitude autobiographique, la description de la banalité dans laquelle s'est trop souvent enlisée sa génération (aux États-Unis et en Italie). Mais on le voit mal poursuivre plus longtemps sur une voie aussi exagérément rétrospective et cérébrale.

A la retenue élégante et courtoise de Canobbio s'oppose l'imaginaire enfantine de Paola Capriolo, accueillie dans son pays comme un véritable prodige et boudée par les Français qui se sont pourtant disputé la traduction de ce premier recueil. Paola Capriolo est une rêveuse naïve. Elle n'est pas sortie des livres de contes. Elle décrit ses figures oniriques avec une minutie stylistique, en effet, extrêmement frappante.

« Nouvelle garde »
romaine

Elle possède un système imaginaire déjà complexe qu'elle traite avec diversité : ses nouvelles sont de brefs romans à l'écriture homogène, mais aux formes variées (journal, fable, correspondance). On est parfois agacé par une certaine affectation dans l'émouvant, une certaine pose de contesse qui n'est pas rare chez les jeunes filles mythomanes. Il y a, en elle, une théâtralité consciente assez irritante qui rappelle, par certains aspects, notre Sylvie Germain.

Marco Lodoli fait partie, avec Edoardo Albinati (4), Sandro Veronesi, Renzo Paris (5), Dario Bellezza, de la « nouvelle garde » romaine qui assure la relève après le petit groupe Moravia-Morante-Pasolini-Scialoja. A la suite de *Chronique d'un siècle* qui s'ensuit (6), les nouvelles ici réunies confirment, malgré leur carac-

tère un peu disparate, la solidité de son talent. La première nouvelle, assez différente des autres par sa simplicité, sa liberté et l'émotion discrète qui s'en dégage, pourrait être un hommage à Elsa Morante : c'est, en tout cas, un hommage aux êtres simples, floués par la vie.

Ne fût-ce que pour ces cinquante pages, on doit en conseiller la lecture. L'histoire de ce main, fils d'une bonne violée par un inconnu, retient de la tradition littéraire italienne deux de ses inventions majeures : le réalisme social qui s'épanouit surtout dans la description de l'existence des plus pauvres et la fantaisie lyrique, sinon le fantastique. Mais une plus grande sévérité dans le choix des autres textes n'aurait pas nuï.

René de Ceccatty

(1) Plusieurs ouvrages de cet auteur ont été traduits dans les années 40 et 50, notamment son roman *Presque une vie* (Amiot-Dumont, 1955), *La Brève Eulalie* (Laffont, 1948), *Terrace sur la ville* (Flon, 1941).

(2) Une première traduction de cette nouvelle avait paru en 1942.

(3) *Alinéa*, 1989.(4) *Le Palatin* de l'œuvre de l'auteur, traduit de l'italien par Felvia Caccia (Rocher, 252 pages, 120 F).(5) *Bombardier* (Desjonquères, 1985).

(6) P.O.L., 1987.

* Signaler également la parution de *Miracles quotidiens* d'Enrico Morovich (traduit par Bruno Cocquard, Seuil, 142 p., 79 F) : nouvelles allégoriques et autres textes poétiques (souvent drôles, malgré l'omniprésence de la mort) d'un écrivain né en 1906 à Fiume et collaborateur de l'hebdomadaire *Il Sole*. Cet écrivain, redécouvert par Scialoja, vient de publier *Piccoli amanti*, qui, à la surprise générale, se retrouve parmi les cinq finalistes du prestigieux prix Strega.

L'enfance de Tucci

LUBIES

de Nicola Tucci.
Traduit de l'italien
par Benito Merlino.
Bourgois, 365 p., 160 F.Sous prétexte de décrire la brillante société cosmopolite de Lugano à la veille de 1914, Nicola Tucci, dont *Lubies* est le premier livre traduit — admirablement — en français, raconte, tout simplement, son enfance : « Il existe une circonstance précise où parler de soi, c'est parler du monde. Comme il n'y a pas de différence entre les deux, on n'est suspect ni de vanité ni d'immédiateté. »

Parler du monde, c'est, pour Tucci, recréer l'univers fini seul accessible aux enfants — « les jupes de leur mère sont pour eux la voûte céleste », écrit-il Milan Kundera (1). C'est retrouver les personnages qui peuplent cette enfance : le père vénéré, médecin pauvre originaire des Pouilles et nourri de littérature grecque ; la mère, riche aristocrate russe émigrée, lyrique et expansive comme

il convient : les frères et sœurs, les domestiques, les gouvernantes, l'amie de la mère, chanteuse à la Scala, avec son chapeau « en forme de locomotive et de cheminée d'usine ». Une telle démarche pourrait sembler banale si Tucci, avec beaucoup de culture, d'esprit et de talent, ne superposait à cet univers familial toute une hiérarchie mythologique de dieux, demi-dieux, vice-dieux et héros échappés de l'Olympe et établis à Lugano, « à l'angle de la via Pasquale-Lucchini et de la via Canonica ».

La vie de tous les jours est ainsi vue par un enfant, à travers ce calque imaginaire qui fournit la clé des plus grands mystères. Il en résulte une petite cosmogonie hétéroclite et drôle où viennent se greffer encore fables slaves, légendes familiales, rêves, peurs et élucubrations diverses. Il serait dommage qu'elle passe inaperçue.

Florence Noiville

(1) *Le Livre du rire et de l'oubli*, Gallimard.Edouard Valdman
signera son livre,le ROMAN de
l'ÉCOLE de NICE,
éditions de La Différence,
au Musée d'art moderne
de Nice, librairie
du Montebello le 24 juin
à 18 heures.
A la librairie La Sorbonne
rue de France, à Nice, le 27 juin
à 18 heures.DE SABLE
ET DE SANGAimer et mourir en Orient
roman

DOMINIQUE ROCHER

Passions, combats, espionnage, dévouement des médailles au prix de leur vie, jalonnement des pages de ce livre historique et romanesque aussi brillant que le sable du désert. Un autre regard sur la campagne d'Egypte de Bonaparte.

NOUVELLES ÉDITIONS DEBRESSE
320 pages - 128 F

ENCYCLOPÉDIE DE L'ISLAM

Édition française établie avec le concours
des principaux orientalistes mondiaux
sous le patronage de l'Union Académique Internationale

VIENT DE PARAÎTRE :

Tome VI (MAKH-MIL) : Un volume relié 18 x 27, 1056 pp., illustré : 3.610 F
RAPPEL - Tome I : 1.737 F ; Tome II : 1.737 F ;
Tome III : 2.116 F ; Tome IV : 2.779 F ; Tome V : 3.313 F.
(Le tome VII est en cours de publication, par fascicules)ÉDITIONS MAISONNEUVE ET LAROSE
15, rue Victor-Cousin, 75005 PARIS

PRINX JEAN-JACQUES ROUSSEAU

TZVETAN TODOROV
Les morales
de l'histoire

LE COLLEGE DE PHILOSOPHIE - G R A S S E T

(1) *Le Prix Nobel*, Baland, 1986.
(2) Voir : « Bela Bartok contre le Troisième Reich », in *Poésie* 85, Pierre Seghers/Maison de la Poésie ; « Je m'appelle encore Ossip Mandelstam », in *Lettre Internationale*, n° 9, été 1986. Et d'autres poèmes, dans une anthologie de Jean-Charles Lambert, à paraître aux Éditions de La Différence, coll. « Orphée ».

مكتبة الشرح

Plongée en eau sombre

« La Piscine-bibliothèque », sulfureux premier roman d'Alan Hollinghurst : un grand succès outre-Manche

LA PISCINE-BIBLIOTHÈQUE
d'Alan Hollinghurst.
Traduit de l'anglais
par Gérard Claret.
Bourgois éd., 430 p., 200 F.

Dans le *Journal du voleur*, Jean Genet écrit que, son activité de voleur lui paraissant liée à son homosexualité, il se croyait une exception monstrueuse — jusqu'au jour où il s'aperçut à quel point le vol était chose répandue. Le jeune aristocrate décadent mis en scène par Alan Hollinghurst dans la *Piscine-bibliothèque* serait tenté lui aussi par cette vision corporatiste si ses multiples débauches ne lui en apprennent plus sur la société anglaise que sur son appartenance à une classe décadente, mais pas complètement déchu.

Car la littérature ne serait pas grand-chose sans les vices de cour, les escapades illicites et les querelles enfantines. Sans aller jusqu'à évoquer Casanova et le divin marquis, il suffit de fréquenter les arrière-cours des public schools anglaises ou de leurs sœurs aînées de Cambridge et d'Oxford pour découvrir, sur le mode masculin et quasi « thébain », ce qui étonnait tant Jean Genet sur le Barrin Chino de Barcelone.

Né en 1954, Alan Hollinghurst a fait ses études à Magdalen College (comme Oscar Wilde), à Oxford, avant d'y enseigner puis d'exercer un temps des responsabilités au *Times Literary Supplement*, où il continue de collaborer régulièrement. Ce premier roman, qui n'est pas une piscine d'eau douce mais plutôt un lac sombre et inquiétant — de ceux qui, précisément, donnent envie de nager, — a connu un succès critique et public en Angleterre et aux États-Unis à sa sortie, en 1988.

La confession d'une déchéance

Le succès de ce roman « gay » ne tient heureusement pas au sujet qu'il décore à tour de bras (muscles) mais à la qualité d'écriture de l'auteur et à un choix littéraire qui le situe entre Forster et Wilde, c'est-à-dire entre le courant moral hérité de Jane Austen et celui du roman décadent de Beckford, et de l'extravagant Ronald Firbank — récemment massacré dans une traduction française (*Le Monde* du 3 mai).

La rencontre de deux personnages, le jeune William Beckwith et le vieux lord Nantwich, à quel-que chose d'un Dorian Gray qui se regarderait dans un miroir, découvrant tout à tour ses beautés et ses laideurs et ne sachant que faire du kaléidoscope des multiples visages rencontrés. Charles Nantwich, démoniaque versin du lord Henry Winton d'Oscar Wilde, confie à Beckwith son journal intime avec le souhait obscur de le voir écrire sa biographie.

De bico curieux valets et domestiques se succèdent chez le vieillard « valétudinaire ». Ce manège intrigue le narrateur au point de détourner de sa lecture et de l'entraîner dans ses propres catacombes au bien dans les combles d'un hôtel de Londres, et son récit recouvre l'autre, jusqu'au moment où les deux histoires s'emmêlent, inextricablement liées, lorsque Beckwith découvre qu'en fait le respectable lord Nantwich a été jeté en prison grâce à son propre grand-père, auteur de mesures de répression brutales, au début des années 50.

Nantwich a connu la prison — comme Wilde — et conçu à l'égard des détenus une solidarité de caste qui lui fait recruter précisément son personnel à la sortie des prisons. Dès lors, le journal de Nantwich jette un regard trouble sur le narrateur et devient une sorte de *De profundis* ou la confession d'une déchéance. Nantwich et Beckwith sont allés dans les mêmes public schools et ont connu, goûté ou subi les mêmes plaisirs et humiliations — et cela à près d'un demi-siècle d'intervalle.

Le titre du roman vient d'une appellation en vogue à Corpus Christi, où le protagoniste a pris ses marques. Chaque « préfet » (rien à voir avec les personnages de notre République) prend le titre de « bibliothécaire ». Beckwith est le « bibliothécaire de la piscine ». Et il faut croire au fond qu'il n'a jamais cessé depuis

l'enfance d'être un promeneur érudit des piscines arbrant volontiers non pas un lys mais un ouvrage de Firbank.

Il professe un hétérosexualisme de l'insivité qu'il croit caractéristique de sa classe sociale alors qu'il décrit surtout la fin des années 70. « Je devais oisif. J'appartenais à cette minuscule partie de la population qui en effet possède à peu près tout... Je n'avais pas résisté à la perspective de ne rien faire, même si cela me tenait très occupé. » La pointe sarcastique est wilsonienne, tout comme l'apparent détachement avec lequel l'auteur évoque de brutales parties de jambes en l'air, sans compter ce goût pour la flagellation, la fessée et toute une petite violence rituelle que partagent le jeune Beckwith et le Nantwich décati. Dans son journal, Nantwich raconte ses voyages dans l'empire, sa vie en Égypte et au vuage — comme Gide — que son Afrique lui fut ce que l'Orient a été à d'autres.

Le besoin permanent d'humilier et d'être humilié si énergiquement mis en scène dans ce roman rappelle autant le monde de Genet que celui des scènes « hard » de Proust observées par la lucarne du Narrateur, au début du siècle. Qu'un lord affiche une prédilection pour les ex-détenus ne prouve certes pas que la société anglaise s'est démocratisée. D'abord, l'annuaire n'a rien de démocratique. Et cela en tout temps et tout lieu. Mais il reste que la division en classes sociales de la culture anglaise — unique, dans sa violence, en Europe — existe bien et modifie, jusqu'au ridicule, tous les rapports humains possibles dans cette contrée décidément bien insulaire.

Laissons aux psychologues aversés le soin de décider si la pratique du « fagging » dans les public schools (où un pensionnaire prend pour valet un élève plus jeune) a pu pervertir à ce point des générations et des générations d'honorables pères de famille anglais. Si le décadentisme délégué de l'auteur ne l'emportait à chaque fois, ce roman offrirait une vision quasi

dickensienne du Londres moderne — à ceci près que la traduction française est loin des subtilités de l'original.

Rien d'essentiel n'a changé

Mais l'une des raisons qui expliquent la bonne santé du roman anglais de ces dernières années ne tient-elle pas à ce que, là-bas, rien d'essentiel n'a changé ? Le roman aurait-il borieur du vide ? Lui faudrait-il des viscéres, des fluides mystérieux, du sang et des larmes pour nous émouvoir ? C'est probable, et plutôt que de s'en effaroucher, comme ces gens qui s'ennuient de ce que le sexe puisse encore intéresser, il faudrait peut-être s'en réjouir.

Cette « piscine-bibliothèque », c'est le sulfureux radeau de la Méduse des années 70, qui surnagent dans des nuages de rock et de marijuana, au moment où des gens, qui se croyaient plus vertueux, s'évertuaient encore à chercher leur sexualité une bousole à la main. Maintenant, avec le *safe sex* et l'épidémie que l'on sait, de tels récits sont aussi nostalgiques et historiques qu'une page de Genet, le saiot patron. On croit deviner, par anticipation, le regard envieux de ceux qui eussent rêvé de vivre des aventures désormais à haut risque ou bien l'œil inquiet de générations en âge de les vivre mais qui se savent incapables de les connaître — ou croient que c'est démodé.

Au fond, il faut tous les rassurer : l'homosexualité, même dépeinte par Alan Hollinghurst, est une Atlantide toujours sauvée des eaux. Des lecteurs trop persuadés de leurs propres vertus n'en trouveront guère dans ce roman débridé. Qu'ils se contentent d'être passés leur chemin. Après tout, les gens qui ne s'interressent pas à la nostalgie des autres sont peut-être sans cœur. Et l'on ne peut rien pour eux.

Gilles Barbedette

Boyd l'Africain

Une femme, un mathématicien et des chimpanzés : retour du romancier anglais vers un continent qui le fascine

BRAZZAVILLE PLAGE
de William Boyd.
Traduit de l'anglais
par Christiane Besse.
Seuil, 352 p., 120 F.

William Boyd a raison, livre après livre, de retourner au lieu où il passa sa jeunesse et dont il fit le sujet de son premier roman (1) : l'Afrique. Il y campe cette fois un roman d'aventures haletant où il est question de singes et de mathématiques, de vie conjugale et d'émancipation, d'annuaire et de sadisme — et surtout des sentiments que lui inspire ce continent extraordinaire.

Si le récit fait, une fois de plus, preuve d'une technique narrative très sûre, « deux séries d'événements surprenants » étant présentées en une habile alternance et entrecoupées de réflexions d'ordre philosophique, ce sont pourtant les descriptions de l'Afrique, avec la connaissance profonde et l'attachement qu'elles révèlent, qui frappent le plus dans le livre de Boyd : « Je m'arrêtais pour respirer l'Afrique à pleins poumons — sentir la poussière, la fumée des feux de bois, un parfum de fleur, une odeur de moisi, un relent de pourriture... »

Clovie la bravache

Ainsi s'exprime Hope Clearwater, l'héroïne de *Brazzaville Plage*, qui passera d'une vie tranquille au sein de la campagne anglaise, dans la région du Dorset où elle est chargée de la dotation des haies et des bois, à une succession d'aventures romanesques et dangereuses au fin fond de l'Afrique. Lorsque l'histoire commence, elle se remémore, dans sa maison solitaire sur la plage de Brazzaville, la trame des événements passés : son mariage avec un mathématicien génial et obsédé, qui tente de réduire les phénomènes de la turbulence à une seule formule abstraite, puis son existence en Afrique dans un célèbre centre de primatologie où



William Boyd : « Je m'arrêtais pour respirer l'Afrique à pleins poumons... »

elle est en butte à la méchanceté des hommes et à la sauvagerie des chimpanzés.

L'image sur laquelle débute le roman est celle de Clovie, dont les gestes brachés et le caractère égaré sont décrits avec une précision qui ne se démentira pas. D'emblée, le lecteur est lancé sur une fausse piste puisqu'en réalité, on l'apprend quelques pages plus loin, Clovie

est un singe. Le parallèle ainsi amorcé entre le comportement de l'homme et celui du singe ne cessera de trouver des prolongements.

Mais Hope, dont le nom contient l'idée d'optimisme et d'espoir, aime les chimpanzés qu'elle étudie, même après la découverte qu'elle fait des conflits qui les divisent et d'un sadisme qui vaut presque celui des humains. Les fusils, les crimes, les guerres civiles de l'Afrique et l'embuscade dans laquelle elle tombe ne sont pas pour la surprendre et, là où ses compagnons trahissent leur peur et leur insuffisance, elle poursuit sa route avec intrépidité, loin « des sables mouvants de la prudence, de la modération et des convenances ».

Si bien que la critique britannique a salué en elle « le portrait d'une femme moderne », pour qui l'annuaire représente le danger le plus réel et « la profession importe plus que le mariage et les sentiments ». Sa vitalité contagieuse passe en tout cas dans le roman.

Christine Jordis

(1) *Un Anglais sous les tropiques*, Bantam, 1984, repris en poche en « Points Seuil ».

L'art du minuscule

Avec « Lewis Percy », Anita Brookner excelle, comme toujours dans la description de vies sans envergure

LEWIS PERCY
d'Anita Brookner.
Traduit de l'anglais
par Fanchia Gonzalez Battie.
La Découverte, 352 p., 120 F.

« Entre le départ et l'arrivée, il reste beaucoup de place pour le doute. » Cet aphorisme, parmi bien d'autres, suffirait presque à résumer *Lewis Percy*, le dernier roman d'Anita Brookner. Nous y retrouvons des personnages qui, depuis *Hôtel du lac* (1) ou *Regardez-moi* (2), nous semblent familiers ; au fil des ans, leur pâleur, leur difficulté à vivre, leur tendance fatale à l'introspection s'est seulement accrue.

Lewis Percy, comme l'héroïne de *Regardez-moi*, travaille dans une bibliothèque, l'une de ces institutions accueillantes définies par l'irmaie d'Anita Brookner comme des asiles de jour « pour les personnes seules... pour les

gens âgés et les reclus ». Au début du roman, il est chez sa mère avec laquelle il entretient une relation sans nuage fondée principalement sur le silence ; une maison du plus pur style victorien abrite leur vie commune « essentiellement muette mais aimable » ; il prépare aussi, toujours en bibliothèque, une thèse sur l'archétype du héros dans le roman français du dix-neuvième.

Ces données étant rassemblées, on ne peut se méprendre sur le fait que Lewis appartient corps et âme à l'époque victorienne et que l'étroitesse d'une existence réglée par la plus stricte routine, bornée par la terreur du changement — « s'il fallait sacrifier ce qu'il était, n'existerait-il pas un risque terrible qu'il ne reste rien du tout ? » — va être traversée d'impulsions vagues et de velléités d'évasion : le romantisme n'est pas loin, dont il faut se méfier. Il vient en effet à Percy des envies de « grandeur, d'ouverture, d'une sorte d'apothéose », tout comme aux héros dont il étudie le destin.

« Se défait de ses illusions »

C'est pourquoi, lorsque sa mère meurt et que la solitude lui pèse trop, l'annuaire se présente à lui sous la forme peu attirante d'une quête ; la Dame à la licorne de ce nouveau chevalier est bibliothécaire comme lui et virgine comme il se doit ; elle a un aspect délicat et frêle, des vêtements « sexuels », un visage « allongé et pâle », dont Lewis se rend vite compte qu'il peut à l'occasion être « lugubre », encadré de cheveux tirant sur « le blanc et le beige », des yeux bordés de « longs cils incolores » et des épaules étroites et affaissées.

Ajoutons, pour faire bonne mesure, qu'elle est affligée d'agoraphobie et ne sort qu'accompagnée de sa terrible mère.

Aussi bien n'est-on pas étonné que, malgré ses motivations romanesques et son désir de « sauver » la jeune fille, Lewis envisage le mariage sans enthousiasme particulier ; mais, se rassonne-t-il à la manière des personnages de Jane Austen, « l'heure est venue de se débarrasser des illusions et de prendre des décisions raisonnables ». Peu avant d'accomplir son devoir, ce qui certes est une récompense en soi, il lève la tête vers le ciel vide et murmure : « Faites que je me conduise bien ! »

A l'évidence, ni la raison ni l'héroïsme ne sont pour vivre des guides suffisants. Lewis, qui aimait l'innocence et la transparence, se conduira bien sans doute, mais de surprise en surprise, il finira par préférer aux figures muettes, grises et désolées qui enserment son chemin, à leur fatale modestie et à leur peur de vivre, un être plus brillant et moins raisonnable. C'est alors qu'il songera à faire entrer le bérus de sa thèse dans le vingtième siècle.

C'est pas tant dans l'inventaire des personnages qu'Anita Brookner excelle que dans la description de ces vies ternes et minuscules, dans l'évocation de certaine sensation d'étouffement et de désespoir qui, telle une obsession, revient au fil des pages et des livres. Ce nouveau roman d'apprentissage, écrit dans la même prose transparente (bien servie par la traductrice), nous le confirme.

Ch. J.

(1) Belfond, 1988 (Booker Prize, 1984). (2) La Découverte, 1986.



Eric Fottorino
ROCHELLE
roman
Fayard
288 p.
89 F

Avec une jubilation, une aisance d'écriture et une imagination qui sont la marque d'un authentique écrivain, Eric Fottorino emmène les fils, crée, bâtit un univers de pierre et de chair qui emprunte à la réalité pour mieux la détourner. Une œuvre vraie sur le théâtre de ses illusions et qui annonce un romancier qui comptera ces prochaines années.

Daniel Gauthier, *Sud-Ouest*

A vélo, encore junior, il gagnait des courses de seniors. On peut parier qu'avec *Rochelle Fottorino* l'ère de même : gagner chez les seniors, en grillant les étapes, car il le mérite. Autant retenir son nom tout de suite, on repartira de lui.

Henriette Gohier, *L'Événement du Jeudi*

J'ai adoré ce livre qui m'a fait fondre de plus en plus à mesure que je le lisais. (...) Voilà un écrivain. Il y a un style absolument admirable. C'est sensuel, c'est tendre, c'est drôle.

Bernard Thomas, *Le Canard Enchaîné*

Je trouve ça écrit de façon éblouissante. Il y a une gaieté...

Alain Riou, *Le Nouvel Observateur*

Alors, tout le monde est d'accord sur Fottorino...

Christiane Bravo

FAYARD

LE PLAISIR D'ÉCRIRE LE DROIT D'ÊTRE LU

Si pour vous écrire est une passion, écrivez-nous. Nous éditerons et diffuserons vos ESSAIS, MÉMOIRES, RECITS, ROMANS, POÈMES en LIBRAIRIES, LANCEMENT PUBLICITAIRE par PRESSE, RADIO, TÉLÉVISION, LIBRAIRIES. Envoyez des manuscrits à :

LA PENSÉE UNIVERSSELLE

115 boulevard RICHARD LENOIR
75019 PARIS CEDEX 11
Tél. 01 45 57 74 74

Cette adresse est à l'usage de la Bibliothèque de la Pensée Universelle.

ORIENT-EXPRESS

de John Dos Passos
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Marie-Claude Peugeot.
Éditions du Rocher-Jean-Paul Bertrand,
300 p., 140 F.

LE TEMPS DES OFFRANDES

de Patrick Leigh Fermor.
Traduit de l'anglais
par Guillaume Villeneuve.
Voyageurs Payot, 406 p., 170 F.

LE DERNIER TRAMWAY

Nouvelles de l'exil
et de l'amour
de Nedim Gürsel.
Traduit du turc par Anne-Marie Toscani
du Plantier.
Seuil, 220 p., 95 F.

L'avait été sacré par Jean-Paul Sartre comme « le plus grand écrivain de notre époque », mais ses grands livres, *Trois soldats*, *Manhattan Transfer*, *USA* : 42 parallèles, sont aujourd'hui presque oubliés, si l'on excepte l'excellente initiative de publier *Manhattan Transfer* en images et en BD dans un album très réussi qui devrait inciter à la lecture d'une des œuvres importantes de la littérature sociale de l'entre-deux-guerres (1). Grand voyageur, écrivain « engagé », défenseur de Sacco et Vanzetti, John Dos Passos (1896-1970) — à qui l'on n'a pas pardonné d'avoir, sur ses vieux jours, fait campagne pour Barry Goldwater et la guerre du Vietnam — est certainement le plus oublié des écrivains de la « génération perdue ».

Un petit volume de ses voyages de 1921, *Orient-Express*, vient de paraître où l'on trouve déjà la liberté d'une écriture qui suit admirablement le regard de quelqu'un qui sait voir. Et raconter. Le titre du livre pourrait paraître trompeur, car le voyageur américain en partance pour l'Orient ne tarde pas à arriver jusqu'au Pera Palace, terminus élégant des voyageurs de la célèbre Compagnie internationale des Wagons-Lits, après avoir traversé, en quelques pages laconiques, l'Asie mineure, l'Arménie, la Grèce, le royaume des Serbes, des Croates et des Slaves, la Bulgarie, « interrompu de temps en temps par des préposés aux passeports, des douaniers, des détectives, la police secrète ou le porteur, un Belge pausif comme une locomotive, un homme irrévocablement épuisé pour avoir parcouru trop de kilomètres en chemin de fer, compté trop de poteaux télégraphiques, été trop d'escarilles sur les sièges de peluche ».

Juillet 1921, arrivé à Istanbul-

Constantinople, envahie par des dizaines de milliers de Russes échappés de la Révolution (2), citée à la dérive, il entend toutes sortes de « langues discordantes ». C'est là que, pour « le voyageur américain dans la pauvreté », Batoum, la capitale de la toute nouvelle République d'Arménie, Tiflis où « chaque jour vingt personnes meurent du choléra, et quarante du typhus ». Quant à lui, le voyageur américain pour l'Orient dîne de caviar, de tomates, de chachlik et de pastèques, le tout arrosé de grands vins de Géorgie et d'Anatolie, de Perse et du Turkestan, ouvrages de filigrane, réticules en argent, écrits du sirdar Mustafa, appareils photo, etc. « Quel sera le résultat ? », se demande Dos Passos qui rêve d'une utopie. *La même éternelle accumulation de misères, ou bien une foi comme l'islam ou le christianisme et des mots à n'en plus finir, ou bien quelque chose d'impossible, de nouveau, d'inimaginable, une vie dépourvue et sans dieux dans laquelle les biens et les institutions seront détruits pour l'agrément des hommes ? »*

Récit tournant qui n'est ni un journal de voyage ni un ouvrage construit, mais une accumulation de notes, d'observations, dans une gare Saint-Lazare, de Tiflis à Erivan, de Bagdad à Damas... En train, en phéon, en Ford rouillée, en chariot tiré par des mules, à dos de dromadaire ou de chameau, à pied, à travers la Perse où on refuse parfois de servir « l'étranger impur », dans une Asie qui a découvert qu'elle n'était pas destinée à être pour toujours asservie à l'Europe : « Les choses

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Partir pour Byzance



Constantinople, la mosquée de Soliman.

housaient très lentement en Asie, tellement lentement que les Européens n'y voyaient rien et prétendaient que rien ne bougeait.

CONSTANTINOPLE, but du voyage de l'écolier de dix-huit ans sans diplômes qu'était Patrick Leigh Fermor qui, en 1933, quitte le centre de Londres en bateau pour une faille équipée à travers toute l'Europe qui va se fermer. Il part à pied (à part un crochet en train vers Prague et Bratislava) avec un budget d'une livre sterling par semaine versé « poste restante », suivant le cours du Rhin, puis le Danube, en chantant à pleine voix, traversant l'Allemagne fraîchement nazie et les Balkans en fièvre, ajoutant les écussons des villes traversées à son bâton de pèlerin et accumulant les notes et les dessins dans des cahiers qui parfois disparaissent — comme à Munich après une terrible guele de bois à la Hofbräuhaus envahie de SS — ou qu'il retrouve après plusieurs années dans un château de Moldavie.

Des décennies plus tard, devenu un héros de la Résistance de la Crète contre les Allemands, établi en Crète, Patrick Leigh Fermor a refait le chemin par la mer, publiant en 1977 cette relation d'un voyage à pied intitulée *A Time of Gifts*, en français le *Temps des offrandes*,

qui est aussi un livre de formation, considéré par les Anglais comme un des plus beaux livres de voyage de ce siècle. Nourri à la fois des lectures du jeune garçon qu'il fut et des connaissances acquises par l'homme de soixante ans qui se souvient, le *Temps des offrandes* manque parfois de spontanéité, lorsque les explications savantes coupent le récit. Mais elles ont leur utilité, surtout si, après la lecture, l'envie vous prend de partir, puisque pour la première fois depuis le voyage de Patrick Leigh Fermor, l'Europe ne connaît plus de frontières. Ou presque.

Le *Temps des offrandes* s'arrête brusquement, au milieu du Danube, au sud de Budapest; il sera suivi par un second volume *Between the Woods and the Water* (à paraître chez Payot).

ORIENT-EXPRESS. Orient-Omnibus. Orient-Occident... Le romancier Nedim Gürsel ne connaît qu'Istanbul, la ville qu'il a quittée à vingt ans, en 1971, et qu'il ne cesse de considérer, de plus ou moins loin, dans ces « nouvelles de l'exil et de la mort » réunies sous le titre *Le Dernier Tramway*. Exilé, obligé de quitter son pays après le coup d'État de septembre 1971, interdit par la censure, puis établi à Paris, élève à la Sorbonne d'Étienne (qui a précédé son premier recueil *Un long été à Istanbul*, Gallimard 1980), il ne cherche pas l'inspiration dans ses déplacements et il ne faudrait pas le prendre pour un simple voyageur; même si ses écrits tournent autour du monde au gré, le plus souvent, de colloques d'intellectuels et d'écrivains, à Vienne, Amsterdam, New-York, Marrakech, San-Francisco, etc.

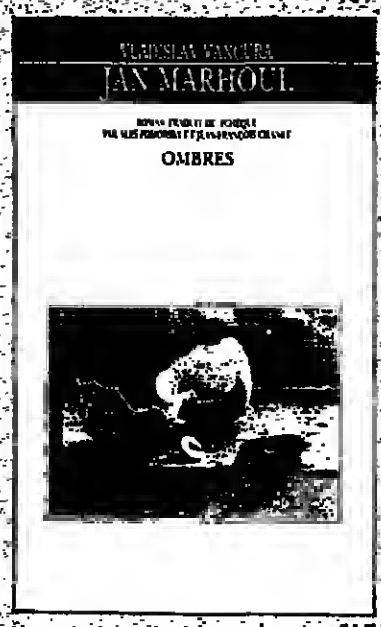
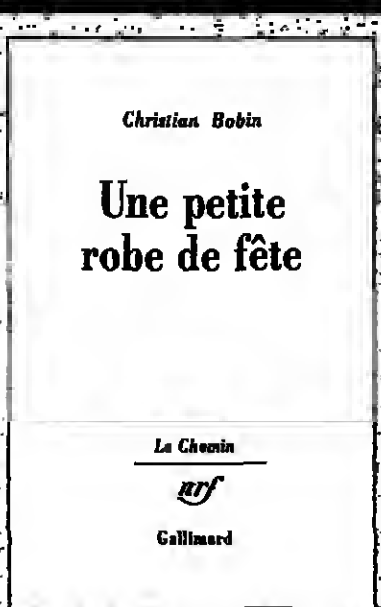
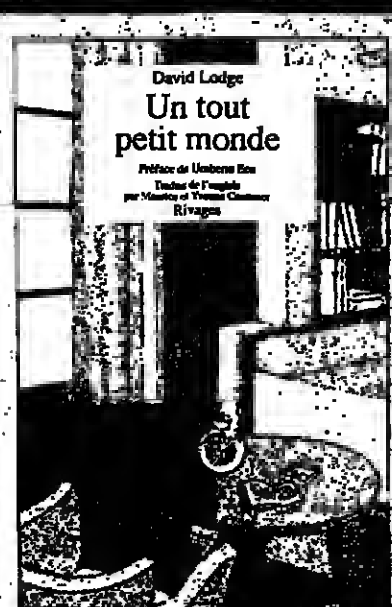
Comment peut-on être Turc entre Istanbul et Paris? Ce nouveau recueil de nouvelles pénètre dans la tête d'un homme qui se cherche, lui et les siens, les vivants et les morts : qui se lie avec la vieille émigrée russe, professeur de piano à Pantin, mais ne comprend pas pourquoi elle rompra cette amitié (*Le Mouchoir*), qui se laisse enfermer dans l'hôtel de Seos pour retrouver les livres qu'il

avait vainement essayé d'écrire, avortés ou mort-nés (*Le Cimetière des livres non écrits*), qui reste impassible et muet devant l'effacement de la famille d'un paysan anatolien écrasé dans le tunnel du Fréjus pour avoir tenté de franchir illégalement la frontière (*Le Tunnel*), qui marche avec l'imam dans le cimetière musulman de Bobigny sans pouvoir localiser la tombe d'Ali le bûcheron de vingt ans écrasé par la chute d'un arbre. « Mort, où est la justice? », s'écrit-il énumérant tous les Turcs exilés, « devenus de la terre aux quatre coins du monde : mon aîné Nazim Hikmet enterré à Moscou, et vous, mes aînés d'Uksilp (l'actuelle Skopje), le frère cadet de mon père jamais revenu de la guerre du Yémen, mon grand-père gisant à Sumna (près de Varas en Bulgarie) ». Nedim Gürsel sait, par un aller-retour obsessionnel des lieux et de la mémoire, nous ramener dans la ville de sa jeunesse, dans le vieux Istanbul aux tramways rouges qui n'existent plus, montant vers le lycée de Galatasaray où son père, professeur de français, va l'inscrire puisqu'il a réussi l'examen d'entrée. Son père, trois jours plus tard dans un accident de la circulation. La vie l'a contraint à se disperser sur la terre, à ne plus savoir dans quelle langue écrire, dans quelle langue vivre son exil. Parisien depuis vingt ans, éparpillé entre deux villes, entre deux langues, entre deux cultures, il sait qu'« écrire est une expérience qui isole » et l'exprime dans les *Mots de l'exil*, le premier qu'il a osé rédiger directement en français. « A vrai dire, je n'habite pas une ville, ni un pays, mais une langue. Le turc est ma cave où je suis dans l'écriture comme le noyau dans le fruit. J'écris donc dans ma langue maternelle et cela me rassure. Pourtant je suis traversé dans ma vie quotidienne par la langue française qui me hante. »

YANT appris à vivre avec le poids du passé, l'écrivain s'attache à saisir le présent comme s'il tentait de vaincre la solitude, détaillant avec tendresse, et sans passion, cette quête de femmes différentes qu'il étreint fébrilement à travers le monde et qui lui échappent toujours. Ou auxquelles il préfère échapper... Des passages dont le bateau est à quel et qui répéteront Istanbul, agnoui mou (« Istanbul, mon amour »). Lui restera l'exil volontaire, familier des voyages dans un monde qui a rapetissé. « C'est triste, Istanbul n'est plus pour moi une ville où je retourne, mais où je vais. Comme Paris. Je vais toujours quelque part, je ne reviens nulle part. »

(1) *Manhattan Transfer* illustré par Miles Hyman, Gallimard-Futuropolis 1990.
(2) Lire à ce sujet les *Lettres à Prière* de Georges Bizet, Clémence Hiver, 1990.

Des libraires lisent, aiment, conseillent...

L'œil
de la lettre

AIX-EN-PROVENCE, VENTS DU SUD, 7 place du Maréchal-Foch • ARLES, ACTES SUD, passage du Méjan et Espace Van Gogh, rue Félix-Réy • AULNAY-SOUS-BOIS, CAMPUS, 39 bis rue Anatole-France • AVIGNON, DU MONDE MÉDITERRANÉEN, 18 rue Bonnetière • BASTIA, L'ŒIL AUX LIVRES, 33 rue César Campinchi • BESANCON, LES SANDALES D'EMPÉDOCLE, 136 Grande-Rue • BORDEAUX, LA MACHINE À LIRE, 18 rue du Parlement-Saint-Pierre • BREST, LE GRAND JEU, 33 rue Jean-Macé • BRUXELLES, TROPISMES, 11 galerie des Princes • CAHORS, CALLIGRAMME, 75 rue Joffre • CASTRES, GRAFFITI, 8 place Pélissier • CRÉTEIL, CHRONIQUES, 3 place Mendès-France • ENGHEN-LES-BAINS, LE CHANT DU MONDE, 20 rue Mara • ÉVREUX, LES MOTS TORDUS, 10 rue Borville-Dupuis • GRENOBLE, DE L'UNIVERSITÉ, 2 place du Dr-Léon-Martin • LIÈGE, PAX, 4 place Cockrell • LYON, DES NOUVEAUTÉS, 26 place Bellecour • MANTES-LA-JOLIE, LA RÉSERVE, 14 rue Henri-Rivière • MARSEILLE, L'ŒUR DU TEMPS, 35 rue du Pavillon • METZ, GERONIMO, 31 rue du Pont-des-Morts • MONTPELLIER, LA PAGE BLANCHE, 30 rue Saint-Guilhem • NANTES, VENT D'OUEST, 5 place Bon-Pastour • ORLÉANS, LES TEMPS MODERNES, 57 rue de Recouvrance • PARIS 4*, BIFFURES, 44 rue Vieille-du-Temple • PARIS 5*, L'ARBRE À LETTRES, 2 rue Édouard-Quenu • COMPAGNIE / AUTREMENT DIT, 58 rue des Écoles • PARIS 8*, LIVRE STERLING, 49 bis avenue Franklin-Roosevelt • PARIS 12*, L'ARBRE À LETTRES, 62 rue du Faubourg-Saint-Antoine • LA TERRASSE DE GUTENBERG, 9 rue Émile-Castelar • PARIS 14*, L'ARBRE À LETTRES, 14 rue Boulevard • PARIS 16*, LA 25* HEURE, 8 place du Général-Berret • PERPIGNAN, TORCATIS, 10 rue Mailly • REIMS, LA BELLE IMAGE, 46 rue de Chazay • STRASBOURG, QUAI DES BRUMES, 35 quai des Bateliers • TOULOUSE, OMBRES BLANCHES, 50 rue Gambetta • VINCENNES, MILLEPAGES, 174 rue de Fontenay.

Les aventures
du roman

Suite de la page 17.

Mais voici le nouveauté subversive : les hommes ont leur monde, les femmes le leur, le chevalier exceptionnel est celui qui connaît le passage secret de l'un à l'autre. Nous découvrons donc, pour la première fois, les deux côtés de la scène : luttas de prestige et de pouvoir d'une part ; de l'autre, le calcul féminin, sa retenue, son sens de l'observation, ses ruses, sa concentration de forces. L'amour courtois n'est pas ce que l'on croit : il implique toute une construction érotique dont il ne serait pas étonnant qu'elle revienne, après tant de confusion maladroite, nous faire signe. Sans *Lancelot du lac*, pas de *Princesse de Clèves*, mais pas davantage Laclos ou Sade, ou, plus tard encore, Proust, Joyce, Nabokov et Céline (il suffit de penser au seul titre de *Féerie pour une autre fois*). L'érotisme féminin ? « Elle prenait grand plaisir à remuer, dans son attitude et ses paroles, le trouble dont il était saisi. »

Voilà ce que Dante prend bien garde de ne pas nous dire et qui devait le remuer beaucoup : le moment essentiel est celui de l'initiative féminine. A cet instant, la Reine « prend Lancelot par le menton et l'embrasse très longuement ». Etonnant et splendide finale qui mérite plus qu'une allusion dans *L'Enfer* : Paolo et Francesca auraient dû, même en faisant ce qu'ils ont fait, continuer à lire. D'autant

plus qu'on assiste à cet arrangement inouï d'un homme (Galehaut) qui demande à une femme (la Reine) de prendre un autre homme pour amant (Lancelot), tandis qu'une femme (la Reine) impose de son côté à une autre femme (la dame de Malebrant) son partenaire masculin (Galehaut).

À l'écart de la société légale, se fonde ainsi devant nous une contre-société de plaisir. Ils sont quatre (comme, dès le début, deux frères et deux sœurs), et le paradis existe bel et bien, il est dans le « petit bois ». « Ils demeurèrent longtemps dans cet endroit, et la matière de leurs entretiens ne fut qu'embrassements et baisers, dont ils avaient le plus ardent désir. » Comment ne pas aimer un tableau de ce genre : « Ils se levèrent. La nuit était complètement tombée, mais il faisait clair, car la lune était levée et toute la prairie était illuminée. » On y est.

Quant à la bizarre morale de cette très romanesque affaire, la voici : « L'amour est une folie et les folies du monde ne peuvent être conduites sans pèche. Mais cette folie est à honorer plus que toutes les autres, et il a bien raison d'être fou, celui qui, dans sa folie, découvre la raison et l'honneur. »

Philippe Sollers

* Signalez la sortie d'un essai de la médiocratie américaine Norma Lore Goodrich, *Le Roi Arthur* (traduit de l'anglais) — États-Unis — par Genevieve Orlandi, Payot, 674 p., 150 F.

Le Grand Prix de l'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE récompense chaque année l'auteur, de préférence encore inconnu, d'une œuvre littéraire inédite. Toutes les œuvres sélectionnées : Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficient d'une véritable promotion auprès de tous les médias : Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires Les manuscrits sont à adresser à : L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR 17, rue de Galilée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08

مكتبة النور

30 Iran : les ratés du libéralisme
31 La CEE et la réglementation des marchés publics

33 à 35 « Le Monde Affaires »
36 Unilever s'implante en Pologne

36 Marchés financiers
37 Bourse de Paris

BILLET

Duel Brittan-Cresson

Assiste-t-on à une amorce de dialogue constructif ou au contraire à une intensification des malentendus entre les autorités françaises et Sir Leon Brittan, le vice-président de la Commission européenne chargé de la politique de la concurrence, sur les aides à l'industrie électronique ? Mercredi, ce dernier a annoncé qu'à la suite de ses entretiens avec M^{me} Edith Cresson et M. Dominique Strauss-Kahn, ministre délégué chargé de l'industrie et du commerce extérieur, il renonçait, au moins provisoirement, à demander à la Commission l'ouverture d'une enquête sur les aides que le gouvernement français a versées, ou se propose de verser, à deux entreprises publiques, Thomson et Bull. Dans le cas de Bull, différent de celui de Thomson (le Monde du 18 juin), M. Brittan attendra que les discussions en cours sur la restructuration de l'entreprise nationale soient achevées avant de décider s'il y a lieu de saisir la Commission. S'agissant de Thomson, M. Brittan a indiqué, dans sa communication à la Commission, que « le gouvernement français a décidé de procéder à un examen de l'ensemble de la situation dans l'industrie électronique française et, dans ce contexte, de ne pas mettre en œuvre à ce stade la dotation en capital prévue par le précédent gouvernement. Il a garanti à la Commission qu'aucune aide n'avait été versée à l'entreprise et qu'il n'avait pas l'intention d'exécuter le programme d'aide initialement proposé ». Et c'est là que le bât blesse. Quelques heures après cette déclaration, M^{me} Edith Cresson faisait savoir qu'elle n'avait nullement renoncé à verser les aides promises à Thomson. « Il n'y a ni renoncement ni suspension », a-t-on indiqué à Matignon. « Il y a seulement — et ce n'est pas nouveau — réexamen des aides à Thomson et Bull dans le cadre plus général de la politique d'aide à l'électronique. » Le report de l'enquête peut être interprété comme l'amorce d'une trêve dans la bagarre qui oppose M. Leon Brittan, ce chancelier du libéralisme, au gouvernement français. Une trêve peut-être due au fait que M. Brittan est actuellement en proie à des préoccupations contradictoires : permettre le libre jeu de la concurrence, tout en mettant en œuvre une politique communautaire dans l'électronique. Mais le « malentendu » indique aussi que, si trêve il y a, elle ne se déroulera pas sans de bonnes parties de bras de fer. PHILIPPE LEMAITRE et ANNIE KAHN

Pour éviter le « dumping social »

La CEE prépare une directive pour protéger les travailleurs temporaires européens

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant La Commission européenne entend éviter le « dumping social » que pourrait provoquer un usage dévoyé des facilités du marché unique. Un employeur qui détache des salariés dans un autre Etat membre pour y exécuter un travail temporaire doit être tenu de respecter un minimum des règles de protection sociale appliquées dans le pays d'accueil. Tel est le sens de la proposition de directive que la Commission européenne vient de soumettre aux Douze. Le salaire minimum mensuel est fixé au Portugal à 200 écus (1 396 francs), en France à 757 écus (5 284 francs), aux Pays-Bas à 796 (5 556 francs). Le scénario que Bruxelles souhaite empêcher, c'est par exemple celui d'une entreprise portugaise, maîtresse d'œuvre ou sous-traitante, détachant ses employés sur des services français ou hollandais, en les rémunérant aux conditions portugaises. Il s'agit tout à la fois de protéger les entreprises des pays d'accueil contre une concurrence déloyale et d'assurer un minimum de garanties aux travailleurs détachés. La proposition de la Commission ne vise pas à harmoniser les dispositions régissant les conditions de travail dans les différents Etats membres, mais à coordonner leur législation afin d'établir un noyau de règles impératives qui s'imposeraient aux employeurs. Il s'agit des règles concernant : 1) la durée maximale quotidienne et hebdomadaire du travail, les périodes de repos, le travail du dimanche et le travail de nuit ; 2) la durée minimale des congés payés ; 3) le salaire minimum ; 4) la santé et la sécurité du travail ; 5) la protection des femmes enceintes et des jeunes ; 6) l'égalité de traitement des hommes et des femmes, et l'interdiction des discriminations raciales ou religieuses ; 7) les conditions de mise à disposition d'ouvriers ou d'employés par des agences de travail temporaire. La Commission propose que les dispositions concernant la durée des congés payés ainsi que le salaire minimum ne s'appliquent pas pour des détachements inférieurs à trois mois. La concertation entreprise par les services de M^{me} Vasso Papandréou, le commissaire chargé de la politique sociale, a montré qu'une telle dérogation était loin de faire l'unanimité. La législation proposée ne risque-t-elle pas de priver les entreprises du sud de la Communauté des avantages concurrentiels qui résultent de charges sociales et de salaires moins élevés ? En prétendant protéger les ouvriers grecs, portugais, espagnols, ne s'approprie-t-on pas surtout à leur faire perdre le travail qu'ils pourraient trouver dans les pays les plus prospères de la CEE ? Bruxelles réfute cet argument en soulignant que les directives envisagées n'imposent qu'une protection minimale. Ph. L.

Selon une étude de l'INSEE

Le gain de pouvoir d'achat des salariés a atteint 1,9 % en 1990

Les 11,8 millions de salariés travaillant à temps complet dans le secteur privé et semi-privé ont perçu en moyenne une rémunération nette mensuelle de 9 108 francs, soit une progression de 5,4 % en un an, selon une étude de l'INSEE (INSEE-Prémière, n° 145) publiée jeudi 20 juin. Compte tenu de la hausse des prix, le gain de pouvoir d'achat atteint 1,9 %. Toutefois, si l'on exclut les « effets de structure » induits par l'accroissement de la part relative des emplois les mieux rémunérés, la hausse du salaire moyen n'est plus que de 5 %.

La rémunération des ouvriers qualifiés (+5,3 %) a été supérieure à celle des ouvriers peu qualifiés (+4,7 %), alors que les employés (+4,5 %) ont fait mieux que les cadres supérieurs (+4,8 %) ou les techniciens et agents de maîtrise (+4,7 %). La moindre croissance des indices de salaire des ouvriers non qualifiés, remarque l'INSEE, est notamment imputable à l'évolution du SMIC (+4,3 % en moyenne annuelle). Bien que la revalorisation de juillet 1990 ait intégré l'intégralité du gain de pouvoir d'achat du salaire ouvrier moyen, cet ajustement est intervenu avec un décalage de trois mois.

Nouvelle grève des élèves-inspecteurs du travail de Marcy-l'Étoile (Rhône)

LYON de notre bureau régional Les vingt-cinq élèves de la promotion 1991 d'inspecteurs du travail, en cours de formation à l'Institut national du travail et de la formation professionnelle (INTFP) de Marcy-l'Étoile (Rhône), ont observé un nouveau mouvement de grève de vingt-quatre heures, mercredi 19 juin, à l'appel des syndicats COT et CFTD. Ils protestent contre les mesures prises à l'encontre de deux élèves de la promotion 1990, auxquels le grade d'inspecteur n'a finalement pas été attribué par un jury d'examen, pour une « scolarité insuffisante ».

Selon les militants syndicaux, une telle décision n'avait pas été appliquée depuis vingt-cinq ans. Les deux intéressés devraient rejoindre le corps des contrôleurs du travail, de catégorie hiérarchique et de rémunération inférieure. Ils avaient participé, au début de l'année 1990, à un premier mouvement de protestation contre le montant des indemnités allouées aux élèves-inspecteurs et leurs modalités de carrière. En raison de ce conflit, les délégations COT, CFTD, FO et SNIT ont refusé de signer, mercredi 5 juin, à Paris, dans une commission administrative paritaire, chargée d'organiser le transfert de fonctionnaires, dans la catégorie des inspecteurs, dont l'effectif est actuellement insuffisant. Sur les quatre cents inspecteurs de l'ensemble du pays, quatre-vingts ne sont pas pourvus. Mercredi 19 juin, le mot d'ordre de grève a également été suivi par vingt-huit élèves-inspecteurs en formation à Montreuil, dans la banlieue parisienne, et par la moitié des inspecteurs du travail affectés à la direction départementale du Rhône. G. B.

Les syndicats multiplient les mises en garde avant la revalorisation du SMIC

Alors que la revalorisation du SMIC sera officiellement annoncée lors de la réunion du conseil des ministres du 26 juin, les syndicats s'attachent à faire monter la pression sur le gouvernement. Le premier ministre doit « respecter les engagements » de son prédécesseur — c'est-à-dire répercuter le gain de pouvoir d'achat du salaire horaire moyen, ce qui correspond à une progression de 2,3 % du SMIC au 1^{er} juillet — sinon « c'est la bagarre », a déclaré mercredi 19 juin M. Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, à l'issue du Comité confédéral national (CCN) de son organisation. En appliquant strictement le minimum prévu par la loi (imputation de la moitié du gain de pouvoir d'achat du salaire moyen, soit +1,7 % au 1^{er} juillet), les pouvoirs publics risquent, selon lui, de se « discréditer ». Le CCN de FO, réuni à Caen, a adopté « un catalogue revendicatif » à l'unanimité de ses quelque cent soixante-dix membres, moins huit abstentions.

Le « réalisme » de la CGT

De son côté, M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CGT, considère dans un entretien publié le 20 juin par la Tribune de l'Économie qu'il est « absurde de penser que la bataille de l'emploi gagnera avec une politique de bas salaires ». Le gouvernement, dit-il, « semble en pleine dérive », doit donc respecter l'engagement pris en juin 1990 et se « ressaisir », estime M. Kaspar. Enfin, M. Henri Krasucki a rappelé la revendication de la CGT en faveur du SMIC à 7 000 francs. Cette exigence lui paraît « réaliste » car « ce n'est jamais que l'actualisation de ce qu'était le SMIC en 1982, compte tenu de la hausse des prix ». « Si le gouvernement veut faire une partie significative du chemin, ce sera toujours en de pris », a conclu le secrétaire général de la CGT. J.-M. N.

Regroupement franco-allemand pour le téléphone mobile

Matra et AEG s'associent dans les radiocommunications

Matra Communication, filiale du groupe Matra, a signé un accord avec l'allemand AEG dans le domaine des radiotéléphones mobiles et des radiocommunications d'entreprises, qui prévoit l'entrée d'AEG dans le capital de Matra Communication à hauteur de 10 % et la prise de contrôle par ce dernier de deux filiales d'AEG (l'une en Allemagne et l'autre en Espagne). Cet accord, qui doit être approuvé par les actionnaires, les deux gouvernements concernés et les autorités de Bruxelles, permettra aux deux groupes de revendiquer la place de premier constructeur de radiotéléphones mobiles, avec 20 % des marchés français et allemands. Les firmes regrouperont leurs efforts de développement du téléphone mobile numérique au standard européen GSM, dont la première commercialisation est prévue pour mi-1992.

L'accord prévoit aussi que, dans un délai de trois ans, AEG aura l'option, « à sa seule initiative », de porter à 21 % sa part dans le capital de Matra Communication. AEG pourra aussi décider de sortir du capital ou de maintenir sa participation à 10 %. AEG Mobiles Communication dispose d'une usine à Berlin, d'un centre de ventes et d'administration à Ulm et emploie 1 125 personnes. Avec sa filiale espagnole ARC, elle regroupe au total 1 600 salariés et réalise un chiffre d'affaires de 366 millions de deutschemarks (environ 1,2 milliard de francs). De son côté, Matra Communication a enregistré pour l'ensemble de ses activités de télécommunications un chiffre d'affaires de 5,4 milliards de francs en 1990, avec un effectif de plus de 8 000 personnes.

Les ministres des finances des sept Grands vont se concerter sur la hausse du dollar et l'aide à l'URSS

Les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales des sept plus grands pays industrialisés se réuniront à Londres dimanche 23 juin pour essayer de stopper la hausse du dollar et pour commencer à discuter d'un éventuel soutien financier à l'Union soviétique. Cette réunion imprévue précédera le sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement du G7 (Etats-Unis, Japon, Canada, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie) qui doit se tenir — à Londres aussi — du 15 au 17 juillet. Jeudi 20 juin, le dollar enregistrait une nette baisse.

attiser les effets internes de l'unification sur les prix. Les autres pays parce qu'ils redoutent que la Bundesbank ne hausse ses taux si le dollar monte encore. Or une telle politique monétaire est considérée comme un préalable à une baisse concertée des taux d'intérêt dans le monde. En France et au Japon, les gouvernements souhaitent abaisser le coût de l'argent au plus vite. Mais ils ont du renoncer à agir seuls, ébaucher pour des raisons d'équilibre (en France à cause de la mauvaise impression créée dans les milieux financiers par l'arrivée de M^{me} Edith Cresson, et ils espèrent d'une main mouvement d'ensemble. Aux Etats-Unis, la présidence est sur la même longueur d'onde afin de conforter une reprise qui s'annonce plutôt molle (le Monde du 16-17 juin). M. George Bush est favorable à des taux bas, a fait savoir mercredi 19 juin, après l'annonce de la réunion de Londres, M. Martin Fitzwater, son porte-parole.

Trouvant son origine dans la perspective de la reprise de l'économie américaine, la vive hausse du dollar observée depuis mars n'avait pas inquiété outre mesure les responsables monétaires. Du moins jusqu'à présent. M. Pierre Bérégovoy, ministre français de l'économie et des finances, a estimé « convenable » le niveau actuel du billet vert (6,09 F), mais en ajoutant qu'il fallait « éviter qu'il s'envole » (le Monde du 20 juin). M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, ne redoute pas encore que cette hausse pénalise les exportations des firmes américaines.

Cette volonté des Sept de contrer la hausse du dollar est considérée comme suffisamment commune et forte pour être redoublée par les marchés financiers. Le billet vert a ainsi reculé à l'annonce de la réunion de Londres. Il est revenu à 1,7811 DM contre 1,82 DM le 19 juin et à 6,15 F contre 6,17 F. A Paris, lors des premiers échanges entre banques jeudi 20 juin, le dollar était en nette baisse à 6,0510 F et 6,0920 F au fixing du même jour.

Aggravation du déficit commercial américain en avril

Le déficit commercial américain s'est aggravé de 17,4 % en avril à 4,78 milliards de dollars (près de 29 milliards de francs) contre 4,07 milliards en mars, a annoncé le département du commerce américain le mercredi 19 juin. Ce chiffre est considéré comme un signe supplémentaire de reprise de l'économie américaine. Les exportations ont progressé de 4,5 % et les importations de 5,9 % en raison de la reprise de la consommation.

Dimanche, les ministres et gouverneurs devaient aussi entamer les discussions concernant l'aide massive réclamée à l'Occident par M. Gorbachev. Le président soviétique est invité en marge du sommet de Londres à la mi-juillet mais la réponse que lui feront les Occidentaux n'est pas encore claire. Le mois dernier à l'OCDE, l'envoi d'une aide financière massive a été écarté. Mais, depuis, il semble que les avis changent, y compris aux Etats-Unis. On y envisage une association de l'URSS au Fonds monétaire international et des aides précises dans des domaines contrôlés comme l'énergie ou les télécommunications. E. L. B.

« Les grandes surfaces ont tort de casser le prix du lait », estime M. Mermaz

Le ministre de l'agriculture, M. Louis Mermaz, a indiqué le 19 juin à l'Assemblée nationale qu'en pratiquant des prix d'appel sur le lait les grandes surfaces étaient en partie responsables de la dépression des cours et donc des revenus des producteurs de lait. En réponse aux questions de plusieurs députés, le ministre a expliqué que les distributeurs « cassent les prix » sur le lait et que c'est « sans intérêt pour les consommateurs (...) car l'argent est récupéré sur d'autres produits ».

« La chute des cours est excessivement inquiétante, et il faut souhaiter que la profession et l'interprofession engagent le plus vite possible des conversations sous l'égide des pouvoirs publics, notamment avec certaines grandes surfaces », a-t-il ajouté. On peut espérer que la réduction prochaine de 2 % des quotas laitiers et le redéploiement des quantités autorisées vers les jeunes paysans vont « permettre un redressement du marché », a indiqué M. Mermaz.

Offre exceptionnelle jusqu'au 30 juin

GRATUIT

Votre 405 MI 16 en version V.I.P. CUIR/BOIS

avec intérieur complet en cuir et finitions en bois (planchette de bord et rappels sur les portes en loup d'orme)

3615

PEUGEOT

NEUBAUER

4, rue de Châteauguay 75009 PARIS ☎42.85.54.34
8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.81.15.88
29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.58.52
221, bd. Anatole-France 93280 ST-DENIS ☎43.21.88.21

Air France va coopérer avec Aeroflot

M. Bernard Attali, président d'Air France, et M. Boris Pankov, ministre de l'aviation civile de l'URSS, ont décidé, mardi 18 juin, d'établir une coopération sur quatre projets : la construction et la gestion d'un centre de traitement de fret sur l'aéroport de Leningrad, l'aménagement d'un centre de commissariat aérien (fourniture de repas aux passagers des avions) pour les compagnies desservant l'aéroport, la construction de complexes hôteliers à Moscou et à Leningrad, enfin le développement des équipements de l'aéroport de Kiev. D'autre part, Air France vient de créer, à parité avec Lufthansa, une société chargée de faire fonctionner un réseau informatique de gestion du fret.

ÉCONOMIE

Iran : les ratés du libéral-islamisme

Chômage, inflation, corruption : l'économie piétine. L'appel aux capitaux étrangers se heurte aux réticences des milieux financiers

ISPAHAN

de notre envoyée spéciale

La nuit est tombée sur le « Palais des quarante colonnes », dont les structures aériennes, illuminées par un éclairage savant, se reflètent dans le miroir d'un long bassin. Sous la voûte de boiseries blanches, un buffet somptueux a été dressé pour les hôtes d'honneur du gouvernement, éparpillés dans les jardins qui embaument. Foin de l'austérité et des rigueurs islamiques ! Isfahan est une fête. Une fête persane aux mille et une douceurs, sur laquelle veille une municipalité anxieuse de relancer le tourisme.

En ces derniers jours de mai, l'ancienne capitale des souverains abbassides a retrouvé sa magie d'antan pour accueillir une conférence internationale sans précédent en Iran depuis douze ans. Mosquées, palais, ponts, jardins et fontaines, ont été éclairés, briqués et ravalés de frais. On a même, pour la première fois depuis la révolution, dévoilé les peintures murales, délicieuses mais bien peu islamiques ; elles étaient restées cachées depuis douze ans par pudibonderie et crainte du vandalisme.

Quelques milliards de dollars valent bien une fête, et la République islamique n'est pas à une entorse près pour attirer les capitaux étrangers ! Ouverture, libéralisme, coopération, on n'entend que ça ces jours-ci à Téhéran, où les délégations se succèdent. Après avoir inauguré la

conférence internationale d'Isfahan, où se pressait tout ce que le monde pétrolier compte de personnalités, le ministre iranien des affaires étrangères recevait la même semaine ses homologues japonais et roumain, avant de s'envoler pour le Brésil, tandis qu'une délégation de professionnels italiens du tourisme sillonnait le sud du pays.

Dans une offensive tous azimuts, l'Iran, après douze années d'isolement, a désormais renoué avec le monde entier à l'exception des États-Unis, et il entend bien mettre à profit ces retrouvailles pour enclencher son décollage économique. Oubliées la guerre et ses contraintes ! Développement et reconstruction sont les nouvelles antennes du pouvoir. Avec la même ferveur quasi religieuse qu'ils mettaient jadis à propager la révolution, les mollahs s'appliquent donc aujourd'hui à séduire banquiers et investisseurs.

Le plan de reconstruction de cinq ans, approuvé par le Parlement en février 1990, ne laisse planer aucun doute : des 120 milliards de dollars nécessaires 90, au mieux, pourront provenir de ressources propres ; le reste, soit environ un tiers — officiellement 27,7 milliards, probablement de 30 à 35 milliards selon les banques internationales — devra venir de l'étranger.

Recettes pétrolières confortables, population nombreuse, endettement modéré, politique résolument libérale, l'Iran est-il une nouvelle terre promise ? Voir. Car, si les commerçants se précipitent, banquiers,

investisseurs et organismes de garantie, eux, font la moue. Seul le commerce courant, florissant, parvient à se développer, grâce à l'abus des « usances », c'est-à-dire des crédits fournisseurs à très court terme (moins d'un an). Mais des nombreux grands contrats emportés depuis deux ans par des entreprises étrangères (pétrole, pétrochimie, électricité, etc.) aucun jusqu'ici n'est entré en vigueur. Faute de financements à moyen ou long terme.

Que manque-t-il ? La confiance. Quels que soient les efforts du gouvernement, l'incertitude domine toujours l'avenir politique, et donc économique, du pays. « Ils sont sur la bonne voie, mais ils n'ont fait qu'une partie du chemin. Et la suite relève du pari », dit un banquier. « Je ne suis pas très optimiste, ils arrivent au bout de leurs contradictions », renchérit un diplomate.

Une Constitution xénophobe

Un discours libéral ne remplace pas une loi, encore moins une Constitution. Les mollahs, qui, derrière le président Rafsanjani, mènent depuis deux ans le pays dans la voie de l'ouverture, sont passés maîtres dans l'art de contourner les textes. Mais, faute d'une majorité au Parlement, ils ne sont pas parvenus à faire abolir les dispositions d'une Constitution profondément xénophobe, conçue à l'aube de la

révolution pour protéger l'Iran, ses entreprises, son domaine minier et ses salariés, de l'emprise des « exploitants » étrangers. Les investissements étrangers sont, depuis le 21 janvier, officiellement autorisés, et même favorisés par un taux de change exceptionnel ; mais ils restent pourtant interdits par l'article 80 de la Constitution. De même, le doute demeure sur les taux d'intérêt : contrairement à la loi coranique et pudiquement rebaptisés « charges sur les paiements différés », ils sont toujours, eux aussi, interdits par la Constitution, sauf pour « les mois d'avance », ce qui explique la préférence marquée des banques étrangères pour les crédits à moins d'un an.

Troisième source de blocage : les litiges. En cas de conflit entre deux partenaires commerciaux, la Constitution interdit le recours à un arbitrage international, seuls les tribunaux islamiques iraniens étant reconnus compétents. Prudentes, les firmes étrangères n'exportent donc que garanties par les sociétés d'assurance comme la COFACE française ou la Hermes allemande, lesquelles rechignent à couvrir les crédits autres qu'à très court terme ou dans un plafond déterminé. Résultat : les grands contrats sont signés mais les crédits ne suivent pas.

Les contradictions ne se limitent pas aux problèmes juridiques. « La question est de savoir si une économie libérale peut se développer dans un régime social et politique aussi contraignant », explique un observa-

teur. Depuis deux ans, le régime s'est certes quelque peu assoupli, non sans tensions entre les deux clans au pouvoir, chaque pas en avant des « pragmatiques » étant suivi d'un retour de bâton orchestré par les « radicaux », farouches défenseurs de l'Islam. Mais ce régime reste profondément marqué par ses origines populistes et religieuses.

Les lois sociales, qui interdisent pratiquement tout licenciement, sont parmi les plus contraignantes du monde.

Comment attirer les capitaux étrangers dans des entreprises où les effectifs sont trois fois plus nombreux que la normale ? Comment retenir les cadres étrangers, alors que leurs épouses ou leurs enfants ne parviennent que très rarement à s'acclimater ?

Les femmes et les fillettes — à partir de six ans, qu'elles soient iraniennes ou étrangères, restent soumises à la « modestie religieuse » et tenues de porter, même en plein été, voile, manteau, chaussettes, etc.

Comment faire revenir les entrepreneurs et leurs familles, pour la plupart exilés à l'étranger depuis la révolution, dont les compétences et les capitaux manquent cruellement, tant pour le démarrage de la Bourse que pour le programme de privatisation ? Le gouvernement a certes récemment tendu la main aux iraniens de l'étranger, allant même jusqu'à offrir aux capitaux réinvestis une garantie via des banques suisses. Les quelques jours après les offres de réconciliation du président Rafsanjani, son principal adversaire politique, M. Ahmed Khomeiny, chef de file des radicaux, s'en est pris violemment aux « voleurs » et aux « traîtres » en exil, s'indignant de leur retour. C'en était fini de l'ouverture. Adieu capitaux, Bourse, investissements, chefs d'entreprise.

Contradictions

Contradictions. « Ils sont aux limites des possibilités d'action du système qu'ils se sont créés », dit un entrepreneur iranien expatrié. La conclusion est simple, bien que peu rassurante : il faut désormais que l'un ou l'autre clan emporte, les accommodements avec le ciel n'étant plus possibles. « La dernière manche n'est pas jouée », estime un diplomate. Et, dans les élections législatives d'août 1992, si elles sont gagnées par les pragmatiques, leur permettre enfin d'imposer les réformes de fond nécessaires pour décider les milieux financiers internationaux.

En attendant, l'économie iranienne piétine, incapable de se débarrasser par ses seuls moyens des trois plaies du mal-développement : chômage, inflation et corruption. « Ils ont bien surmonté le traumatisme de l'après-guerre, mais ils cherchent leur second souffle », estime M. Henri Gudin du Pavillon, directeur de la Société générale, banque française de loin la mieux implantée à Téhéran.

Depuis deux ans, le produit national brut a repris sa croissance, après dix années de recul marqué. Les entreprises, qui ne tournent qu'à moins de 40 % de leur capacité, faute de pièces, de matières premières et de main-d'œuvre, recommencent à fonctionner à un rythme plus normal, parvenant parfois à utiliser plusieurs équipes quotidiennes. La remontée des cours du brut aidant, la consommation s'est quelque peu raffermie : on voit de plus en plus de voitures neuves dans le centre de Téhéran, engorgée comme jamais dans des embouteillages monstres. Partout les chantiers fleurissent, et les immeubles à demi achevés, faute de moyens, ont à peu près disparu, comme les tranchées et les abris qui jadis parsemaient le pays.

Mais ce regain ne suffit pas à éponger le chômage, gonflé par la démobilisation de l'armée, dans un pays où 65 % de la population a moins de vingt-cinq ans. Selon les dernières statistiques du ministère du plan, près de la moitié (48 %) de la population active était sans emploi. Surtout, cette reprise coûte cher. Car le drame de l'Iran est là : son industrie, fortement dépendante des importations de matières premières, de pièces et de produits semi-finis, est une dévoreuse de devises. « Chaque unité de production est devenue une unité d'importation », explique un observateur étranger. Pour réduire le chômage et relancer la machine, il faut pourtant les faire tourner au maximum, donc dépenser en importations ce qui devrait être consacré aux investissements, porteurs d'emplois futurs. La quadrature du cercle.

Le compte est vite fait : d'un côté, 16 à 17 milliards de dollars de revenus extérieurs. De l'autre, 7 à 9 milliards d'importations incompressi-

bles : produits de base, notamment agricoles, produits raffinés, produits pharmaceutiques, armement, etc. Reste, selon les années, de 6 à 9 milliards de dollars, soit presque exactement les allocations en devises nécessaires pour faire tourner l'industrie à pleine capacité (8 milliards de dollars par an). Impossible d'investir... à moins de s'endetter.

Depuis deux ans, l'Iran a ainsi accumulé de 5 à 7 milliards de dollars de dette sous forme d'« usances », sans cesse renouvelées. Une fuite en avant qui, compte tenu des conditions — crédits à très court terme, taux d'intérêt excessif — ne saurait durer très longtemps. « La relance de la consommation, c'est agréable, mais dans un ou deux ans, nous risquons de nous retrouver avec 7 milliards d'usances à payer sur un revenu de 12 milliards... », explique un universitaire iranien.

Tricheries

Second point noir : l'inflation, 50 % l'an environ, selon tous les observateurs, qui se nourrit de la plaie et du système de triple taux de change en vigueur. Un système complexe, pervers, où coexistent un taux fort — 70 rials pour 1 dollar, dit « officiel », totalement surévalué, pour les importations de biens de première nécessité et les projets prioritaires ; un taux médian — 600 rials pour 1 dollar, dit « préférentiel », pour les importations destinées à l'industrie ; et enfin un taux flottant — 1360 rials pour 1 dollar — collé à celui du marché noir, pour les importations de biens non indispensables, les exportations et les investissements étrangers.

Un vrai casse-tête qui coûte cher à l'État puisque la surévaluation des taux officiels et préférentiels revient à subventionner très largement les biens de base et l'industrie, en alimentant la planche à billets. La masse monétaire a ainsi été multipliée par six en trois ans. Sans pour autant améliorer l'ordinaire de la population, dont les salaires sont loin de suivre le rythme des prix. Le marché officiel, éminemment alimenté en produits de base, sucre, riz, viande, huile, etc., — distribués au moyen de tickets, reste seul accessible à l'iranien moyen, mais les rations sont loin de suffire (700 grammes de viande par personne et par mois), et les denrées promises sont souvent introuvables. Il faut donc se rabattre sur le marché libre, sur lequel on trouve tout, mais qui, hélas ! suit le cours libre du dollar.

« Nous sommes payés en rials, mais nous dépensons en dollars », se plaignent les iraniens. Il suffit pour s'en persuader de comparer le salaire moyen iranien (80000 rials) et français (8000 francs), puis de parcourir les rues surchauffées de Téhéran où, devant les prix par dix pour avoir, grosso modo l'équivalent en pouvoir d'achat : 600 rials (60 francs) la boîte de Kleenex, 2000 rials le kilo de viande de poulet ou de mouton, 30000 rials la location d'une chambre de bonne, 33 millions de rials (3,3 millions de francs) une « 405 » montée sur place... Comment font-ils ? « On ne sait pas », répondent en chœur tous les observateurs.

En réalité, ils trichent. A tous niveaux, spéculation et corruption font rage : spéculation immobilière, spéculation sur les changes, sur la monnaie... La meilleure façon de gagner de l'argent consiste à se procurer des devises et à jouer sur les différences de taux, ou à acheter au taux officiel et à revendre au taux libre. Commerçants, usiniers, affrètes de tout poil, passés maîtres à ce sport, font leurs choux gras d'un système profondément pervers et de plus en plus incontrôlable. Au point que souvent les investissements dans l'industrie ne sont qu'un paravent, un prétexte pour se procurer des devises.

L'unification des taux est donc un impératif pour l'État. La Banque mondiale en a d'ailleurs fait une condition sine qua non à l'accroissement des crédits. Mais la disparition progressive des taux, officiel ou préférentiel, risque de provoquer non seulement une débâcle dans l'industrie, mais aussi des tensions sociales insurmontables. Pour les moins fortunés, la vie est déjà de plus en plus dure, elle deviendrait impossible sans les produits subventionnés. Un risque social qui constitue pour les observateurs étrangers une autre source d'inquiétude. « Le ras-le-bol monte, assure la femme d'un riche iranien. Il sera difficile de récupérer. On a trop dit que c'était une révolution pour les déshérités. Aujourd'hui, ils voient que les riches, c'est-à-dire le Bazar, sont encore plus riches, et les pauvres encore plus pauvres. Ce n'est pas gagné... »

VÉRONIQUE MAURIS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Les Actionnaires sont invités à participer ou à se faire représenter à l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE du 27 juin 1991

Alcatel Alsthom donne rendez-vous à ses Actionnaires le 27 juin 1991

Mesdames, Messieurs,

L'Assemblée générale mixte, ordinaire et extraordinaire, d'Alcatel Alsthom Compagnie Générale d'Électricité se tiendra le jeudi 27 juin 1991 à 14h30, au Palais des Congrès, 2, place de la Porte Maillot à Paris.

Si vous souhaitez assister personnellement à l'Assemblée, une carte d'admission est indispensable, elle vous sera délivrée sur votre demande. Si vous préférez voter par correspondance ou par procuration, utilisez le formulaire prévu à cet effet.

Si vous êtes Actionnaire Nominatif d'Alcatel Alsthom, vous avez reçu par courrier l'avis de convocation et les divers documents permettant de participer ou d'être représenté à l'Assemblée générale : demande de carte d'admission, formulaire de vote par correspondance ou par procuration. Il vous suffit de renvoyer le document exprimant votre choix au Service Titres Alcatel Alsthom RSE-CNO - BP 1135 - 44024 Nantes Cedex 01 qui devra le recevoir avant le 22 juin 1991. Il se chargera des formalités.

Si vous êtes Actionnaire au Porteur d'Alcatel Alsthom et si vous désirez participer à l'Assemblée, adressez-vous à l'intermédiaire financier auprès duquel sont déposés vos titres pour qu'il vous envoie les documents nécessaires s'il ne l'a déjà fait. Exprimez votre choix à l'aide de ces documents, envoyez-les à votre intermédiaire financier en lui demandant d'immobiliser vos actions Alcatel Alsthom du 22 juin au 27 juin 1991 et de transmettre le certificat correspondant et votre dossier au Service Titres Alcatel Alsthom qui devra les recevoir avant le 22 juin 1991.

Au cours de l'Assemblée les Actionnaires seront appelés notamment à approuver les comptes de l'exercice 1990 et la distribution correspondante (dividende hors avoir fiscal de 12,50 F par action contre 11,00 F par action en 1989), à renouveler le mandat de quatre Administrateurs, à ratifier la cooptation d'un Administrateur, à autoriser le Conseil d'administration à opérer en bourse sur les actions de la société pour en régulariser le marché. Les Actionnaires auront par ailleurs à statuer sur le projet de fusion absorption par Alcatel Alsthom de ses filiales Générale Occidentale, Trocadéro Participations, Saft et Locatel et à autoriser le Conseil d'administration à émettre diverses valeurs mobilières.

Alcatel Alsthom publiera dans la presse un compte rendu dans les jours qui suivront l'Assemblée générale.

ALCATEL ALSTHOM EN DIRECT :
• Minitel : 36.16 code CLIFF
• Téléphone : (1) 42 561 561

مكتبة المجلد

ECONOMIE

Le Monde

Le Monde

MONDIALE TELECOM
SISTE
FIRIL
INTERNATIONAL
DES AFFAIRES

MONDE
Taper RLS

L'aéronautique civile estime avoir évité le pire

مكتبة ابن الأثير

10-10-68

AFFAIRES

L'argent des odeurs

L'industrie mondiale du parfumage (47 milliards de francs) a été modelée par l'évolution de sa clientèle. Aujourd'hui, elle cherche à conquérir de nouveaux territoires. En joignant l'utile au plaisant

LA folie du parfumage s'est emparée de la planète. Les savons, les mousses, les produits nettoyants pour les vitres, les shampoings, les crèmes pour les mains, les couches pour bébé, les lingettes pour bébés, les produits pour le corps ne se contentent plus d'être fonctionnels : ils doivent sentir bon. Même le détartrant pour WC n'y échappe pas !

Il ne faut pas s'étonner si un gel douche ou une savonneuse bon marché dégage des effluves rappelant le N° 5 de Chanel, Poisson ou Samara : c'est voulu. « Tous produits de masse confondus, le parfum doit les « notes » ont été le plus utilisées - y compris dans les produits pour nettoyer les sols - est le N° 5 de Chanel », précise un professionnel. Ne pas s'étonner non plus si telle dose de bain moussant en forme de poisson, de boudé de sauterie pour les vacances (un mélange d'odeurs de sable, de mer, d'ambre solaire), ou si l'assouplisseur textile donne au linge une odeur de « propre », et que le nettoyeur pour sols carrelés ou plastiques dégage une odeur de cirage. Au fait, a-t-on vraiment besoin que l'eau de Javel sente l'eau de Javel pour être efficace ? Si tel est plus le cas demain, dites-vous bien que rien n'arrive par hasard.

Cet inventaire (parfumé) à la Prévert ou à l'écrit par les rayons du supermarché. Une voiture d'occasion peut sentir le neuf. Un porte-documents en plastique peut imiter le cuir à s'y tromper, même si l'on colle son nez dessus. A l'approche de certains restaurants fast-foods, une irrésistible odeur de brioche se répand sur le trottoir ; chez d'autres, à l'heure fixe, c'est l'odeur du hamburger-frites qui s'échappe avec insistance, remplaçant celle du petit déjeuner. Près de la boutique vendant du thé, c'est l'odeur de bergamote qui attire l'attention. Et que dire de ces immeubles de bureaux où, à différentes heures, des effluves soigneusement choisis dimouent le stress et augmentent la productivité des employés ?

Bref, Proust et sa petite madeleine font plus que jamais des émotes. Les professionnels du parfum parlent désormais de « communication olfactive » et de « persuasion clandestine ». On est loin, apparemment, du plaisir et des rêves de luxe, de séduction offerts par les Opium, Shalimar, Byzance et autres parfums de marque. Pourtant, ces précieux élixirs sortent des mêmes laboratoires que les odeurs élaborées pour les produits de masse. « Nos clients sont des « sors », des odeurs à succès ; nous, nous sommes leurs négés. A chacun son rôle », dit, pour expliquer

leur légendaire discrétion, les fabricants de parfums et d'arômes (oui, les youtours à la fraise se sont eux également ; mais cela, c'est une autre histoire).

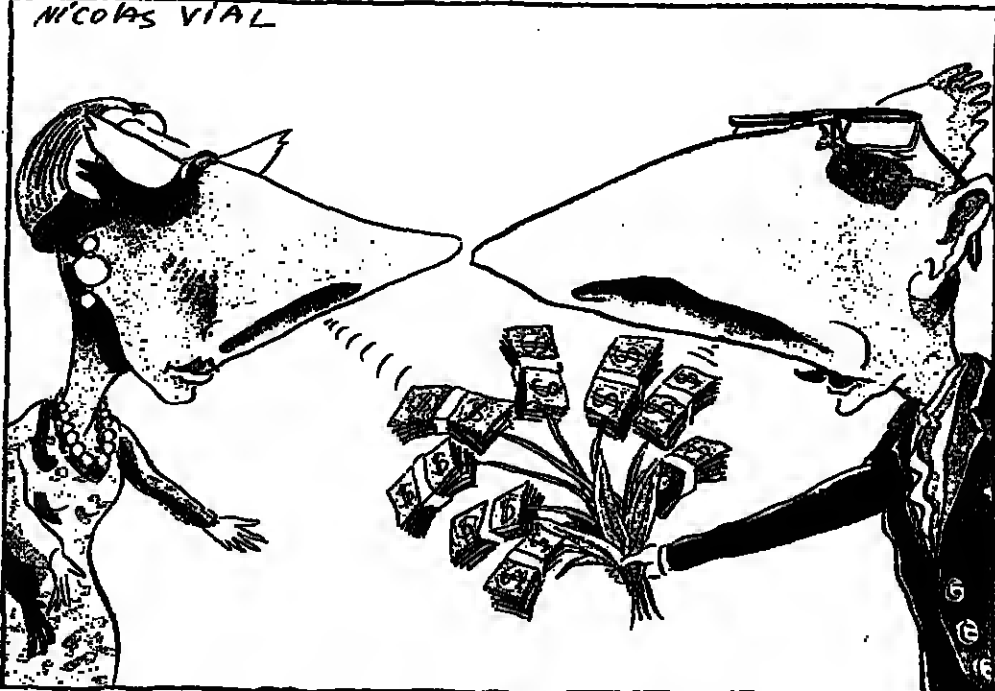
Depuis longtemps, donc, rares sont les marques qui, telles Guerlain, Chanel ou Patou, ont leur propre « nez » et composent leurs parfums. Dans le monde entier, on fait appel aux talents de l'américain IFF (International Flavors and Fragrances), de l'anglo-écossais Quest International (groupe Unilever), des suisses Firmenich (puissant groupe familial), Roure et Givaudan (tous deux du groupe Hoffmann-La Roche), des allemands Haermeon & Reimer (groupe Bayer) et Dragoco (groupe familial), ou encore du japonais Takasago. Autant de noms - parmi d'autres - inconnus du grand public. Un anonyme et bisouveau puisqu'il leur a permis de passer sans problème de l'Air du Temps à Air Wick. Comment ?

Surenchère sur la qualité

Voilà un peu plus d'un siècle, alors que Grasse prospère et fournit ses essences naturelles aux artisans-parfumeurs, des chimistes allemands, puis suisses, cherchent à copier la nature en créant des produits aromatiques de synthèse. Ainsi ont-ils la vanilline, principal ingrédient aromatique de la gousse de vanille. Composant essentiel de Jicky, créé par Guerlain en 1899, elle demeure très utilisée en parfumerie, notamment dans les parfums de type dits « orientaux », comme Poisson (et encore plus dans le domaine alimentaire).

Au gré de leurs découvertes, les chimistes élargissent la « palette » des produits utilisés dans leurs compositions, apportant des notes originales qu'on ne trouve pas dans la nature ou qu'on ne peut extraire de produits naturels. O bonheur : les produits de synthèse sont le plus souvent bien moins chers que les huiles essentielles naturelles. Ce qui explique, en bonne part, que les parfums se comportent plus, en moyenne, que 15 % à 20 % de produits naturels.

C'est parce qu'ils disposent de produits de synthèse bon marché qu'à la fin des années 50, les fabricants de parfums vont pouvoir se développer dans la parfumerie de masse. « Avec l'arrivée des lave-linge et des lave-vaisselle, le marché des produits à laver et des détergents liquides a explosé », raconte Jean-Pierre Mortier, gérant de Dragoco en France. En même temps, la mode du savon-plaisir (parfumé)



s'est développée, et une multitude de produits d'hygiène et de produits ménagers sont apparus. De taille et de structure encore artisanales, notre profession est alors devenue une véritable industrie. Ainsi estime-t-on que sur les 800 ou 1 000 entreprises qui la composent, les dix premières ont réalisé l'an dernier un peu plus de la moitié du chiffre d'affaires mondial (au total 7,7 milliards de dollars, y compris donc les arômes alimentaires, importante source de diversification).

On l'a deviné : c'est pas l'altruisme qui a poussé les fabricants de produits ménagers et de cosmétiques à utiliser des compositions parfumées. Le parfum fait vendre. « Même si le consommateur ne s'en rend pas compte, son premier geste devant un rayon de grande surface est de saisir le produit pour le sentir », assure Jean-Louis Delpeuch, PDG de la filiale française de Cruest. « Autrefois, il suffisait que les produits sentent bon. Aujourd'hui, il y a surenchère sur la qualité du parfum : celui-ci est devenu un élément de différenciation très important », explique Michel Missotte, PDG de Firmeoich France. Les professionnels affirment que 70 % à 80 % de la fidélisation de la clientèle sont liés au parfum ! De plus, comme le sou-

ligne IFF pour ses clients, le parfum peut servir de « signal », ce étant associé dans l'esprit du consommateur à des qualités de douceur, de fraîcheur, de délicatesse, de force, de gaieté, etc.

Voilà pourquoi le lancement publicitaire des produits de masse met en avant leur parfum. C'est le cas par exemple des gels-douche Talmi (six parfums), de l'assouplisseur pour le linge Capoline, de la nouvelle ligne de déodorants de Colgate, des désodorisants d'ambiance. Et qui ne rêve du succès remporté dans le monde entier par le shampooing Timotei, grâce à l'acceptation universelle de son parfum ?

Certes, la parfumerie de masse a, comme la parfumerie fine, ses grands classiques. Le succès de l'odeur de la Baby Powder de Johnson & Johnson n'a rien à envier sur la durée à celle de Shalimar. Mais à part ces exceptions, la création de nouvelles senteurs est de règle, et comme pour la parfumerie fine, elle s'est accélérée. Une vraie manne pour les fabricants de parfums, tant les volumes en cause sont importants. « Pour un parfum de luxe qui marche très bien, nous fournissons 40 à 60 tonnes de concentré par an ; pour un savon international, il en faut 400 à 500 tonnes », précise Jean Amie, PDG de Roure. Mais le prix du second concentré est à peu près huit fois moins élevé, car il coûte beaucoup moins cher à fabriquer.

Entre fournisseur d'Unilever (qui, au passage, s'est offert le luxe de surgir tout à coup au second rang mondial des fabricants de parfums et d'arômes en créant de toutes pièces Quest, par rachat) de Procter & Gamble, de Colgate-Palmolive et autres L'Oréal n'est pas de tout repos... Au point que les grands fabricants de parfums ont maintenant chez eux des responsables chargés de suivre non pas un secteur mais un client !

En somme, si l'industrie du parfum est devenue multinationale, c'est parce que ses clients le sont devenus, et que leurs produits sont de plus en plus internationaux. « Nous devons nous adapter à nos clients, car ce sont eux qui développent les marchés potentiels », constate Jean Amie. C'est pourquoi nos concurrents japonais ne comptent vraiment sur le marché mondial que le jour où les manufacturiers nippons auront eux-mêmes conquis les marchés internationaux.

En retour, heureusement pour les fabricants de parfums, leurs clients dépendent de plus en plus de leurs talents. Talents de création, mais aussi talents dans la découverte de

nouvelles molécules, de nouveaux procédés de fabrication, de nouveaux concepts. « Parfumer un produit est compliqué. Nous travaillons sur les projets de nos clients plusieurs années avant qu'ils n'apparaissent sur le marché », souligne François Berthaud, directeur général de Givaudan France. Nous sommes devenus leurs partenaires, nous leur fournissons. Les petites sociétés n'ont pas les moyens de faire ça. » La parfumerie est devenue une industrie de haute technologie. Equipées de matériels scientifiques de pointe, les firmes investissent chaque année, en moyenne, 7 % de leur chiffre d'affaires dans la recherche. Firmenich, IFF et Givaudan ont mis au point de nombreux produits de synthèse dont ils gardent l'exclusivité. Roure a fait appel aux biotechnologies pour produire de la rose sans rose, en faisant travailler des enzymes, des levures. IFF est dans le peloton de tête pour la fabrication d'effluves, ces secteurs éblouissants plus proches des senteurs naturelles que les huiles essentielles (le Monde du 21 novembre 1990).

Mais il ne s'agit plus simplement de trouver de nouvelles odeurs. L'avenir de la parfumerie réside aussi dans la découverte de nouvelles utilisations du parfum : tout peut se parfumer, du gazole (celui d'Esso sent la fraise) jusqu'aux jouets (des granulés de polyéthylène mis au point par IFF peuvent être mêlés au plastique lors de la fabrication et lui donner, par exemple, une odeur de fruit ou de fleur), en passant par les appartements. La parfumerie d'ambiance est un marché en pleine croissance grâce à l'apparition de nouveaux supports, tels que plaques parfumées, billes de plastique, qui laissent progressivement échapper les senteurs. Certains ont même imaginé de mettre de petites doses de parfum dans les sacs pour aspirateurs. D'autres nous proposent des « casses d'odeurs » qui permettent d'alterner les parfums, pour éviter l'effet d'accoutumance.

Ajoutons que l'industrie, même si elle reste très discrète sur le sujet, croit beaucoup à l'avenir des parfums utiles, et non plus uniquement plaisants. Qu'ils cherchent à repousser - agréablement s'entend - les insectes au les animaux (y compris dans le domaine agricole) ou à modifier notre humeur et notre comportement grâce à l'aromachologie (voir encadré), les industriels du parfum ont manifestement choisi de conquérir de nouveaux territoires.

MARTINE LEVENTER

Grasse privée de monopole mais non de privilège

A Grasse, on cueille la rose et le jasmin à la main. Comme si rien n'avait changé depuis le XVIIIe siècle, l'époque où cette région du Midi a découvert sa vocation pour les bonnes senteurs.

Les premières distilleries remontent à Catherine de Médicis et aujourd'hui cette industrie emploie 2 800 personnes dans une soixantaine d'entreprises. Mais entre-temps, Grasse s'est fait voler le monopole de la fabrication des odeurs : avec 2,9 milliards de francs, les usines de cette ville réalisent seulement 7 % du chiffre d'affaires mondial du parfumage. Et si elles conservent le secret de quelques célèbres parfums, la plupart des entreprises familiales ont rejoint le giron de groupes multinationaux.

Mais il leur reste un privilège de la nature : la rose centifolia qui fleurit seulement dans le sol et sous le soleil grasseois a une odeur inimitable. Les 198 horticulteurs en produisent 302 tonnes par an qu'ils vendent 32,40 francs le kilo aux parfumeurs. En revanche, la production de jasmin, dont la récolte exige beaucoup de temps et de minutie, est tombée de 104 tonnes en 1978 à 38 tonnes maintenant. Mais cette production locale permet de poursuivre la fabrication des grands parfums : depuis 1935, l'entreprise Robertet fournit à Patou le « jus » de Joy, toujours identique grâce au sys-

tème de la « communelle », sorte de « coupage » de fleurs provenant de plusieurs champs et qui permet de reproduire d'année en année la même fragrance.

Une volonté de diversification

Si la cueillette est encore traditionnelle, les processus de fabrication ne le sont plus. Les alambics ne sont plus là que pour la décoration et les entreprises grasseises consacrent plus de 5 % de leur chiffre d'affaires à la recherche. Avec une volonté affirmée de diversification : le temps est passé où les parfumeurs grasseois fournissaient seulement des matières premières. Avec les compositions parfumées et les arômes alimentaires, ils ont découvert de nouvelles activités dont les marges bénéficiaires sont plus rondes et d'autant mieux venues qu'en 1991, la parfumerie de prestige est en régression.

Pour les grandes maisons de couture qui n'ont pas de « nez » à domicile, ils réalisent des compositions parfumées signées ensuite par des griffes prestigieuses. Avec leurs boute de papier trempées dans des liquides odoriférants, les parfumeurs de Grasse sont même quelquefois en avance sur leur temps. Père des eaux de toilette pour bébés, Philippe Maubert, vice-président de Robertet, a mis

plus de dix ans à « vendre » son idée.

Au cours des vingt dernières années, c'est le secteur des arômes qui s'est le plus développé. Les saveurs à la vanille, à l'orange, à l'asperge, à la pistache et bien d'autres pour les potages, yaourts, sirops ou gâteaux représentent désormais 30 % de l'activité des industriels grasseois. Chez Robertet (563 millions de francs de chiffre d'affaires, dont près de trois quarts à l'étranger), la croissance de ce secteur est de 15 % par an.

La tendance est la même chez CAL-Pfizer, un groupe américain (6 milliards de dollars de chiffre d'affaires total) qui a racheté le parfumeur Coty en 1983. Dans l'usine de Grasse, on traite une dizaine de produits parmi lesquels le gingembre, le bourgeon de cassia, la sauge et le céleri suivant un procédé original d'extraction au CO₂. L'installation de ces équipements a coûté 3 millions de dollars (18 millions de francs). La société Robertet a dépensé à peu près la même somme pour les extracteurs de sa nouvelle usine consacrée à 80 % aux arômes alimentaires.

Absurdité : dans cette région de forte spéculation immobilière, les industriels doivent déboursier autant pour l'achat des terrains (autour de 450 francs le mètre carré) que pour celui des machines !

FRANÇOISE CHIROT

Montée en puissance

Comme on l'imagine, le poids économique de cette nouvelle clientèle est tel que même un fabricant comme Roure, réputé pour sa créativité et ses succès en parfumerie de prestige (il reste, selon les années, numéro un ou numéro deux mondial) réalise aujourd'hui la moitié de son chiffre d'affaires en parfumerie de masse. Chez IFF, numéro un mondial des parfums et arômes (respectivement près de 600 millions de dollars et 400 millions de dollars de chiffre d'affaires) la parfumerie de masse représente les deux tiers de l'activité. « Et il ne faut pas s'étonner si c'est elle qui va croître le plus vite dans les années à venir », commente Michael Sweeney, vice-président (Etats-Unis). Les pays du tiers-monde, qui offrent des opportunités de croissance formidables n'ont pas vraiment les moyens d'acheter des parfums. En revanche, les produits parfumés qu'ils utilisent sont maintenant de meilleure qualité. Et les grandes multinationales de la lessive et des cosmétiques qui s'engouffrent sur ces marchés entraînent dans leur sillage les fabricants de parfums - du moins, ceux qui peuvent suivre.

Car c'est là une des caractéristiques de la profession : elle a été modelée, surtout depuis une quinzaine d'années, par l'évolution de sa clientèle. La diversification dans la parfumerie de masse et les produits de synthèse ont permis la montée en puissance de groupes étrangers et provoqué le déclin de l'industrie grasseoise, prédominante jusqu'aux années 50. Pour faire face à la vague de concentrations qui s'est déferlée sur l'industrie des lessives et des produits de toilette, les

Les effets sur l'humeur

« Les odeurs peuvent avoir des effets sur notre comportement, modifier notre humeur, influencer notre sexualité (...). Aujourd'hui, des experts étudient même la possibilité d'utiliser des odeurs pour contrôler les foules, ou éviter des émeutes. » Ces lignes sont extraites d'un petit fascicule distribué à ses clients par Origins Natural Resources Inc., nouvelle filiale du groupe Estée Lauder spécialisée dans les produits naturels, « écologiques ». Le géant américain du cosmétique est le premier professionnel à faire ainsi explicitement référence à l'aromachologie, cette nouvelle science qui cherche à utiliser les effets des odeurs sur l'état physique et le mental de l'homme (le Monde du 14 février 1990). Lors du colloque Summit 2000, récemment organisé à New-York par la Fragrance Foundation, chercheurs, universitaires et spécialistes de la parfumerie ont fait part des premiers résultats obtenus dans ce domaine, qu'ils envisageront comme une voie d'avenir.

Sensory Therapy

Lancés en août dernier aux Etats-Unis dans un nombre limité de points de vente, les produits de « Sensory Therapy » (thérapie sensorielle) d'Origins se

présentent sous forme de gels odorants et d'huiles pour le bain ou la douche. Composés d'huiles essentielles et d'ingrédients naturels, ils sont au nombre de deux : Sleeptime (pour aider à l'endormissement), Stress buffer (pour éviter le stress), Energy boost (pour dynamiser), Peace of mind (pour éliminer la sensation de tension), et Muscle easing (pour relaxer les muscles).

« Mis au point par nos équipes scientifiques avec des chercheurs européens, ces produits visent à agir sur l'humeur, sur la façon dont on se sent », précise William Lauder, vice-président directeur général d'Origins. Ils se sont révélés très efficaces lors des tests. Pour le moment, la Sensory Therapy n'est commercialisée qu'aux Etats-Unis. Six mois après son lancement, elle représentait (en nombre d'unités) 17 % à 20 % des ventes d'Origins, « soit à peu près le double de ce que nous avions prévu », affirme William Lauder. Les clients reviennent en acheter et se disent très satisfaits. Malgré tout, l'entreprise américaine demeure plutôt discrète et prudente dans son approche de ce nouveau marché. Aucune date n'a été donnée pour le lancement de la gamme en Europe. Mais il est possible qu'elle soit testée d'ici un an, dans un seul pays pour commen-

M. L.

AFFAIRES

Vinexpo, la bacchanale universelle

En accueillant, dix ans après sa création, cinquante mille professionnels des vins et spiritueux ce Salon consacre Bordeaux comme capitale mondiale des boissons alcoolisées

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

AVEC Vinexpo, cette traduction exemplaire autant que marquée de l'engouement contemporain pour les vins de qualité, Bordeaux a réussi, en dix ans, à doter la France du plus grand Salon mondial des vins et spiritueux. Les données chiffrées abondent pour parfaire la démonstration. Depuis 1981, premier millésime de ce Salon, qui s'achève le 21 juin, le nombre des visiteurs a quadruplé pour approcher cette année les cinquante mille, la participation étrangère augmentant durant cette période de près de 250 % (le Monde du 19 juin). Il y eut ainsi, dès 1985, des groupes de professionnels japonais, suivis rapidement des responsables des monopoles suédois, canadiens et norvégiens. Déjà présente en 1981, la Chine a, depuis, été rejointe par la quasi-totalité des pays producteurs de vin, qu'il s'agisse du Chili, de l'Afrique du Sud ou de l'Autriche; puis, géopolitique oblige, dès 1989, de la Pologne, de la Bulgarie et de l'URSS. Jusqu'à l'Algérie qui, aujourd'hui, ne peut plus se présenter en terre girondine. Les visiteurs français, espagnols et italiens (pays de fortes productions et consommation viticoles) continuent toutefois de fournir la part la plus importante des participants.

Succès sans conteste donc pour cette manifestation qui ne veut pas être présentée comme une foire au vin, fût-elle planétaire, mais bien pour ce qu'elle est : le plus grand Salon mondial des boissons alcoolisées. Parfait symbole du rôle dominant joué à l'échelon international par la place bordelaise et par le vignoble girondin - le plus grand vignoble de vins fins du monde - Vinexpo a réussi à associer son nom à la ville qui porte celui du vin qui la fait vivre. Et l'un des aspects les plus étonnants de ce Salon réside bien dans la multitude des «nœuds satellites» organisés dans la nébuleuse des ébénaires girondins. On citera ainsi cette année, parmi les manifestations les plus curieuses, la soirée du château Pape Clément, ce grand graves ressuscité (en présence de Mgr Pierre Eyt, archevêque de Bordeaux); le dîner (cravate noire, robe longue) donné à ébâteau Clarke par le baron et la baronne Edmond de Rothschild et par M. et Mme Claude Taittinger; le «dîner-dégustation» du château Cos d'Estournel, ou encore la réception de la baronne Philippine de Rothschild à château d'Armailhac, nouvelle dénomination du château Mouton-Baronne.

La greffe entre deux mondes

Au-delà de l'intérêt croissant pour les grands vins internationaux, Vinexpo témoigne aussi des profondes évolutions qui caractérisent le monde des «vins et spiritueux», tout comme la technologie viticole, à laquelle est consacré le Salon voisin, Vinitech.

L'un des aspects les plus étonnants de cette réunion est, en effet,

IL A DE LA CUISE, SA ROBE EST DÉLICATE ET SON NEZ A UN PETIT PARFUM DE BALANCE COMMERCIALE POSITIVE.



da vouloir à tout prix réaliser l'impossible : la greffe entre ces deux mondes que, culturellement, tout ou presque oppose. C'est qu'en fait, plus que de production ou de consommation, il est avant tout ici question de distribution. «Nous nous, certes, en du mal au départ à réunir les vins et les autres boissons alcoolisées», confie Robert Beynat, commissaire général du Salon. Mais

nous nous, en définitive, réussit, car, sur le fond, les stratégies des entreprises concernées ont tout en commun, la dernière décennie ayant été caractérisée par le développement intensif et l'internationalisation des circuits de distribution. Il y a ainsi la place croissante occupée par les moyennes et grandes surfaces, tout comme par les boutiques duty free, dans lesquelles la place des grands

vins, blancs et rouges, et des champagnes ne cesse, depuis 1980, d'augmenter. Il y a aussi le rôle essentiel - qualifié de «prescripteur» par les professionnels - des restaurants haut de gamme, tout comme des chaînes de restauration collective.

A ces évolutions correspond ce qui ne peut que soutenir le développement du Salon bordelais : une internationalisation des marchés, doublée d'une concentration des offres.

Durée de vie des marques en baisse

«La stratégie de développement des grands groupes spécialisés consiste à s'associer ou à acquérir d'autres sociétés pour mieux maîtriser leur approvisionnement, leur commercialisation et élargir leurs gammes de produits, expliquent les responsables du Salon Vinexpo. On assiste alors à une multiplication d'accords de distribution, de participations croisées, de rachats et de joint-ventures.» Vinexpo fournit ainsi la synthèse des grandes tendances du monde international du vin.

«Les surfaces viticoles diminuent dans certaines régions d'appellation, une situation qui n'est pas sans profiter à d'autres pays producteurs, ceux qui développent leur vignoble, explique-t-on aujourd'hui à Bordeaux. Ainsi, entre 1980 et 1988, la Nouvelle-Zélande a augmenté sa production de 12 %, l'Australie de 27 %, l'Afrique du Sud de 28 % et l'Uruguay de 136 %. Les pays du Maghreb, depuis l'effondrement de

leur vignoble dans les années 60-70, ont connu un phénomène économique et touristique. Désormais, l'Algérie, le Maroc et la Tunisie, avec l'appui de professionnels, notamment français, restructurent leur vignoble et plantent de nouvelles vignes.»

Un sondage effectué pour le Salon bordelais a, d'autre part, permis de situer les attitudes des jeunes Européens quant à la consommation de vin (voir encadré). On s'interroge aujourd'hui à Bordeaux sur cette autre tendance, caractéristique de notre époque, qui voit se réduire à une peau de chagrin commerciale la durée de vie des marques. On s'interroge, enfin, de cette forme schizophrénique d'affolement des modes de consommation et de centres d'intérêt : d'un côté, l'explosion du nouveau marché des punchs et des cocktails tout préparés (tequilas orange et citron, peach cordial, boissons à base de kiwis, apparition de crèmes de whisky, etc.); de l'autre, la réhabilitation des cépages traditionnels de Vitis vinifera ou le regain d'intérêt pour les vieux millésimes de champagne, de cognac et d'armagnac.

Enfin, observatoire international, ce Salon ne peut pas ne pas tenir compte des contraintes croissantes imposées dans les pays industrialisés par les nouvelles législations antialcooliques, puisant obstacle à des perspectives de marché que l'on imaginerait volontiers sans frontières.

JEAN-YVES NAU

Les jeunes Européens consomment modérément

Si l'on en croit un sondage réalisé par la SOFRES à l'occasion du salon Vinexpo (1), les jeunes Européens (18-30 ans) ne sont pas de grands consommateurs de vin. Ils ne sont en effet que 12 % à dire en consommant plus de trois fois par semaine (contre 24 % pour la bière), 39 % moins d'une fois par semaine, 36 % se déclarant totalement abstinentes. Selon ce sondage, l'Italie compte deux fois plus de jeunes consommateurs réguliers de vin que la moyenne européenne.

Contrairement à une opinion généralement répandue, le France compte deux fois moins de consommateurs de vin que la moyenne de la CEE, 25 % des jeunes Français se déclarent consommateurs occasionnels et près de la moitié totalement abstinentes. En Espagne, deux jeunes sur trois ne boiraient jamais de vin. La situation apparaît nettement différente dans les pays d'Europe du

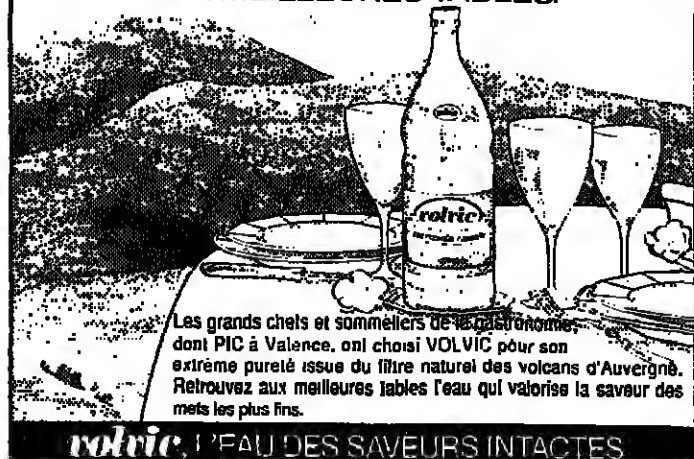
Nord : la Grande-Bretagne se classe au deuxième rang européen par le nombre de ses consommateurs réguliers, et c'est en Allemagne et au Danemark que l'on trouve le moins d'abstinentes.

Dans ce sondage, les jeunes font preuve d'une attitude de modération et de prudence vis-à-vis des boissons alcoolisées. Ainsi les notions de danger, d'abus et de dépendance sont-elles très présentes dans leur esprit, notamment chez les jeunes Allemands et chez les Italiens, les Français se distinguant malheureusement par un niveau de conscience très au-dessous de la moyenne européenne.

J.-Y. N.

(1) Sondage SOFRES réalisé entre le 21 et le 27 mai par téléphone auprès de six cents personnes âgées de dix-huit à trente ans et vivant dans six pays de la CEE.

DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC AUX MEILLEURES TABLES.



LE MONDE
diplomatique

JUIN 1991

JEAN-PAUL II

et la

«LIBÉRATION INTÉGRALE DE L'HOMME»

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 18 F

La révolution culturelle des coopératives danoises

Le mouvement coopératif au Danemark semble bien reparti. Au terme d'un changement de stratégie où il estime ne pas avoir perdu son âme

UN bénéfice après impôt de 48 millions de francs en 1990. Une progression du chiffre d'affaires et de la part du marché de la distribution de 1 % par rapport à 1989, à monnaie constante. Sur les quatre premiers mois de 1991, un accroissement des ventes (+12,5 %) et de la part de marché (+2 %) supérieur à celui des concurrents. La création ou le rachat de nouvelles enseignes (Big Store, Merino). Une prise de participation de 10 % dans Team Skandinavien, une compagnie de tourisme scandinave. Une progression de la diffusion et des recettes publicitaires de son magazine mensuel d'information culturelle et politique, *Samvirke* («Écrivains ensemble»), qui tire à 730 000 exemplaires. Les signes de reprise ne manquent pas à FDB, la coopérative des consommateurs du Danemark et l'une des trois plus grandes entreprises du royaume avec un chiffre d'affaires de 25,5 milliards de francs (1) et un personnel de 21 600 personnes.

Il y a deux ans, on ne donnait pourtant pas cher de sa survie (2). Elle paraissait atteinte du mal dont avaient péri ses homologues français, allemands, britanniques, etc. L'exercice 1988 s'était conclu par une perte de 23 millions de francs. Avant qu'une décision de quelque importance soit prise, une cinquantaine de responsables devaient être consultés. Tout en respectant la nécessité de changements, les cadres du mouvement n'étaient pas d'accord sur les solutions. Huit mois après son recrutement, la coopérative se séparait de son directeur général, le sixième en dix ans.

Réhabilitation du profit

Plusieurs facteurs sont à l'origine du redémarrage. Par son extrême pureté issue du filtre naturel des volcans d'Auvergne, l'eau qui valorise la saveur des mets les plus fins.

Selon Poul Dines, directeur de la communication, la nouvelle stratégie introduit dans le mouvement danois les plus grands changements de son histoire. Cette politique est fondée

sur une idée simple : pour financer leur avenir, les entreprises coopératives doivent réaliser du profit sans compromettre les points de vente aux évolutions de la demande locale, la panoplie d'enseignes de la coopérative (Obs!, Fakta, Kvickly, Irma et Brugsen, l'enseigne-phare) est complétée. Outre Big Store et Merino déjà cités, Superbrugsen et Daglig-Brugsen sont lancés à grand renfort de publicité le 1^{er} janvier dernier.

A l'exception de Brugsen, Daglig-Brugsen et Superbrugsen, qui dépendent d'une même direction, chaque enseigne forme une division autonome autorisée à concurrencer les autres. Pour accroître encore le nombre des adhérents (1,2 million, soit 23 % de la population danoise), mais surtout pour les fidéliser, l'adhésion devient payante d'ici deux ans. Grâce à une carte électronique comptabilisant leurs achats, les finisseurs bénéficieront de ristournes ainsi qu'à d'autres spéciales.

Le poids de la «base»

Poul Dines ne veut pas entendre dire que la «nouvelle stratégie» signe la mort de l'idéal coopératif. En condamnant le profit plutôt que son mauvais usage, le mouvement, estime-t-il, a fait faire route depuis le début. C'est le remettre dans le droit chemin et non le dévoyer que de rectifier cette erreur. Rien n'est changé pour le reste, assure-t-il. Les laboratoires de FDB élaborent toujours des normes d'hygiène, de sécurité et de protection de l'environnement souvent plus sévères que celles des autorités publiques. Discount ou pas, la Coop élimine les produits ne

présentant pas assez de garanties. Depuis sept ans, FDB conserve une partie de ses revenus à un programme de développement au Cap-Vert.

Aussi que le veut la charte du mouvement, elle affecte des ressources (19 millions de francs) à l'éducation de ses membres en éditant son magazine, la plus grande diffusion au Danemark. Les membres du mouvement restent associés à la gestion au jour le jour. Dans les 747 surfaces de vente détenues par l'une des 683 coops de base, les directeurs de magasin sont directement désignés par les sociétaires. Dans les 662 magasins appartenant à la fédération, ils sont nommés avec l'accord des adhérents formant le conseil de l'établissement. Dans tous les cas, les décisions du directeur sont contestables par le conseil des adhérents. A travers le congrès et ses délégués au conseil d'administration, la «base» pèse également sur les orientations stratégiques.

Bjarne Mogelthøj est particulièrement bien placé pour le savoir. Sa première élection étant antérieure à la crise du mouvement et les bénéfices de 1990 ayant été inférieurs de 20 millions à ses prévisions, il est tenu au sursaut. Que les progrès soient apparus en ce début d'année se maintiennent, et sa réélection au congrès de 1992 ne fera pas problème. Qu'elles marquent le pas, et ceux qui se sont redressés la tête pour réclamer la sienne.

JEAN-PIERRE AIRUT

(1) 30 milliards de couronnes danoises.
(2) Voir le Monde du 3 juin 1989.

DÉJEUNERS RIVE DROITE

DIEP à l'Opéra 47-42-31-58 et 94-47-28, rue Louis-le-Grand (2^e).

Ses «MÉNUS EXPRESS» au déjeuner en semaine : 72 F et 88 F. Sans sa coupe, salle à manger circulaire, compartimentée et divisible de 350 places. Cadre somptueux, comme à Hongkong. Dîners à la carte. Vivier de langoustes. Service assuré jusqu'à minuit.

YVONNE F. ven. soir et sam. 13, rue de Bassano, 16^e 47-20-98-15

Vieille Cuisine de Tradition. Spéc. de POISSONS, Huîtres et Gibiers en saison. Foie gras frais, confit de canard. Carte 250/300 F. Diplômé Club P. Montagné. OUVERT DIM.

RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 25, rue Frédéric-Santon (Maub.-Mut.), F. dim.

12 h 30 - 14 h 30, 20 h - 24 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

ALSACE A PARIS 43-26-49-36 9, pl. Saint-André-des-Arts, 6^e T.L.J.

Au cœur du QUARTIER LATIN, de 12 h à 2 h du matin, dans un cadre à découvrir. Déj. Dîner. Soupers. Grillades, Choucroutes, Poissons. Coquillages. Salons pour 16, 20, 30, 60 couverts. Pour groupes, nous consulter.

Conflit d'action

Chiffres

Le mouvement coopératif au Danemark semble bien reparti. Au terme d'un changement de stratégie où il estime ne pas avoir perdu son âme

Plusieurs facteurs sont à l'origine du redémarrage. Par son extrême pureté issue du filtre naturel des volcans d'Auvergne, l'eau qui valorise la saveur des mets les plus fins.

Selon Poul Dines, directeur de la communication, la nouvelle stratégie introduit dans le mouvement danois les plus grands changements de son histoire. Cette politique est fondée

مكتبة الشرح

AFFAIRES

Conflit d'actionnaires autour des Nouvelles Galeries

Après quarante ans de vie commune, les Galeries Lafayette, par leur OPA, mettent à mal « malgré eux » les accords existants avec l'associé principal et ami de toujours, le groupe Devanlay

Un jeune loup voulant prendre le pouvoir dans une entreprise et renverser au passage le patron est monnaie courante dans les affaires. Un investisseur aux agrets géants pour s'immiscer dans le monde d'achat du patron est aussi assez fréquent. Mais une rupture brutale entre actionnaires liés par une réelle amitié, antérieure à leur association, remontant à plus d'un demi-siècle, est beaucoup plus rare. La situation est d'autant plus incompressible lorsque de part et d'autre, comme aux Nouvelles Galeries, les amis ennemis ne veulent surtout pas devenir ennemis. Et pourtant, les voilà, malgré eux, entraînés dans une spirale médiation-juridico-financière.

« Les associés des Nouvelles Galeries ressemblent à s'y méprendre à ces couples sans histoire qui, au bout de quarante ans de mariage, subitement se déchirent. D'un coup, toutes les vieilles rancunes accumulées au cours de leur vie commune remontent à la surface. Ils se séparent ou tentent de recoller les morceaux », affirme un banquier. Comme lui, plus d'un industriel et d'un spécialiste de la distribution ont été surpris à la mi-avril en apprenant brutalement qu'aux Nouvelles Galeries l'un des actionnaires, les Galeries Lafayette, y pre-

des magasins populaires, Pierre Lévy, industriel textile, et André Maus, patron d'un groupe familial suisse très impliqué dans la distribution, décident conjointement de prendre des participations dans la Société alsacienne de magasins (Samag) et de leur filiale Uniprix. Les Galeries Lafayette sont alors associées à cette entrée dans les Nouvelles Galeries. Elles se voient confier l'approvisionnement de la chaîne Uniprix par l'intermédiaire de la centrale d'achat qui fournit leurs Monoprix.

Un coup de semonce

La pilule est amère pour les éternels seconds, relégués à la troisième place. Écartés depuis quarante ans de la gestion des Nouvelles Galeries, ils ont l'impression de l'être de plus en plus, à l'heure où la succession de Maurice Lauré (soixante-trois ans) à la tête du groupe doit être envisagée. Alors, quand, en mars dernier, Proventus fait savoir par l'intermédiaire de la Banque Demachy qu'il souhaite vendre sa part dans les Nouvelles Galeries, les dirigeants des Galeries Lafayette y voient l'occasion de pouvoir se faire entendre. Prendre une revanche, peut-être pas, mais donner un coup de semonce, certes oui.

A ce moment-là, les Galeries Lafayette ne souhaitent pas doubler Devanlay. Il désirent simplement le rattrapper ou plus exactement le talonner pour l'aiguillonner, d'autant

que circulent des rumeurs de dissensions entre la famille Lévy et Léon Cligman au sein du groupe textile. Mais Proventus n'envisage pas de vendre seulement une partie de son paquet d'actions. C'est tout ou rien. D'où le montage élaboré avec le CCF, qui permet aux Galeries Lafayette d'acquiescer 16,4 % des titres et de porter sa participation à 39,24 % dans les Nouvelles Galeries, la banque des Champs-Élysées gardant le reste (9,2 %) avant de les revendre.

Quand une maille saute

« Avec lui, quand une maille saute, tout le tricot y passe », raconte une relation de Léon Cligman pour expliquer la réaction du patron de Devanlay, qui s'est lancé depuis dans une offensive juridique tous azimuts. Le tribunal de commerce a été saisi pour faire constater la violation par les Galeries Lafayette des accords existants, et pour prononcer le séquestre des actions achetées à Proventus. Quant à la cour d'appel, il lui est demandé de faire appliquer une procédure de garantie de cours sur l'ensemble des titres au détriment de l'offre d'achat sur les deux tiers du capital. Si le tribunal de commerce a interdit, le 31 mai, au CCF de céder ses actions Nouvelles Galeries sauf à un des deux groupes qui s'en disputent le contrôle, les autres décisions seront connues dans la dernière semaine de juin.

« Il faut que vous le sachiez, je n'ai pas voulu cette situation », confiait Léon Cligman devant ses actionnaires le 7 juin dernier avant de préciser qu'il attendrait les décisions

judiciaires pour arrêter sa position. Pour Devanlay, les Nouvelles Galeries doivent rester indépendantes. En revanche, pour les Galeries Lafayette, l'absorption de cette chaîne de grands magasins leur permettrait de constituer le quatrième groupe européen du secteur. La marge de manœuvre pour une réconciliation semble bien faible, tant les objectifs divergent entre les deux grands actionnaires. Elle existe toutefois, même si cette opération a enflammé un peu plus l'écheveau, le CCF, banque amie des deux groupes, ayant choisi de soutenir l'un des deux.

Quelle que soit l'issue, l'un ou l'autre – ou les deux en cas de réconciliation – devra tenir compte des nouvelles réglementations boursières et vraisemblablement acquiescer tout ou partie des actions sur le marché. Un milliard de francs, deux milliards, voire quatre, les estimations varient selon les configurations. Et même si tous ces démentis ne sont pas motivés par des questions pécuniaires, cette brouille risque finalement de coûter cher à des associés pour qui l'amitié jusqu'à présent n'avait pas de prix.

DOMINIQUE GALLOIS

(1) Galeries Lafayette, Buchenwald... par Max Heilbronn, éditions Economica 198 francs.

Chiffres

« A l'origine centrale d'achats, créée vers 1880, et fournissant des magasins indépendants, la société française des Nouvelles Galeries s'est développée depuis 1937, date de sa création, par les rachats progressifs d'un certain nombre de ses clients, ainsi que des constructions et acquisitions de magasins », explique cette société dans sa note d'information remise à la COB (Commission des opérations de Bourse) à l'occasion de l'OPA lancée par les Galeries Lafayette au prix de 863,50 francs l'unité. Après un grand nombre de fusions et absorptions effectuées de 1970 à 1987, les Nouvelles Galeries emploient 18 735 personnes. Ce groupe qui contrôle le BHV (50,04 %) et Uniprix (85,09 %), a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires consolidé de 14,9 milliards de francs. Son bénéfice net consolidé s'est élevé à 258 millions dont 199,1 millions pour la part du groupe.

Côté grands magasins, le groupe dispose de 7 BHV, 66 Nouvelles Galeries et 41 affiliés. Son réseau de magasins populaires comprend 58 Uniprix. Par ailleurs, des diversifications plus ou moins heureuses ont été entreprises vers le discount habillage (Vetland), l'équipement de la maison (Centre mai-

son et jardin à l'enseigne CMJ) et le bijouterie (Sonob). En matière de services financiers, Cofinoga représente un tiers des cartes privatives mises en place en France et 6,3 milliards de francs d'encours.

Fondées en 1895, les Galeries Lafayette exploitent actuellement un réseau comprenant 138 établissements (17 grands magasins Galeries Lafayette, 119 magasins populaires Monoprix, Super M, et Inno). Le groupe emploie 18 000 personnes. Le chiffre d'affaires est de 17,6 milliards de francs et le résultat net de 189,6 millions de francs.

Devanlay, fondé en 1931 à Troyes, est le leader français de l'industrie française de la maille et aux premières rangs des groupes de textile-habillage. Il emploie 4 500 personnes. En 1990, le chiffre d'affaires a atteint 2,15 milliards de francs pour un bénéfice net de 200,1 millions de francs. La part des ventes à l'étranger représente 38,7 % de l'activité. Dans le sous-vêtement et la lingerie, la firme possède les marques comme Jil, Orly, Polichinelle, Scandale et Timwear. Elle fabrique par ailleurs les chemises Lacoste et possède 35 % du capital de cette société.

D. G.

naît le pouvoir avec l'aide du CCF au détriment de l'autre partenaire de toujours, le groupe textile Devanlay. Subitement, l'accord presque tacite fixant la répartition du capital et des pouvoirs au sein de la chaîne de grands magasins devient caduc. Or, cet accord passait pour être très solide en raison des liens d'amitié tissés entre les familles sur au moins deux générations. Et l'âge de chacun laissait penser que le temps n'avait fait que sceller le pacte.

Une crise tous les vingt ans

Entre Max Heilbronn, quatre-vingt-neuf ans, gendre du fondateur des Galeries Lafayette et ancien président de cette entreprise dans laquelle il a travaillé de 1926 à 1971, et Pierre Lévy, quatre-vingt-quatre ans, président d'honneur de Devanlay, l'entente est parfaite. Dans son livre sur les Galeries Lafayette (1), Max Heilbronn consacre un chapitre à ses amis. « Pierre Lévy reste pour moi un exemple... Grâce à son action et à son amitié, notre groupe s'est vu attribuer une participation dans un très grand ensemble commercial français, les Nouvelles Galeries. C'est dire que, sur tous les plans, professionnel et personnel, Pierre Lévy s'est révélé un ami exemplaire et constant. »

A la génération suivante, celle actuellement aux commandes, Léon Cligman, soixante et onze ans, patron de Devanlay et gendre de Pierre Lévy, est un ami de toujours d'Etienne Moulin, soixante-dix-neuf ans, vice-président des Galeries Lafayette et gendre de Max Heilbronn. Etienne Moulin entretient les meilleures relations avec Georges Meyer, soixante et un ans, président des Galeries Lafayette, tous deux étant cousins par leur femme. En 1951, croyant à un développement

actions détenues par les Maus, Pierre Lévy convie la BNP et la Société générale à prendre près de 8 % des parts.

La réconciliation entre les Lévy et la famille dirigeant les Galeries Lafayette se traduira en 1973 par des accords de préemption de titres en cas de cession, ce qui complète le dispositif permettant de maintenir l'équilibre de l'actionariat : les deux tiers du capital aux Lévy et un tiers aux Galeries Lafayette. Si ces dernières n'ont pas la direction de l'entreprise, elles ont toujours la responsabilité de l'approvisionnement des magasins Uniprix. A l'époque, rien ne filtre de ces démentis, tout se régle dans la discrétion familiale. Au fil des ans, les parts respectives de chacun se renforcent dans les règles définies.

L'arrivée du raider néo-zélandais Ron Brierley, à la fin de l'année 1988, est sans doute l'une des causes du conflit actuel, qui éclate vingt ans après la première crise. Alléché par des études financières vantant les grands magasins parisiens, cet investisseur décide subitement d'acheter en Bourse des participations minoritaires dans les Galeries Lafayette, dans les Nouvelles Galeries et dans sa filiale BHV. Sans doute espère-t-il alors destituer les actionnaires, prendre ensuite le contrôle de ces groupes et dégager des profits conséquents en vendant leurs immeubles situés en plein cœur de Paris. Mais si l'idée est séduisante sur le papier, sa concrétisation semble impossible. Aussi, après un bref tour de piste, Ron Brierley décide-t-il, en 1990, de se retirer. Il cède ses actions dans les Nouvelles Galeries et le BHV à un investisseur financier suédois, Proventus, entré dans ces mêmes affaires de distribution peu de temps après lui. En octobre dernier, Proventus détient alors 25,6 % des Nouvelles Galeries et devient le deuxième

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOLVAY

MARCHES IRREGULIERS BIEN MAITRISES DIVIDENDE EN HAUSSE

CHIFFRES-CLES POUR L'EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DECEMBRE
(données approuvées par le Commissaire-réviseur)

Groupe Solvay (en millions)	1989 BEF	90/89 +/- (%)	1990 BEF	1990 FRF
Chiffre d'affaires	256.798	- 0,6	255.241	41.911
Investissements	30.800	+18,5	36.500	5.993
Dépenses de recherche	11.965	+ 7,4	12.846	2.109
Résultat net	16.712	- 4,8	15.910	2.612

Solvay S.A. (en BEF par action)

Dividende net	470	+ 6,4	500	82
---------------	-----	-------	-----	----

Cours de change 1990: FRF 1 = BEF 6,09

1990 aura été pour le monde une année d'épreuves après les espoirs de 1989.

Pour le Groupe Solvay, 1990 aura été une année légèrement en retrait sur les résultats records enregistrés en 1989. Notre résultat net consolidé n'a en effet reculé que de 4,8 % ; il reste supérieur au niveau très élevé atteint en 1988.

La politique de diversification du Groupe s'avère payante : si les résultats sont en baisse dans le secteur Plastiques, ils s'eroquent dans nos secteurs Alcaïdes et Peroxydés mais ils sont en augmentation dans nos secteurs Transformation et Santé.

L'année écoulée a aussi marqué le début de notre retour industriel en Europe Centrale.

1990 aura été le moment d'améliorer encore notre philosophie de gestion. En se lançant dans une démarche de Maîtrise Totale de la Qualité, Solvay entend dépasser la notion de Qualité des produits et des procédés, pour mettre le client et ses souhaits au centre de toutes les préoccupations et gagner ainsi encore en service et en compétitivité.

Cette année encore, Solvay témoigne de sa confiance dans les perspectives d'avenir du Groupe en augmentant de 8,4 % le dividende versé aux actionnaires.



Baron Daniel Janssen
Président du Comité Exécutif

[Signature]



Le rapport annuel est disponible sur demande au Secrétariat Général de Solvay, rue du Prince Albert 33, B-1050 Bruxelles

MARCHÉS FINANCIERS

Afin de contrer Procter and Gamble

Unilever s'implante en Pologne

AMSTERDAM

de notre correspondant

A défaut d'être sortis de l'ornière économique, plusieurs pays d'Europe de l'Est sont le théâtre d'un affrontement féroce, mais âpre, entre certains groupes industriels multi nationaux à qui les besoins en biens de grande consommation d'une population avides de confort occidental offrent une nouvelle occasion de croquer le fer. L'américain General Electric et le néerlandais Philips, par exemple, se disputent le marché de l'éclairage grand public depuis, respectivement, la Hongrie et la Pologne (le Monde du 12 mars). Ce dernier pays vient d'être choisi pour servir de base à la conquête du marché des produits d'entretien.

Unilever a pris lundi 17 juin une participation de 80 % dans l'entreprise d'Etat polonaise Polona Bygossz, privatisée et rebap-

titisée Lever Polska. Cette acquisition coûte 20 millions de dollars (122 millions de francs) à la firme de Rotterdam, qui entend de surcroît investir 24 millions de dollars pour doubler la capacité de l'usine et fabriquer toute la gamme de ses produits de ménage : lessives, adoucisseurs, produits de vaisselle et détergents.

Spéculant sur la hausse de la consommation et sur les possibilités d'exportation en Europe de l'Est, Unilever répond ainsi presque du tac au tac à l'américain Procter and Gamble, qui s'est porté acquéreur de la société tchécoslovaque Rakona Rekovnik, qu'elle convoitait aussi. Lever Polska est la première usine européenne de la multinationale anglo-néerlandaise, qui a dernièrement décidé de restructurer ses activités en Europe de l'Ouest afin, entre autres, de financer son expansion vers l'Est du continent.

CHRISTIAN CHARTIER

Quatre ans après sa privatisation

L'IDI propose 10 % de son capital en Bourse

L'IDI, l'ancien organisme public voué au sauvetage des entreprises en difficulté, va introduire 10 % de son capital sur le second marché le 25 juin prochain. Né d'une «trans-action» en 1970 entre le ministère des finances et celui de l'industrie, l'institut de développement industriel est progressivement devenu, dans les années 80, l'un des leaders du capital-risque et du capital-développement. Privatisé en juillet 1987, il a été racheté par ses salariés au prix de 1,48 milliard de francs, grâce à un emprunt remboursé seulement seize mois plus tard.

L'introduction en Bourse, prévue dans un délai de cinq ans lors de sa privatisation, doit permettre au groupe de se doter des moyens financiers de sa croissance. L'opération se fera sous la forme d'une offre publique de vente (OPV) de 147 380 actions, représentant 10 % du capital au prix de 364 francs par action. Ce prix représente une décote de 35 % par rapport à l'actif net réévalué.

Aujourd'hui, l'activité du groupe, présidé par M. Christian Langle, s'organise autour de cinq filiales spécialisées dans les divers métiers du capital-investissement. Le capital-risque avec Finovetec, le capital-développement avec Eridi, les montages de reprise d'entreprises par ses caisses (RIS et LAMDO) avec Cielat, le capital-investissement avec Coparis et des montages de reprise d'entreprises à redynamiser avec Majoria.

Le groupe IDI gère aujourd'hui 1,6 milliard de francs d'actifs et détient 130 participations industrielles. Ses revenus proviennent notamment des plus-values de cession et du groupe a enregistré au cours de ces cinq dernières années un taux de retour sur investissement de 30 % à 40 %. En 1990, le résultat net consolidé (part du groupe) s'est élevé à 96,6 millions de francs contre 62 millions de francs en 1989.

NEW-YORK, 19 juin ↓

Nette baisse

La Bourse de New-York a nettement reculé mercredi, la faiblesse de la tendance étant attribuée aux inquiétudes sur l'évolution des taux d'intérêt à long terme américains. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a chuté de 2 955,50, perdant 31,30 points (1,04 %) dans un marché modérément actif, où 158 millions d'actions ont été échangées. Le recul de Wall Street a suivi celui de la Bourse de Tokyo, intervenu quelques heures auparavant.

D'autre part, le département américain du Commerce a annoncé que le déficit commercial américain s'est aggravé en avril, passant à 4,78 milliards de dollars pour la période sous revue, contre 4,07 milliard en mars. Sur le marché obligataire, les taux d'intérêt sur les bons du Trésor à trois ans, principale référence, sont demeurés inchangés à 8,51 % mercredi en fin d'après-midi, après être montés à 8,53 % en cours de séance.

Colombia Gas, l'un des plus importants producteurs de gaz naturel, a annoncé qu'il pourrait enregistrer une perte de 1 milliard de dollars et être accusé de fraude et de détournement de fonds. L'entreprise a été accusée de ne pas avoir remboursé de sa dette de crédit, ce qui a provoqué la chute de 13,75 dollars de ce titre.

VALEURS	Cours du 19 juin	Cours du 20 juin
Alcoa	57 1/2	57 1/2
AT&T	57 3/4	57 3/4
Banque	48 1/2	48 1/2
Chemical Bank	47 1/2	47 1/2
Eastman Kodak	40 3/4	40 3/4
Exxon	57 1/2	57 1/2
Ford	37 1/2	37 1/2
General Electric	74 3/8	74 1/8
General Motors	52 1/2	52 1/2
Goodyear	34 1/2	34 1/2
IBM	100 1/8	101 1/8
ITT	58 1/2	58 1/2
Johnson & Johnson	55 3/8	55 3/8
Merck	57 1/2	57 1/2
Pharmacia	52 1/4	52 1/4
Temco	62 1/4	61 1/4
Union Carbide	15 1/2	15 1/2
US Steel	23 7/8	23 1/4
Westinghouse	28 1/2	28 1/2
Windsor	25 1/2	25 1/2

LONDRES, 19 juin ↓

Vif recul

Les valeurs ont été tirées en nette baisse, mercredi 19 juin, au Stock Exchange. Après avoir passé la barre psychologique des 2 500 points, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a chuté de 31 points, soit un recul de 1,2 % à 2 468. Le volume des échanges s'est contracté à 469,3 millions de titres contre 573,7 millions mardi.

La faiblesse de la livre et les divergences au sein du Parti conservateur concernant la monnaie unique européenne, ainsi que l'éventuelle des troupes dans les sondages, ont pesé sur la tendance.

FAITS ET RÉSULTATS

o Hanson : Le président du congrès ICI - Le président du congrès ICI, Hanson, a déclaré mercredi 19 juin que sa prise de décision de 2,8 % le mois dernier dans ICI n'était pas une marque d'hostilité, tout en refusant d'exclure une OPA sur le premier groupe chimique britannique. Au moment où les salariés d'ICI se mobilisent contre une possible rachat boursier en se rendant en délégation à la Chambre des communes, lord Hanson, dans une déclaration à la BBC, s'est qualifié d'actionnaire « significatif mais pas agressif, serviable et non hostile ». Dans une menace à peine voilée à l'adresse de la direction d'ICI, il a déclaré attendre avec impatience les résultats financiers du groupe le mois prochain et l'annonce des mesures de redressement promises. De son côté, le président d'ICI, sir George Hanson, a estimé que l'OPA serait « profondément dommageable pour les deux parties » avant d'ajouter : « ICI n'est pas un joueur pour ceux qui ne connaissent rien à l'industrie chimique ».

o Fiat de Nasa Electronics : Fives-Lille devra payer. - La troisième chambre de la cour d'appel de Paris a condamné mardi 19 juin la société holding Fives-Lille - dont Paribas est l'actionnaire principal - à 30 % - ainsi que les dirigeants et administrateurs de Nasa Electronics, à « supporter solidairement l'insuffisance d'actif de Nasa Electronics de concurrence de 400 millions de francs ».

Le 18 janvier 1991, le tribunal de commerce de Paris avait condamné la compagnie de Fives-Lille à payer 468 millions de francs au titre du complément du passif de son ancienne filiale Nasa Electronics revendue en 1986. Fives-Lille avait alors fait appel de cette décision (le Monde du 24 janvier). L'arrêt de la cour d'appel est un coup dur pour Fives-Lille, qui avait déjà perdu 465 millions dans l'affaire Nasa. En avril dernier, la compagnie avait annoncé des pertes de 304 millions de francs, dues aux importantes provisions qu'elle avait dû constituer afin de pouvoir assurer le paiement du passif de Nasa.

o Interruption « progressive » des activités de la société de Bourse Auboyneau-Labouret-Olivier. - La Banque Bruxelles Lambert (BBL) a annoncé mercredi 19 juin l'interruption « progressive » des activités de sa société de Bourse,

PARIS, 20 juin ↓

Déprimée

La Bourse de Paris ressort déprimée jeudi 20 juin, malgré une petite détente des taux d'intérêt à court terme imputable à la réunion préparatoire du G7 prévue ce week-end à Londres. En hausse de 0,08 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 progressait jusqu'à +0,17 % une demi-heure plus tard avant de virer dans la rouge. En début d'après-midi, il affichait une perte de 0,08 %. Depuis le début de la semaine, les quatre séances consécutives négatives ont entraîné une chute de près de 4 % du baromètre de la place française. À la veille de la fin du mois boursier de juin, la liquidation est négative de 1,8 %.

La petite détente constatée jeudi sur le marché monétaire ne parvenait pas à dissiper les inquiétudes des milieux d'affaires français. En effet, la situation politique a créé un climat « déprimé » dans les salles de marché, où l'on s'attendait à la présence des représentants japonais à la réunion du G7. Les groupes industriels exportant chez eux depuis l'arrivée de M. Edith Cresson à l'hôtel Matignon.

Au cours d'un point de presse, le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, a affirmé jeudi que la réunion du G7 dimanche à Londres permettrait de « donner une indication aux marchés » sur le dollar et le niveau des taux d'intérêt. Concernant ces derniers, le ministre des finances souhaite qu'ils ne montent pas et même qu'ils baissent. Dans ce contexte, les plus fortes hausses étaient escomptées par Sodexo, Groupe CCO, la CCI, le CAC, côté des baisses, figuraient UCB, Spie-Batignolles et Fives Lille.

TOKYO, 20 juin ↑

Modeste reprise

Après trois jours de repli, la Bourse de Tokyo a clôturé en légère hausse jeudi 20 juin. L'indice Nikkei a progressé de 85,51 points, soit un gain de 0,36 % à 24 082,26. Le volume des transactions a sensiblement augmenté, passant de 260 millions de titres, mercredi, à 300 millions.

Des achats à bon compte, soutenus par de meilleures performances du yen et des obligations, ont stimulé la tendance. Les analystes ont été étonnés par l'absence de vendeurs, mais ils ajoutent que le marché n'a pas suffisamment d'énergie pour se maintenir à la hausse. « Ce qui a permis la hausse est la conséquence d'un marché survenu », confie l'un d'eux.

VALEURS	Cours du 19 juin	Cours du 20 juin
Alcoa	1180	1220
Bell	1080	1080
Canon	1480	1440
Fujitsu	2670	2650
Hitachi	1620	1620
Hitachi Electric	630	630
Hitachi Heavy	700	700
Sony	8100	8100
Toshiba	1820	1820

Auboyneau-Labouret-Olivier (ALO) a annoncé d'un plan de licenciement. Cette décision intervient quelques semaines après la cession des activités clientèles privées de la filiale de la société de Bourse Courcou-Bouvet (groupe Paribas) dans le cadre d'un plan global de restructuration (le Monde du 4 mai). L'interruption des activités d'ALO fera au cours de prochains mois et s'accompagnera du licenciement d'une cinquantaine de personnes, ainsi que du reclassement d'une vingtaine d'employés.

o Usinor-Sacilor a augmenté sa participation dans l'italien Luxor. - Usinor-Sacilor a porté à 49 % sa participation dans la société holding italienne Luxor, qui contrôle Magenta, le premier producteur italien de produits plats. En novembre 1988, Usinor-Sacilor avait déjà pris 24 % du capital de Luxor et groupe public français a dû déboursier 400 millions de francs pour augmenter sa participation dans la holding italienne.

o Le groupe de la holding italienne Luxor a augmenté sa participation dans la holding italienne Luxor, qui contrôle Magenta, le premier producteur italien de produits plats. En novembre 1988, Usinor-Sacilor avait déjà pris 24 % du capital de Luxor et groupe public français a dû déboursier 400 millions de francs pour augmenter sa participation dans la holding italienne.

o Vealeo a augmenté l'activité d'embarquement de Renault. - L'équipementier automobile Vealeo a obtenu l'accord de la Treuband d'augmenter son activité d'embarquement de Renault au terme de cet accord. Vealeo implantera une usine d'embarquement à Reichenbach, en Suisse. La nouvelle société occupera cinquante personnes dans un premier temps et destinera prioritairement sa production, qui devra commencer dès le quatrième trimestre 1991, à tous les constructeurs d'automobiles de RFA.

o 4 milliards de francs d'obligations pour Eurodisney. - Eurodisney SCA va émettre 3,969 milliards de francs d'obligations convertibles en actions, au taux de 6,75 % sur dix ans, avec priorité de souscription aux actionnaires (mais Walt Disney Company, principal actionnaire de la SCA, avec 49 % du capital, n'exercera pas son droit de souscription, ce qui réduira sa part à environ 42 %). Le produit de l'émission sera affecté au financement du développement d'Eurodisney après l'ouverture du parc à thème « Le royaume magique » et des premiers hôtels, le 12 avril 1992, et à renforcer la structure financière d'Eurodisney.

PARIS :

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcoa	3804	3800	Ala	330	327 20
Amtrak	304	302	Alcoa	137 50	133
BAC	130	130	Amtrak	880	880
Banque	820	814	Ala	102	102
Banque	380	385	Ala	254	250
Banque	212	212	Ala	79 50	77 80
Banque	1036	1030	Ala	128	128
Banque	400 50	400 50	Ala	185 10	185 10
Banque	840	840	Ala	85	85
Banque	185	185	Ala	378	378
Banque	273	265	Ala	618	625
Banque	936	936	Ala	304	304
Banque	280	280	Ala	170	188
Banque	1135	1135	Ala	100	100
Banque	240	240	Ala	416	431 80
Banque	391	400	Ala	130	130
Banque	1134	1134	Ala	278	277
Banque	500	480	Ala	228 10	227 10
Banque	1080	1080	Ala	228	278
Banque	350	343	Ala	215	215
Banque	138 50	138 50	Ala	97	98
Banque	220	220	Ala	737	735
Banque	220	220			
Banque	220	220			
Banque	128	128			
Banque	137 50	135			
Banque	248 80	245			
Banque	395	395			
Banque	218	218			
Banque	785	780			
Banque	951	951			
Banque	238	240			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 19 juin 1991

Nombre de contrats : 124 555

COURS	Jun 91	Sept 91	Déc 91
Dernier	104,34	104,48	104,52
Précédent	104,48	104,68	104,76

Options sur notionnel	Options d'achat	Options de vente
PRIX D'EXERCICE	Sept 91	Déc 91
105	0,78	1,20
	1,30	1,71

CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	Jun	Jul	Oct
Dernier	1 983	1 977	1 928
Précédent	1 983	1 932	1 942

CHANGES

Dollar : 6,0920 F ↓

L'annonce de la réunion avancée du G7, convoquée pour dimanche 23 juin, a provoqué une baisse sensible du dollar, jeudi 20 juin à Paris, à 6,0920 F, au cours des premiers échanges entre banques, contre 6,1035 F à la clôture des échanges interbancaires de mercredi, et 6,1520 F au fixing du même jour.

FRANCFORT	19 juin	20 juin
Dollar (en DM)	1,8107	1,7811
TOKYO	19 juin	20 juin
Dollar (en yen)	141,18	139,45

MARCHÉ MONÉTAIRE (cettes privées)
Paris (20 juin) : 9 578 934 %
New-York (19 juin) : 5 117 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

Valeurs françaises	18 juin	19 juin
Valeurs étrangères	118,60	116,58
Indice global CAC	121	119,90
Indice global CAC	485,15	482,77
Indice global CAC	1 000	31-12-87
Indice CAC 40	1 836,63	1 798,19

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industriel	2 986,81	2 955,50
LONORES (Indices et Financiel Times x)		
	18 juin	19 juin
100 valeurs	2 516	2 484,70
30 valeurs	1 971,90	1 948,30
Mines d'or	198,40	199,50
Fonds d'Etat	83,66	83,75

FRANCFORT

FINANCIERE DES DEVISES		
	DEUX MOIS	SIX MOIS

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	à la	Rap. +	env. dépr.	Rap. +	env. dépr.	Rap. +	env. dépr.
E.-U.	6,0280	6,0295	+ 196	+ 206	+ 375	+ 395	+ 1000
Can.	5,3029	5,3065	+ 51	+ 118	+ 91	+ 118	+ 241
Yen (100) ..	4,3567	4,3609	+ 66	+ 82	+ 128	+ 152	+ 425
DM	3,4011	3,4033	+ 22	+ 37	+ 33	+ 53	+ 73
Franc	3,0192	3,0207	+ 10	+ 20	+ 23	+ 37	+ 49
FR (100) ..	16,511	16,520	+ 13	+ 18	+ 17	+ 18	+ 37
FR	3,9613	3,9636	+ 56	+ 67	+ 97	+ 118	+ 387
£ (1 000) ..	4,5626	4,5665	+ 55	+ 42	+ 119	+ 94	+ 388
£	9,9291	9,9376	+ 135	+ 106	+ 245	+ 200	+ 535

TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E.-U.	5 3/4	5 7/8	5 15/16	6 1/16	6 1/8	6 1/8	6 5/16	6 7/16
Yen	7 7/8	7 7/8	7 9/8	7 9/8	7 7/8	7 15/16	7 15/16	7 15/16
DM	8 1/16	8 1/16	8 3/4	8 7/8	8 7/8	9	9	9
Franc	9 3/4	9 1/4	9	9	9	9 1/8	9 1/8	9 1/8
FR (100)	8 1/16	8 1/16	8 7/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8
FR	7 7/8	7 7/8	7 15/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16
£ (1 000)	12 5/8	11 11/16	11 4/3	11 5/8	11 3/4	11 4/3	11 4/3	11 1/2
£	9 3/4	9 7/8	9 15/16	9 15/16	9 15/16	9 15/16	9 15/16	9 15/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Jeu 20 juin
Jean-Pierre Morier,
gérant de Dragoco.
« Le Monde Affaires » et du 21 juin
publie une enquête sur l'industrie
du parfum.

Vendredi 21 juin
Philippe Boisseau,
PDG de Geacel.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-26-99
Téléc : 206.806 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. Jacques

BOURSE DU 20 JUIN

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

VTE S/SAIS. PAL. JUSTICE DE PARIS, JEUDI 4 JUILLET, A 14 H 30

APPARTEMENT A PARIS-18^e
4, impasse du Talon, bte. A, 1^{er} étage s/cour, séjour, cuis., chambre, douche, bte. E, cave s/sol
M. A. P. X : 20 000 F. S'adr. : M^{re} MERMET, 18, rue de Lisboe, Paris-3^e, tél. s/s 49-80-01-85. M^{re} MAGLO, 4, all. de la Toison-d'Or (94) CRETEIL, tél. 49-80-01-85.

Vente sur saisie immobilière, Palais de Justice de PARIS
le JEUDI 4 JUILLET 1991, à 14 h 30
UN APPARTEMENT 2 P.P. 15, RUE DAGUERRE
à PARIS (14^e) - en 3^e étage, bte. A
M. à P. : 300 000 F S'adr. : M^{re} P. VIDAL DE VERNEUX et
C. BOURRIOT, avocats à PARIS (9^e)
55, bd Malesherbes - Tél. : 45-23-04-36 - VISITE sur place,
le 27 juin 1991, de 12 h à 13 heures.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS
le JEUDI 11 JUILLET 1991, à 14 h 30
123, rue de l'Université - PARIS-7^e
1^{er} lot :
APPARTEMENT DE 3 P. Princ.
cuisine, salle de bains et une cave
Mise à Prix : 1 250 000 F
2^e lot : **une CHAMBRE - Mise à Prix : 50 000 F**
S'adr. : M^{re} M.-J. CHARPENTIER-OLTRAMARE, avocat à PARIS-6^e,
3, rue Danton - Tél. : 43-25-55-12, à tous avocats près le TGI de PARIS.

Vente après liquidation judiciaire au Palais de Justice de PARIS
le JEUDI 4 JUILLET 1991, à 14 h 30
d'HÔTEL - RESTAURANT
dit « Les Carrières » - hameau de Chametier - commune de
SAINT-CHAFFREY (Htes-Alpes)
Rez-de-chaussée avec 3 étages
Terrain de 5 321 m² environ
Mise à Prix : 3 000 000 F
S'adresser à M^{re} Bernard MALINVAUD, avocat à PARIS-16^e, 1 bis, place
de l'Alma, Tél. 47-23-73-70 - M^{re} JOSSE, maod. liquid. 4, rue du Marché-
Saint-Honoré, PARIS-1^{er} et à tous avocats près le TGI de PARIS.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de CRETEIL
le JEUDI 4 JUILLET 1991, à 9 h 30
PAVILLON
Compr. et sous-sol - r.-de-ch. : salle de séjour double, cabinet de toilette,
cuisine équipée - 1^{er} ét. : 2 chambres, salle de bains et cabinet de toilette -
2^e étage mansardé : chambre, salle d'eau sur un terrain de 294 m²
MAISONS-ALFORT (94)
38, rue Michelet
MISE A PRIX : 1 000 000 F
S'adresser à M^{re} Patrick VARINOT, avocat à NOGENT-SUR-MARNE (94130),
166 bis, Grande-rue, tél. : 49-71-03-78 - LA SCP GARY, LACROUX, FARNAC,
CIVILAIRES, avocats associés, 10, avenue Perle, 75008 PARIS, tél. : 42-39-34-40.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS
le JEUDI 4 JUILLET 1991, à 14 h, en QUATRE LOTS
APPARTEMENT à ST-CLOUD (Hauts-de-Seine)
au 1^{er} étage, de 3 pièces principales + cave
27, r. du Calvaire - Mise à Prix : 400 000 F
Seine-Maritime
2^e lot : **APPARTEMENT**
r.-d.-ch., 4 PP + terr. + cave
à ST-ADRESSE
5, r. Reine-Elisabeth
14-16, rue de la Croix
Mise à Prix : 200 000 F
4^e lot : **APPARTEMENT**
de 2 PP + cave, 2^e étage
à ROUEN
37 à 41, r. Bonnetiers
+ local comm. ou rez-de-ch.
Mise à Prix : 200 000 F
3^e lot : **MAISON à ST-GEORGES-DE-OLÉRON (17)**
de 3 pièces principales + dépendances
307, all. du Capitaine-Vigier - Mise à Prix : 110 000 F
S'adr. pr renseignements : M^{re} Alain DE GEMINI, avocat à PARIS-7^e, 17, rue de l'Uni-
versité, tél. 42-61-13-45, au Greffe du Trib. de Grande Instance de PARIS.

C'est la crise,

Costumes
SUPER 100'S 5500⁺ 1790⁺
valeur

VESTES EN LAINE
OU LIN 3500⁺ 990⁺

Robes en soie
valeur 4900⁺ 1590⁺
ROBES ET ENSEMBLES à 790⁺
JUPES ET CHEMISIERS à 190⁺
et des milliers d'autres articles en solde

Profitez-en : 4 JOURS REMARQUABLES,
du Jeudi 20 au Dimanche 23 Juin inclus

DAVID SHIFF
Club des Dix

13 RUE ROYALE PARIS 8^e (hôtel particulier dans la cour)

BAISSE DU DOLLAR : ETUDES USA
EN UNIVERSITE
En Californie, Floride, Nord-Est, un semestre logement et repas inclus
5 500 \$ environ. Départs encore possibles au septembre ou janvier.
Etudes ou stages linguistiques.
UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, inc.
French-Office, 57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly, 47.22.94.94 ou 47.45.09.19

AGENDA

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 19 juin au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme de ses travaux un communiqué a été publié, dont voici les principaux extraits.

Conventions internationales

Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant l'approbation d'un accord avec la République fédérative tchèque et slovaque sur la création et les modalités de fonctionnement des centres culturels. Il a également présenté un projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre les Etats membres de la Communauté européenne relative à l'élimination des doubles impositions en cas de corrépondances de bénéfices des entreprises associées.

L'accord avec la Tchécoslovaquie règle les conditions de la création et du fonctionnement du centre culturel tchécoslovaque qui doit être ouvert à Paris et des centres culturels français en Tchécoslovaquie. La convention conclue entre les Etats membres de la Communauté européenne vise à éliminer la double imposition des bénéfices des groupes exerçant leur activité sur le territoire de plusieurs Etats membres. A la différence du modèle des conventions de ce type, cette convention prévoit qu'à défaut d'un accord amiable entre les Etats tout litige est réglé par une procédure d'arbitrage.

La prévention et la lutte contre les feux de forêt

Le ministre de l'intérieur et le ministre de l'agriculture et de la forêt ont présenté une communication sur la prévention et la lutte contre les feux de forêt.

L. - Le ministre de l'intérieur a présenté le dispositif mis en place pour lutter contre les feux de forêt au cours de l'été. Comme l'année précédente, il repose sur la mobilisation préventive des moyens de lutte pour attaquer les feux dès leur naissance. Ainsi, en 1990, 99 % des deux mille deux cents dépôts de feu ont pu être éteints dans les premières minutes. Le dispositif a cependant été renforcé pour faire face aux très grands feux, qui ont été particulièrement dévastateurs en 1990 où six feux ont détruit à eux seuls 75 % des surfaces brûlées.

Cet été, vingt-sept mille sapeurs-pompiers issus des départements généralement touchés par le feu, trois colonnes préventives composées de sapeurs-pompiers provenant d'autres départements et quatre unités de la sécurité civile, dont trois représentant mille cinq cents hommes dans le Sud-Est, et une dans le Sud-Ouest, seront mobilisés en permanence. Des moyens militaires renforcés de quatre cent cinquante spécialistes, de deux mille deux cents hommes, de matériels du génie et d'hélicoptères pourront intervenir en renfort.

Les moyens aériens de la sécurité civile se composent de vingt-huit avions, de vingt-cinq hélicoptères dans le Sud-Est et de six hélicoptères dans le Sud-Ouest ; ils représentent une capacité d'emport de 1 611 tonnes d'eau contre 154 tonnes en 1990.

Douze appareils Canadair de la nouvelle génération seront commandés.

II. - Le ministre de l'agriculture a fait le point des mesures mises en œuvre pour prévenir les incendies de forêt.

1) Les travaux les plus urgents de nettoyage et de recépage nécessaires à la reconstitution des forêts incendiées au cours des dernières années sont aujourd'hui bien avancés, grâce à une aide exceptionnelle de l'Etat.
2) La mise en place par l'Etat, en janvier 1990, d'un fonds destiné à financer l'exécution d'office des travaux de débroussaillage aux abords des habitations a été mise en place et a produit les effets attendus ; le rythme des travaux de débroussaillage s'est accru. Le fonds est en conséquence reconstruit.

3) En application d'une loi du 23 janvier 1990, un décret a réservé au ministre de l'agriculture les décisions relatives au défrichage des terrains incendiés depuis

moins de quinze ans, afin de décourager les actes de malveillance destinés à modifier l'affectation forestière des sols.

4) Une loi du 3 janvier 1991 a prévu l'institution de « plans de zones sensibles aux incendies » à l'intérieur desquelles les travaux, constructions ou installations peuvent être interdits ou soumis à des conditions particulières. Le décret d'application nécessaire est en cours d'élaboration.

5) Un projet de loi sera prochainement déposé devant le Parlement pour mieux définir les obligations des propriétaires en matière de débroussaillage, notamment en le rendant obligatoire aux abords des voies privées, pour faciliter l'institution de servitudes de passage pour la défense contre l'incendie et pour permettre dans certaines conditions le recours à de nouveaux modes de débroussaillage tels que le pâturage ou le brûlage dirigé.

6) La nécessité de créer des « coupures agricoles » à l'intérieur des zones forestières pour diminuer l'étendue des grands incendies devrait être reconnue après qu'une étude et une concertation auront été menées d'ici un an.

7) Pour mieux orienter encore les dispositifs de prévention et de lutte, il convient de déterminer avec une plus grande précision les caractéristiques et les limites des zones connaissant les plus grands risques d'incendie. L'accent est mis en conséquence sur l'utilisation des techniques modernes de collecte et d'exploitation des informations disponibles. En particulier, le ministre de l'intérieur et le ministre de l'agriculture et de la forêt ont engagé une action de modernisation informatique de la banque de données statistiques sur les incendies de forêt.

La politique de l'eau (Le Monde du 30 mai).

Les consommateurs et la protection de l'environnement

Le ministre de l'environnement et le ministre délégué à l'artisanat, au commerce et à la consommation ont présenté une communication sur les consommateurs et la protection de l'environnement.

Les consommateurs peuvent contribuer à la protection de l'environnement en portant leurs choix sur des produits dont les méthodes de fabrication et les caractéristiques sont plus respectueuses de l'environnement. Dans la compétition internationale, les entreprises doivent tenir compte de leur côté de la sensibilité croissante des consommateurs aux préoccupations touchant l'environnement.

1) L'Etat annulera avec les organismes professionnels des contrats destinés à encourager les entreprises à réduire la pollution causée par certains produits de grande consommation. Déjà de tels contrats ont été passés en matière de peintures, de produits aérosols, de matériels de réfrigération et de lessives.

2) Un label « NF Environnement » sera créé pour faciliter l'information des consommateurs. Accordé par l'Association française de normalisation, ce label distinguera les produits dont les conditions de fabrication, d'utilisation et d'élimination sont les moins polluantes. Les premiers labels seront accordés avant l'automne. Dans les procédures de normalisation, il sera tenu un plus large compte de l'impact des produits sur l'environnement. La France préconise la définition d'un label unique à l'échelle de la Communauté européenne.

3) La recherche sera intensifiée, en particulier dans le domaine des risques de contamination dans la chaîne alimentaire. Une concertation sera engagée avec les organismes professionnels et les organisations représentatives des consommateurs pour réduire l'importance des déchets d'emballage, qui représentent 80 % du volume des ordures ménagères et dont la croissance est à l'origine de graves atteintes à l'environnement.

CARNET DU Monde

Naissances

Thierry et Brigitte BEROD, Marjolaine et Raphaëlle,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Arsène,

à Papete, le 14 juin 1991.

BP 14007,
Ahuu,
Tahiti (Polynésie française).

Thierry, Christiane (née Dalec) et
Nicolas MOREAU

ont la joie de faire part de la naissance de

Clément,

le 3 juin 1991.
19, rue des Cinq-Diamants,
75013 Paris.

Décès

M^{re} Geneviève Herbetie,
M^{re} et M^{re} Jacques Kientz,
M^{re} et M^{re} Jean-Philippe Monnier,
M^{re} et M^{re} Francis Chard,
ses sœurs et beaux-frères,
Véronique et Jorg Riederer
et Nicolas,
Bruno et Parne Monnier,
Grégoire, Raphaëlle et Frédéric,
ses neveux et petits-neveux,
Ses fidèles amis,
ont le grand chagrin de faire part du décès de

Claude HERBETTE,

rappelé à Dieu, le 18 juin 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 21 juin, à 15 heures, en l'église Saint-Clément, place Charles-de-Gaulle, à Saint-Cloud, et suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse, dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

66, rue d'Aguesseau,
92100 Boulogne.

Gilbert Paris,
Son fils Serge Courte-Paris,
Les familles Paris, Charnet,
Kraemer,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{re} Ernest PARIS,
née Marie-Germaine Pastier,

le lundi 17 juin 1991.

Le service religieux est célébré en l'église Notre-Dame de Loris (Loiret), le jeudi 20 juin, à 15 heures.

12, rue de Pontoise,
75005 Paris.

M^{re} et M^{re} Robert Bizot,
M^{re} André Ducrocq,
M^{re} et M^{re} Xavier Paul-Renard,
Le marquis et la marquise
de Geoffroy du Rouet,
ses enfants,
Véronique, Aroaud, Geoffroy,
Hugues, Nathalie, François-Eric,
Cécile, Héloïse, Foulques, Axelle,
Caroline, Fédica, Hortense, Victoria,
ses petits-enfants,
Romain, Félix,
ses arrière-petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

M^{re} François PAUL-RENARD,
née Anne Miribel,

le 18 juin 1991.

Une messe sera célébrée à son intention, le vendredi 21 juin, en l'église Saint-Gervais à Paris, à 18 h 30. Les obsèques auront lieu le samedi 22 juin, à 11 heures, en l'église de La Chapelle-Vieille-Forêt (Yonne).

4, avenue de Carouans,
75116 Paris.
La Forestière,
89360 La Chapelle-Vieille-Forêt.

Messes annuelles

Samedi 22 juin 1991, à 11 h 30,
église Saint-Roch, messe et bonjour musical.

Henri SAUGUET.

Messe jubilaire pour évoquer le souvenir sur terre de Marie Blanche, comtesse Jean de Polignac.

Méditation pour le vingtième anniversaire de la mort de Jean Cocteau.

Merci de votre présence et de votre fidélité.

THÈSES

Tarif Étudiants
50 F la ligne H.T.

Pompes Funèbres
Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL par le 11

Anniversaires

Le Mouvement international des responsables chrétiens (MIRC) prie ceux qui ont connu et aimé son ancien président.

M. Jacques de VOGUE,

entré dans la paix du Seigneur le 18 mai 1991, de s'unir par la prière on dans la prière le mardi 25 juin, à 18 h 30, dans la nouvelle église de Saint-Honoré d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16^e.

L'Association du souvenir de Ferdinand de Lesseps et du canal de Suez prie ceux qui ont connu et aimé son président d'honneur.

M. Jacques de VOGUE,

d'assister au service célébré à sa mémoire le mardi 25 juin, à 18 h 30, dans la nouvelle église de Saint-Honoré d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16^e.

Il y a trois ans, le 22 juin 1988,

Jacques WALINE

était brutalement enlevé à l'affection des siens.

es nombreux amis,
son épouse Dominique,
née Ramadier,
son fils Guillaume,
sa fille Aïda,
et toute sa famille,
demandent à tous ceux qui l'ont connu de se souvenir de l'homme qui a su allier bonhomie, courage et honneur, et d'en garder la mémoire.

A son souvenir sont associés

son père,
Le professeur Marcel Waline,
ancien membre du Conseil constitutionnel.

Son grand-père Paul Ramadier,
ancien président du Conseil.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 92 F

Abonnés et actionnaires 80 F

Communications diverses 95 F

Thèses étudiants 50 F

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5548

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Moyen d'engager la lutte. - II. Ne se mange pas à tous les réveillons. Pronom. - III. Se répète sans fin. Ne laisse presque rien paraître. - IV. Degré. Susceptible de nous « échequer ». - V. S'emploie pour exprimer. Note. - VI. Qui se dresse bien. - VII. Qui se dresse bien. - VIII. Sort à bien dresser. Fait souvent des courses. - IX. Ve en classe. - X. Mieux vaut ne pas l'avoir à nos pieds. Jugés dignes de confiance. - XI. Quelqu'un qui avait besoin de contacts. A de nombreux points.

VERTICALEMENT

1. S'adresse à des personnes responsables. Pas autre chose. - 2. Possède le bac. Donnée pour éclairer. - 3. Va aux champs. D'un audacieux. Peut se voir en poitrine. - 4. Il n'est pas rare qu'il soit sur des charbons ardents. - 5. Préfixe. Qui part en fumée. Est destiné à des hommes de terrain. - 6. Fait un tour. Fut entre les mains des conquérants. - 7. A moitié prêt. Qui ne se laisse pas traverser du regard. - 8. Homme de paroles. Était tout pour Aragon. - 9. Peut, à tout moment, se faire tirer dessus.

Solution du problème n° 5545

Horizontalement

I. Neuvaines. - II. Ordinaire. - III. Cran. Tan. - IV. Tais. Rien. - V. Poésie. - VI. Moulage. - VII. Barrière. - VIII. Us. Gin. Sa. - IX. Limonade. - X. Es. Né. Ira. - XI. Assises.

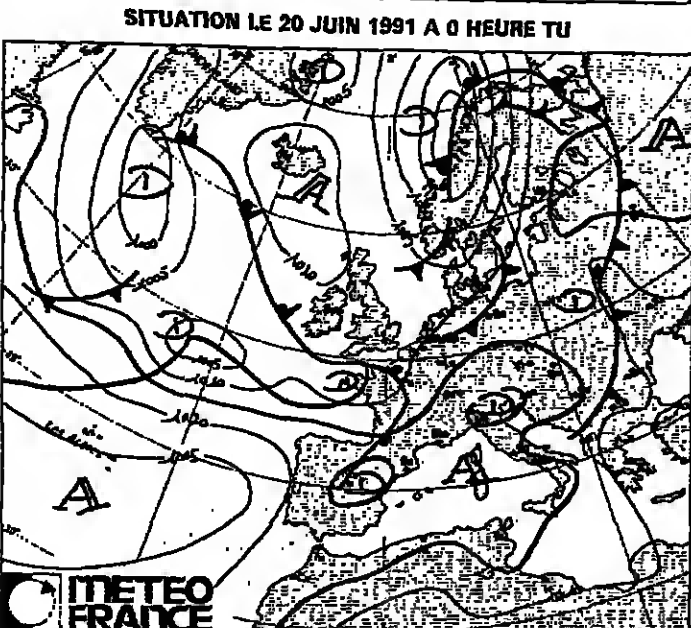
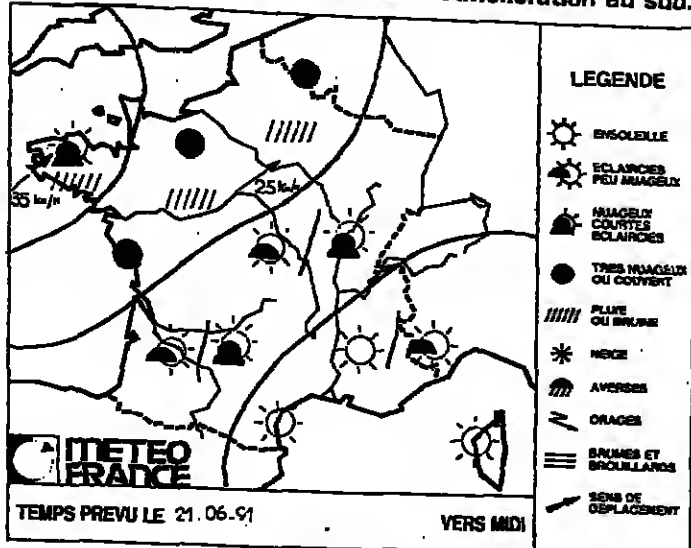
Verticalement

1. Nectambules. - 2. Erre. Oasie. - 3. Udaipur. - 4. Vins. Lagone. - 5. An. Patinés. - 6. latrogène. - 7. Naiser. Nis. - 8. Ernie. Isère. - 9. Se. Némée. As.

GUY BROUTY

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le vendredi 21 juin 1991
Passagèrement pluvieux au nord. Amélioration au sud.



Samedi 22 juin : orageux au Sud et à l'Est. Sur un grand quart nord-ouest du pays, c'est-à-dire Nord-Picardie, Ile-de-France, Normandie, Bretagne, Pays de Loire et Charentes, la météo sera marquée par des averses entrecoupées d'insolence. Ces dernières prendront le dessus à partir de la mi-journée, l'après-midi sera généralement ensoleillé. Les passages nuageux resteront cependant fréquents, surtout près de la Manche où des ondées pourront encore se produire.

Sur le reste du pays, le ciel sera plus ou moins nuageux, avec quelques pluies faibles, éparpillées, qui prendront parfois un caractère orageux à partir de la mi-journée. Des éclaircies parviendront à se développer l'après-midi, mais des orages sont également à craindre, en particulier le soir sur les massifs : Pyrénées, Massif Central, Alpes, Jura et Vosges. La journée sera globalement bien ensoleillée près de la Méditerranée.

Températures en hausse, se rappro-

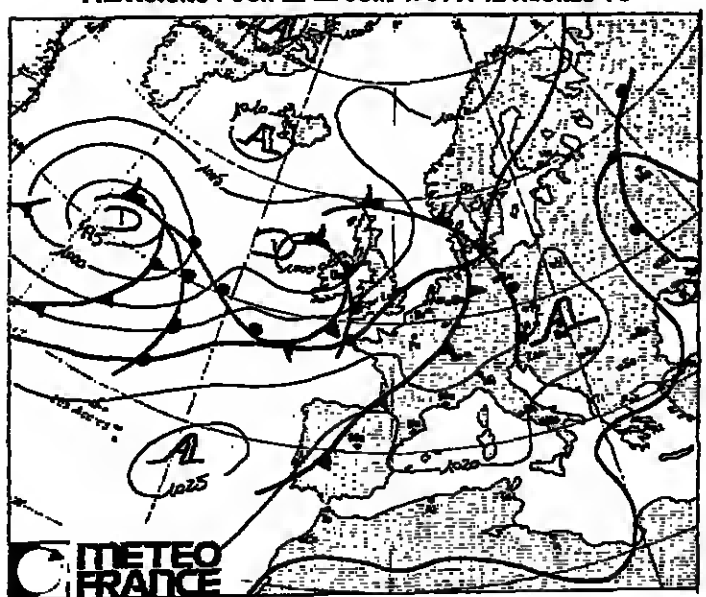
chant des valeurs normales : au lever du jour 10 degrés à 12 degrés sur la moitié nord, 12 degrés à 14 degrés sur le Sud, 19 degrés près de la Méditerranée ; l'après-midi, 19 degrés à 22 degrés sur le Sud, jusqu'à 29 degrés sur le Sud-Est.

Dimanche : frais et nuageux. Sur l'ensemble de la France, le ciel restera très nuageux. C'est sur le Sud-Est que ces nuages seront les plus "menaçants", barrant des fois et des fois la route, la Côte d'Azur, la Corse et les Alpes, le ciel sera également un peu sur les régions proches des Pyrénées (avec de la neige au-dessus de 1 200 mètres).

Sur le reste de la France, la météo sera souvent brumeuse avec même quelques bancs de brouillard qui se formeront en fin de nuit. Par la suite, la journée sera variable avec de nombreux passages nuageux, de courtes éclaircies et quelques averses.

La température soufflera moins fort que les jours précédents.

PRÉVISIONS POUR LE 22 JUIN 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé											
Valeurs maximales relevées entre le 19-6-1991 à 18 heures TU et le 20-6-1991 à 6 heures TU											
le 20-6-91											
FRANCE											
ALGER	22	9	N	TOULOUSE	20	13	P	LUXEMBOURG	14	8	P
BARCELONE	19	14	C	TORONTO	16	11	C	MADRID	26	18	N
BORDEAUX	20	11	P	PARIS	23	12	D	MARRAKECH	31	17	D
BRESCIA	13	12	C	STRASBOURG	18	11	P	MEXICO	21	13	P
CAEN	16	12	C	LYON	18	11	P	MILAN	23	10	N
CHERBOURG	16	12	P	NANTES	18	11	P	MONTECARLO	23	17	D
CLEMONTE-FE	18	11	P	NICE	22	11	P	MOSCOW	31	17	N
DIJON	18	11	P	PARIS-MONTS	18	11	P	NAPLES	23	10	N
GRENOBLE	22	11	C	PARIS	22	11	P	NEW-DERBY	23	16	P
LILLE	16	11	P	PERPIGNAN	22	11	C	NEW-YORK	20	17	C
LIMOGES	19	10	C	RENNES	22	11	C	OSLO	13	8	C
LYON	19	10	C	ST-ETIENNE	22	11	C	PALMA-DE-MAJ	23	11	D
MARSEILLE	22	16	P	STRASBOURG	18	11	P	PARIS	31	20	D
NANCY	17	10	C	TOULOUSE	20	13	P	RIO-DE-JANEIRO	25	21	D
NANTES	16	12	C	TOURNAI	18	11	P	ROME	23	11	D
NICE	21	13	C	VALENCIENNES	18	11	P	SINGAPOUR	33	28	D
PARIS-MONTS	18	11	P	VERSAILLES	18	11	P	STOCKHOLM	16	9	C
PARIS	22	11	C	VIENNE	18	11	P	SYDNEY	17	9	C
PERPIGNAN	22	11	C	YVERDON	18	11	P	TOKYO	27	21	A
RENNES	16	12	C					TORONTO	27	18	N
ST-ETIENNE	18	9	P					VARSOVIE	20	12	N
STRASBOURG	18	8	C					VIENNE	20	12	N
								YVERDON	18	10	D
ÉTRANGER											
ALGER	24	12	D	ALGER	24	12	D	ALGER	24	12	D
AMSTERDAM	15	10	N	AMSTERDAM	15	10	N	AMSTERDAM	15	10	N
ATLANTA	20	12	D	ATLANTA	20	12	D	ATLANTA	20	12	D
BANGKOK	32	26	N	BANGKOK	32	26	N	BANGKOK	32	26	N
BARCELONE	21	18	N	BARCELONE	21	18	N	BARCELONE	21	18	N
BEIJING	25	11	D	BEIJING	25	11	D	BEIJING	25	11	D
BELGRADE	16	10	P	BELGRADE	16	10	P	BELGRADE	16	10	P
BOMBAY	26	18	P	BOMBAY	26	18	P	BOMBAY	26	18	P
BUDAPEST	16	9	N	BUDAPEST	16	9	N	BUDAPEST	16	9	N
COPENHAGUE	15	9	N	COPENHAGUE	15	9	N	COPENHAGUE	15	9	N
DAKAR	26	23	D	DAKAR	26	23	D	DAKAR	26	23	D
DELHI	27	20	D	DELHI	27	20	D	DELHI	27	20	D
HAARLEM	18	8	C	HAARLEM	18	8	C	HAARLEM	18	8	C
HONGKONG	30	26	C	HONGKONG	30	26	C	HONGKONG	30	26	C
ISTANBUL	26	18	C	ISTANBUL	26	18	C	ISTANBUL	26	18	C
JERUSALEM	30	16	D	JERUSALEM	30	16	D	JERUSALEM	30	16	D
LE CAIRE	36	22	D	LE CAIRE	36	22	D	LE CAIRE	36	22	D
LIENING	24	14	D	LIENING	24	14	D	LIENING	24	14	D
LONDRES	18	11	C	LONDRES	18	11	C	LONDRES	18	11	C
LOS ANGELES	21	17	D	LOS ANGELES	21	17	D	LOS ANGELES	21	17	D
A B C D N O P T *											
avers	brume	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	

Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

PIERRE GEORGES

Opération Foucault

BON, l'affaire est entendue : on a gagné la guerre ! Mais de là à investir toutes les émissions de TF1, les unes après les autres, l'opération Foucault après l'opération Drucker, il y a une marge. Après tout, les Champs-Élysées, l'arc de Triomphe, un 14 juillet, sont mieux faits pour les retours victorieux.

Mais c'est ainsi. Le « grand muets » se fait, depuis quelques temps, chantante. Ou presque. N'en frissonne plus de célébrer ses mérites entre deux tranches de play-back. Il fut un temps où le théâtre allait aux armées. Voici que les armées viennent au théâtre. Faut-il qu'elles aient

envie qu'on les aime ! Ou pour qu'on les oublie, revenues à l'ordinaire des casernes.

Heureusement, le SIRPA, service d'information et de relations publiques des armées, et son patron, le général Germain, veillent. Justement réputé, durant la guerre du Golfe, pour la qualité de ses silences et l'extrême soin apporté à l'organisation des voyages touristiques de presse aux armées, voilà que le SIRPA a changé ses caméras d'épouse.

S'agirait-il de séduire, « sacrée soirée en robe de Toulon, exécution, rompez. Il faut l'admettre : quand l'armée veut communiquer, cela ne fait pas un pli. Elle met le paquet. Un bateau,

la foudre, des avions, des hélicoptères, un char. Un commando de la Légion, à moi Jean-Pierre Foucault, trois fanfares, des chœurs, une péniche de débarquement évadée par le Foudre-Jonas. Et vite fait bien fait, une entente chirurgicale de campagne montée au moins de temps qu'il n'en fut au cousin Léon pour s'installer au camping des Flots bleus. Ah ! et puis un oubli, autant pour les croisées, le quadrille des batonnets, la garde républicaine jouant aux soldats de plomb.

Comment Jean-Pierre Foucault, le revers encombré de pin's - au fait, échangeais pin's Daguet contre pin's le Monde -, n'aurait-il pas cédé à la tentation de voir et

complimenter l'armée française ? Le pacha de la Foudre, homme sympathique et visiblement comblé d'avoir à commander un si beau bateau, icône, fut un hôte charmant, délicieux, attentionné. La fanfare de la Légion lui jura son dévouement, façon boudin. La musique des équipages de la flotte lui offrit un *in the Moon*, qu'on se serait cru avec Benny Goodman à Hawaï, juste avant. Et tous ses interlocuteurs, pilotes, gendarmes, chirurgiens militaires, furent en sorte de convaincre que le métier des armes peut être un métier de paix et d'assistance humanitaire. Qui en doutait ? Qui doutait que le pax puisse se faire, elle, à coup de bons sentiments ?

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : « signalé dans le Monde radio-télévision » ; « Film à éviter » ; « On peut voir » ; « Ne pas manquer » ; « Chef-d'œuvre ou classique ».

Jeudi 20 juin

- TF 1**
- 20.50 Feuilleton : La Vengeance aux deux visages. De Karen Arthur, avec Rebecca Gilling, James Fyfe (3^e épisode, rediff.).
 - 22.35 Magazine : Ex Libris. De Patrick Poivre d'Arvor. Vies privées. Invités : Hervé Bazin (l'Écote des pères), Jean Chalon (Chère George Sand), Pierre-Jean Remy (l'Autre Education sentimentale), Yves Audaud (Lettres de mon pigeon), Rufus (Oscar Tango).
 - 23.35 Divertissement : Le Bébête Show.
 - 23.40 Journal, Météo et Bourse.
- A 2**
- 20.45 Magazine : Envois spécial. Présenté par Bernard Benveniste, de New-York. Le retour des GI, d'après Poirier et Didier Dahan; New-York-Babylone, de Fernando Arrabal et Pierre Moschowitz; New-York : les armes perdent, de Bruno Albini.
 - 22.05 Téléfilm : La Mafia rouge. De Michel Sibra, avec Fanny Bastien, Jacques Perrin.
 - 23.40 Journal et Météo.
 - 0.00 Documentaire : La Culture en chantier. 6. L'Homme de théâtre. De Jean-Louis Cornil.
 - 0.25 Série : L'Homme à la valise (rediff.).
- FR 3**
- 20.45 Cinéma : Baby Boom.

- Film américain de Charles Stryer (1988). Avec Diane Keaton, Harold Ramis, Sam Wanamaker.
- M 6**
- 22.40 Journal et Météo.
 - 23.00 Documentaire : Portrait d'Orson Welles. De Leslie Mephey.
 - 1.20 Musique : Carnet de notes.
- CANAL PLUS**
- 20.30 Cinéma : Do the Right Thing. Film américain de Spike Lee (1989). Avec Danny Aiello, Ruby Dee, Ossie Davis (v.o.).
 - 22.25 Flash d'informations.
 - 22.30 Cinéma : Dangereusement vôtre. Film britannique de John Glen (1989). Avec Roger Moore, Tanya Roberts, Grace Jones (v.o.).
 - 0.35 Cinéma : Je t'ai dans la peau. Film français de Jean-Pierre Thon (1989). Avec Michel-Mercier, Robert Hossein, Sami Frey.
 - 2.30 Magazine : Rapido spécial.
- LA 5**
- 20.50 Cinéma : Angélique et le Roy. Film français de Bernard Borda (1965). Avec Michèle-Mercier, Robert Hossein, Sami Frey.
 - 22.40 Feuilleton : Le Bateau. De Wolfgang Petersen, avec Jürgen Prochnow, Herbert Grönemeyer (1^{er} épisode).
 - 23.40 Magazine : A la cantonade.
 - 23.55 Journal de la nuit.
 - 0.05 Demain se décide aujourd'hui.

Vendredi 21 juin

- TF 1**
- 14.30 Feuilleton : Côte Ouest (rediff.).
 - 15.25 Série : Marie Perenché.
 - 16.20 Club Dorothée.
 - 17.30 Série : Chips (rediff.).
 - 18.20 Jeu : Une famille en or.
 - 18.50 Feuilleton : Santa Barbara.
 - 19.20 Jeu : La Roue de la fortune.
 - 19.50 Divertissement : Le Bébête Show (et à 0.25).
 - 20.00 Journal, Météo et Topix var.
 - 20.45 Variétés : Tous à l'Une.
 - 22.45 Variétés : La Fête de la musique.
 - 0.30 Journal, Météo et Bourse.
- A 2**
- 14.30 Série : Les Héritiers.
 - 16.00 Série : La Cour au vent.
 - 16.55 Magazine : Glps.
 - 18.15 Jeu : Des chiffres et des lettres.
 - 18.35 Série : AH (rediff.).
 - 19.05 Série : Mec Gyver (rediff.).
 - 20.00 Journal et Météo.
 - 20.45 Variétés : La Fête de la musique.
 - 22.10 Magazine : Caractères. Présenté par Bernard Rapp. La Musique en livres. Invités : Brigitte Massin (Guide des opéras de Mozart), Myriam de Saint-Pol (le Syndrome de l'Opéra), André Boucourechliev (Un essai sur Beethoven), Philippe Godefrid (Divines et Divas).
 - 23.25 Journal et Météo.
 - 23.40 Cinéma : The Rose. Film américain de Mark Rydell (1979). Avec Bette Midler, Alan Bates, Frederic Forrest (v.o.).
- FR 3**
- 14.30 Magazine : Regards de femme.
 - 15.05 Magazine : Faut pas rêver (rediff.).
 - 16.05 Magazine : Zapper n'est pas jouer (et à 17.05).
 - 17.30 Amuse 3.
 - 18.10 Magazine : C'est pas juste.
 - 18.30 Jeu : Questions pour un champion.
 - 19.00 Le 19-20 de l'information.
 - 20.05 Divertissement : La Classe.
 - 20.45 Fête de la Musique.
 - 22.30 Journal et Météo.
 - 22.50 Cinéma : Don Giovanni. Film franco-italo-allemand de Joseph Losey (1978). Avec Ruggero Raimondi, José Van Dam, Kiri Ta Kanawa (v.o.).

- 15.20 Magazine : Mag max.
 - 16.15 Cinéma : Nuit de folie. Film américain de Chris Columbus (1987). Avec Elisabeth Shue, Keith Coogan, Anthony Rapp.
 - 18.05 Canaille peluche.
 - En clair jusqu'à 20.30
 - 18.30 Ça cartoon.
 - 18.50 Top albums.
 - 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
 - 20.30 Série : Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI.
 - 21.15 Sport : Les Dieux de la glace.
 - 22.55 Flash d'informations.
 - 23.00 Cinéma : Il y a des jours et des lunes. Film français de Claude Lelouch (1989). Avec Gérard Lamy, Patrick Chesnais, Vincent Lindon.
 - 0.50 Musique : Autour de mes nuits. Festival d'Anibes-Juan-les-Pins 1990. Filmé par Jean-Christophe Averty en haute définition.
 - 5.00 Cinéma : Jours tranquilles à Clichy. Film franco-italo-allemand de Claude Chabrol (1989). Avec Andrew McCarthy, Nigel Havers, Barbara de Rossi (v.o.).
- LA 5**
- 14.25 Série : L'Inspecteur Derrick.
 - 15.30 Série : Soko, brigade des stupés.
 - 18.20 Yopipi l'école est finie.
 - 17.45 Série : Superkid.
 - 18.10 Série : Mission casse-cou.
 - 19.05 Série : Kojak.
 - 20.00 Journal et Météo.
 - 20.40 Journal des courses.
 - 20.50 Téléfilm : Piège mortel. De John Llewellyn Moxey, avec Matt Salinger, Lisa Ellbacher.
 - 22.30 Feuilleton : Mystères à Twin Peaks (10^e épisode, rediff.).
 - 0.00 Journal de la nuit.
 - 0.10 Demain se décide aujourd'hui.
 - 0.15 Le Club du Télé-achat.
 - 0.45 Musique : Starmania.
 - 3.20 Documentaire : La Ballade de John Lennon.
 - 4.10 Documentaire : Panorama des artistes français de musique et de danse (et à 4.55, 5.15, 5.30, 5.37, 5.47, 6.00, 6.15).

- 18.05 Série : Mission impossible.
 - 19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
 - 19.54 Six minutes d'informations.
 - 20.00 Série : Cosby Show.
 - 20.30 Météo 6.
 - 20.40 Téléfilm : Surf'n'USA, les Beach Boys. De Michael Switzer, avec Bruce Greenwood, Greg Kinnear.
 - 22.15 Météo des plages.
 - 22.20 Concert : Live. En direct de l'Arche de la Défense.
 - 22.30 Capital. Le pactole du disque.
 - 22.50 Musique : Musikera 2. Spécial Marinique.
 - 0.25 Six minutes d'informations.
 - 0.30 Spécial sexy clip.
 - 1.00 Musique : Rapline. Spécial Raggamuffin.
 - 2.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
- 17.00 Musique : Deux Concertos pour piano et orchestre K 468 et K 537 de Mozart, par l'Orchestre philharmonique de Munich, dir. Friedrich Gulda, piano.
 - 18.05 Documentaire : Les Trois Dernières Sonnettes de Franz Schubert.
 - 18.55 Documentaire : Les Heures chaudes de Montparnasse. De Jean-Marie Drot.
 - 19.55 Chronique : Le Dessous des cartes (et à 22.35).
 - 20.00 Documentaire : Les Réves des enfants du dragon. De Pierre Hoffmann.
 - 21.00 Téléfilm : La Rue. D'Alan Clarke.
 - 22.05 Téléfilm : La Patte de singe. D'Andrew Barker.
 - 22.40 Téléfilm : Piège pour un soldat. De Karl Francis.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Radio-archives.
 - 21.30 Musique : Black and blues.
 - 22.40 Les nuits magnétiques.
 - 0.05 Du jour au lendemain.
 - 0.50 Musique : Code.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Fête de la musique.
 - 22.30 Concert (donné ce jour à Leipzig) : Concerto pour violon, violoncelle et orchestre en mi mineur op. 102, Symphonie nr 4 en mi mineur op. 98, de Brahms, par l'Orchestre de Gewandhaus de Leipzig, dir. Kurt Masur; sol. : Christian Franke, violon, Jörn-Jakob Timm, violoncelle.
 - 0.05 Fête de la musique.

La polémique sur l'immigration

M^{me} Cresson qualifie de « choquants » et empreints d'une « connotation raciste » les propos de M. Chirac

M^{me} Edith Cresson a qualifié de « choquants » jeudi 20 juin lors de son point presse hebdomadaire, les propos de M. Chirac concernant l'« overdose d'étrangers ». M^{me} Cresson a estimé que c'était « tout de même rousser le bouchon un peu loin, même dans un meeting ». Elle a indiqué que si sa réponse à M. Chirac, la semaine dernière à l'Assemblée nationale, avait pu jeter le trouble quand elle avait dit que ses propos lui faisaient penser à ceux de M. Jean-Marie Le Pen, cette impression « est aujourd'hui partagée par les auditeurs » de M. Chirac.

Selon M^{me} Cresson, « Jacques Chirac souhaite se rapprocher du Front national, du moins dans le discours, pour des raisons électorales. Beaucoup de Français ne vont pas suivre ce discours-là qui est choquant ». « C'est un dossier dont on ne doit pas se servir à des fins électorales », a ajouté M^{me} Cresson, en dénonçant « des propos à connotation raciste qui

rappellent d'autres périodes ». Plus généralement, le premier ministre a expliqué que sa politique était axée « d'une part sur la compréhension et la tolérance et d'autre part sur la fermeté ». « Je n'aurai pas de faiblesse en ce qui concerne l'immigration clandestine tout comme je n'aurai pas de faiblesse en ce qui concerne la sécurité afin que sur tous les territoires de la République, la police puisse pénétrer », a-t-elle dit.

De son côté, M. Jack Lang, ministre de la culture, porte-parole du gouvernement, a déclaré : « La droite dérape. M. Chirac est victime de l'overdose de ses ouïssances verbales. Il se shoote à la drogue dure du racisme. M. Poniowski

plonge à pleines mains dans la fange des bas instincts. Pour ces deux dirigeants, les bulletins de vote, eux, n'ont pas d'odeur. Non contents de faire le lit de M. Le Pen, voici qu'ils présentent les bords. Heureux M. Le Pen, d'être ainsi caillé et choyé. Triste droite qui perd ainsi son âme pour tenter de sauver ses meubles vermoulus ».

M. Kofi Yamgnane, secrétaire d'Etat chargé des affaires sociales et de l'intégration, a affirmé quant à lui sur A2 : « Il s'agit de racisme (...) M. Chirac (...) est raciste en disant cela. M. Yamgnane s'est dit « surpris » et « choqué » car « jusqu'à présent le RPR avait une attitude ferme mais pas extrémiste ». « Au moins », a ajouté

M. Yamgnane, il o le mérite de la clarté (...) Si le RPR suit Chirac, il est très clair pour nous, socialistes, que le RPR se situe à la remorque de Jean-Marie Le Pen (...) le discours de Chirac appelle à la haine ».

M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, député du Rhône et maire de Bron a jugé que ces propos étaient « inadmissibles » et « effrayants ».

M. Chirac a justifié ses propos, sur France-Inter, en affirmant que « c'est ce qu'on entend partout quand on va dans ces quartiers, il faut le savoir, ce n'est pas la peine de se le cacher ».

Le maire de Paris : « Il y a overdose »

ORLÉANS

de notre correspondant

M. Jacques Chirac a présidé un dîner-débat, mercredi 19 juin, à Orléans, devant près de mille trois cents militants et sympathisants. Estimant que « le seul de tolérance » est dépassé en matière d'immigration, le président du RPR a déclaré, sous les applaudissements : « Nous ne rejetons pas les étrangers. Seulement, ce qui se passe, c'est qu'aujourd'hui il y en a trop. Notre problème, ce n'est pas les étrangers, c'est qu'il y a overdose ».

« Il faut mettre un moratoire au regroupement familial », a indiqué l'ancien premier ministre, en évoquant « le travailleur qui habite à la Goutte d'Or (quartier parisien), qui travaille avec sa femme pour gagner environ 15 000 francs et qui voit, sur son palier d'HLM, une famille entassée avec le père, trois ou quatre épouses et une vingtaine de gosses, qui touche 50 000 francs de prestations sociales sans, naturellement, travailler ». « Si vous ajoutez à cela le bruit et l'odeur, a précisé M. Chirac, en déclenchant des rires, le travailleur français, sur le palier, il devient fou. Ce n'est pas être raciste que de dire cela ».

Interrogé, jeudi 20 juin, à Orléans, sur les propos concernant l'immigration qu'il avait tenus la veille, M. Chirac a déclaré : « Je ne suis pas suspect de sympathie à l'égard de M. Le Pen. Je ne vois pas en quel il aurait le mandat de souligner les vrais problèmes. Il faut que ceux qui nous gouvernent prennent conscience qu'il y a un problème (de l'immigration) et que si on ne le traite pas, les socialistes étant ce qu'ils sont, ils ne le traiteront que sous la pression de l'opinion publique - les choses empireront au profit de ceux qui sont les plus extrémistes ».

RÉGIS GUYOTAT

Le Front national a bravé l'interdiction de sa manifestation

C'est pire que pendant la guerre, s'est lamenté une dame. Autour d'elle, quelques dizaines de manifestants scandaient : « La France aux Français ! », « La police over nous ! ». Derrière les barrières de l'ordre qui interdisaient, mercredi 19 juin à Paris, l'accès de la place de l'Opéra, le flot des militants et sympathisants du Front national a grossi jusqu'à atteindre plusieurs centaines de personnes. Les slogans ont changé : « Les fustils en banlieue ! », « socialistes, terroristes ! », « Mitterrand, jous le camp ! ». Une oration a accueilli M. Jean-Marie Le Pen qui, entouré de membres du bureau politique du parti

d'extrême droite, bravait l'interdiction prononcée par le préfet de police de cette manifestation visant « l'injustice, l'insécurité, la corruption, la décadence », en résumé l'immigration.

« J'aimerais être tapé pour que les Français réalisent pleinement où l'on en est de la démocratie en France », avait espéré M^{me} Marie-France Stirbois, quelques heures avant cette démonstration. Par bonheur, le député d'Eure-et-Loire n'a reçu aucun coup. La police, qui veillait au grain, a assuré une protection efficace aux dirigeants du Front national, qui se sont ensuite rendus, avec les manifestants, au Palais-Royal.

Devant quinze cents à deux mille personnes (huit mille à dix mille, selon les organisateurs), M. Le Pen a alors affirmé que « le pouvoir socialiste se place systématiquement du côté de la pègre et des étrangers ». « Quand le ministre de l'Intérieur préfère les louards aux vieillards, les étrangers aux Français, les truands aux policiers honnêtes, quand l'Etat est dur aux faibles et doux aux forts, a-t-il conclu, il est temps que le peuple parle pour remettre de l'ordre dans la maison ».

O. B.

M. Le Pen : « De plus en plus de gens empruntent le discours du FN ». M. Jean-Marie Le Pen a évoqué les propos de M. Chirac en disant notamment, jeudi matin 20 juin, sur RTL : « Parce qu'on entre en période électorale, Jacques Chirac découvre qu'il y a un problème d'immigration et parle d'overdose ». Je suis surpris de voir que de plus en plus de gens se rallient à l'analyse et aux propositions que le Front national fait depuis dix ans tout en continuant de le diaboliser. Le président du Front national s'est également référé aux déclarations de M. Michel Poniowski préconisant des remèdes contre l'immigration allant « plus loin que Le Pen ».

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Vas-y cocotte !

VOUS allez encore m'accuser de sexisme, mais je peux pas m'en empêcher, faut que je cocotte là, aujourd'hui, rapport à ça qu'on a surnommé « Hua cocotte ! », la Cresson, oui. Elles les a bien eues, hier au Palais-Bourbon, les mecs de l'opposition, en les menaçant d'abord de sortir son 49-3 : Haut les mains ! Le premier qui bouge, je l'abats ! Et puis en se ravissant : Non, pas la peine que je dégaîne, vous allez me le voter bien gentiment me réforme hospitalière.

Stupeur étranglée de fureur sur les bancs clairssemés de la droite : ces salauds de centristes, des potes au ministre de la santé, se sont dégonflés en douce. On trépigne, on exige trois suspensions de séance, on court les engueuler au téléphone : Non, mais ça va pas, t'es malade !

Tu t'es fait embêter, pauvre crétin ! Après quoi, on galope dans les travées pour tourner les clés - c'est ça la vota électronique ! - des copains absents à 90 %. Et qu'est-ce qu'on voit ? Elles sont

pas toutes là, les clés, il en manque. On s'indigne, on accuse les socialistes de les avoir piquées. Eux, juvants les innocents : normal qu'elles y soient pas, on est pas obligé de les laisser là, on a parfaitement le droit de les garder dans sa poche. Bon, peut-être, mais on est pas assez nombreux pour qu'elles puissent peser, la loi. Et le quorum, qu'est-ce qu'il en fait, Fefa ? Il s'assied dessus : la plaisanterie a assez duré.

Penses-tu ! Le chafut reprend de plus belle. Ça piaille et ça rouscaille et ça s'empoigne et ça quitte la séance dans un beau mouvement d'indignation et ça se répand dans les couloirs et ça déclare, fallait le voir ce matin à la télé pour le croire, que la démocratie ne sort pas grande de ce coup bas !

Encore un coup des Japs ! Vous savez ce qu'ils ont fait pendant que la Cresson les recevait très gentiment en délégation à l'Assemblée dans l'après-midi ? Ils lui ont acheté son 49-3, ces rats !

Poursuite des mouvements sociaux à la SNCF

Tandis que la CGT avait déposé un préavis de grève du mercredi 19 juin à 20 heures au vendredi 21 juin à 8 heures, les conflits en cours à la SNCF se traduisaient, jeudi 20 juin en fin de matinée, par des perturbations limitées dans les régions de Marseille, Montpellier, Nice et Saint-Etienne.

Ainsi, la gare Saint-Charles, à Marseille, était toujours occupée par les agents de manœuvre, en grève depuis le 6 juin à l'appel de la CGT et de la CFDT. Dans la région de Montpellier, les départs de Nîmes et de Narbonne, ainsi que ceux de Nice, en Provence-Côte d'Azur, étaient touchés par le mouvement.

A Saint-Etienne, une centaine d'agents de conduite et d'entretien, qui observent une grève depuis le

lundi 17 juin à midi, devaient se prononcer, jeudi 20 juin à midi, sur la suite à donner au mouvement.

Au niveau national, la CGT a déposé un préavis de grève, dans le cadre de sa journée nationale interprofessionnelle d'action du 20 juin (sur le SMIC, la Sécurité sociale, etc.).

La grève de la CGT peut servir à la RATP. - Les arrêts de travail lancés mercredi 19 juin par la CGT à la RATP n'ont entraîné que peu de perturbations dans le trafic : en fin d'après-midi, seules trois lignes étaient affectées, le trafic étant normal à 70 % ou 80 %, selon la direction. Les autobus et le réseau express régional fonctionnaient normalement.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Ile-de-France : « Les ratés de la charte », par Michel Giraud ; « Les désagréments de l'agrément », par Claude Haurieux 2

La visite de M. Ehsine à Washington 3

L'Inde en quête d'un premier ministre

M. Rao bien placé 4

La nouvelle ligne du PCF

Les communistes durcissent le ton 8

Le débat sur l'Europe à l'Assemblée nationale 9

Catastrophes

Inépuisable à propos de l'éruption des volcans Pinatubo aux Philippines et Unzen au Japon 10

La fête de la musique

Une sélection des principales manifestations 12

La mort de Jean Arthur

L'actrice favorite de Frank Capra avait quatre-vingt-dix ans 12

SECTION B

LIVRES • IDÉES

« Les aventures du roman » Une vie japonaise • Le feuilleton de Michel Braudeau • Histoires littéraires, par François Bort • Littérature française • Lectures en vacances • L'Histoire, par Jean-Pierre Rioux • Lettres étrangères • D'autres mandes, par Nicola Zand 17 à 28

SECTION C

Préunion

des Sept Grands

Les ministres des finances se réunissent le 23 juin avant le sommet de juillet 29

L'Europe du travail 29

Vers une reprise du marché publicitaire mondial 32

Le 39^e Salon du Bourget

L'aéronautique civile estime avoir évité le pire 32

AFFAIRES

« L'argent des odeurs » Vinexpo, la bacchanale universelle • Conflit d'actionnaires autour des Nouvelles Galeries 33 à 35

Services

Abonnements 38
Annonces classées 31
Cartes 38
Loto 38
Marchés financiers 38-37
Météorologie 39
Mots croisés 38
Radio-Télévision 39
Spectacles 15

La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM

Le numéro du « Monde » daté 20 juin 1991 n'est tiré à 489 561 exemplaires.

CERRUTI 1881
LIGNE POUR FEMME
PARIS

SOLDES

à partir du 21 juin

15, pl. de la Madeleine
42, rue de Grenelle
17, av. Victor-Hugo

du 15 au 29 juin

OLD ENGLAND
PARIS

RECLAME DE JUIN

Chemise M.C. 220 F Boxer Short 95 F

Polo 180 F Pantalon coton 390 F

Pull ras du cou coton 295 F

SOLDES

Homme - Femme - Enfant

12, bd des Capucines 75009 Paris 47.42.81.99

SVM Mac

LES MEILLEURS LOGICIELS DU MACINTOSH

Parmi les centaines de logiciels que Macintosh a vu naître depuis ses débuts, quelques-uns sont des surdoués, talentueux et originaux. SVM MAC leur consacre un dossier dans lequel vous découvrirez, dans tous les domaines d'application, dix-huit programmes uniques, qui n'existent sur aucun autre ordinateur.

Également au sommaire :

• Avant-première :
Resolve, le nouveau tableur de Claris
• Bases d'essai :
Scanners Microtek
Bases de données : 4DXREF et eXtra
PAO : Aldus PrePrint
• Magazine : Le chantier du siècle sur Macintosh

Et comme chaque mois,
le cahier pratique avec tous les trucs
et astuces pour aller plus vite,
plus loin avec votre Macintosh.

LE PERIPHERIQUE INDISPENSABLE DE VOTRE "MAC".